

Gouvernements de Communauté et de Région

Ministère de la Communauté française

Administration générale de l'Enseignement et de la Recherche scientifique. Direction générale de l'Enseignement non obligatoire et de la Recherche scientifique. Service général des Hautes Ecoles et de l'Enseignement artistique de niveau supérieur. Jury de la Communauté française chargé de conférer le diplôme de professeur de sténographie et de dactylographie-traitement de texte dans les établissements d'enseignement secondaire et d'enseignement supérieur de type court de la Communauté française. Session 1999. Instructions. Appel aux candidats, p. 1264.

Les Publications légales et Avis divers ne sont pas repris dans ce sommaire mais figurent aux pages 1265 à 1280.

De Wettelijke Bekendmakingen en Verschillende Berichten worden niet opgenomen in deze inhoudsopgave en bevinden zich van bl. 1265 tot bl. 1280.

LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN

MINISTERE DES FINANCES

F. 99 — 91

[C - 98/03665]

22 DECEMBRE 1998

Loi portant des dispositions fiscales et autres (1)

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. La présente loi règle une matière visée à l'article 78 de la Constitution.

CHAPITRE I. — Code des impôts sur les revenus 1992

Art. 2. L'article 17, § 1^{er}, du Code des impôts sur les revenus 1992 est remplacé par la disposition suivante :

« § 1^{er}. Les revenus des capitaux et biens mobiliers sont tous les produits d'avoirs mobiliers engagés à quelque titre que ce soit, à savoir :

- 1° les dividendes;
- 2° les intérêts;
- 3° les revenus de la location, de l'affermage, de l'usage et de la concession de biens mobiliers;
- 4° les revenus compris dans des rentes viagères ou temporaires qui ne constituent pas des pensions et qui, après le 1^{er} janvier 1962, sont constituées à titre onéreux à charge de personnes morales ou d'entreprises quelconques. »

Art. 3. A l'article 18 du même Code, modifié par l'article 1^{er} de la loi du 28 juillet 1992, par l'article 3 de la loi du 20 mars 1996 et par l'article 3 de l'arrêté royal du 20 décembre 1996, sont apportées les modifications suivantes :

1° l'alinéa 1^{er}, 1°, est remplacé par la disposition suivante :

« 1° tous les avantages attribués par une société aux actions, parts et parts bénéficiaires, quelle que soit leur dénomination, obtenus à quelque titre et sous quelque forme que ce soit; »

2° dans l'alinéa 1^{er}, est inséré un 2° bis libellé comme suit :

« 2° bis les remboursements totaux ou partiels de primes d'émission à la même condition et dans la même mesure que les remboursements de capital social; »

MINISTERIE VAN FINANCIEN

N. 99 — 91

[C - 98/03665]

22 DECEMBER 1998

Wet houdende fiscale en andere bepalingen (1)

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 78 van de Grondwet.

HOOFDSTUK I. — Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992

Art. 2. Artikel 17, § 1, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« § 1. Inkomsten uit roerende goederen en kapitalen zijn alle opbrengsten van roerend vermogen aangewend uit welken hoofde ook, namelijk :

- 1° dividenden;
- 2° interest;
- 3° inkomsten van verhuring, verpachting, gebruik en concessie van roerende goederen;
- 4° inkomsten die begrepen zijn in lijfrenten of tijdelijke renten die geen pensioenen zijn en na 1 januari 1962 onder bezwarende titel zijn aangelegd ten laste van enige rechtspersoon of onderneming. »

Art. 3. In artikel 18 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij artikel 1 van de wet van 28 juli 1992, bij artikel 3 van de wet van 20 maart 1996 en bij artikel 3 van het koninklijk besluit van 20 december 1996, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het eerste lid, 1°, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« 1° alle voordelen toegekend door een vennootschap aan aandelen en winstbewijzen hoe ook genaamd, uit welken hoofde en op welke wijze ook verkregen; »

2° in het eerste lid wordt een 2° bis ingevoegd, luidend als volgt :

« 2° bis gehele of gedeeltelijke terugbetalingen van uitgiftepremies, onder dezelfde voorwaarde en in dezelfde mate als de terugbetalingen van maatschappelijk kapitaal; »

Art. 4. A l'article 21 du même Code, modifié par l'article 1^{er} de la loi du 28 décembre 1992, par l'article 134 de la loi du 22 mars 1993, par les articles 2 et 92, 1^o, de la loi du 22 juillet 1993, par l'article 5 de la loi du 6 juillet 1994, par l'article 2 de la loi du 22 mars 1995, par l'article 2 de la loi du 20 décembre 1995 et par l'article 5 de la loi du 20 mars 1996, sont apportées les modifications suivantes :

1^o le 2^o est remplacé par la disposition suivante :

« 2^o les revenus autres que ceux visés à l'article 19, § 1^{er}, 4^o, d'actions ou parts, payés ou attribués en cas de partage total ou partiel de l'avoir social ou d'acquisition d'actions ou parts propres par des sociétés; »;

2^o dans le 5^o, les mots "en application de l'arrêté royal n^o 185 du 9 juillet 1935" sont supprimés.

Art. 5. L'article 29, § 2, du même Code est complété comme suit :

« 5^o les associations des copropriétaires qui possèdent la personnalité juridique en vertu de l'article 577-5, § 1^{er}, du Code civil. »

Art. 6. L'article 45 du même Code est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 45. Sont également exonérées les plus-values qui se rapportent à des actions ou parts dans des sociétés résidentes ou dans des sociétés qui ont leur siège social, leur principal établissement ou leur siège de direction ou d'administration dans un autre Etat membre des Communautés européennes, lorsque ces plus-values sont obtenues ou constatées à l'occasion d'une fusion, d'une scission ou de l'adoption d'une autre forme juridique, effectuée soit en application des articles 211, § 1^{er}, ou 214, § 1^{er}, dans la mesure où l'opération est rémunérée par des actions ou parts nouvelles émises à cette fin, soit en application de dispositions analogues dans cet autre Etat.

Dans cette éventualité, les plus-values ou moins-values qui se rapportent aux actions ou parts reçues en échange sont déterminées eu égard à la valeur d'acquisition ou d'investissement des actions ou parts échangées, éventuellement majorée des plus-values imposées ou diminuées des moins-values admises tant avant qu'après l'échange; pour l'application de l'article 44, § 1^{er}, 2^o, les actions ou parts reçues en échange sont censées avoir été acquises à la date d'acquisition des actions ou parts échangées. »

Art. 7. L'article 46, § 1^{er}, alinéa 7, du même Code, inséré par l'article 2 de la loi du 30 janvier 1996 est rapporté.

Art. 8. A l'article 47 du même Code, modifié par l'article 8 de l'arrêté royal du 20 décembre 1996, sont apportées les modifications suivantes :

1^o dans la phrase liminaire du § 1^{er}, alinéa 1^{er}, les mots "au prix de réalisation" sont remplacés par les mots "à la valeur de réalisation";

2^o le paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, est remplacé par la disposition suivante :

« 2^o à l'occasion d'une aliénation non visée au 1^o, d'immobilisations incorporelles sur lesquelles des amortissements ont été admis fiscale-ment ou d'immobilisations corporelles et pour autant que les biens aliénés aient la nature d'immobilisations depuis plus de 5 ans au moment de leur aliénation, »;

3^o le paragraphe 1^{er}, alinéa 2, est remplacé par la disposition suivante :

« Sont assimilés à des immobilisations corporelles, les terrains et constructions figurant sous le poste placements de l'actif, conformément à la législation relative aux comptes annuels des entreprises d'assurances. »

Art. 9. L'article 52, 8^o, du même Code est remplacé par la disposition suivante :

« 8^o les sommes que le contribuable paie, pour lui-même, pour son conjoint et pour les membres de son ménage qui sont à sa charge, à une mutualité agréée par arrêté royal, au titre de cotisations dans le cadre d'une assurance complémentaire en vue de bénéficier d'une intervention dans le coût des soins de santé qui sont remboursables en application de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, sans toutefois tomber dans le champ d'application de l'arrêté royal du 30 juillet 1964 portant les conditions dans lesquelles l'application de la même loi coordonnée est étendue aux travailleurs indépendants, à concurrence du montant de l'intervention qui peut être procurée en application de la loi coordonnée précitée; ».

Art. 4. In artikel 21 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij artikel 1 van de wet van 28 december 1992, bij artikel 134 van de wet van 22 maart 1993, bij de artikelen 2 en 92, 1^o, van de wet van 22 juli 1993, bij artikel 5 van de wet van 6 juli 1994, bij artikel 2 van de wet van 22 maart 1995, bij artikel 2 van de wet van 20 december 1995 en bij artikel 5 van de wet van 20 maart 1996, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1^o het 2^o wordt vervangen door de volgende bepaling :

« 2^o inkomsten van aandelen, andere dan die vermeld in artikel 19, § 1, 4^o, betaald of toegekend bij gehele of gedeeltelijke verdeling van het maatschappelijk vermogen of bij verkrijging van eigen aandelen door vennootschappen; »;

2^o in het 5^o worden de woorden "met toepassing van het koninklijk besluit nr. 185 van 9 juli 1935" geschrapt.

Art. 5. Artikel 29, § 2, van hetzelfde Wetboek wordt aangevuld als volgt :

« 5^o verenigingen van medeëigenaars die krachtens artikel 577-5, § 1, van het Burgerlijk Wetboek rechtspersoonlijkheid bezitten. »

Art. 6. Artikel 45 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 45. Vrijgesteld zijn eveneens de meerwaarden op aandelen in binnenlandse vennootschappen of in vennootschappen die hun maatschappelijke zetel, hun voornaamste inrichting of hun zetel van bestuur of beheer in een andere lidstaat van de Europese Gemeenschappen hebben, wanneer die meerwaarden zijn verkregen of vastgesteld naar aanleiding van een fusie, een splitsing of het aannemen van een andere rechtsvorm tot stand gebracht in toepassing van hetzij de artikelen 211, § 1, of 214, § 1, voor zover de verrichting wordt vergoed met nieuwe aandelen die daartoe worden uitgegeven, hetzij van bepalingen van gelijke aard in die andere Staat.

In dat geval worden meerwaarden of minderwaarden op de in ruil ontvangen aandelen bepaald met inachtneming van de aanschaffings- of beleggingswaarde van de omgeruilde aandelen, eventueel verhoogd met de belaste meerwaarden of verminderd met de aangenomen minderwaarden, zowel vóór als na de ruil; voor de toepassing van artikel 44, § 1, 2^o, worden de in ruil ontvangen aandelen geacht te zijn verkregen op de datum waarop de geruilde aandelen zijn verkregen. »

Art. 7. Artikel 46, § 1, zevende lid, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd door artikel 2 van de wet van 30 januari 1996, wordt ingetrokken.

Art. 8. In artikel 47 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij artikel 8 van het koninklijk besluit van 20 december 1996, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1^o in de inleidende deelzin van § 1, eerste lid, worden de woorden "de verkoopprijs" vervangen door de woorden "de verkoopwaarde";

2^o paragraaf 1, eerste lid, 2^o, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« 2^o bij een niet in het 1^o vermelde vervreemding van immateriële vaste activa waarop fiscaal afschrijvingen werden aangenomen of van materiële vaste activa en voor zover de vervreemde goederen sedert meer dan 5 jaar vóór hun vervreemding de aard van vaste activa hadden, »;

3^o paragraaf 1, tweede lid, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Met materiële vaste activa worden gelijkgesteld, de terreinen en gebouwen die voorkomen onder de actiefpost beleggingen, overeenkomstig de wetgeving betreffende de jaarrekening van verzekerings-ondernemingen. »

Art. 9. Artikel 52, 8^o, van hetzelfde Wetboek wordt vervangen door de volgende bepaling :

« 8^o de sommen die de belastingplichtige voor zichzelf, voor zijn echtgenoot en voor de gezinsleden te zijnen laste aan een bij koninklijk besluit erkend ziekenfonds bijdraagt in het kader van een aanvullende verzekering voor het verkrijgen van een tegemoetkoming in de kosten van geneeskundige verstrekkingen die terugbetaalbaar zijn ingevolge de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen gecoördineerd op 14 juli 1994, doch niet onder de toepassing vallen van het koninklijk besluit van 30 juli 1964 houdende de voorwaarden waaronder de toepassing van diezelfde gecoördineerde wet tot de zelfstandigen wordt verruimd, tot het bedrag van de tegemoetkoming die ingevolge de voornoemde gecoördineerde wet kan worden verstrekt; ».

Art. 10. A l'article 56 du même Code, modifié par l'article 10 de la loi du 6 juillet 1994, sont apportées les modifications suivantes :

1° le § 1^{er} est remplacé par la disposition suivante :

« § 1^{er}. Pour l'application de l'article 55, aucune limitation n'est applicable en ce qui concerne les sommes payées par les établissements de crédit soumis à la loi du 22 mars 1993 relative au statut et au contrôle des établissements de crédit ainsi que par la Banque nationale de Belgique et l'Institut de Récompte et de Garantie. »;

2° le § 2, 2°, b, est remplacé par la disposition suivante :

« b) les sociétés visées à l'article 1^{er} de l'arrêté royal n° 64 du 10 novembre 1967 organisant le statut des sociétés à portefeuille, remplacé par l'article 7 de la loi du 20 janvier 1978 organisant l'association des holdings à la planification économique et modifiant le statut des sociétés à portefeuille; »;

3° le § 2, 2°, d, est remplacé par la disposition suivante :

« d) les entreprises de prêts hypothécaires soumises à l'arrêté royal n° 225 du 7 janvier 1936 réglementant les prêts hypothécaires et organisant le contrôle des entreprises de prêts hypothécaires, ainsi que les entreprises hypothécaires soumises à la loi du 4 août 1992 relative au crédit hypothécaire; »;

4° le § 2, 2°, f et g, est abrogé;

5° le § 2, 2°, j, est abrogé.

Art. 11. A l'article 104 du même Code, modifié par l'article 81 de la loi du 28 décembre 1992, par l'article 18 de la loi du 18 juin 1993, par l'article 16 de la loi du 6 juillet 1994, par l'article 1^{er} de la loi du 22 février 1995, par l'article 2 de la loi du 2 avril 1996 et par l'article 2 de la loi du 4 juin 1997, sont apportées les modifications suivantes :

1° dans le 3°, b, les mots "et à l'Institut pour l'encouragement de la recherche scientifique dans l'industrie et l'agriculture" sont supprimés;

2° dans le 3°, d, les mots", par arrêté délibéré en Conseil des ministres" sont supprimés;

3° le 3° est complété comme suit :

« j) aux institutions qui ont pour but la conservation ou la protection des monuments et sites dont la zone d'influence s'étend au pays tout entier, à l'une des régions ou à la Communauté germanophone, et qui sont agréées par le Roi;".

Art. 12. L'article 108 du même Code, abrogé par l'article 18 de la loi du 18 juin 1993 est rétabli dans la rédaction suivante :

« Art. 108. Le Roi détermine les obligations et formalités à accomplir par les donataires pour que les libéralités puissent être admises en déduction. » .

Art. 13. Dans l'article 110 du même Code, remplacé par l'article 2 de la loi du 22 février 1995 et modifié par l'article 2 de la loi du 14 juillet 1997, les mots "à l'article 104, 3°, b, e, g, i, 4° et 4° bis," sont remplacés par les mots "à l'article 104, 3°, b, d, e, g, i, j, 4° et 4° bis".

Art. 14. L'article 135, alinéa 1^{er}, 1°, troisième tiret, du même Code est remplacé par la disposition suivante :

« — soit, après la période d'incapacité primaire prévue à l'article 87 de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, sa capacité de gain est réduite à un tiers ou moins comme prévu à l'article 100 de la même loi coordonnée;".

Art. 15. L'article 143, 3°, du même Code est abrogé.

Art. 16. Dans l'article 145¹⁵, alinéa 1^{er}, du même Code, les mots "les institutions et entreprises visées à l'article 56, § 1^{er} et § 2, 2°, f et g. » sont remplacés par les mots "les établissements visés à l'article 56, § 1^{er}. ».

Art. 17. L'article 180, 2°, du même Code, modifié par l'article 82 de la loi du 28 juillet 1992, par l'article 7 de la loi du 28 décembre 1992, par l'article 25 de la loi du 6 juillet 1994 et par l'article 2 de la loi du 6 juillet 1997, est remplacé par la disposition suivante :

« 2° la "Naamloze Vennootschap Zeekanaal en Watergebonden Grondbeheer Vlaanderen", la Compagnie des installations maritimes de Bruges, le Port de Bruxelles, la régie portuaire communale d'Anvers, la régie portuaire communale d'Ostende et les ports autonomes de Liège, Charleroi et Namur; ».

Art. 10. In artikel 56 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij artikel 10 van de wet van 6 juli 1994, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° paragraaf 1 wordt vervangen door de volgende bepaling :

« § 1. Voor de toepassing van artikel 55 wordt geen beperking toegepast voor sommen betaald door de kredietinstellingen onderworpen aan de wet van 22 maart 1993 op het statuut van en het toezicht op de kredietinstellingen evenals door de Nationale Bank van België en het Herdisconterings- en Waarborginstituut. »;

2° paragraaf 2, 2°, b, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« b) vennootschappen vermeld in artikel 1 van het koninklijk besluit nr. 64 van 10 november 1967 tot regeling van het statuut van de portefeuillemaatschappijen, vervangen bij artikel 7 van de wet van 20 januari 1978 tot organisatie van de associatie der holdings bij de economische planning en tot wijziging van het statuut der portefeuillemaatschappijen; »;

3° paragraaf 2, 2°, d, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« d) ondernemingen van hypothecaire leningen onderworpen aan het koninklijk besluit nr. 225 van 7 januari 1936 tot reglementering van de hypothecaire leningen en tot inrichting van de controle op de ondernemingen van hypothecaire leningen, zomede hypotheek-ondernemingen onderworpen aan de wet van 4 augustus 1992 op het hypothecair krediet; »;

4° § 2, 2°, f en g, wordt opgeheven;

5° § 2, 2°, j, wordt opgeheven.

Art. 11. In artikel 104 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij artikel 81 van de wet van 28 december 1992, bij artikel 18 van de wet van 18 juni 1993, bij artikel 16 van de wet van 6 juli 1994, bij artikel 1 van de wet van 22 februari 1995, bij artikel 2 van de wet van 2 april 1996 en bij artikel 2 van de wet van 4 juni 1997, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het 3°, b, worden de woorden "aan het Instituut tot Aanmoediging van het Wetenschappelijk Onderzoek in Nijverheid en Landbouw," geschrapt;

2° in het 3°, d, worden de woorden "bij een in Ministerraad overlegd besluit" geschrapt;

3° het 3° wordt aangevuld als volgt :

« j) aan instellingen die het behoud of de zorg voor monumenten en landschappen ten doel hebben, waarvan het invloedsgebied het gehele land, één van de gewesten of de Duitstalige Gemeenschap bestrijkt en die door de Koning erkend zijn;".

Art. 12. Artikel 108 van hetzelfde Wetboek, opgeheven door artikel 18 van de wet van 18 juni 1993, wordt hersteld in de volgende lezing :

« Art. 108. De Koning bepaalt de verplichtingen en de formaliteiten die de begiftigden moeten vervullen opdat de giften voor aftrek in aanmerking kunnen komen. » .

Art. 13. In artikel 110 van hetzelfde Wetboek, vervangen door artikel 2 van de wet van 22 februari 1995 en gewijzigd bij artikel 2 van de wet van 14 juli 1997, worden de woorden "in artikel 104, 3°, b, e, g, i, 4° en 4° bis," vervangen door de woorden "in artikel 104, 3°, b, d, e, g, i, j, 4° en 4° bis".

Art. 14. Artikel 135, eerste lid, 1°, derde streepje, van hetzelfde Wetboek wordt vervangen door de volgende bepaling :

« — ofwel na de periode van primaire ongeschiktheid, bepaald in artikel 87 van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen gecoördineerd op 14 juli 1994, zijn verdienvermogen is verminderd tot een derde of minder, zoals bepaald in artikel 100 van dezelfde gecoördineerde wet;".

Art. 15. Artikel 143, 3°, van hetzelfde Wetboek wordt opgeheven.

Art. 16. In artikel 145¹⁵, eerste lid, van hetzelfde Wetboek worden de woorden "de in artikel 56, § 1 en § 2, 2°, f en g, vermelde instellingen en ondernemingen" vervangen door de woorden "de in artikel 56, § 1, vermelde instellingen. ».

Art. 17. Artikel 180, 2° van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij artikel 82 van de wet van 28 juli 1992, bij artikel 7 van de wet van 28 december 1992, bij artikel 25 van de wet van 6 juli 1994 en bij artikel 2 van de wet van 6 juli 1997, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« 2° de Naamloze Vennootschap Zeekanaal en Watergebonden Grondbeheer Vlaanderen, de Maatschappij der Brugse Zeevaartinrichtingen, de Haven van Brussel, het gemeentelijk havenbedrijf Antwerpen, het gemeentebedrijf haven Oostende en de autonome havens van Luik, Charleroi en Namen; ».

Art. 18. L'article 181, 7°, du même Code, modifié par les articles 26 et 85 de la loi du 6 juillet 1994 et par l'article 3 de la loi du 14 juillet 1997, est remplacé par la disposition suivante :

« 7° qui sont agréées pour l'application de l'article 104, 3°, *b, d, e, h, i et j, 4° et 4° bis*, ou qui le seraient, soit si elles en faisaient la demande, soit si elles répondaient à toutes les conditions auxquelles l'agrément est subordonné, autres que celle d'avoir, suivant le cas, une activité à caractère national ou une zone d'influence s'étendant à l'une des communautés ou régions ou au pays tout entier. »

Art. 19. A l'article 184 du même Code, modifié par l'article 16 de la loi du 28 juillet 1992 et par l'article 10, 1° de la loi du 30 janvier 1996, sont apportées les modifications suivantes :

1° l'alinéa 2 est remplacé par la disposition suivante :

« Les primes d'émission sont assimilées à du capital libéré à la même condition et dans la même mesure que le capital social. »;

2° l'article est complété par les alinéas suivants :

« Lorsqu'une branche d'activité ou une universalité de biens fait l'objet d'un apport dans les conditions qui rendent l'article 46, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, applicable, le capital libéré par cet apport est égal à la valeur fiscale nette que cet apport avait dans le chef de l'apporteur. »

Lorsqu'un établissement belge fait l'objet d'un apport à une société résidente, dans les conditions qui rendent l'article 231, § 3, applicable, le capital libéré par cet apport est égal à la valeur fiscale nette que cet établissement avait dans le chef de l'apporteur, au moment de l'opération d'apport, sous déduction :

1° des réserves antérieurement taxées;

2° des réserves exonérées, autres que :

a) les plus-values visées à l'article 44, § 1^{er}, 1°, qui étaient exonérées;

b) les réductions de valeur et les provisions exonérées visées à l'article 48. »;

3° l'article est en outre complété par l'alinéa suivant :

« Sans préjudice de l'application de l'article 214, § 1^{er}, n'est toutefois pas considéré comme du capital libéré, l'actif net visé à l'article 26sexies de la loi du 27 juin 1921 accordant la personnalité civile aux associations sans but lucratif et aux établissements d'utilité publique, qui compose le capital social d'une société à finalité sociale ou qui a été comptabilisé sur un compte de réserve indisponible de cette société. Ce capital social et ce compte de réserve ne sont exonérés que si les conditions visées à l'article 190 sont remplies. »

Art. 20. L'article 190 du même Code est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 190. Le régime des plus-values prévu en matière d'impôt des personnes physiques aux articles 44, §§ 1^{er} et 3, 45, 46, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, et 47, est également applicable aux sociétés. »

En ce qui concerne la quotité exonérée ou provisoirement non imposée des plus-values visées aux articles 44, §§ 1^{er} et 3 et 47, ce régime des plus-values est applicable uniquement dans la mesure où cette quotité est portée et maintenue à un ou plusieurs comptes distincts du passif et où elle ne sert pas de base au calcul de la dotation annuelle de la réserve légale ou des rémunérations ou attributions quelconques.

Les conditions précitées sont également applicables aux plus-values visées aux articles 45 et 46, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, sauf dans les cas où, conformément à la législation relative à la comptabilité et aux comptes annuels des entreprises, ces plus-values ne sont pas exprimées.

Dans l'éventualité et dans la mesure où ces conditions cessent d'être observées pendant une période imposable quelconque, la quotité antérieurement exonérée ou provisoirement non imposée des plus-values est considérée comme un bénéfice obtenu au cours de cette période imposable. »

Art. 21. A l'article 191 du même Code sont apportées les modifications suivantes :

1° les mots "des sociétés de crédit au logement" sont remplacés par les mots "des sociétés de logement";

2° les mots "l'article 216, 2°," sont remplacés par les mots "l'article 216, 2°, *b*,".

Art. 18. Artikel 181, 7°, van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de artikelen 26 en 85 van de wet van 6 juli 1994 en bij artikel 3 van de wet van 14 juli 1997, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« 7° erkend zijn voor de toepassing van artikel 104, 3°, *b, d, e, h, i en j, 4° en 4° bis*, of erkend zouden zijn indien ze daartoe een aanvraag indienden of omdat ze aan alle voorwaarden voldoen waaraan de erkenning is onderworpen behoudens die welke erin bestaat de bedrijvigheid op nationaal vlak te ontwikkelen of een invloedssfeer te hebben die één van de gemeenschappen of gewesten of het gehele land bestrijkt, naar het geval. »

Art. 19. In artikel 184, van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij artikel 16 van de wet van 28 juli 1992 en bij artikel 10, 1°, van de wet van 30 januari 1996, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het tweede lid wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Het gestort kapitaal omvat mede, onder dezelfde voorwaarden en in dezelfde mate als het maatschappelijk kapitaal, de uitgiftepremies. »;

2° het artikel wordt aangevuld met de volgende leden :

« Wanneer een bedrijfsafdeling of een algemeenheid van goederen wordt ingebracht onder de voorwaarden voor toepassing van artikel 46, § 1, eerste lid, 2°, is het door die inbreng gestorte kapitaal gelijk aan de fiscale nettowaarde die de inbreng had bij de inbrenger. »

Wanneer een Belgische inrichting in een binnenlandse vennootschap wordt ingebracht onder de voorwaarden voor toepassing van artikel 231, § 3, is het door die inbreng gestorte kapitaal gelijk aan de fiscale nettowaarde die, op het ogenblik van de inbreng, de inrichting had bij de inbrenger, na aftrek van :

1° de voorheen belaste reserves;

2° de vrijgestelde reserves, andere dan :

a) de in artikel 44, § 1, 1°, vermelde meerwaarden die waren vrijgesteld;

b) de in artikel 48 vermelde vrijgestelde waardeverminderingen en voorzieningen. »;

3° het artikel wordt daarenboven aangevuld met het volgende lid :

« Wordt evenwel, onverminderd de toepassing van artikel 214, § 1, niet als gestort kapitaal aangemerkt, het netto-actief vermeld in artikel 26sexies van de wet van 27 juni 1921 waarbij aan de verenigingen zonder winstgevend doel en aan de instellingen van openbaar nut rechtspersoonlijkheid wordt verleend, dat het maatschappelijk kapitaal uitmaakt van een vennootschap met een sociaal oogmerk of dat op een onbeschikbare reserverekening van die vennootschap wordt geboekt. Dat maatschappelijk kapitaal en die reserverekening worden slechts vrijgesteld voor zover is voldaan aan de voorwaarden als vermeld in artikel 190. »

Art. 20. Artikel 190 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 190. Het voor de personenbelasting geldende meerwaardenstelsel, bepaald in de artikelen 44, §§ 1 en 3, 45, 46, § 1, eerste lid, 2°, en 47, is ook voor vennootschappen van toepassing. »

Met betrekking tot het vrijgestelde of voorlopig niet belaste gedeelte van de meerwaarden vermeld in de artikelen 44, §§ 1 en 3 en 47, is dat meerwaardenstelsel slechts van toepassing in zoverre dat gedeelte op één of meer afzonderlijke rekeningen van het passief geboekt is en blijft en niet tot grondslag dient voor de berekening van de jaarlijkse dotatie aan de wettelijke reserve of van enige beloning of toekenning.

De voormelde voorwaarden zijn mede van toepassing op de in artikel 45 en 46, § 1, eerste lid, 2°, vermelde meerwaarden, behalve ingeval die meerwaarden niet worden uitgedrukt overeenkomstig de wetgeving op de boekhouding en de jaarrekening van de ondernemingen.

Indien en in zoverre die voorwaarden niet langer worden nageleefd in enig belastbaar tijdperk, wordt het vroeger vrijgestelde of voorlopig niet belaste gedeelte van de meerwaarden als winst van dat belastbare tijdperk beschouwd. »

Art. 21. In artikel 191 van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de woorden "De vennootschappen van huisvestingskrediet" worden vervangen door de woorden "De vennootschappen voor huisvesting";

2° de woorden "ingevolge artikel 216, 2°," worden vervangen door de woorden "ingevolge artikel 216, 2°, *b*,".

Art. 22. A l'article 192 du même Code, modifié par l'article 8 de la loi du 28 décembre 1992 et par l'article 21 de l'arrêté royal du 20 décembre 1996, sont apportées les modifications suivantes :

1° dans l'alinéa 1^{er}, les mots "non visées à l'article 45, alinéa 1^{er}," sont insérés entre les mots "les plus-values" et les mots "réalisées sur des actions";

2° à l'article dont le texte ainsi modifié formera le § 1^{er}, il est ajouté un § 2, rédigé comme suit :

« § 2. Lorsqu'en ce qui concerne les opérations visées à l'article 46, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, le emploi visé à l'article 47 fait partie de l'apport ou, le cas échéant, lorsque la société bénéficiaire de l'apport s'est engagée irrévocablement à réaliser ce emploi, la partie provisoirement non imposée au moment de l'apport, de la plus-value visée à l'article 47 est totalement exonérée dans le chef de l'ancien contribuable, sans préjudice de l'application, concernant cette plus-value, des dispositions de l'article 190 dans le chef de la société bénéficiaire de l'apport. L'expression comptable de cette plus-value dans le chef de la société bénéficiaire de l'apport reste sans incidence sur la détermination du résultat de la période imposable. ».

Art. 23. A l'article 198 du même Code, modifié par l'article 17 de la loi du 28 juillet 1992, par l'article 5 de la loi du 22 juillet 1993, par l'article 7 de la loi du 27 décembre 1993, par l'article 28 de la loi du 6 juillet 1994, par l'article 11 de la loi du 20 décembre 1995 et par l'article 24 de l'arrêté royal du 20 décembre 1996, sont apportées les modifications suivantes :

1° l'alinéa 1^{er}, 5° est abrogé;

2° l'alinéa suivant est inséré entre les alinéas 1^{er} et 2 :

« Exclusivement pour l'application de l'alinéa 1^{er}, 7°, sont toutefois, par dérogation à l'article 184, considérées comme du capital libéré, les réductions de capital libéré opérées antérieurement pour l'apurement comptable de pertes éprouvées ou pour la constitution d'une réserve destinée à couvrir une perte prévisible et utilisée à l'apurement comptable de la perte éprouvée. ».

Art. 24. L'article 199 du même Code est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 199. A l'exclusion des revenus visés à l'article 21, 5° et 6°, et des libéralités faites sous la forme d'oeuvres d'art visées à l'article 104, 5°, b, les revenus exonérés en vertu du présent Code ou de dispositions légales particulières, qui sont compris dans les bénéfices de la période imposable, sont, pour la détermination du revenu imposable, déduits desdits bénéfices. ».

Art. 25. A l'article 203 du même Code, remplacé par l'article 26 de l'arrêté royal du 20 décembre 1996, sont apportées les modifications suivantes :

1° dans le § 2, alinéa 2, les mots "en vertu de l'article 192. » sont remplacés par les mots "en vertu de l'article 192, § 1^{er}.";

2° dans le texte néerlandais du § 2, alinéa 3, les mots "rechtmatige financiële en economische behoeften" sont remplacés par les mots "rechtmatige financiële of economische behoeften".

Art. 26. Dans l'article 206, § 2, alinéa 1^{er}, du même Code, remplacé par l'article 1^{er} de la loi du 6 août 1993, les mots "en application de l'article 46, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, et alinéa 2," sont remplacés par les mots "en application de l'article 46, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, et alinéa 3,".

Art. 27. L'article 210, § 2, du même Code, modifié par l'article 2 de la loi du 6 août 1993, est complété par l'alinéa suivant :

« En cas de fusion par absorption ou par constitution d'une nouvelle société et en cas de scission par absorption ou par constitution de nouvelles sociétés, réalisées conformément aux dispositions des lois coordonnées sur les sociétés commerciales et de la législation relative à la comptabilité et aux comptes annuels des entreprises, dans le chef de la société absorbante ou bénéficiaire :

— le capital libéré par l'apport est censé correspondre à la valeur réelle de l'avoir social, visée à l'alinéa précédent, qui est apporté à cette société, dans la mesure où les apports sont rémunérés par des actions ou parts nouvelles, émises à cette fin;

Art. 22. In artikel 192 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij artikel 8 van de wet van 28 december 1992 en bij artikel 21 van het koninklijk besluit van 20 december 1996, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid worden tussen de woorden "eveneens de" en "meerwaarden" de woorden "niet in artikel 45, eerste lid, bedoelde" ingevoegd;

2° in het artikel waarvan de aldus gewijzigde tekst § 1 zal vormen, wordt een § 2 ingevoegd, luidend als volgt :

« § 2. Wanneer met betrekking tot verrichtingen als vermeld in artikel 46, § 1, eerste lid, 2°, de herbelegging als bedoeld in artikel 47 deel uitmaakt van de inbreng of, in voorkomend geval, wanneer de inbrengverkkrijgende vennootschap zich onherroepelijk verbonden heeft die herbelegging te verwezenlijken, wordt het op het ogenblik van de verrichting voorlopig niet belaste gedeelte van de meerwaarde als vermeld in artikel 47, ten name van de vroegere belastingplichtige volledig vrijgesteld, onverminderd de toepassing betreffende die meerwaarde, van de bepalingen van artikel 190 ten name van de inbrengverkkrijgende vennootschap. Het boekhoudkundig uitdrukken van die meerwaarde ten name van de inbrengverkkrijgende vennootschap blijft zonder invloed op de vaststelling van het resultaat van het belastbaar tijdperk. ».

Art. 23. In artikel 198 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij artikel 17 van de wet van 28 juli 1992, bij artikel 5 van de wet van 22 juli 1993, bij artikel 7 van de wet van 27 december 1993, bij artikel 28 van de wet van 6 juli 1994, bij artikel 11 van de wet van 20 december 1995 en bij artikel 24 van het koninklijk besluit van 20 december 1996, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het eerste lid, 5°, wordt opgeheven;

2° tussen het eerste en het tweede lid wordt het volgende lid ingevoegd :

« Uitsluitend voor de toepassing van het eerste lid, 7°, worden, in afwijking van artikel 184, toch als gestort kapitaal aangemerkt, de verminderingen van gestort kapitaal die voorheen zijn gedaan om geleden verliezen boekhoudkundig aan te zuiveren of om een reserve tot dekking van een voorzienbaar verlies te vormen waarmede het geleden verlies boekhoudkundig is aangezuiverd. ».

Art. 24. Artikel 199 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 199. Met uitzondering van de in artikel 21, 5° en 6°, vermelde inkomsten en van de in artikel 104, 5°, b, vermelde giften in de vorm van kunstwerken worden, bij het bepalen van het belastbare inkomen, krachtens dit Wetboek of krachtens bijzondere wettelijke bepalingen vrijgestelde inkomsten die begrepen zijn in de winst van het belastbare tijdperk, van die winst afgetrokken. ».

Art. 25. In artikel 203 van hetzelfde Wetboek, vervangen door artikel 26 van het koninklijk besluit van 20 december 1996, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 2, tweede lid, worden de woorden "krachtens artikel 192" vervangen door de woorden "krachtens artikel 192, § 1.";

2° in § 2, derde lid, worden de woorden "rechtmatige financiële en economische behoeften" vervangen door de woorden "rechtmatige financiële of economische behoeften".

Art. 26. In artikel 206, § 2, eerste lid, van hetzelfde Wetboek, vervangen door artikel 1 van de wet van 6 augustus 1993, worden de woorden "met toepassing van artikel 46, § 1, eerste lid, 2°, en tweede lid," vervangen door de woorden "met toepassing van artikel 46, § 1, eerste lid, 2° en derde lid,".

Art. 27. Artikel 210, § 2, van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij artikel 2 van de wet van 6 augustus 1993, wordt aangevuld met het volgende lid :

« Bij fusie door overneming of door oprichting van een nieuwe vennootschap en bij splitsing door overneming of door oprichting van nieuwe vennootschappen, uitgevoerd overeenkomstig de bepalingen van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen en van de wetgeving op de boekhouding en de jaarrekening van de ondernemingen, wordt ten name van de overnemende of verkrijgende vennootschap :

— het door de inbreng gestorte kapitaal geacht overeen te stemmen met de werkelijke waarde van het maatschappelijk vermogen als bedoeld in het vorige lid, dat bij deze vennootschap is ingebracht, voor zover de inbrengen worden vergoed met nieuwe aandelen die daartoe worden uitgegeven;

— la valeur d'investissement des éléments apportés est censée correspondre à la valeur réelle qu'ils avaient dans le chef de la société absorbée ou scindée à la date où l'opération s'est réalisée. »

Art. 28. A l'article 211 du même Code, remplacé par l'article 3 de la loi du 6 août 1993 et modifié par l'article 102 de la loi du 21 décembre 1994 et par l'article 5 de la loi du 16 avril 1997, sont apportées les modifications suivantes :

1° le § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, est remplacé par la disposition suivante :

« 1° les plus-values visées aux articles 44, § 1^{er}, 1° et 47, qui sont exonérées au moment de l'opération, les subsides en capital visés à l'article 362 qui, au moment de l'opération, ne sont pas encore considérés comme des bénéfiques, ainsi que les plus-values réalisées ou constatées à l'occasion de cette opération, n'interviennent pas pour l'imposition prévue à l'article 208, alinéa 2, ou à l'article 209; »;

2° dans le § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, les mots "émises en rémunération des apports" sont remplacés par les mots "émises à cette fin";

3° dans le § 2, alinéa 2, les mots "réserves immunisées" sont remplacés par les mots "réserves exonérées";

4° le § 2, alinéa 4, est remplacé par la disposition suivante :

« Aucune réduction n'est imputée sur les plus-values et subsides en capital visés au § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, ni aux réductions de valeur et provisions exonérées visées à l'article 48, qui se retrouvent comme telles dans la comptabilité des sociétés absorbantes ou bénéficiaires. ».

Art. 29. A l'article 212 du même Code, remplacé par l'article 4 de la loi du 6 août 1993, sont apportées les modifications suivantes :

1° dans l'alinéa 1^{er}, les mots "subsides en capital" sont insérés entre les mots "déductions pour investissement," et les mots "moins-values ou plus-values";

2° dans l'alinéa 2, le mot "subsides" est remplacé par les mots "subsides en capital";

3° l'article est complété par l'alinéa suivant :

« Pour l'application du présent Code, les plus-values visées à l'article 211, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1° réalisées ou constatées à l'occasion de cette opération sont considérées comme non réalisées. ».

Art. 30. Dans l'article 213 du même Code, remplacé par l'article 5 de la loi du 6 août 1993, les mots "les réserves taxées et immunisées" sont remplacés par les mots "les réserves taxées et exonérées".

Art. 31. A l'article 215 du même Code, modifié par l'article 22 de la loi du 28 juillet 1992, par l'article 10 de la loi du 28 décembre 1992, par l'article 7 de la loi du 22 juillet 1993 et par l'article 30 de l'arrêté royal du 20 décembre 1996 et partiellement annulé par les arrêts de la Cour d'arbitrage des 1^{er} juin 1994 et 14 décembre 1994, sont apportées les modifications suivantes :

1° l'alinéa 3, 1°, est remplacé par la disposition suivante :

« 1° aux sociétés, autres que les sociétés coopératives agréées par le Conseil national de la coopération, qui détiennent des actions ou parts dont la valeur d'investissement excède 50 p.c., soit de la valeur réévaluée du capital libéré, soit du capital libéré augmenté des réserves taxées et des plus-values comptabilisées. La valeur des actions ou parts et le montant du capital libéré, des réserves et des plus-values sont à envisager à la date de clôture des comptes annuels de la société détentrice des actions ou parts. Pour déterminer si la limite de 50 p.c. est dépassée, il n'est pas tenu compte des actions ou parts qui représentent au moins 75 p.c. du capital libéré de la société qui a émis les actions ou parts; »;

2° l'alinéa 3, 4°, est remplacé par la disposition suivante :

« 4° aux sociétés, autres que les sociétés coopératives agréées par le Conseil national de la coopération, qui n'allouent pas à au moins un de leurs dirigeants d'entreprise une rémunération à charge du résultat de la période imposable égale ou supérieure au revenu imposable de la société lorsque cette rémunération n'atteint pas 1 000 000 de francs; »;

3° l'alinéa 4 est rapporté.

— de aanschaffingswaarde van de ingebrachte bestanddelen geacht overeen te stemmen met de werkelijke waarde die zij hadden bij de overgenomen of gesplitste vennootschap op de datum waarop de verrichting heeft plaatsgevonden. »

Art. 28. In artikel 211 van hetzelfde Wetboek, vervangen door artikel 3 van de wet van 6 augustus 1993 en gewijzigd bij artikel 102 van de wet van 21 december 1994 en bij artikel 5 van de wet van 16 april 1997, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° paragraaf 1, eerste lid, 1°, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« 1° komen de meerwaarden als vermeld in de artikelen 44, § 1, 1°, en 47, die op het ogenblik van de verrichting zijn vrijgesteld, de kapitaalsubsidies vermeld in artikel 362, die op het ogenblik van de verrichting nog niet als winst worden aangemerkt, alsmede de meerwaarden die naar aanleiding van die verrichting worden verwezenlijkt of vastgesteld, niet in aanmerking voor belastingheffing ingevolge artikel 208, tweede lid, of artikel 209; »;

2° in de Franse tekst van § 1, eerste lid, 2°, worden de woorden "émises en rémunération des apports" vervangen door de woorden "émises à cette fin";

3° in de Franse tekst van § 2, tweede lid, worden de woorden "réserves immunisées" vervangen door de woorden "réserves exonérées";

4° paragraaf 2, vierde lid, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Geen enkele vermindering wordt aangerekend op de in § 1, eerste lid, 1°, vermelde meerwaarden en kapitaalsubsidies, noch op de in artikel 48 vermelde vrijgestelde waardeverminderingen en voorzieningen die als dusdanig in de boekhouding van de overnemende of verkrijgende vennootschappen worden teruggevonden. ».

Art. 29. In artikel 212 van hetzelfde Wetboek, vervangen door artikel 4 van de wet van 6 augustus 1993, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid wordt tussen het woord "investeringsaftrekken," en de woorden "minderwaarden of meerwaarden" het woord "kapitaalsubsidies," ingevoegd;

2° in het tweede lid wordt het woord "subsidiës" vervangen door het woord "kapitaalsubsidies";

3° het artikel wordt aangevuld met het volgende lid :

« Voor de toepassing van dit Wetboek worden de in artikel 211, § 1, eerste lid, 1°, bedoelde meerwaarden die naar aanleiding van die verrichting worden verwezenlijkt of vastgesteld, geacht niet te zijn verwezenlijkt. ».

Art. 30. In de Franse tekst van artikel 213 van hetzelfde Wetboek, vervangen door artikel 5 van de wet van 6 augustus 1993, worden de woorden "les réserves taxées et immunisées" vervangen door de woorden "les réserves taxées et exonérées".

Art. 31. In artikel 215 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij artikel 22 van de wet van 28 juli 1992, bij artikel 10 van de wet van 28 december 1992, bij artikel 7 van de wet van 22 juli 1993 en bij artikel 30 van het koninklijk besluit van 20 december 1996 en gedeeltelijk vernietigd bij de arresten van het Arbitragehof van 1 juni 1994 en 14 december 1994, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het derde lid, 1°, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« 1° op vennootschappen, andere dan door de Nationale Raad van de coöperatie erkende coöperatieve vennootschappen, die aandelen bezitten waarvan de beleggingswaarde meer bedraagt dan 50 pct., hetzij van de gerevalueerde waarde van het gestorte kapitaal, hetzij van het gestort kapitaal verhoogd met de belaste reserves en de geboekte meerwaarden. In aanmerking komen de waarde van de aandelen en het bedrag van het gestorte kapitaal, de reserves en de meerwaarden op de dag waarop de vennootschap die de aandelen bezit haar jaarrekening heeft opgesteld. Om te bepalen of de grens van 50 pct. overschreden is, worden de aandelen, die ten minste 75 pct. vertegenwoordigen van het gestorte kapitaal van de vennootschap die de aandelen heeft uitgegeven, niet in aanmerking genomen; »;

2° het derde lid, 4°, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« 4° op vennootschappen, andere dan door de Nationale Raad van de coöperatie erkende coöperatieve vennootschappen, die ten laste van het resultaat van het belastbare tijdperk niet aan ten minste één van hun bedrijfsleiders een bezoldiging hebben toegekend die gelijk is aan of hoger is dan het belastbare inkomen van de vennootschap, wanneer die bezoldiging minder bedraagt dan 1 000 000 frank; »;

3° het vierde lid wordt ingetrokken.

Art. 32. L'article 216, 2°, du même Code, remplacé par l'article 35 de la loi du 28 décembre 1992 et modifié par l'article 29 de la loi du 6 juillet 1994 et par l'article 1^{er} de l'arrêté royal du 24 décembre 1996 portant coordination des dispositions légales et réglementaires relatives à l'organisation du secteur public du crédit et de la détention des participations du secteur public dans certaines sociétés financières de droit privé, est remplacé par la disposition suivante :

« 2° à 5 p.c. :

a) pour les sociétés commerciales locales et les fédérations régionales ou professionnelles de ces sociétés, admises à fournir des crédits à l'outillage artisanal en vertu du statut de la S.A. Crédit professionnel;

b) pour les sociétés de logement suivantes : la Société nationale du logement, la Vlaamse Huisvestingsmaatschappij, la Société régionale wallonne du logement, la Société régionale bruxelloise du logement, la Société nationale terrienne, la Vlaamse Landmaatschappij et les sociétés agréées par celles-ci, les sociétés coopératives "Woningfonds van de Bond der kroostrijke gezinnen van België", "Vlaams Woningfonds van de grote gezinnen", "Fonds du logement de la Ligue des familles nombreuses de Belgique", "Fonds du logement des familles nombreuses de Wallonie" et "Fonds du logement des familles de la Région bruxelloise" ainsi que les sociétés anonymes ou coopératives agréées par la Caisse générale d'épargne et de retraite qui ont pour objet exclusif de consentir des prêts en vue de la construction, de l'achat ou de l'aménagement d'habitations sociales, de petites propriétés terriennes ou d'habitations y assimilées, ainsi que de leur équipement mobilier approprié; ».

Art. 33. L'article 221, 2°, du même Code, est remplacé par la disposition suivante :

« 2° des revenus et produits de capitaux et biens mobiliers, y compris les premières tranches de revenus visées à l'article 21, 5° et 6°, ainsi que des revenus divers visés à l'article 90, 5° à 7°. ».

Art. 34. L'article 228, § 2, 3°, e, du même Code, remplacé par l'article 5 de la loi du 30 janvier 1996, est remplacé par la disposition suivante :

« e) de la qualité d'associé dans des sociétés, groupements ou associations qui sont censés être des associations sans personnalité juridique en vertu de l'article 29, § 2; ».

Art. 35. L'article 231, § 3, alinéa 2, du même Code, inséré par l'article 3 de la loi du 30 janvier 1996, est rapporté.

Art. 36. Dans l'article 238 du même Code, les mots "l'article 198, 1^{er}" sont remplacés par les mots "l'article 198, alinéa 1^{er}, 1^{er}".

Art. 37. Dans l'article 241, 2°, du même Code, modifié par l'article 85 de la loi du 6 juillet 1994 et par l'article 4 de la loi du 14 juillet 1997, les mots "l'article 104, 3°, a à i, 4°, 4° bis et 5^{or}" sont remplacés par les mots "l'article 104, 3°, a à j, 4°, 4° bis et 5^{or}".

Art. 38. L'article 246, alinéa 1^{er}, 1°, du même Code, modifié par l'article 4 de la loi du 30 janvier 1996, est remplacé par la disposition suivante :

« 1° sans préjudice de l'application de l'article 218, l'impôt est calculé suivant les taux et règles prévus à l'article 215 étant entendu que, pour ce qui concerne les règles fixées audit article 215, alinéas 2 et 3, 4°, seuls sont pris en considération les bénéficiaires visés à l'article 233, alinéa 1^{er}; ».

Art. 39. Dans l'article 253, 2°, du même Code, remplacé par l'article 38 de la loi du 6 juillet 1994, les mots "à l'article 231, 1^{er}" sont remplacés par les mots "à l'article 231, § 1^{er}, 1^{er}".

Art. 40. L'article 261, 2°, du même Code, est remplacé par la disposition suivante :

« 2° les intermédiaires établis en Belgique qui interviennent à quelque titre que ce soit dans le paiement de revenus de capitaux et biens mobiliers d'origine étrangère ou de lots afférents à des titres d'emprunts d'origine étrangère, à moins qu'il leur soit justifié que la retenue du précompte a été effectuée par un précédent intermédiaire; ».

Art. 41. Dans l'article 262, 5°, du même Code, remplacé par l'article 6 de la loi du 20 mars 1996, les mots "même s'ils n'ont pas fait l'objet d'une offre publique en Belgique," sont rapportés.

Art. 42. Dans l'article 269, alinéa 3, c, du même Code, remplacé par l'article 20 de la loi du 30 mars 1994, les mots "autres que les dividendes visés à l'article 21, 2^{or}" sont supprimés.

Art. 32. Artikel 216, 2°, van hetzelfde Wetboek, vervangen door artikel 35 van de wet van 28 december 1992 en gewijzigd bij artikel 29 van de wet van 6 juli 1994 en bij artikel 1 van het koninklijk besluit van 24 december 1996 houdende coördinatie van wettelijke en reglementaire bepalingen betreffende de organisatie van de openbare kredietsector en van het bezit van de deelnemingen van de openbare sector in bepaalde privaatrechtelijke financiële vennootschappen, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« 2° 5 pct :

a) voor de plaatselijke handelsvennootschappen en de gewestelijke of beroepsverenigingen van die vennootschappen, die tot uitvoering van het statuut van de N.V. Beroepskrediet krediet voor ambachtsoutillage mogen verstrekken;

b) voor vennootschappen voor huisvesting zijnde de Nationale Maatschappij voor de Huisvesting, de Vlaamse Huisvestingsmaatschappij, de Société régionale Wallonne du logement, de Brusselse Gewestelijke Huisvestingsmaatschappij, de Nationale Landmaatschappij, de Vlaamse Landmaatschappij en de door hen erkende maatschappijen, de coöperatieve vennootschappen Woningfonds van de Bond der kroostrijke gezinnen van België, Vlaams Woningfonds van de grote gezinnen, Fonds du logement de la Ligue des familles nombreuses de Belgique, Fonds du logement des familles nombreuses de Wallonie en Woningfonds van de gezinnen van het Brusselse Gewest, zomede door de Algemene Spaar- en Lijfrentekas erkende naamloze of coöperatieve vennootschappen die uitsluitend ten doel hebben leningen toe te staan voor het bouwen, het aankopen of het inrichten van sociale woningen, kleine landeigendommen of daarmede gelijkgestelde woningen, of voor de uitrusting daarvan met geschikt meubilair; ».

Art. 33. Artikel 221, 2°, van hetzelfde Wetboek wordt vervangen door de volgende bepaling :

« 2° inkomsten en opbrengsten van roerende goederen en kapitalen, met inbegrip van de in artikel 21, 5° en 6°, vermelde eerste inkomstschijven, evenals in artikel 90, 5° tot 7°, vermelde diverse inkomsten. ».

Art. 34. Artikel 228, § 2, 3°, e, van hetzelfde Wetboek, vervangen door artikel 5 van de wet van 30 januari 1996, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« e) uit de hoedanigheid van vennoot in vennootschappen, samenwerkingsverbanden of verenigingen die krachtens artikel 29, § 2, worden geacht verenigingen zonder rechtspersoonlijkheid te zijn; ».

Art. 35. Artikel 231, § 3, tweede lid, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd door artikel 3 van de wet van 30 januari 1996, wordt ingetrokken.

Art. 36. In artikel 238 van hetzelfde Wetboek worden de woorden "artikel 198, 1^{or}" vervangen door de woorden "artikel 198, eerste lid, 1^{or}".

Art. 37. In artikel 241, 2°, van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij artikel 85 van de wet van 6 juli 1994 en bij artikel 4 van de wet van 14 juli 1997, worden de woorden "artikel 104, 3°, a tot i, 4°, 4° bis en 5^{or}" vervangen door de woorden "artikel 104, 3°, a tot j, 4°, 4° bis en 5^{or}".

Art. 38. Artikel 246, eerste lid, 1°, van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij artikel 4 van de wet van 30 januari 1996 wordt vervangen door de volgende bepaling :

« 1° onverminderd de toepassing van artikel 218, wordt de belasting berekend volgens de tarieven en regels bepaald in artikel 215, met dien verstande dat, met betrekking tot de in dat artikel 215, tweede en derde lid, 4°, vastgestelde regels, alleen de winst vermeld in artikel 233, eerste lid, in aanmerking wordt genomen; ».

Art. 39. In artikel 253, 2°, van hetzelfde Wetboek, vervangen door artikel 38 van de wet van 6 juli 1994, worden de woorden "in artikel 231, 1^{er}," vervangen door de woorden "in artikel 231, § 1, 1^{er},".

Art. 40. Artikel 261, 2°, van hetzelfde Wetboek wordt vervangen door de volgende bepaling :

« 2° door de in België gevestigde tussenpersonen die op enige wijze zijn betrokken bij de uitbetaling van inkomsten van roerende goederen en kapitalen van buitenlandse oorsprong of loten van effecten van leningen van buitenlandse oorsprong, tenzij hun wordt bewezen dat een vorige tussenpersoon de voorheffing heeft ingehouden; ».

Art. 41. In artikel 262, 5°, van hetzelfde Wetboek, vervangen door artikel 6 van de wet van 20 maart 1996, worden de woorden "zelfs indien ze niet betrokken waren bij een openbaar aanbod in België," ingetrokken.

Art. 42. In artikel 269, derde lid, c, van hetzelfde Wetboek, vervangen door artikel 20 van de wet van 30 maart 1994, worden de woorden "die geen dividenden zijn als vermeld in artikel 21, 2^{or}" geschrapt.

Art. 43. L'article 270, 1°, du même Code, modifié par l'article 1^{er} de l'arrêté royal du 12 décembre 1996, est remplacé par la disposition suivante :

« 1° les contribuables visés aux articles 3, 179 ou 220, qui, à titre de débiteur, dépositaire, mandataire ou intermédiaire, paient ou attribuent en Belgique ou à l'étranger des rémunérations, pensions, rentes et allocations, de même que les non-résidents visés à l'article 227 pour lesquels les rémunérations, pensions, rentes et allocations qu'ils paient ou attribuent en Belgique ou à l'étranger constituent des frais professionnels au sens de l'article 237; ».

Art. 44. A l'article 294 du même Code, sont apportées les modifications suivantes :

1° dans l'alinéa 1^{er}, les mots "aux articles 243 à 245 et 246, 1°," sont remplacés par les mots "aux articles 243 à 245 et 246, alinéa 1^{er}, 1°, et alinéa 2,";

2° dans l'alinéa 2, les mots "aux articles 243 à 246, 1°" sont remplacés par les mots "aux articles 243 à 245 et 246, alinéa 1^{er}, 1°, et alinéa 2,";

3° dans l'alinéa 3, les mots "à l'article 246, 2°" sont remplacés par les mots "à l'article 246, alinéa 1^{er}, 2°".

Art. 45. Dans l'article 313, alinéa 1^{er}, du même Code, remplacé par l'article 8 de la loi du 16 avril 1997, les mots "biens immobiliers" sont remplacés par les mots "biens mobiliers".

Art. 46. L'article 362 du même Code est complété par l'alinéa suivant :

« Lorsqu'en ce qui concerne des opérations visées à l'article 46, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des actifs subsidiés font partie de l'apport, la partie des subsides en capital qui n'a pas encore été considérée comme bénéficiaire au moment de l'opération, est totalement exonérée dans le chef de l'ancien contribuable, sans préjudice de l'application de l'alinéa 1^{er}, dans le chef de la société bénéficiaire de l'apport. L'expression comptable des subsides en capital dans le chef de la société bénéficiaire de l'apport reste sans incidence sur la détermination du résultat de la période imposable. ».

Art. 47. A l'article 414 du même Code sont apportées les modifications suivantes :

1° dans l'alinéa 1^{er}, les mots "d'un intérêt fixé à 0,8 p.c. par mois civil" sont remplacés par les mots "de l'intérêt légal, calculé par mois civil";

2° l'alinéa 2 est supprimé.

Art. 48. A l'article 418 du même Code sont apportées les modifications suivantes :

1° dans l'alinéa 1^{er}, les mots "au taux de 0,8 p.c. par mois civil" sont remplacés par les mots "au taux de l'intérêt légal, calculé par mois civil";

2° l'alinéa 2 est supprimé.

Art. 49. L'article 440, alinéa 1^{er}, du même Code est remplacé par la disposition suivante :

« Moyennant l'accord du redevable, les banques soumises à la loi du 22 mars 1993 relative au statut et au contrôle des établissements de crédit, les entreprises soumises à l'arrêté royal n° 225 du 7 janvier 1936 réglementant les prêts hypothécaires et organisant le contrôle des entreprises de prêts hypothécaires, ainsi que les entreprises hypothécaires soumises à la loi du 4 août 1992 relative au crédit hypothécaire, sont autorisées à adresser l'avis prévu à l'article 433 et qualifiées pour recevoir la notification visée à l'article 434. ».

Art. 50. L'article 442bis du même Code, inséré par l'arrêté royal du 12 décembre 1996, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 442bis. § 1^{er}. Sans préjudice de l'application des articles 433 à 440 du présent Code, la cession, en propriété ou en usufruit, d'un ensemble de biens, composés entre autres d'éléments qui permettent de retenir la clientèle, affectés à l'exercice d'une profession libérale, charge ou office, ou d'une exploitation industrielle, commerciale ou agricole ainsi que la constitution d'un usufruit sur les mêmes biens n'est opposable aux receveurs des contributions qu'à l'expiration du mois qui suit celui au cours duquel une copie de l'acte translatif ou constitutif certifiée conforme à l'original a été notifiée au receveur du domicile ou du siège social du cédant.

Art. 43. Artikel 270, 1°, van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij artikel 1 van het koninklijk besluit van 12 december 1996, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« 1° de in de artikelen 3, 179 of 220 vermelde belastingplichtigen die als schuldenaar, bewaarder, mandataris of tussenpersoon in België of in het buitenland bezoldigingen, pensioenen, renten en toelagen betalen of toekennen, evenals de in artikel 227 vermelde niet-inwoners voor wie de bezoldigingen, pensioenen, renten en toelagen die ze in België of in het buitenland betalen of toekennen, beroepskosten zijn in de zin van artikel 237; ».

Art. 44. In artikel 294 van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid, worden de woorden "in de artikelen 243 tot 245 en 246, 1°" vervangen door de woorden "in de artikelen 243 tot 245 en 246, eerste lid, 1°, en tweede lid,";

2° in het tweede lid, worden de woorden "de artikelen 243 tot 246, 1°" vervangen door de woorden "de artikelen 243 tot 245 en 246, eerste lid, 1°, en tweede lid";

3° in het derde lid, worden de woorden "artikel 246, 2°" vervangen door de woorden "artikel 246, eerste lid, 2°".

Art. 45. In de Franse tekst van artikel 313, eerste lid, van hetzelfde Wetboek, vervangen door artikel 8 van de wet van 16 april 1997, worden de woorden "biens immobiliers" vervangen door de woorden "biens mobiliers".

Art. 46. Artikel 362 van hetzelfde Wetboek wordt aangevuld met het volgende lid :

« Wanneer met betrekking tot verrichtingen als vermeld in artikel 46, § 1, eerste lid, 2°, gesubsidieerde activa deel uitmaken van de inbreng wordt het gedeelte van de kapitaalsubsidie dat, op het ogenblik van de verrichting, nog niet als winst werd aangemerkt ten name van de vroegere belastingplichtige volledig vrijgesteld, onverminderd de toepassing van het eerste lid ten name van de inbrengverrijgende vennootschap. Het boekhoudkundig uitdrukken van die kapitaal-subsidie ten name van de inbrengverrijgende vennootschap blijft zonder invloed op de vaststelling van het resultaat van het belastbaar tijdperk. ».

Art. 47. In artikel 414 van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid worden de woorden "een intrest op die is vastgesteld op 0,8 pct. per kalendermaand" vervangen door de woorden "de wettelijke intrest op, berekend per kalendermaand";

2° het tweede lid wordt geschrapt.

Art. 48. In artikel 418 van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid worden de woorden "tegen een rentevoet van 0,8 pct. per kalendermaand" vervangen door de woorden "tegen de wettelijke rentevoet, berekend per kalendermaand";

2° het tweede lid wordt geschrapt.

Art. 49. Artikel 440, eerste lid, van hetzelfde Wetboek wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Met het akkoord van de belastingschuldige zijn de banken onderworpen aan de wet van 22 maart 1993 op het statuut van en het toezicht op de kredietinstellingen, de ondernemingen onderworpen aan het koninklijk besluit nr. 225 van 7 januari 1936 tot reglementering van de hypothecaire leningen en tot inrichting van de controle op de ondernemingen van hypothecaire leningen, zomede de hypotheekondernemingen onderworpen aan de wet van 4 augustus 1992 op het hypothecair krediet, gemachtigd het in artikel 433 bedoelde bericht toe te sturen en bekwaam om de in artikel 434 bedoelde kennisgeving te ontvangen. ».

Art. 50. Artikel 442bis van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 12 december 1996, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art 442bis. § 1. Onverminderd de toepassing van de artikelen 433 tot 440, is de overdracht in eigendom of in vruchtgebruik, van een geheel van goederen, samengesteld uit onder meer elementen die het behoud van de clientèle mogelijk maken, die voor de uitoefening van een vrij beroep, ambt of post of een industrieel, handels- of landbouwbedrijf worden aangewend, evenals de vestiging van een vruchtgebruik op dezelfde goederen, niet tegenstelbaar aan de ontvangers van de belastingen dan na verloop van de maand die volgt op die waarin een met het origineel eensluidend afschrift van de akte tot overdracht of vestiging ter kennis is gebracht van de ontvanger van de woonplaats of van de maatschappelijk zetel van de overdrager.

§ 2. Le cessionnaire est solidairement responsable du paiement des dettes fiscales dues par le cédant à l'expiration du délai visé au § 1^{er}, à concurrence du montant déjà payé ou attribué par lui ou d'un montant correspondant à la valeur nominale des actions ou parts attribuées en contrepartie de la cession, avant l'expiration dudit délai.

§ 3. Les §§ 1^{er} et 2 ne sont pas applicables si le cédant joint à l'acte de cession un certificat établi exclusivement à cette fin par le receveur des contributions visé au § 1^{er} dans les trente jours qui précèdent la notification de la convention.

La délivrance de ce certificat est subordonnée à l'introduction par le cédant d'une demande en double exemplaire auprès du receveur des contributions du domicile ou du siège social du cédant.

Le certificat sera refusé par le receveur si, à la date de la demande, il a été établi à charge du cédant une imposition qui constitue une dette certaine et liquide ou si la demande est introduite après l'annonce ou au cours d'un contrôle fiscal ou après l'envoi d'une demande de renseignements relative à sa situation fiscale.

Le certificat est soit délivré soit refusé dans un délai de trente jours à partir de l'introduction de la demande du cédant.

§ 4. Ne sont pas soumises aux dispositions du présent article les cessions réalisées par un curateur, un commissaire du sursis ou dans le cadre d'une opération de fusion, de scission, d'apport d'une universalité de biens ou d'une branche d'activité réalisée conformément aux dispositions des lois coordonnées sur les sociétés commerciales.

§ 5. La demande et le certificat visés au présent article sont établis conformément aux modèles arrêtés par le Ministre des Finances. » .

Art. 51. A l'article 463bis, § 1^{er}, du même Code, inséré par l'article 22 de la loi du 22 juillet 1993 et modifié par l'article 25 de la loi du 30 mars 1994, par l'article 106 de la loi du 21 décembre 1994 et par l'article 21 de la loi du 20 décembre 1995, sont apportées les modifications suivantes :

1° dans l'alinéa 1^{er}, 1°, les mots "aux articles 219 et 246, 2°;" et les mots "et 246, alinéa 1^{er}," sont respectivement remplacés par les mots "aux articles 219 et 246, alinéa 1^{er}, 2°;" et par les mots "et 246, alinéa 1^{er}, 1°, et alinéa 2,;"

2° dans l'alinéa 2, les mots "et 246, alinéa 1^{er}," sont remplacés par les mots "et 246, alinéa 1^{er}, 1°, et alinéa 2,;"

Art. 52. Dans le titre VIII du même Code, il est inséré un chapitre III, comprenant un article 470bis, rédigé comme suit :

« Chapitre III. — Règles particulières de recouvrement

Art. 470bis. L'administration des contributions directes attribue aux provinces, aux communes et aux agglomérations de communes excédent les recettes qui ont été perçues au cours du même mois par l'administration des contributions directes pour le compte de ce pouvoir, cet excédent constitue pour ladite administration une créance recouvrable dans le chef de la province, de la commune ou de l'agglomération de communes.

Lorsque les dégrèvements liquidés au cours d'un mois à charge d'une province, d'une commune ou d'une agglomération de communes excèdent les recettes qui ont été perçues au cours du même mois par l'administration des contributions directes pour le compte de ce pouvoir, cet excédent constitue pour ladite administration une créance recouvrable dans le chef de la province, de la commune ou de l'agglomération de communes.

La créance précitée est recouvrée par prélèvement d'office sur l'attribution des recettes du mois qui suit celui d'imputation des dégrèvements; ce délai d'un mois est financé par l'administration de la trésorerie.

Avant de procéder au prélèvement d'office précité, l'administration des contributions directes notifie le montant de sa créance à la province, à la commune ou à l'agglomération de communes.

Lorsque le montant des recettes attribuées durant le mois qui suit celui d'imputation des dégrèvements est insuffisant pour couvrir le montant de la créance qui subsiste après application de l'alinéa 3, ce dernier montant est apuré en débitant d'office le compte financier que la province, la commune ou l'agglomération de communes a désigné pour le versement des recettes perçues pour son compte.

§ 2. De overnemer is hoofdelijk aansprakelijk voor de betaling van de belastingschulden verschuldigd door de overdrager na verloop van de in § 1 vermelde termijn, tot beloop van het bedrag dat reeds door hem is gestort of verstrekt, of van een bedrag dat overeenstemt met de nominale waarde van de aandelen die in ruil voor de overdracht zijn toegekend vóór de afloop van de voornoemde termijn.

§ 3. De §§ 1 en 2 zijn niet van toepassing indien de overdrager bij de akte van overdracht een certificaat voegt dat uitsluitend met dit doel is opgemaakt door de in § 1 bedoelde ontvanger van de belastingen binnen dertig dagen die de kennisgeving van de overeenkomst voorafgaan.

De uitreiking van dit certificaat is afhankelijk van een door de overdrager ingediende aanvraag in tweevoud bij de bevoegde ontvanger van de belastingen van de woonplaats of maatschappelijke zetel van de overdrager.

Het certificaat wordt geweigerd door de ontvanger indien op de dag van de aanvraag een aanslag ten laste van de overdrager werd gevestigd die een zekere en vaststaande schuld vormt of indien de aanvraag is ingediend na de aankondiging van of tijdens een belastingonderzoek of na het verzenden van een vraag om inlichtingen met betrekking tot zijn belastingstoestand.

Het certificaat wordt ofwel uitgereikt ofwel geweigerd binnen een termijn van dertig dagen na de indiening van de vraag van de overdrager.

§ 4. Niet onderworpen aan de bepalingen van dit artikel zijn de overdrachten die worden uitgevoerd door een curator, een commissaris inzake opschorting of in geval van fusie, splitsing, inbreng van de algemeenheid van goederen of van een tak van werkzaamheid verricht overeenkomstig de bepalingen van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen.

§ 5. De in dit artikel bedoelde aanvraag en het in dit artikel bedoelde certificaat worden opgemaakt overeenkomstig de door de Minister van Financiën vastgestelde modellen. » .

Art. 51. In artikel 463bis, § 1, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd door artikel 22 van de wet van 22 juli 1993 en gewijzigd bij artikel 25 van de wet van 30 maart 1994, bij artikel 106 van de wet van 21 december 1994 en bij artikel 21 van de wet van 20 december 1995, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid, 1°, worden de woorden "in de artikelen 219 en 246, 2°;" en de woorden "en 246, eerste lid," respectievelijk vervangen door de woorden "in de artikelen 219 en 246, eerste lid, 2°;" en de woorden "en 246, eerste lid, 1°, en tweede lid,;"

2° in het tweede lid worden de woorden "en 246, eerste lid," vervangen door de woorden "en 246, eerste lid, 1°, en tweede lid,;"

Art. 52. In titel VIII van hetzelfde Wetboek wordt een Hoofdstuk III, met een artikel 470bis, ingevoegd, dat luidt als volgt :

« Hoofdstuk III. — Bijzondere invorderingsregels

Art. 470bis. De administratie van de directe belastingen kent aan de provincies, de gemeenten en agglomeraties van gemeenten de voor hun rekening verwezenlijkte ontvangsten voor orde toe, verminderd met de ontheffingen die voor hun rekening worden uitbetaald tijdens de maand van de inning van die ontvangsten.

Wanneer de ontheffingen die in de loop van een maand zijn betaald ten laste van een provincie, gemeente of agglomeratie van gemeenten, meer bedragen dan de ontvangsten die door de administratie van de directe belastingen gedurende diezelfde maand voor rekening van die overheid werden geïnd, vormt dat excédent voor genoemde administratie een in hoofde van de provincie, gemeente of agglomeratie van gemeenten terugvorderbare schuldvordering.

De voormelde schuldvordering wordt ingevorderd door ambtshalve inhouding op de toekenning van de ontvangsten van de maand die volgt op die van de verrekening van de ontheffingen; dat uitstel van één maand wordt door de administratie van de thesaurie gefinancierd.

Alvorens over te gaan tot de voormelde ambtshalve inhouding, geeft de administratie van de directe belastingen kennis van het bedrag van haar schuldvordering aan de provincie, de gemeente of de agglomeratie van gemeenten.

Indien het bedrag van de ontvangsten toegekend gedurende de maand die volgt op die van de verrekening van de ontheffing ontoereikend is om het bedrag van de schuldvordering dat overblijft na toepassing van het derde lid te vrijwaren, wordt dat laatste bedrag aangezuiverd door een ambtshalve debitering van de financiële rekening die de provincie, de gemeente of de agglomeratie van gemeenten heeft aangeduid voor de storting van de voor haar rekening geïnde ontvangsten.

L'administration des contributions directes notifie préalablement à la province, à la commune, à l'agglomération de communes ainsi qu'à l'établissement de crédit, le montant de la créance à apurer.

Le Roi détermine les modalités d'application du présent article. ».

Art. 53. Dans l'article 519bis, alinéa 1^{er}, du même Code, inséré par l'article 48 de la loi du 28 juillet 1992, les mots "l'article 190, alinéa 2," sont remplacés par les mots "l'article 190, alinéa 4," et les mots "à l'alinéa 1^{er} de cet article 190" sont remplacés par les mots "à l'article 190, alinéas 1^{er} à 3^o".

Art. 54. A l'article 524 du même Code, inséré par l'article 6 de la loi du 27 octobre 1997, le mot "1996" est remplacé par le mot "1998".

CHAPITRE II

Code des taxes assimilées aux impôts sur les revenus

Art. 55. A l'article 2 du Code des taxes assimilées aux impôts sur les revenus, remplacé par l'arrêté royal du 29 mars 1994, les mots "et 422 à 442" sont remplacés par les mots ", 422 à 442 et 470bis".

CHAPITRE III

Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe

Art. 56. A l'article 19 du Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe, modifié par les lois des 13 août 1947, 12 juillet 1960, 5 juillet 1963 et 3 juillet 1972 et l'arrêté royal du 12 décembre 1996, sont apportées les modifications suivantes :

1° à l'alinéa 1^{er}, le 7° est abrogé;

2° dans l'alinéa 2, les mots "les n^{os} 2, 3, 5 et 7" sont remplacés par les mots "les n^{os} 2, 3 et 5".

Art. 57. Dans l'article 21¹ du même Code, renuméroté par la loi du 13 août 1947 et modifié par l'arrêté royal du 12 décembre 1996, les mots "l'article 19, 2°, 3° ou 7°" sont remplacés par les mots "l'article 19, 2° ou 3°".

Art. 58. L'article 31, alinéa 1^{er}, 1^oter, du même Code, inséré par l'arrêté royal du 12 décembre 1996, est abrogé.

Art. 59. L'article 32, 9°, du même Code, inséré par l'arrêté royal du 12 décembre 1996, est abrogé.

Art. 60. L'article 33, alinéa 2, du même Code, inséré par l'arrêté royal du 12 décembre 1996, est abrogé.

Art. 61. Dans l'article 35, alinéa 1^{er}, 6°, du même Code, modifié par la loi du 14 avril 1965 et l'arrêté royal du 12 décembre 1996, les mots "l'article 19, 2°, 3°, 5° et 7°" sont remplacés par les mots "l'article 19, 2°, 3° et 5°".

Art. 62. Dans l'article 170, alinéa 1^{er}, du même Code, modifié par l'arrêté royal du 12 décembre 1996, les mots "l'article 19, 2°, 3° ou 7°" sont remplacés par les mots "l'article 19, 2° ou 3°".

Art. 63. L'article 83 du même Code, modifié par la loi du 13 août 1947 et la loi du 23 décembre 1958, est complété comme suit :

« Ce droit n'est toutefois pas dû en cas d'application de l'article 140bis. ».

Art. 64. L'article 92² du même Code, inséré par l'arrêté royal n° 12 du 18 avril 1967, est complété comme suit :

« Ce droit n'est toutefois pas dû en cas d'application de l'article 140bis. ».

Art. 65. L'article 117 du même Code, modifié par la loi du 12 août 1985, est complété par le paragraphe suivant :

« § 3. Le droit prévu à l'article 115 n'est de même pas dû pour les apports d'actions ou de parts représentatives de droits sociaux ayant pour effet que la société à qui est fait l'apport obtient au moins 75 p.c. du capital social de la société dont les actions ou parts sont apportées.

Lorsque ce pourcentage est acquis à la suite de plusieurs opérations d'apport, seuls les apports permettant d'atteindre ce pourcentage ainsi que les apports subséquents bénéficient de l'application du présent paragraphe.

De administratie van de directe belastingen geeft vooraf kennis aan de provincie, de gemeente of de agglomeratie van gemeenten, alsmede aan de kredietinstelling van het bedrag van de schuldvordering dat moet worden aangezuiverd.

De Koning stelt de nadere regels vast die nodig zijn voor de toepassing van dit artikel. ».

Art. 53. In artikel 519bis, eerste lid, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd door artikel 48 van de wet van 28 juli 1992, worden de woorden "artikel 190, tweede lid," vervangen door de woorden "artikel 190, vierde lid," en worden de woorden "het eerste lid van dit artikel 190" vervangen door de woorden "artikel 190, eerste tot derde lid".

Art. 54. In artikel 524 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij artikel 6 van de wet van 27 oktober 1997, wordt het woord "1996" vervangen door het woord "1998".

HOOFDSTUK II

Wetboek van de met de inkomstenbelastingen gelijkgestelde belastingen

Art. 55. In artikel 2 van het Wetboek van de met de inkomstenbelastingen gelijkgestelde belastingen, vervangen door het koninklijk besluit van 29 maart 1994, worden de woorden "en 422 tot 442" vervangen door de woorden ", 422 tot 442 en 470bis".

HOOFDSTUK III

Wetboek van registratie-, hypotheek- en griffierechten

Art. 56. In artikel 19 van het Wetboek der registratie-, hypotheek- en griffierechten, gewijzigd bij de wetten van 13 augustus 1947, 12 juli 1960, 5 juli 1963 en 3 juli 1972 en het koninklijk besluit van 12 december 1996, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid wordt de bepaling onder 7° opgeheven;

2° in het tweede lid worden de woorden "nrs. 2, 3, 5 en 7" vervangen door de woorden "nrs. 2, 3 en 5".

Art. 57. In artikel 21¹ van hetzelfde Wetboek, hernummerd bij de wet van 13 augustus 1947 en gewijzigd bij het koninklijk besluit van 12 december 1996, worden de woorden "artikel 19, 2°, 3° of 7°" vervangen door de woorden "artikel 19, 2° of 3°".

Art. 58. Artikel 31, eerste lid, 1^oter, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 12 december 1996, wordt opgeheven.

Art. 59. Artikel 32, 9° van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 12 december 1996, wordt opgeheven.

Art. 60. Artikel 33, tweede lid, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 12 december 1996, wordt opgeheven.

Art. 61. In artikel 35, eerste lid, 6°, van hetzelfde Wetboek gewijzigd bij de wet van 14 april 1965 en het koninklijk besluit van 12 december 1996, worden de woorden "artikel 19, 2°, 3°, 5° en 7°" vervangen door de woorden "artikel 19, 2°, 3° en 5°".

Art. 62. In artikel 170, eerste lid, van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 12 december 1996, worden de woorden "artikel 19, 2°, 3° of 7°" vervangen door de woorden "artikel 19, 2° of 3°".

Art. 63. Artikel 83 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wet van 13 augustus 1947 en de wet van 23 december 1958, wordt aangevuld met het volgende lid :

« Dit recht is evenwel niet verschuldigd in geval van toepassing van artikel 140bis. ».

Art. 64. Artikel 92² van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het koninklijk besluit nr. 12 van 18 april 1967, wordt aangevuld met het volgende lid :

« Dit recht is evenwel niet verschuldigd in geval van toepassing van artikel 140bis. ».

Art. 65. Artikel 117 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wet van 12 augustus 1985, wordt aangevuld met de volgende paragraaf :

« § 3. Het bij artikel 115 bepaalde recht is eveneens niet verschuldigd in geval van inbreng van aandelen of deelbewijzen die maatschappelijke rechten vertegenwoordigen, die tot gevolg heeft dat de vennootschap bij wie de inbreng gebeurt, ten minste 75 pct. van het maatschappelijk kapitaal verwerft van de vennootschap waarvan de aandelen of deelbewijzen zijn ingebracht.

Wanneer dat percentage ten gevolge van verscheidene inbrengen is bereikt, is deze paragraaf alleen toepasselijk op de inbrengen die het bereiken van het percentage mogelijk hebben gemaakt, alsmede op de daaropvolgende inbrengen.

L'application du présent paragraphe est en outre subordonnée aux conditions suivantes :

1° la société acquéreuse et la société dont les actions ou parts sont apportées doivent toutes deux avoir leur siège de direction effectif ou leur siège statutaire sur le territoire d'un Etat membre des Communautés européennes;

2° l'apport doit être rémunéré exclusivement par l'émission d'actions ou parts nouvelles de la société acquéreuse, accompagné d'un versement en espèces ne dépassant pas le dixième de la valeur nominale des actions ou parts attribuées;

3° l'acte d'apport doit porter la mention que la société acquéreuse obtient à l'occasion de cet apport au moins 75 p.c. du capital social de la société dont les actions ou parts sont apportées;

4° une attestation d'un réviseur d'entreprise confirmant le fait énoncé conformément au présent alinéa, 3°, doit être annexée à l'acte.

A défaut de respect d'une des conditions de l'application du présent paragraphe au plus tard lors de la présentation de l'acte de formalité, ce dernier est enregistré au droit ordinaire. ».

Art. 66. Dans l'article 121, alinéa 1^{er}, 1°, du même Code, remplacé par la loi du 14 avril 1965, les mots "et la transformation d'une association sans but lucratif en une société à finalité sociale" sont insérés entre les mots "d'une espèce différente" et ". Cette disposition".

Art. 67. Dans le Titre Ier, chapitre IV, section XII du même Code, il est inséré une sous-section première comprenant les articles 131 à 140 actuels, rédigée comme suit :

« Sous-section première. — Dispositions générales ».

Art. 68. Dans le Titre Ier, chapitre IV, section XII du même Code, il est inséré une sous-section II comprenant les articles 140*bis* à 140*octies*, rédigée comme suit :

« Sous-section II. — Dispositions spécifiques aux donations d'entreprises

Art. 140*bis*. Le droit fixé à l'article 131 est réduit à 3 p.c. pour :

1° les conventions constatées par acte authentique ayant pour objet la transmission à titre gratuit de la pleine propriété d'une universalité de biens ou d'une branche d'activité au moyen desquelles s'exerce une activité industrielle, commerciale, artisanale ou agricole, une profession libérale ou une charge ou office.

Le droit fixé à l'article 131 reste néanmoins applicable aux transmissions de biens immeubles affectés ou destinés partiellement ou totalement à l'habitation;

2° les conventions constatées par acte authentique ayant pour objet la transmission à titre gratuit de la pleine propriété d'actions ou parts d'une société dont le siège de direction effective est situé dans un Etat membre de l'Union européenne et qui a pour objet l'exercice d'une activité industrielle, commerciale, artisanale ou agricole, une profession libérale ou une charge ou office.

Art. 140*ter*. La réduction du droit établie par l'article 140*bis* est subordonnée aux conditions suivantes :

1° le donateur et le donataire doivent être des personnes physiques;

2° en cas d'application de l'article 140*bis*, 1° :

— l'acte ou une déclaration certifiée et signée au pied de l'acte par le donateur et le donataire doit énoncer expressément :

a) que la donation porte sur la pleine propriété d'une universalité de biens ou d'une branche d'activité au moyen desquelles s'exerce une activité industrielle, commerciale, artisanale ou agricole, une profession libérale ou une charge ou office;

b) dans le cas où la donation comprend des biens immeubles, si ceux-ci sont ou non affectés ou destinés partiellement ou totalement à l'habitation;

— l'acte ou une déclaration certifiée et signée au pied de l'acte par le donataire doit, en outre, énoncer expressément :

a) que le donataire s'engage à poursuivre l'activité pendant une durée ininterrompue de cinq ans à compter de la date de l'acte authentique de la donation;

Bovendien vindt deze paragraaf alleen toepassing wanneer voldaan is aan de volgende voorwaarden :

1° de vennootschap die verkrijgt en de vennootschap waarvan de aandelen of deelbewijzen zijn ingebracht, moeten beide hun zetel der werkelijke leiding of hun statutaire zetel hebben op het grondgebied van een lidstaat van de Europese Gemeenschappen;

2° de inbreng moet uitsluitend door uitgifte van aandelen of nieuwe deelbewijzen van de verkrijgende vennootschap vergoed worden, samen met een storting in contanten die het tiende van de nominale waarde van de toegekende maatschappelijke aandelen of deelbewijzen niet overschrijdt;

3° de akte van inbreng moet vermelden dat bij de inbreng ten minste 75 pct. van het maatschappelijk kapitaal van de vennootschap waarvan de aandelen of deelbewijzen zijn ingebracht, door de verwervende vennootschap wordt verkregen;

4° een attest van een bedrijfsrevisor dat het vermelde feit overeenkomstig het 3° van dit lid bevestigt, moet aan de akte worden aangehecht.

In geval van niet-nakoming van een van de toepassingsvoorwaarden van deze paragraaf uiterlijk wanneer de akte ter formaliteit wordt aangeboden, wordt deze akte tegen het gewoon recht geregistreerd. ».

Art. 66. In artikel 121, eerste lid, 1°, van hetzelfde Wetboek, vervangen door de wet van 14 april 1965, worden tussen de woorden "van een verschillende soort" en ". Deze bepaling" de woorden "en de omzetting van een vereniging zonder winstoogmerk in een vennootschap met een sociaal oogmerk" ingevoegd.

Art. 67. In titel I, hoofdstuk IV, afdeling XII van hetzelfde Wetboek wordt een onderafdeling I ingevoegd die de huidige artikelen 131 tot 140 bevat, luidend als volgt :

« Onderafdeling I. — Algemene bepalingen ».

Art. 68. In titel I, hoofdstuk IV, afdeling XII van hetzelfde Wetboek wordt een onderafdeling II ingevoegd die de artikelen 140*bis* tot 140*octies* bevat, luidend als volgt :

« Onderafdeling II. — Bijzondere bepalingen voor schenkingen van ondernemingen

Art. 140*bis*. Het bij artikel 131 vastgestelde recht wordt verlaagd tot 3 pct. voor :

1° de bij authentieke akte vastgestelde overeenkomsten die de overdracht ten kosteloze titel vaststellen van de volle eigendom van een universaliteit van goederen of van een bedrijfstak, waarmee een nijverheids-, handels-, ambachts- of landbouwactiviteit, een vrij beroep of een ambt of post wordt uitgeoefend.

Het bij artikel 131 vastgestelde recht blijft niettemin toepasselijk op de overdrachten van onroerende goederen die gedeeltelijk of geheel tot bewoning worden aangewend of zijn bestemd;

2° de bij authentieke akte vastgestelde overeenkomsten die de overdracht ten kosteloze titel vaststellen van de volle eigendom van aandelen of deelbewijzen van een vennootschap waarvan de zetel van haar werkelijke leiding is gevestigd in een lidstaat van de Europese Unie en die de uitoefening van een nijverheids-, handels-, ambachts- of landbouwactiviteit, een vrij beroep, of een ambt of post tot doel heeft.

Art. 140*ter*. Het bij artikel 140*bis* vastgestelde verlaagde recht is onderworpen aan de volgende voorwaarden :

1° de schenker en de begiftigde moeten natuurlijke personen zijn;

2° in geval van toepassing van artikel 140*bis*, 1° :

— moet in de akte of in een door de schenker en de begiftigde gewaarmerkte en ondertekende verklaring onderaan op de akte uitdrukkelijk worden vermeld :

a) dat de schenking betrekking heeft op de volle eigendom van een universaliteit van goederen of van een bedrijfstak, waarmee een nijverheids-, handels-, ambachts- of landbouwactiviteit, een vrij beroep of een ambt of post wordt uitgeoefend;

b) in geval de schenking onroerende goederen bevat, of deze al dan niet gedeeltelijk of geheel tot bewoning worden aangewend of zijn bestemd;

— moet in de akte of in een door de begiftigde gewaarmerkte en ondertekende verklaring onderaan op de akte bovendien uitdrukkelijk worden vermeld :

a) dat de begiftigde zich ertoe verbindt de activiteit zonder onderbreking voort te zetten gedurende vijf jaar te rekenen van de datum van de authentieke akte van schenking;

b) que le donataire s'engage à fournir annuellement, au receveur de l'enregistrement du bureau où l'acte a été enregistré, la preuve du maintien de l'activité;

c) que le donataire s'engage à ne pas affecter partiellement ou totalement à l'habitation, pendant une durée ininterrompue de cinq ans, à compter de la date de l'acte authentique de la donation, les biens immeubles transmis avec le bénéfice du tarif réduit;

3° en cas d'application de l'article 140bis, 2° :

— le donataire doit produire une attestation signée par un notaire, un réviseur d'entreprise ou un expert-comptable certifiant que la donation porte sur un ensemble de titres représentant au moins 10 p.c. des droits de vote à l'assemblée générale;

— dans le cas où l'ensemble des actions ou parts qui font l'objet de la donation représente moins de 50 p.c. des droits de vote à l'assemblée générale, le donataire doit également produire un pacte d'actionariat portant sur au moins 50 p.c. des droits de vote à l'assemblée générale et dont les modalités sont fixées par le Roi.

Les documents prévus ci-avant sont annexés à l'acte authentique;

— l'acte ou une déclaration certifiée et signée au pied de l'acte par le donataire doit, en outre, énoncer expressément :

a) que le donataire s'engage à garder la pleine propriété des actions ou parts faisant l'objet de la donation pendant une durée ininterrompue de cinq ans à compter de la date de l'acte authentique de la donation;

b) que le donataire s'engage à produire annuellement, au receveur de l'enregistrement du bureau où l'acte a été enregistré, la preuve du maintien dans son chef de la pleine propriété des actions ou parts données.

Art. 140quater. A défaut de remplir l'une des conditions prévues aux articles 140bis et 140ter, au plus tard lors de la présentation de l'acte à la formalité, ce dernier est enregistré au droit établi par les articles 131 à 140. Aucune demande en restitution n'est recevable.

Art. 140quinquies. Sauf cas de force majeure, le droit dû conformément aux articles 131 à 140, majoré de l'intérêt légal au taux fixé en matière civile à compter de la date de l'enregistrement de la donation, devient exigible à charge du donataire, lorsque ce dernier :

a) n'a pas rempli les engagements souscrits à l'article 140ter, 2° ou 3°;

b) dans le cas d'une donation visée à l'article 140bis, 1°, a cédé, dans les cinq ans prescrits par l'article 140ter, en tout ou en partie, les biens au moyen desquels s'exerce l'activité industrielle, commerciale, artisanale ou agricole, la profession libérale ou la charge ou office; cette disposition ne s'applique toutefois pas lorsque la cession est justifiée par l'exercice de l'activité, de la profession libérale ou de la charge ou office;

c) dans le cas d'une donation visée à l'article 140bis, 2°, a cédé, dans les cinq ans prescrits par l'article 140ter, en tout ou en partie, les actions ou parts, ou a transféré le siège de direction effective de la société dans un Etat non membre de l'Union européenne.

Le présent article n'est pas applicable aux cessions de biens visées au point b) ci-avant, lorsqu'elles ont lieu par succession ou par donation et que les ayants droit ou les donataires reprennent les engagements souscrits par le défunt ou par le donateur.

Il n'est pas non plus applicable aux cessions d'actions ou parts visées au point c) ci-avant, lorsqu'elles ont lieu par succession, par donation ou par cession à titre onéreux à un autre membre du pacte d'actionariat, et que les ayants droit, les donataires ou l'acquéreur reprennent les engagements souscrits par le défunt, le donateur ou le cédant.

Art. 140sexies. Le donataire qui a bénéficié de la réduction du droit peut offrir de payer le droit dû conformément aux articles 131 à 140, majoré de l'intérêt légal au taux fixé en matière civile, exigible à compter de la date de l'enregistrement de la donation, avant l'expiration du délai de cinq ans pendant lequel l'activité doit être poursuivie ou la pleine propriété des actions ou parts doit être maintenue.

b) dat de begiftigde zich ertoe verbindt aan de ontvanger der registratie van het kantoor waar de akte werd geregistreerd jaarlijks het bewijs te leveren van het behoud van de activiteit;

c) dat de begiftigde zich ertoe verbindt de onroerende goederen die met toepassing van het verlaagde recht werden overgedragen, niet gedeeltelijk of geheel tot bewoning aan te wenden gedurende een ononderbroken periode van vijf jaar te rekenen van de datum van de authentieke akte van schenking;

3° in geval van toepassing van artikel 140bis, 2° :

— moet de begiftigde een door een notaris, een bedrijfsrevisor of een accountant ondertekend attest afleveren dat bevestigt dat de schenking betrekking heeft op een geheel van aandelen of deelbewijzen, dat minstens 10 pct. van de stemrechten in de algemene vergadering vertegenwoordigt;

— in geval het geheel van de geschonken aandelen of deelbewijzen minder dan 50 pct. van de stemrechten in de algemene vergadering vertegenwoordigt, moet de begiftigde tevens een aandeelhouderschapsovereenkomst voorleggen, die betrekking heeft op ten minste 50 pct. van de stemrechten in de algemene vergadering en waarvan de modaliteiten door de Koning worden vastgesteld.

De hogervermelde documenten worden aan de authentieke akte gehecht;

— moet in de akte of in een door de begiftigde gewaarmerkte en ondertekende verklaring onderaan op de akte bovendien uitdrukkelijk worden vermeld :

a) dat de begiftigde zich ertoe verbindt de volle eigendom van de aandelen of deelbewijzen die het voorwerp van de schenking uitmaken gedurende een ononderbroken periode van vijf jaar te rekenen van de datum van de authentieke akte van schenking te behouden;

b) dat de begiftigde zich ertoe verbindt aan de ontvanger der registratie van het kantoor waar de akte werd geregistreerd jaarlijks het bewijs te leveren dat hij de volle eigendom van de geschonken aandelen of deelbewijzen heeft behouden.

Art. 140quater. Indien een van de onder de artikelen 140bis en 140ter gestelde voorwaarden uiterlijk bij de aanbidding van de akte ter registratie niet is vervuld, wordt de akte geregistreerd tegen betaling van het bij de artikelen 131 tot 140 vastgestelde recht. Geen enkele vordering tot teruggaaf is ontvankelijk.

Art. 140quinquies. Behalve in geval van overmacht, wordt het overeenkomstig de artikelen 131 tot 140 verschuldigde recht, vermeerderd met de wettelijke interest tegen de rentevoet bepaald in burgerlijke zaken te rekenen van de datum van registratie van de schenking, opeisbaar ten laste van de begiftigde, indien deze laatste :

a) de overeenkomstig artikel 140ter, 2° of 3° aangegane verbintenissen niet nakomt;

b) in geval van een door artikel 140bis, 1°, bedoelde schenking, de goederen, die dienen voor de uitoefening van een nijverheids-, handels-, ambachts- of landbouwactiviteit, een vrij beroep, of een ambt of post, geheel of gedeeltelijk heeft overgedragen binnen de in artikel 140ter bepaalde termijn van vijf jaar; deze bepaling is echter niet van toepassing indien de overdracht gerechtvaardigd is door de uitoefening van de activiteit, van het vrij beroep of van het ambt of de post;

c) in geval van een door artikel 140bis, 2°, bedoelde schenking, binnen de in artikel 140ter bepaalde termijn van vijf jaar de aandelen of deelbewijzen geheel of gedeeltelijk heeft overgedragen of de zetel van werkelijke leiding van de vennootschap heeft overgebracht naar een staat die geen lid is van de Europese Unie.

Dit artikel is niet van toepassing op de overdrachten van goederen bepaald onder hogervermeld punt b), indien ze plaats hebben door erfopvolging of schenking en de rechthebbenden of de begiftigden de door de overledene of de schenker aangegane verbintenissen overnemen.

Dit artikel is evenmin van toepassing op de overdrachten van aandelen of deelbewijzen als bepaald onder hogervermeld punt c), indien ze plaats hebben door erfopvolging, door schenking of door overdracht ten bezwarende titel aan een ander lid van de aandeelhouderschapsovereenkomst, en dat de rechthebbenden, de begiftigden of de verwerfer de door de overledene, de schenker of de overdrager aangegane verbintenissen overnemen.

Art. 140sexies. De begiftigde die de toepassing van het verlaagd recht heeft genoten kan aanbieden om het overeenkomstig de artikelen 131 tot 140 verschuldigde recht, vermeerderd met de wettelijke interest tegen de rentevoet bepaald in burgerlijke zaken, opeisbaar te rekenen van de datum van registratie van de schenking, te betalen alvorens de termijn van vijf jaar is verstreken gedurende dewelke de activiteit moet worden voortgezet of de volle eigendom van de aandelen of deelbewijzen behouden moet blijven.

Art. 140septies. Le droit exigible conformément à l'article 140quinquies n'est toutefois pas exigible dans le cas où la pleine propriété des biens ayant bénéficié du droit réduit fait l'objet d'une transmission à titre gratuit en faveur du donateur initial avant l'expiration du délai de cinq ans pendant lequel l'activité doit être poursuivie ou la pleine propriété des actions ou parts doit être maintenue.

Art. 140octies. Dans les cas prévus à l'article 140quinquies, le droit et les intérêts sont liquidés sur une déclaration qui doit être présentée à l'enregistrement dans les quatre premiers mois suivant l'expiration de l'année pendant laquelle l'une des causes de déduction du droit dû conformément aux articles 131 à 140 est intervenue et sous peine d'une amende égale à ce droit, au bureau qui a perçu le droit réduit.

Dans le cas prévu à l'article 140sexies, le donataire qui a bénéficié de la réduction du droit doit présenter à l'enregistrement au bureau de l'enregistrement précité, une déclaration déterminant la consistance et la valeur des biens pour lesquels il désire acquitter le droit dû conformément aux articles 131 à 140.

Les déclarations prescrites par le présent article, signées par celui qui a bénéficié de la réduction du droit, sont faites en deux exemplaires, dont l'un reste déposé au bureau de l'enregistrement. Les déclarations mentionnent l'acte, le fait nouveau qui détermine la déduction du droit dû conformément aux articles 131 à 140 et tous les éléments nécessaires à la liquidation de l'impôt. ».

Art. 69. Dans l'article 161 du même Code, il est inséré un 11°, rédigé comme suit :

« 11° les actes et attestations qui doivent être obligatoirement annexés aux actes visés par l'article 140bis. »

Art. 70. Il est inséré dans le même Code un article 169bis, rédigé comme suit :

« Art. 169bis. Pour l'application des articles 115bis et 140bis, l'affectation ou la destination d'un immeuble doit s'apprécier par parcelle cadastrale ou par partie de parcelle cadastrale lorsqu'une telle partie forme, soit un logement séparé, soit un département ou une division de production ou d'activité susceptibles de fonctionner séparément, soit une entité dissociable des autres biens ou parties formant la parcelle. ».

Art. 71. Il est inséré dans le même Code un article 182bis, rédigé comme suit :

« Art. 182bis. Les personnes qui demandent l'application de l'article 140bis sont tenues de communiquer, sans déplacement, à toute réquisition des agents de l'administration de la taxe sur la valeur ajoutée, de l'enregistrement et des domaines, tous les livres et documents relatifs à leur activité, à l'effet par lesdits agents de s'assurer de la juste perception des droits d'enregistrement dus par les requérants ou par des tiers.

Tout refus de communication est constaté par procès-verbal et est puni d'une amende de 50.000 francs. ».

Art. 72. § 1^{er}. Le droit d'enregistrement proportionnel perçu sur l'apport d'actions ou parts répondant aux conditions établies par l'article 117, § 3, alinéas 1^{er}, 2^e et 3, 1^o et 2^o, du Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe, inséré par l'article 65 de la présente loi, peut être restitué sous déduction du droit fixe général, lorsque l'acte d'apport a été passé pendant la période s'étendant du 1^{er} juillet 1997 jusqu'à et y compris le jour de la publication de la présente loi au *Moniteur belge*.

La demande en restitution doit être introduite par la société qui a acquitté le droit, dans les deux ans à compter du jour de la publication de la présente loi au *Moniteur belge*. Elle doit porter la mention que la société acquéreuse a obtenu à l'occasion de cet apport au moins 75 p.c. du capital social de la société dont les actions ou parts ont été apportées. Une attestation d'un réviseur d'entreprise confirmant ce fait doit en outre être annexée à la demande.

§ 2. Le droit d'enregistrement proportionnel perçu sur la transformation d'une association sans but lucratif en une société à finalité sociale, réalisée pendant la période s'étendant du 1^{er} juillet 1996 jusqu'à et y compris le jour de la publication de la présente loi au *Moniteur belge*, peut être restitué sous déduction du droit fixe général, moyennant l'introduction d'une demande en restitution par la société qui a acquitté le droit, dans les deux ans à compter du jour de la publication de la présente loi au *Moniteur belge*.

Art. 140septies. Het overeenkomstig artikel 140quinquies opeisbare recht is evenwel niet opeisbaar indien de volle eigendom van de goederen waarop het verlaagd recht werd toegepast, het voorwerp uitmaakt van een overdracht ten kosteloze titel ten voordele van de oorspronkelijke schenker alvorens de termijn van vijf jaar is verstreken gedurende dewelke de activiteit moet worden voortgezet of de volle eigendom van de aandelen of deelbewijzen moet behouden blijven.

Art. 140octies. Indien artikel 140quinquies van toepassing is, worden het recht en de interesten vereffend op een verklaring die ter registratie moet worden aangeboden op het kantoor waar het verlaagde recht werd geheven, binnen de eerste vier maanden na het verstrijken van het jaar tijdens hetwelk één van de oorzaken van opeisbaarheid van het overeenkomstig de artikelen 131 tot 140 verschuldigde recht zich heeft voorgedaan en dit op straf van een boete gelijk aan dit recht.

Indien artikel 140sexies van toepassing is, moet de begiftigde die de toepassing van het verlaagde recht heeft genoten op het voormelde registratiekantoor een verklaring ter registratie aanbieden waarin de samenstelling en de waarde van de goederen waarvoor hij het overeenkomstig de artikelen 131 tot 140 verschuldigde recht wenst te betalen wordt aangegeven.

De bij dit artikel voorgeschreven verklaringen, welke door de begiftigde die de toepassing van het verlaagde recht heeft genoten, werden ondertekend, worden in dubbel gesteld, waarvan één exemplaar op het registratiekantoor blijft. Deze verklaringen vermelden de akte, het nieuwe feit waaruit de opeisbaarheid van het overeenkomstig de artikelen 131 tot 140 verschuldigde recht voortvloeit en al de voor de vereffening van het recht vereiste gegevens. ».

Art. 69. In artikel 161 van hetzelfde Wetboek, wordt een 11° ingevoegd, luidend als volgt :

« 11° de akten en attesten die verplicht bij de akten bedoeld in artikel 140bis moeten worden bijgevoegd. »

Art. 70. In hetzelfde Wetboek wordt een artikel 169bis ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 169bis. Voor de toepassing van de artikelen 115bis en 140bis, moet de aanwending of de bestemming van een onroerend goed worden nagegaan per kadastraal perceel of per gedeelte van kadastraal perceel wanneer dat gedeelte is ofwel een afzonderlijke huisvesting, ofwel een afdeling van de productie of van de werkzaamheden die, of een onderdeel daarvan dat, afzonderlijk kan werken, ofwel een eenheid die van de andere goederen of delen die het perceel vormen kan worden afgezonderd. ».

Art. 71. In hetzelfde Wetboek wordt een artikel 182bis ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 182bis. De personen die de toepassing van artikel 140bis vragen, zijn er toe gehouden, zonder verplaatsing, van alle boeken en bescheiden betreffende hun activiteit bij iedere vordering van de ambtenaren van de administratie van de belasting over de toegevoegde waarde, registratie en domeinen inzage te verlenen teneinde bedoelde ambtenaren toe te laten zich te vergewissen van de juiste heffing van de door de verzoekers of derden verschuldigde rechten.

Elke weigering van inzageverlening wordt bij proces-verbaal vastgesteld en wordt gestraft met een geldboete van 50.000 frank. ».

Art. 72. § 1. Het evenredige registratierecht geheven op de inbreng van aandelen of deelbewijzen onder de voorwaarden van artikel 117, § 3, eerste, tweede en derde lid, 1^o en 2^o, van het Wetboek der registratie-, hypotheek- en griffierechten, ingevoegd door artikel 65 van deze wet, kan worden teruggegeven onder aftrek van het algemeen vast recht, indien de akte van inbreng werd verleden in de periode van 1 juli 1997 tot en met de dag van de bekendmaking van deze wet in het *Belgisch Staatsblad*.

De vennootschap die het recht heeft betaald moet het verzoek tot teruggave indienen binnen de twee jaar te rekenen van de dag van de bekendmaking van deze wet in het *Belgisch Staatsblad*. Het verzoek moet vermelden dat bij de inbreng ten minste 75 pct. van het maatschappelijk kapitaal van de vennootschap waarvan de aandelen of deelbewijzen werden ingebracht, door de verwervende vennootschap wordt verkregen. Een attest van een bedrijfsrevisor dat dit feit bevestigt dient bovendien aan het verzoek te worden gehecht.

§ 2. Het evenredige registratierecht geheven op de omzetting van een vereniging zonder winstgevend doel in een vennootschap met een sociaal oogmerk gerealiseerd in de periode van 1 juli 1996 tot en met de dag van de bekendmaking van deze wet in het *Belgisch Staatsblad*, kan worden teruggegeven onder aftrek van het algemeen vast recht, op verzoek daartoe van de vennootschap die het recht heeft betaald, ingediend binnen de twee jaar te rekenen van de dag van de bekendmaking van deze wet in het *Belgisch Staatsblad*.

§ 3. Pour le surplus, les dispositions du Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe sont applicables aux restitutions visées aux §§ 1^{er} et 2.

CHAPITRE IV. — Code des droits de timbre

Art. 73. Dans l'article 59¹ du Code des droits de timbre, il est inséré un 61^o, rédigé comme suit :

« 61^o les actes et attestations qui doivent être obligatoirement annexés aux actes visés par l'article 140bis du Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe. ».

CHAPITRE V. — Dispositions non fiscales

Art. 74. L'article 1^{er}, alinéa 1^{er}, de la loi du 12 juin 1930 portant création d'un Fonds monétaire, modifié par la loi du 23 décembre 1988, est remplacé par l'alinéa suivant :

« La limite de l'émission par le Trésor des monnaies divisionnaires est fixée à vingt-cinq milliards de francs. Toutefois, le Roi peut porter cette limite à vingt-huit milliards de francs par une libération successive de trois tranches d'un milliard de francs chacune. ».

Art. 75. Dans l'article 26 des lois coordonnées sur les sociétés commerciales, modifié par la loi du 13 avril 1995, un alinéa est ajouté, libellé comme suit :

« Le Roi détermine la contribution à la couverture des frais de fonctionnement de la Commission bancaire et financière à payer à cette Commission par les sociétés qui sont inscrites, radiées ou omises de la liste prévue à l'alinéa 5. ».

Art. 76. Dans la loi du 2 mars 1989 relative à la publicité des participations importantes dans les sociétés cotées en bourse et réglementant les offres publiques d'acquisition, un article 14bis est inséré, libellé comme suit :

« Art. 14bis. Le Roi détermine la contribution à la couverture des frais de fonctionnement de la Commission bancaire et financière à payer à cette Commission par les personnes tenues des déclarations à faire à celle-ci en vertu du présent chapitre. ».

Art. 77. L'article 5 de la loi du 6 avril 1995 relative aux marchés secondaires, au statut des entreprises d'investissement et à leur contrôle, aux intermédiaires et conseillers en placements, est complété par le paragraphe suivant :

« § 3. Sans préjudice de l'article 31, alinéa 6, le Roi détermine la contribution à la couverture des frais de fonctionnement de la Commission bancaire et financière à payer à cette Commission par les autorités de marché, les sociétés et entreprises dont les instruments financiers sont admis aux marchés ou les membres de ces marchés. ».

Art. 78. L'article 826, alinéa 1^{er}, du Code civil, modifié par les lois des 14 mai 1981 et 29 août 1988, est complété comme suit :

« , à l'exception des biens visés à l'article 140bis du Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe. ».

Art. 79. L'article 922 du même Code est complété par la disposition suivante :

« Par dérogation à l'alinéa précédent, la valeur au moment de la donation est prise en considération quand il s'agit de biens qui ont été donnés en application de l'article 140bis du Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe. ».

Art. 80. L'entrée en vigueur de la présente loi est déterminée comme suit :

§ 1^{er}. Les articles 2, 3, 1^o, 21, 1^o, 23, 1^o, 24 et 40 produisent leurs effets à partir de l'exercice d'imposition 1992.

§ 2. L'article 3, 2^o est applicable aux remboursements effectués à partir du 1^{er} juillet 1997 pendant un exercice social se rattachant à l'exercice d'imposition 1998 ou à un exercice d'imposition ultérieur.

§ 3. Les articles 4, 2^o, 10, 1^o et 2^o, et l'article 49 en ce qui concerne les banques, produisent leurs effets le 19 avril 1993 mais s'agissant des caisses d'épargne communales, l'article 10, 1^o, produit ses effets à partir du 1^{er} janvier 1995.

§ 4. Les articles 5 et 34 produisent leurs effets aux associations des copropriétaires qui possèdent la personnalité juridique à partir du 1^{er} août 1995.

§ 5. Les articles 6, 20, 22, 1^o, 27, 28, 2^o et 3^o, 30 et 53 sont applicables aux opérations de fusion, de scission, d'adoption d'une autre forme juridique ou d'apport, réalisées à partir du 1^{er} octobre 1993.

§ 6. L'article 29, 3^o, est applicable aux opérations de fusion ou de scission réalisées à partir du 1^{er} octobre 1993.

§ 3. Voor het overige zijn de bepalingen van het Wetboek der registratie-, hypotheek- en griffierechten van toepassing op de teruggevonden bepaald in §§ 1 en 2.

HOOFDSTUK IV. — Wetboek der zegelrechten

Art. 73. In artikel 59¹ van het Wetboek der zegelrechten, wordt een 61^o ingevoegd, luidend als volgt :

« 61^o de akten en attesten die verplicht bij de akten bedoeld in artikel 140bis van het Wetboek der Registratie-, Hypotheek- en Griffierechten moeten worden bijgevoegd. ».

HOOFDSTUK V. — Niet-fiscale bepalingen

Art. 74. Artikel 1, eerste lid, van de wet van 12 juni 1930 tot oprichting van een Muntfonds, gewijzigd bij de wet van 23 december 1988, wordt vervangen door het volgende lid :

« De grens van de uitgifte van deelmunt door de Schatkist is vastgesteld op vijftientwintig miljard frank. De Koning mag deze grens echter op achtentwintig miljard frank brengen op achtereenvolgens drie tranches van elk één miljard frank vrij te geven. ».

Art. 75. In artikel 26 van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen, gewijzigd bij de wet van 13 april 1995, wordt een als volgt luidend lid toegevoegd :

« De Koning bepaalt welke bijdrage in de werkingskosten van de Commissie voor het Bank- en Financieuzen is verschuldigd door de vennootschappen die worden ingeschreven op, geschrapt van of weggelaten uit de lijst bedoeld in het vijfde lid. ».

Art. 76. In de wet van 2 maart 1989 op de openbaarmaking van belangrijke deelnemingen in ter beurze genoteerde vennootschappen en tot reglementering van de openbare overnameaanbiedingen, wordt een artikel 14bis ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 14bis. De Koning bepaalt welke bijdrage in de werkingskosten van de Commissie voor het Bank- en Financieuzen is verschuldigd door de personen die krachtens dit hoofdstuk aan de Commissie een kennisgeving moeten richten. ».

Art. 77. Artikel 5 van de wet van 6 april 1995 inzake de secundaire markten, het statuut van en het toezicht op de beleggingsondernemingen, de bemiddelaars en beleggingsadviseurs, wordt aangevuld met de volgende paragraaf :

« § 3. Onverminderd artikel 31, zesde lid, bepaalt de Koning welke bijdrage in de werkingskosten van de Commissie voor het Bank- en Financieuzen verschuldigd is door de marktautoriteiten, de vennootschappen en ondernemingen waarvan de financiële instrumenten zijn toegelaten tot de markten of de leden van deze markten. ».

Art. 78. Artikel 826, eerste lid, van het Burgerlijk Wetboek, gewijzigd bij de wetten van 14 mei 1981 en 29 augustus 1988, wordt aangevuld als volgt :

« , met uitzondering van de goederen bedoeld bij artikel 140bis van het Wetboek der registratie-, hypotheek- en griffierechten. ».

Art. 79. Artikel 922 van hetzelfde Wetboek wordt aangevuld met de volgende bepaling :

« In afwijking van het vorige lid wordt de waarde ten tijde van de schenking in aanmerking genomen wanneer het goederen betreft die werden geschonken met toepassing van artikel 140bis van het Wetboek der registratie-, hypotheek- en griffierechten. ».

Art. 80. De inwerkingtreding van deze wet wordt vastgesteld als volgt :

§ 1. De artikelen 2, 3, 1^o, 21, 1^o, 23, 1^o, 24 en 40 hebben uitwerking met ingang van het aanslagjaar 1992.

§ 2. Artikel 3, 2^o, is van toepassing op de terugbetalingen verricht vanaf 1 juli 1997 tijdens een boekjaar dat is verbonden aan het aanslagjaar 1998 of aan een later aanslagjaar.

§ 3. De artikelen 4, 2^o, 10, 1^o en 2^o en 49, wat de banken betreft, hebben uitwerking op 19 april 1993, maar wanneer het gaat om gemeentespaarkassen heeft artikel 10, 1^o, uitwerking met ingang van 1 januari 1995.

§ 4. De artikelen 5 en 34 hebben uitwerking op de verenigingen van medeëigenaars die vanaf 1 augustus 1995 rechtspersoonlijkheid bezitten.

§ 5. De artikelen 6, 20, 22, 1^o, 27, 28, 2^o en 3^o, 30 en 53 zijn van toepassing op de verrichtingen van fusie, splitsing, aannemen van een andere rechtsvorm of inbreng die vanaf 1 oktober 1993 hebben plaatsgevonden.

§ 6. Artikel 29, 3^o, is van toepassing op de verrichtingen van fusie of splitsing die vanaf 1 oktober 1993 hebben plaatsgevonden.

En ce qui concerne les plus-values visées à l'article 29, 3°, réalisées ou constatées à l'occasion d'une opération de fusion ou de scission effectuée antérieurement à la date de publication de la présente loi, les conditions de l'article 190, alinéa 2, tel que modifié par la présente loi et de l'article 211, § 2, alinéa 4, du Code des impôts sur les revenus 1992, doivent être remplies au plus tard à la clôture des premiers comptes annuels arrêtés à partir de la date de publication de la présente loi au *Moniteur belge*.

§ 7. Les articles 4, 1°, 8, 1° et 2°, 10, 4° et 5°, 16, 18, 19, 1°, 21, 2°, 32 et 33 produisent leurs effets à partir de l'exercice d'imposition 1998.

§ 8. L'article 8, 3°, s'applique pour la première fois aux comptes annuels arrêtés au terme de l'exercice prenant cours après le 31 décembre 1994.

§ 9. L'article 10, 3°, produit ses effets le 1^{er} janvier 1993, ainsi que l'article 49 en ce qui concerne les entreprises hypothécaires soumises à la loi du 4 août 1992 relative au crédit hypothécaire.

§ 10. L'article 11, 1°, produit ses effets à partir du 1^{er} janvier 1995.

§ 11. Les articles 11, 3°, 13 et 37 produisent leurs effets à partir du 1^{er} janvier 1997.

§ 12. Les articles 11, 2°, 12 et 31, 1°, entrent en vigueur à partir de l'exercice d'imposition 1999.

Toute modification apportée à partir du 1^{er} juillet 1997 à la date de clôture des comptes annuels, reste sans incidence pour l'application de l'article 31, 1°.

§ 13. L'article 31, 2° produit ses effets à partir de l'exercice d'imposition 1994.

Toute modification apportée à partir du 4 août 1992 à la date de clôture des comptes annuels reste sans incidence pour l'application de l'article 31, 2°.

§ 14. Les articles 15 et 45 produisent leurs effets à partir de l'exercice d'imposition 1997.

§ 15. Les articles 17 et 36 produisent leurs effets à partir de l'exercice d'imposition 1996.

§ 16. L'article 19, 2°, est applicable aux opérations d'apport effectuées à partir du 30 mars 1996.

§ 17. Les articles 22, 2°, 25, 1°, et 46 sont applicables aux apports exonérés d'impôts effectués à partir du jour de la publication de la présente loi au *Moniteur belge*.

§ 18. L'article 23, 2°, est applicable aux moins-values sur actions ou parts subies à partir du 1^{er} janvier 1997 à l'occasion du partage total de l'avoir social de la société émettrice, dans la mesure où la réduction concernée du capital libéré a été opérée au plus tôt à partir du 24 juillet 1991.

§ 19. L'article 25, 2°, est applicable aux revenus attribués ou mis en paiement à partir du 1^{er} janvier 1997.

§ 20. Les articles 26, 44 et 51 produisent leurs effets à partir du 2 janvier 1995.

§ 21. Les articles 28, 1° et 4°, et 29, 1° et 2°, sont applicables aux opérations de fusion ou de scission réalisées à partir du jour de la publication de la présente loi au *Moniteur belge*.

§ 22. L'article 38 produit ses effets à partir de l'exercice d'imposition 1996. Il est également applicable aux impôts relatifs à des exercices d'imposition antérieurs qui font l'objet soit d'une réclamation introduite dans les formes et délais visés à l'article 371 du Code des impôts sur les revenus 1992, soit d'un recours en appel ou en cassation, sur lesquels il n'avait pas encore été statué à la date du 10 avril 1996.

§ 23. L'article 39 produit ses effets à partir de l'exercice d'imposition 1993.

§ 24. L'article 41 est applicable aux actions ou parts émises et aux contrats souscrits à partir du 7 avril 1995.

§ 25. L'article 42 est applicable aux revenus attribués ou mis en paiement à partir du 1^{er} janvier 1994.

§ 26. L'article 43 est applicable aux revenus payés ou attribués à partir du premier jour du mois qui suit celui au cours duquel la présente loi aura été publiée au *Moniteur belge*.

§ 27. Les articles 52 et 55 sont applicables aux attributions qui s'opèrent à partir du mois qui suit celui au cours duquel la présente loi aura été publiée au *Moniteur belge*.

§ 28. Les articles 65, 66 et 72 entrent en vigueur le jour de la publication de la présente loi au *Moniteur belge*.

§ 29. L'article 19, 3°, produit ses effets à partir du 1^{er} juillet 1996.

Met betrekking tot de in artikel 29, 3°, vermelde meerwaarden, verwezenlijkt of vastgesteld bij een verrichting van fusie of splitsing die vóór de datum van bekendmaking van deze wet heeft plaatsgevonden, moeten de voorwaarden van artikel 190, tweede lid, zoals gewijzigd door deze wet, en van artikel 211, § 2, vierde lid van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992, ten laatste worden vervuld bij de afsluiting van de eerste jaarrekeningen die vanaf de datum van bekendmaking van deze wet afgesloten worden.

§ 7. De artikelen 4, 1°, 8, 1° en 2°, 10, 4° en 5°, 16, 18, 19, 1°, 21, 2°, 32 en 33 treden in werking met ingang van het aanslagjaar 1998.

§ 8. Artikel 8, 3°, wordt voor het eerst toegepast op de jaarrekening afgesloten op het einde van het boekjaar dat ingaat na 31 december 1994.

§ 9. Artikel 10, 3°, heeft uitwerking op 1 januari 1993, zomede artikel 49 wat de hypotheekondernemingen betreft onderworpen aan de wet van 4 augustus 1992 op het hypotheecair krediet.

§ 10. Artikel 11, 1°, heeft uitwerking met ingang van 1 januari 1995.

§ 11. De artikelen 11, 3°, 13 en 37 hebben uitwerking met ingang van 1 januari 1997.

§ 12. De artikelen 11, 2°, 12 en 31, 1°, treden in werking met ingang van het aanslagjaar 1999.

Elke wijziging die vanaf 1 juli 1997 aan de datum van afsluiting van de jaarrekening wordt aangebracht, is zonder uitwerking voor de toepassing van artikel 31, 1°.

§ 13. Artikel 31, 2°, heeft uitwerking met ingang van het aanslagjaar 1994.

Elke wijziging die vanaf 4 augustus 1992 aan de datum van afsluiting van de jaarrekening wordt aangebracht, is zonder uitwerking voor de toepassing van artikel 31, 2°.

§ 14. De artikelen 15 en 45 treden in werking met ingang van het aanslagjaar 1997.

§ 15. De artikelen 17 en 36 hebben uitwerking met ingang van het aanslagjaar 1996.

§ 16. Artikel 19, 2°, is van toepassing op de inbrengverrichtingen die plaatsvinden vanaf 30 maart 1996.

§ 17. De artikelen 22, 2°, 25, 1°, en 46 zijn van toepassing op de belastingvrije inbrengen verricht vanaf de dag van de bekendmaking van deze wet in het *Belgisch Staatsblad*.

§ 18. Artikel 23, 2°, is van toepassing op de minderwaarden op aandelen die vanaf 1 januari 1997 zijn geleden naar aanleiding van de gehele verdeling van het maatschappelijk vermogen van de emittende vennootschap, voor zover de desbetreffende vermindering van gestort kapitaal ten vroegste vanaf 24 juli 1991 is gedaan.

§ 19. Artikel 25, 2°, is van toepassing op de vanaf 1 januari 1997 toegekende of betaalbaar gestelde inkomsten.

§ 20. De artikelen 26, 44 en 51 hebben uitwerking vanaf 2 januari 1995.

§ 21. De artikelen 28, 1° en 4° en 29, 1° en 2°, zijn van toepassing op de verrichtingen van fusie of splitsing die vanaf de dag van de bekendmaking van deze wet in het *Belgisch Staatsblad* plaatsvinden.

§ 22. Artikel 38 heeft uitwerking met ingang van het aanslagjaar 1996. Het is eveneens van toepassing op de belastingen betreffende de vorige aanslagjaren waartegen hetzij een bezwaar is ingediend in de vormen en binnen de termijnen vermeld in artikel 371 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992, hetzij een voorziening in beroep of in Cassatie is ingesteld, waarover op 10 april 1996 nog geen uitspraak werd gedaan.

§ 23. Artikel 39 heeft uitwerking met ingang van het aanslagjaar 1993.

§ 24. Artikel 41 is van toepassing op de met ingang van 7 april 1995 uitgegeven aandelen en onderschreven contracten.

§ 25. Artikel 42 is van toepassing op de vanaf 1 januari 1994 toegekende of betaalbaar gestelde inkomsten.

§ 26. Artikel 43 is van toepassing op de, vanaf de eerste dag van de maand die volgt op de maand waarin deze wet in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt, betaalde of toegekende inkomsten.

§ 27. De artikelen 52 en 55 zijn van toepassing op de toekenningen die gebeuren vanaf de maand die volgt op de maand waarin deze wet in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

§ 28. De artikelen 65, 66 en 72, treden in werking de dag waarop ze in het *Belgisch Staatsblad* worden bekendgemaakt.

§ 29. Artikel 19, 3°, heeft uitwerking met ingang van 1 juli 1996.

§ 30. Les articles 47 et 48 entrent en vigueur le 1^{er} janvier 1999.

§ 31. Les articles 50 et 56 à 62 entrent en vigueur le premier jour du troisième mois qui suit celui au cours duquel la présente loi aura été publiée au *Moniteur belge*.

§ 32. L'article 74 entre en vigueur le jour de la publication de la présente loi au *Moniteur belge* et au plus tard le 31 décembre 1998.

Art. 81. En ce qui concerne les libéralités visées à l'article 104, 3^o, i, du Code des impôts sur les revenus 1992, les articles 2 et 3 de la loi du 14 juillet 1997 modifiant l'article 110 du Code des impôts sur les revenus 1992 en vue d'exécuter l'article 104, 3^o, i), du même Code, produisent leurs effets à partir de l'exercice d'imposition 1997 et l'article 4 de la même loi est applicable aux libéralités faites à partir du 14 juin 1996.

En ce qui concerne les libéralités visées à l'article 104, 4^o bis, du Code des impôts sur les revenus 1992, l'article 3 de la même loi produit ses effets à partir de l'exercice d'imposition 1996 et l'article 4 de la même loi est applicable aux libéralités faites à partir du 10 avril 1995.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 22 décembre 1998.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre des Finances,
J.-J. VISEUR

Scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,
T. VAN PARYS

—
Note

(1) *Références parlementaires :*

Session ordinaire 1997-1998 et 1998-1999.

Chambre des représentants

Documents parlementaires — Projet de loi, n° 1608/1. — Amendements, n°s 1608/2 à 1608/7. — Rapport, n° 1608/8. — Texte adopté par la commission, n° 1608/9. — Amendements, n° 1608/10. — Texte adopté en séance plénière et transmis au Sénat, n° 1608/11.

Annales parlementaires. — Annales de la Chambre : 25 et 26 novembre 1998.

Sénat.

Documents parlementaires. — Projet transmis par la Chambre des représentants, n° 1-1171/1. — Projet non évoqué par le Sénat, n° 1-1171/2.

§ 30. De artikelen 47 en 48 treden in werking op 1 januari 1999.

§ 31. De artikelen 50 en 56 tot 62 treden in werking de eerste dag van de derde maand na die waarin deze wet in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

§ 32. Artikel 74 treedt in werking de dag waarop deze wet in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt en uiterlijk op 31 december 1998.

Art. 81. Wat betreft de in artikel 104, 3^o, i, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 vermelde giften, hebben de artikelen 2 en 3 van de wet van 14 juli 1997 tot wijziging van artikel 110 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 met het oog op de uitvoering van artikel 104, 3^o, i), van hetzelfde Wetboek, uitwerking met ingang van het aanslagjaar 1997 en is artikel 4 van dezelfde wet van toepassing op de giften gedaan vanaf 14 juni 1996.

Wat betreft de in artikel 104, 4^o bis, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 vermelde giften, heeft artikel 3 van dezelfde wet uitwerking met ingang van het aanslagjaar 1996 en is artikel 4 van dezelfde wet van toepassing op de giften gedaan vanaf 10 april 1995.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 22 december 1998.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Financiën,
J.-J. VISEUR

Met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,
T. VAN PARYS

—
Nota

(1) *Parlementaire verwijzingen :*

Gewone zitting 1997-1998 en 1998-1999

Kamer van volksvertegenwoordigers

Parlementaire stukken. — Wetsontwerp, nr. 1608/1. — Amendementen, nrs. 1608/2 tot 1608/7. — Verslag, nr. 1608/8. — Tekst aangenomen door de commissie, nr. 1608/9. — Amendementen, nr. 1608/10. — Tekst aangenomen in plenaire vergadering en overgezonden aan de Senaat, nr. 1608/11.

Parlementaire Handelingen. — Handelingen van de Kamer : 25 en 26 november 1998.

Senaat

Parlementaire stukken. — Ontwerp overgezonden door de Kamer van volksvertegenwoordigers, nr. 1-1171-1. — Ontwerp niet geëvoeerd door de Senaat, nr. 1-1171-2.

F. 99 — 92

[C - 99/03011]

22 DECEMBRE 1998. — *Loi portant modification de la loi du 28 décembre 1983 sur le débit de boissons spiritueuses et sur la taxe de patente* (1)

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. La présente loi règle une matière visée à l'article 78 de la Constitution.

Art. 2. Dans l'article 1^{er} de la loi du 28 décembre 1983 sur le débit de boissons spiritueuses et sur la taxe de patente, modifié par l'arrêté royal du 27 novembre 1996, sont apportées les modifications suivantes :

a) le 7^o est remplacé par la disposition suivante :

« 7^o assiette de l'impôt : quotité du revenu cadastral des endroits et locaux affectés au débit, déterminée par le fonctionnaire compétent de l'administration du cadastre et adaptée annuellement, le 1^{er} janvier, à l'indice des prix à la consommation, conformément à l'article 518, alinéa 2, du Code des impôts sur les revenus 1992; »;

N. 99 — 92

[C - 99/03011]

22 DECEMBER 1998. — *Wet tot wijziging van de wet van 28 december 1983 betreffende het verstrekken van sterke drank en betreffende het vergunningsrecht* (1)

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 78 van de Grondwet.

Art. 2. In artikel 1 van de wet van 28 december 1983 betreffende het verstrekken van sterke drank en betreffende het vergunningsrecht, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 27 november 1996, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) de bepaling onder 7^o wordt vervangen door de volgende bepaling :

« 7^o grondslag van de belasting : het gedeelte van het kadastraal inkomen van de plaatsen en lokaliteiten bestemd als drankgelegenheden, vastgesteld door de bevoegde ambtenaar van de Administratie van het kadaster en jaarlijks op 1 januari aangepast aan het indexcijfer van de consumptieprijzen overeenkomstig artikel 518, tweede lid, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992; »;

b) le 8° est remplacé par la disposition suivante :

« 8° revenu cadastral : le revenu cadastral déterminé en application du titre IX du Code des impôts sur les revenus 1992. ».

Art. 3. L'article 3, § 1^{er}, de la même loi, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 3. § 1^{er}. Pour obtenir la patente, le débitant doit en faire la demande, quinze jours au moins avant le commencement de son exploitation, en adressant une déclaration au service désigné par le ministre des Finances.

Cette déclaration doit indiquer avec précision les endroits et locaux affectés au débit ainsi que le revenu cadastral ou la quotité du revenu cadastral de ces endroits et locaux tel qu'il a été fixé par le fonctionnaire compétent du cadastre.

A la demande du déclarant, l'administration du cadastre lui notifie la quotité du revenu cadastral qui devra être utilisée comme assiette de l'impôt pour la fixation de la taxe de patente. Cette notification lui est remise en double exemplaire.

La déclaration doit être accompagnée :

1° d'un plan du débit daté et signé par le déclarant;

2° d'une copie de l'autorisation délivrée par l'Inspection générale des denrées alimentaires du ministère des Affaires sociales, de la Santé publique et de l'Environnement en application de l'arrêté royal du 4 décembre 1995 soumettant à une autorisation les lieux où des denrées alimentaires sont fabriquées ou mises dans le commerce ou sont traitées en vue de l'exportation;

3° d'un certificat de moralité délivré par l'administration communale du domicile du débitant et des personnes habitant avec lui ou habitant dans l'établissement qui pourraient participer à l'exploitation du débit, qui atteste que ces personnes ne se trouvent pas, en ce qui concerne le débitant, dans l'un des cas d'exclusion prévus par l'article 11, § 1^{er}, ou, en ce qui concerne les autres personnes, dans l'un des cas d'exclusion prévu par l'article 11, § 3;

4° du document de l'administration du cadastre, visé à l'alinéa 3, déterminant l'assiette de l'impôt.

Le plan et la copie de l'autorisation délivrée par l'Inspection générale des denrées alimentaires ne sont pas requis s'il s'agit d'un débit ambulatoire ou d'un débit occasionnel. ».

Art. 4. L'article 6 de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 6. Sans préjudice de l'application de l'article 473 du Code des impôts sur les revenus 1992, tout changement au débit, de nature à en modifier l'assiette de l'impôt, doit être déclaré au service désigné par le ministre des Finances, dans les trente jours de l'achèvement dudit changement. ».

Art. 5. L'article 10 de la même loi est abrogé.

Art. 6. A l'article 11, § 1^{er}, de la même loi, sont apportées les modifications suivantes :

A) le 6° est remplacé comme suit :

« 6° ceux qui ont été condamnés à une peine d'emprisonnement du chef de fraude quelconque de droites et de taxes frappant les alcools et autres boissons spiritueuses, importés, introduits d'un autre Etat membre ou fabriqués dans le pays, notamment du chef de fabrication clandestine d'alcool ou d'un fait assimilé à ce délit ainsi que du chef d'importation frauduleuse, détention ou transport irréguliers d'alcool ou d'autres boissons spiritueuses; »;

B) au 7°, les mots « ou un établissement de prostitution clandestine » sont supprimés;

C) le 9° est remplacé comme suit :

« 9° les incapables; cette interdiction n'est pas applicable si le débit est en fait exploité par un représentant de la personne incapable. ».

Art. 7. L'article 14 de la même loi, modifié par l'arrêté royal du 27 novembre 1996, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 14. La patente pour le débit de boissons spiritueuses à consommer sur place est délivrée moyennant paiement d'une taxe annuelle et indivisible fixée, par année civile, à 10 % du montant de l'assiette de l'impôt indexée.

b) de bepaling onder 8° wordt vervangen door de volgende bepaling :

« 8° kadastraal inkomen : het kadastraal inkomen vastgesteld met toepassing van titel IX van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992. ».

Art. 3. Artikel 3, § 1, van dezelfde wet wordt vervangen door volgende bepaling :

« Art. 3. § 1. Om de vergunning te verkrijgen, moet de uitbater van een drankgelegenheid ten minste vijftien dagen vóór hij met zijn bedrijf begint daartoe een aanvraag doen door middel van een aangifte bij de dienst aangewezen door de minister van Financiën.

Deze aangifte moet de tot de drankgelegenheid bestemde plaatsen en lokaliteiten nauwkeurig vermelden alsmede het kadastraal inkomen of het afgesplitste gedeelte van het kadastraal inkomen van deze plaatsen en lokaliteiten, zoals dit werd vastgesteld door de bevoegde ambtenaar van het kadaster.

Op verzoek van de aangever, betekent de Administratie van het kadaster hem het afgesplitste gedeelte van het kadastraal inkomen dat zal dienen als heffingsgrondslag van de belasting voor de vaststelling van het vergunningsrecht. Deze betekening wordt hem in tweevoud overhandigd.

De aangifte moet vergezeld gaan van :

1° een door de aangever gedagtekend en ondertekend plan van de drankgelegenheid;

2° een afschrift van de vergunning afgegeven door de Algemene Eetwareninspectie van het ministerie van Sociale Zaken, Volksgezondheid en Leefmilieu overeenkomstig het koninklijk besluit van 4 december 1995 tot onderwerping aan vergunning van plaatsen waar voedingsmiddelen gefabriceerd of in de handel gebracht worden of met het oog op de uitvoer behandeld worden;

3° een verklaring van zedelijkheid, afgegeven door het gemeentebestuur van de woonplaats van de uitbater van de drankgelegenheid en van de bij hem inwonende of in de inrichting wonende personen die aan de exploitatie van de drankgelegenheid zouden kunnen deelnemen, waaruit blijkt dat die personen zich niet bevinden, wat de uitbater betreft, in één van de gevallen van uitsluiting bepaald in artikel 11, § 1, of, wat de andere personen betreft, in één van de gevallen van uitsluiting bepaald in artikel 11, § 3;

4° het in het derde lid bedoelde document van de Administratie van het kadaster, waarin de grondslag van de belasting wordt vastgesteld.

Het plan en de kopie van de vergunning afgegeven door de Algemene Eetwareninspectie zijn niet vereist voor een reizende drankgelegenheid of een occasionele drankgelegenheid. ».

Art. 4. Artikel 6 van dezelfde wet wordt vervangen door volgende bepaling :

« Art. 6. Onverminderd de toepassing van artikel 473 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992, moet elke verandering aan de drankgelegenheid die de grondslag van de belasting kan wijzigen, worden aangegeven aan de door de minister van Financiën aangewezen dienst, binnen dertig dagen na de voltooiing van de verandering. ».

Art. 5. Artikel 10 van dezelfde wet wordt opgeheven.

Art. 6. In artikel 11, § 1, van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

A) de bepaling onder 6° wordt vervangen als volgt :

« 6° zij die tot een gevangenisstraf werden veroordeeld wegens fraude van rechten of taksen op alcohol of andere sterke drank, ingevoerd, binnengebracht uit een andere lidstaat of hier te lande vervaardigd, in het bijzonder wegens geheime vervaardiging van alcohol of een daarmee gelijkgesteld delict evenals wegens sluikinvoer, onregelmatig bezit of vervoer van alcohol of andere sterke drank; »;

B) in het 7°, worden de woorden « of een inrichting voor geheime prostitutie » weggelaten;

C) de bepaling onder 9° wordt vervangen als volgt :

« 9° de onbekwamen; dit verbod geldt niet wanneer de drankgelegenheid feitelijk wordt geëxploiteerd door een persoon die de onbekwame vertegenwoordigt. ».

Art. 7. Artikel 14 van dezelfde wet, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 27 november 1996, wordt vervangen door volgende bepaling :

« Art. 14. De vergunning voor het verstrekken van sterke drank voor gebruik ter plaatse wordt afgegeven tegen betaling van een jaarlijks en ondeelbaar recht, vastgesteld per kalenderjaar op 10 % van de geïndexeerde heffingsgrondslag van de belasting.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, lorsque le débitant commence pour la première fois l'exploitation de son débit au cours du deuxième, du troisième ou du quatrième trimestre d'une année, la taxe de patente n'est due qu'à concurrence des trois quarts, de la moitié ou d'un quart, selon le cas.

La taxe de patente est fixée forfaitairement à :

1° cinq mille francs par année civile pour les débits ambulants;

2° cinq cents francs par jour d'exploitation pour les débits occasionnels. Elle couvre l'exploitation pendant une période ininterrompue de 24 heures à compter de l'ouverture du débit et est due en entier pour chaque période commencée.

Celui qui reprend en cours d'année l'exploitation d'un débit pour lequel la taxe de patente a été régulièrement acquittée par le cédant est exonéré du paiement de ladite taxe pour l'année de la reprise. ».

Art. 8. A l'article 15, alinéa 1^{er}, de la même loi, les mots « de la nouvelle valeur locative réelle ou présumée » sont remplacés par les mots « de la nouvelle assiette de l'impôt » et les mots « les travaux de changement ont été achevés » sont remplacés par les mots « le changement a été achevé ».

Art. 9. L'article 16 de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 16. La déclaration pour l'obtention de la patente et la déclaration de changement au débit sont vérifiées par le receveur des accises du ressort qui contrôle si l'assiette de l'impôt déclarée correspond à la quotité du revenu cadastral reprise à l'attestation fournie par l'administration du cadastre. ».

Art. 10. A l'article 17, alinéa 2, de la même loi, les mots « la valeur locative par le contrôleur en chef des accises » sont remplacés par les mots « la nouvelle quotité du revenu cadastral indexé » et les mots « l'évaluation du contrôleur en chef des accises » par les mots « l'établissement de la nouvelle quotité du revenu cadastral indexé ».

Art. 11. L'article 18 de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 18. Toute réclamation relative à la taxe de patente doit être adressée par écrit au directeur régional des douanes et accises du ressort du débit. Elle doit, à peine de déchéance, parvenir dans les trois mois de la date d'exigibilité de la taxe.

Lorsque la réclamation est relative à l'assiette de l'impôt, le redevable doit également l'adresser, par lettre recommandée, dans les deux mois de la notification, à l'agent chargé du contrôle du cadastre qui lui a notifié le montant, et y indiquer l'assiette de l'impôt qu'il estime devoir servir de base à la perception de la taxe.

La modification éventuelle du revenu cadastral consécutive à une réclamation régulière contre ce revenu cadastral sort ses effets à l'égard de la taxe de patente lorsqu'elle a porté sur la quotité de ce revenu. Dans ce cas, l'administration du cadastre notifie la nouvelle assiette de l'impôt de la manière prévue à l'article 3, § 1^{er}, alinéa 4, 4°. ».

Art. 12. L'article 21, § 1^{er}, de la même loi est complété par un second alinéa rédigé comme suit :

« En ce qui concerne les visites effectuées par les agents de l'administration du cadastre, les dispositions de l'article 476 du Code des impôts sur les revenus 1992 restent de stricte application. ».

Art. 13. L'article 23 de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 23. Sans préjudice des attributions des officiers de la police judiciaire, les agents de l'administration des douanes et accises, ceux de l'administration du cadastre ainsi que les membres de la gendarmerie et de la police communale sont qualifiés pour rechercher et constater seuls toutes les infractions à la présente loi. ».

Art. 14. A l'article 31 de la même loi, les mots « concernant le recouvrement » sont remplacés par les mots « , qui concernent l'exécution parée, ».

In afwijking van het bepaalde in het eerste lid is het vergunningsrecht, naargelang van het geval, slechts voor de drie vierden, de helft of een vierde verschuldigd, wanneer de uitbater van een drankgelegenheid de exploitatie van zijn drankgelegenheid voor het eerst aanvangt in de loop van het tweede, het derde of het vierde kwartaal van een kalenderjaar.

Het vergunningsrecht is forfaitair vastgesteld op :

1° vijfduizend frank per kalenderjaar voor de reizende drankgelegenheden;

2° vijfhonderd frank per exploitatiedag voor de occasionele drankgelegenheden. Het dekt de exploitatie gedurende een ononderbroken periode van 24 uren, te rekenen van de opening van de drankgelegenheid, en is geheel verschuldigd voor iedere begonnen periode.

De gene die in de loop van het jaar de exploitatie overneemt van een drankgelegenheid waarvoor het vergunningsrecht regelmatig werd betaald door de overlater is vrijgesteld van de betaling van dat recht voor het jaar van overname. ».

Art. 8. In artikel 15, eerste lid, van dezelfde wet worden de woorden « van de nieuwe werkelijke of vermoedelijke huurwaarde » vervangen door de woorden « van de nieuwe heffingsgrondslag van de belasting » en worden de woorden « de veranderingswerken werden voltooid » vervangen door de woorden « de verandering werd voltooid ».

Art. 9. Artikel 16 van dezelfde wet wordt vervangen door volgende bepaling :

« Art. 16. De aangifte tot het verkrijgen van een vergunning en de aangifte van verandering aan de drankgelegenheid worden door de ontvanger der accijnzen van het gebied geverifieerd. Hij gaat na of de aangegeven heffingsgrondslag van de belasting overeenstemt met het afgesplitste gedeelte van het kadastraal inkomen vermeld in het door de Administratie van het kadaster afgegeven attest. ».

Art. 10. In artikel 17, tweede lid, van dezelfde wet, worden de woorden « de huurwaarde door de hoofdcontroleur der accijnzen » vervangen door de woorden « het nieuwe gedeelte van het geïndexeerde kadastraal inkomen » en de woorden « de schatting door de hoofdcontroleur der accijnzen » door de woorden « de vaststelling van het nieuwe gedeelte van het geïndexeerde kadastraal inkomen ».

Art. 11. Artikel 18 van dezelfde wet wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 18. Elk bezwaar inzake vergunningsrecht moet schriftelijk worden toegezonden aan de gewestelijke directeur der douane en accijnzen van het gebied waar de drankgelegenheid is gevestigd. Op straffe van verval moet het bezwaarschrift toekomen binnen drie maanden na de datum van de opvorderbaarheid van het recht.

Indien het bezwaar betrekking heeft op de heffingsgrondslag van de belasting, moet de belastingplichtige het per aangetekend schrijven eveneens toezenden aan de ambtenaar van de controle van het kadaster die hem het bedrag heeft betekend, binnen twee maanden na de betekening, en er de heffingsgrondslag van de belasting in vermelden die naar zijn mening als grondslag voor de heffing moet dienen.

De eventuele wijziging van het kadastraal inkomen ingevolge een regelmatig bezwaarschrift tegen dat kadastraal inkomen heeft uitwerking ten opzichte van het vergunningsrecht wanneer het betrekking had op het afgesplitste gedeelte van dit inkomen. In dat geval, betekent de Administratie van het kadaster de nieuwe heffingsgrondslag van de belasting zoals bepaald in artikel 3, § 1, vierde lid, 4°. ».

Art. 12. Artikel 21, § 1, van dezelfde wet wordt aangevuld met een tweede lid luidend als volgt :

« De bepalingen van artikel 476 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 blijven van strikte toepassing voor de visitaties door de ambtenaren van de Administratie van het kadaster. ».

Art. 13. Artikel 23 van dezelfde wet wordt vervangen door volgende bepaling :

« Art. 23. Onverminderd de bevoegdheden van de officieren van de gerechtelijke politie zijn de ambtenaren van de Administratie der douane en accijnzen, van de Administratie van het kadaster, alsmede de leden van de rijkswacht en van de gemeentelijke politie bevoegd om, alleen, alle overtredingen van deze wet op te sporen en vast te stellen. ».

Art. 14. In artikel 31 van dezelfde wet, worden de woorden « betreffende de invordering » vervangen door de woorden « , die betrekking hebben op de dadelijke uitwinning ».

Art. 15. A titre transitoire, pour l'année 1999, en ce qui concerne les débits existants au 1^{er} janvier, la taxe de patente sera calculée sur la valeur locative réelle ou présumée telle qu'elle était déterminée par l'article 1^{er}, 7^o et 8^o, de la loi du 28 décembre 1983 sur le débit de boissons spiritueuses et sur la taxe de patente, avant sa modification par l'article 2 de la présente loi.

La taxe ainsi payée fera l'objet d'une régularisation d'office dans le courant de l'année 1999. Cette régularisation ne donne pas lieu à l'octroi d'intérêts moratoires.

Le Roi détermine les modalités de perception et de recouvrement de la taxe de patente due à titre transitoire et de sa régularisation.

Art. 16. La présente loi entre en vigueur le 1^{er} janvier 1999.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 22 décembre 1998.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre des Finances,
J.-J. VISEUR

Scellé du sceau de l'Etat :
Le Ministre de la Justice,
T. VAN PARYS

—
Note

(1) *Session 1997-1998* :

Chambre des représentants :

Documents parlementaires. — 1639 - n° 1 : Projet de loi. — 1639 - n° 2 : Amendement. — 1639 - n° 3 : Rapport. — 1639 - n° 4 : Texte adopté par la commission : article 78 de la Constitution. — 1639 - n° 5 : Texte adopté par la commission : article 77 de la Constitution - n°s 6 à 8 : Amendements. — n° 9 : Articles adoptés en séance plénière. n° 10 : Texte adopté en séance plénière et transmis au Sénat.

Annales — 18 et 19 novembre 1998.

Session 1998-1999.

Sénat :

Documents parlementaires. — 1825 - n° 1 : Texte adopté en séance plénière et transmis au Sénat.

Art. 15. Als overgangsmaatregel, voor het jaar 1999, betreffende de op 1 januari bestaande drankgelegenheden, zal het vergunningsrecht worden berekend op de werkelijke of vermoedelijke huurwaarde, zoals deze werd bepaald door artikel 1, 7^o en 8^o, van de wet van 28 december 1983 betreffende het verstrekken van sterke drank en betreffende het vergunningsrecht, vóór de wijziging ervan door artikel 2 van deze wet.

De aldus betaalde belasting zal het voorwerp uitmaken van een regularisatie van ambtswege in de loop van het jaar 1999. Deze regularisatie geeft geen aanleiding tot het toekennen van een moratoire rente.

De Koning bepaalt de modaliteiten van de inning en de invordering van het als overgangsmaatregel verschuldigde vergunningsrecht en van de regularisatie ervan.

Art. 16. Deze wet treedt in werking op 1 januari 1999.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 22 december 1998.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Financiën,
J.-J. VISEUR

Met 's Lands zegel gezegeld :
De Minister van Justitie,
T. VAN PARYS

—
Nota

(1) *Zitting 1997-1998*.

Kamer van volksvertegenwoordigers :

Parlementaire documenten — 1639 - nr. 1 : Wetsontwerp. — 1639 - nr. 2 : Amendement. — 1639 - nr. 3 : Verslag. — 1639 - nr. 4 : Tekst aangenomen door de commissie : artikel 78 van de Grondwet. — nr. 5 : Tekst aangenomen door de commissie : artikel 77 van de Grondwet. — 1639 - nr. 6 tot 8 : Amendementen. — 1639 - nr. 9 : Artikelen aangenomen in plenaire vergadering. — 1639 - nr. 10 : Tekst aangenomen in plenaire vergadering en overgezonden aan de Senaat.

Handelingen. — 18 et 19 novembre 1998.

Zitting 1998-1999 :

Senaat :

Parlementaire documenten. — 1825 - nr. 1 : Tekst aangenomen in plenaire vergadering en overgezonden aan de Senaat.

MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE

F. 99 — 93

[98/07295]

22 DECEMBRE 1998. — Loi portant seizième ajustement du Budget général des dépenses pour l'année budgétaire 1998 — Section 16 « Défense nationale » (1)

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

La Chambre des représentants a adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. La présente loi règle une matière visée à l'article 74, 3^o, de la Constitution.

Art. 2. Le budget général des dépenses pour l'année budgétaire 1998 est ajusté, en ce qui concerne la Section 16. — « Défense nationale », conformément aux totaux des programmes figurant dans les tableaux des crédits ajustés annexés à la présente loi.

MINISTERIE VAN LANDSVERDEDIGING

N. 99 — 93

[98/07295]

22 DECEMBER 1998. — Wet houdende zestiende aanpassing van de Algemene Uitgavenbegroting voor het begrotingsjaar 1998 — Sectie 16 « Landsverdediging » (1)

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamer van volksvertegenwoordigers heeft aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Deze wet regelt een aangelegenheid bedoeld in artikel 74, 3^o, van de Grondwet.

Art. 2. De algemene uitgavenbegroting voor het begrotingsjaar 1998 wordt, voor wat betreft de Sectie 16. — « Landsverdediging », aangepast overeenkomstig de totalen van de programma's zoals vermeld in de bij deze wet gevoegde aangepaste krediettabellen.

Art. 3. Les crédits ouverts par la présente loi seront couverts par les ressources générales du Trésor.

Art. 4. La présente loi entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 22 décembre 1998.

ALBERT

Par le Roi :

Le Vice-Premier Ministre
et Ministre de la Défense nationale, chargé de l'Energie,
J.-P. PONCELET

Le Vice-Premier Ministre et Ministre du Budget,
H. VAN ROMPUY

Le Ministre des Finances,
J.-J. VISEUR

Scellé du sceau de l'Etat :
Le Ministre de la Justice,
T. VAN PARYS

TABLEAUX ANNEXES A LA LOI

LEGENDE :

Colonne (2) :

- DO : division organique.
- PA : programme d'activité.
- AB : allocation de base.

Check digit : les 4 valeurs à 2 chiffres correspondent aux check digits des 4 types des dépenses :

- année en cours (cb1)
- années antérieures (cb2)
- reports de crédits de l'année en cours (cb3)
- reports de crédits années antérieures (cb4).

Colonne (3) : CRIP

- C : dépenses affectées au service financier de dépenses pré-financées.
- R : dépenses totalement prises en considération pour la recherche et les services publics scientifiques.
- I : dépenses totalement prises en considération en tant qu'investissement public.
- P : transfert (en tout ou en partie) à un « parastatal ».

Colonne (4) :

- cnd : crédits non dissociés (entre parenthèses : les crédits pour créances d'années antérieures)
- crd : crédits dissociés
- fon : crédits variables des fonds organiques
- tot : cnd + crd + fon.

Note

(1) *Session 1998-1999.*

Chambre des représentants
Documents parlementaires. — Projet de loi, n° 1867/1.
Annales parlementaires. — Discussion : Séance du 15 décembre 1998.

Adoption : Séance du 17 décembre 1998.

Art. 3. De door deze wet geopende kredieten zullen door de algemene middelen van de Schatkist worden gedekt.

Art. 4. Deze wet treedt in werking de dag waarop zij in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 22 december 1998.

ALBERT

Van Koningswege :

De Vice-Eerste Minister
en Minister van Landsverdediging, belast met Energie,
J.-P. PONCELET

De Vice-Eerste Minister en Minister van Begroting,
H. VAN ROMPUY

De Minister van Financiën,
J.-J. VISEUR

Met 's Lands zegel gezegeld :
De Minister van Justitie,
T. VAN PARYS

TABELLEN GEVOEGD BIJ DE WET

LEGENDE :

Kolom (2) :

- OA : organisatie-afdeling.
- PA : programma-activiteit.
- BA : basisallocatie.

Check digit : de 4 waarden met 2 cijfers komen overeen met de check digits van de 4 uitgaventypes :

- lopend jaar (cb1)
- vorige jaren (cb2)
- transporten van kredieten van het lopend jaar (cb3)
- transporten van kredieten vorige jaren (cb4).

Kolom (3) : CRIP

- C : uitgaven bestemd voor de financiële dienst van geprefinancierde uitgaven.
- R : uitgaven volledig beschouwd als wetenschappelijk onderzoek of als wetenschappelijk dienstbetoon.
- I : uitgaven volledig beschouwd als overheidsinvestering.
- P : transfer (geheel of gedeeltelijk) naar een « parastataal ».

Kolom (11) :

- ngk : niet-gesplitste kredieten (tussen haakjes : kredieten voor schuldvorderingen van vorige jaren)
- gkr : gesplitste kredieten
- fon : veranderlijke kredieten van de organieke fondsen
- tot : ngk + gkr + fon.

Nota

(1) *Zitting 1998-1999.*

Kamer van volksvertegenwoordigers
Parlementaire bescheiden. — Ontwerp van wet, nr. 1867/1.
Parlementaire Handelingen. — Bespreking : Vergadering van 15 december 1998.

Aanneming : Vergadering van 17 december 1998.

16 MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE

(en millions de francs)

16 MINISTERIE VAN LANDSVERDEDIGING

(in miljoenen frank)

DIVISIONS ORGANIQUES Programmes Activités Allocations de base	DO PA A.B. OA PA B.A. check-digit	CRIP	sc	Crédits d'engagement Vastleggingskredieten			Crédits d'ordonnancement Ordonnanceringskredieten			ks	ORGANISATIE-AFDELINGEN Programma's Activiteiten Basisallocaties
				1998 voté goed- gekeurd	présent ajuste- ment huidige aan- passing	1998 ajusté aangepast	1998 voté goed- gekeurd	présent ajuste- ment huidige aan- passing	1998 ajusté aangepast		
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)
DIVISION 50											
FORCES ARMEES											
1 Entraînement											1 Training
11 Force terrestre											11 Landmacht
Dépenses pour utilisation et entretien de moyens spécifiquement militaires (cf. les articles 2.16.3 et 2.16.5 du Budget général des dépenses)	50 11 1235 25 59 93 30		cnd	2 760,9 (74,2)	—	2 760,9 (74,2)	2 760,9 (74,2)	—	2 760,9 (74,2)	ngk	Uitgaven voor gebruik en onderhoud van specifiek militaire middelen (cf. de artikelen 2.16.3 en 2.16.5 van de Alge- mene uitgavenbegroting)
Dépenses pour utilisation et entretien de moyens spécifiquement militaires	50 11 1236 26 60 94 31		crd	1 271,3	—	1 271,3	807,8	—	807,8	gkr	Uitgaven voor gebruik en onderhoud van specifiek militaire middelen
12 Force aérienne											12 Luchtmacht
Dépenses pour utilisation et entretien de moyens spécifiquement militaires (cf. les articles 2.16.3 et 2.16.5 du Budget général des dépenses)	50 12 1235 34 68 05 39		cnd	4 992,5 (83,0)	+ 200,0	5 192,5 (83,0)	4 992,5 (83,0)	+ 200,0	5 192,5 (83,0)	ngk	Uitgaven voor gebruik en onderhoud van specifiek militaire middelen (cf. de artikelen 2.16.3 en 2.16.5 van de Alge- mene uitgavenbegroting)
Dépenses pour utilisation et entretien de moyens spécifiquement militaires	50 12 1236 35 69 06 40		crd	50,0	—	50,0	60,0	—	60,0	gkr	Uitgaven voor gebruik en onderhoud van specifiek militaire middelen
13 Force navale											13 Zeemacht
Dépenses pour utilisation et entretien de moyens spécifiquement militaires (cf. les articles 2.16.3 et 2.16.5 du Budget général des dépenses)	50 13 1235 43 77 14 48		cnd	847,3 (3,7)	—	847,3 (3,7)	847,3 (3,7)	—	847,3 (3,7)	ngk	Uitgaven voor gebruik en onderhoud van specifiek militaire middelen (cf. de artikelen 2.16.3 en 2.16.5 van de Alge- mene uitgavenbegroting)
Dépenses pour utilisation et entretien de moyens spécifiquement militaires	50 13 1236 44 78 15 49		crd	19,3	—	19,3	19,3	—	19,3	gkr	Uitgaven voor gebruik en onderhoud van specifiek militaire middelen
14 Service médical											14 Medische dienst
Dépenses pour utilisation et entretien de moyens spécifiquement militaires (cf. les articles 2.16.3 et 2.16.5 du Budget général des dépenses)	50 14 1235 52 86 23 57		cnd	69,8 (0,8)	—	69,8 (0,8)	69,8 (0,8)	—	69,8 (0,8)	ngk	Uitgaven voor gebruik en onderhoud van specifiek militaire middelen (cf. de artikelen 2.16.3 en 2.16.5 van de Alge- mene uitgavenbegroting)
15 Services centraux											15 Centrale diensten
Dépenses pour utilisation et entretien de moyens spécifiquement militaires (cf. les articles 2.16.3 et 2.16.5 du Budget général des dépenses)	50 15 1235 61 95 32 66		cnd	176,3	—	176,3	176,3	—	176,3	ngk	Uitgaven voor gebruik en onderhoud van specifiek militaire middelen (cf. de artikelen 2.16.3 en 2.16.5 van de Alge- mene uitgavenbegroting)
Totaux pour le programme 16.50.1			cnd	8 846,8 (161,7)	+ 200,0	9 046,8 (161,7)	8 846,8 (161,7)	+ 200,0	9 046,8 (161,7)	ngk	Totalen voor het programma 16.50.1
			crd	1 340,6	—	1 340,6	887,1	—	887,1	gkr	
			tot	10 187,4	+ 200,0	10 387,4	9 733,9	+ 200,0	9 933,9	tot	

DIVISIONS ORGANIQUES Programmes Activités Allocations de base	DO PA A.B. OA PA B.A. check-digit	CRIP	sc	Crédits d'engagement Vastleggingskredieten			Crédits d'ordonnancement Ordonnancingskredieten			ks	ORGANISATIE-AFDELINGEN Programma's Activiteiten Basiscallocaties
				1998 voté goed- gekeurd	présent ajuste- ment huidige aan- passing	1998 ajusté aangepast	1998 voté goed- gekeurd	présent ajuste- ment huidige aan- passing	1998 ajusté aangepast		
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)
2 Renouvellement de l'équipement et de l'infrastructure 21 Equipement Acquisition, renouvellement et modernisation de moyens spécifiquement militaires Acquisition, renouvellement et modernisation de moyens spécifiquement militaires 22 Constructions Construction, aménagement et équipement d'installations militaires Construction, aménagement et équipement d'installations militaires Achat ou expropriation de bâtiments (provenant partiellement de l'A.B. 50/22.71.12) Achat ou expropriation de terrains (transféré partiellement à l'A.B. 50/22.13.80)	50 21 1373 59 93 30 64 50 21 1374 60 94 31 65 50 22 1371 66 03 37 71 50 22 1372 67 04 38 72 50 22 1380 75 12 46 80 50 22 7112 84 21 55 89	I	cnd crd cnd crd crd crd crd	3 512,4 (113,1) 14 939,0 779,5 (7,5) 1 423,0 38,0 88,0	+ 297,0 - 148,0 - - - - -	3 809,4 (113,1) 14 791,0 779,5 (7,5) 1 423,0 38,0 88,0	3 512,4 (113,1) 5 921,9 779,5 (7,5) 2 499,5 38,7 82,9	+ 297,0 - - - - -	3 809,4 (113,1) 5 921,9 779,5 (7,5) 2 499,5 38,7 82,9	ngk gkr ngk gkr gkr gkr gkr	2 Vernieuwing van de uitrusting en infrastructuur 21 Uitrusting Aankoop, vernieuwing en modernisering van specifiek militaire middelen Aankoop, vernieuwing en modernisering van specifiek militaire middelen 22 Bouw Bouw, inrichting en uitrusting van militaire installaties Bouw, inrichting en uitrusting van militaire installaties Aankoop of onteigening van gebouwen (gedeeltelijk overgekomen van B.A. 50/22.71.12) Aankoop of onteigening van gronden (gedeeltelijk overgeheveld naar B.A. 50/22.13.80)
Totaux pour le programme 16.50.2			cnd	4 291,9 (120,6) 16 488,0	+ 297,0 - 148,0 + 149,0	4 588,9 (120,6) 16 340,0	4 291,9 (120,6) 8 543,0	+ 297,0 - + 297,0	4 588,9 (120,6) 8 543,0	ngk gkr tot	Totaux voor het programma 16.50.2
3 Restructuration des Forces armées 31 Infrastructure Construction, aménagement et équipement d'installations militaires	50 31 1372 51 85 22 56		crd	121,0	-	121,0	1 707,7	- 148,0	1 559,7	gkr	3 Herstructurering van de Krijgsmacht 31 Infrastructuur Bouw, inrichting en uitrusting van militaire installaties
Totaux pour le programme 16.50.3 4 Obligations internationales FONDS ORGANIQUE : FONDS POUR PRESTATIONS CONTRE PAIEMENT — Solde au 1 ^{er} janvier — Recettes de l'année en cours — Disponible pendant l'année en cours..	(1) (2) (3) = (1) + (2)		crd	121,0	-	121,0	1 707,7	- 148,0	1 559,7	gkr	Totaux voor het programma 16.50.3 4 Internationale verplichtingen ORGANIEK FONDS : FONDS VOOR PRESTATIES TEGEN BETALING — Saldo op 1 januari — Ontvangsten van het lopend jaar — Beschikbaar tijdens het lopend jaar

DIVISIONS ORGANIQUES Programmes Activités Allocations de base	DO PA A.B. OA PA B.A. check-digit	CRIP	sc	Crédits d'engagement Vastleggingskredieten			Crédits d'ordonnancement Ordonnancingskredieten			ks	ORGANISATIE-AFDELINGEN Programma's Activiteiten Basisallocaties
				1998 voté goed- gekeurd	présent ajuste- ment huidige aan- passing	1998 ajusté aangepast	1998 voté goed- gekeurd	présent ajuste- ment huidige aan- passing	1998 ajusté aangepast		
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)
41 Fonctionnement Contribution financière de la Belgique au fonctionnement des états-majors et organismes interalliés et internationaux	50 41 3503 41 75 12 46		cnd	1 049,9	+ 74,0	1 1123,9	1 049,9	+ 74,0	1 123,9	ngk	41 Werking Financiële bijdrage van België in de werking van intergeallieerde en internationale organismen
42 Investissements Contribution financière de la Belgique à l'infrastructure internationale	50 42 3501 48 82 19 53		cnd	10,0	—	10,0	10,0	—	10,0	ngk	42 Investeringsen Financiële bijdrage van België in de internationale infrastructuur
Contribution financière de la Belgique à l'infrastructure internationale	50 42 3502 49 83 20 54		crd	1 087,0	- 500,0	587,0	1 365,0	- 500,0	865,0	gkr	Financiële bijdrage van België in de internationale infrastructuur
Remploi du remboursement de préfinancements effectués au profit de l'infrastructure OTAN, dans le cadre de la construction, de l'aménagement et de l'équipement d'installations militaires	50 42 3510 57 91 28 62		fon	30,0	—	30,0	41,0	—	41,0	fon	Wederbelegging van de terugbetaling van prefinancieringen uitgevoerd ten voordele van de NAVO-infrastructureur, in het kader van de bouw, inrichting en uitrusting van militaire installaties
Totaux pour le programme 16.50.4			cnd	1 059,9	+ 74,0	1 133,9	1 059,9	+ 74,0	1 133,9	ngk	Totaal voor het programma 16.50.4
			crd	1 087,0	- 500,0	587,0	1 365,0	- 500,0	865,0	gkr	
			fon	30,0	—	30,0	41,0	—	41,0	fon	
			tot	2 176,9	- 426,0	1 750,9	2 465,9	- 426,0	2 039,9	tot	Saldo van het organiek fonds op 31 december
	(4) = (3) - fon			146,5	—	146,5	190,4	—	190,4		
			cnd		+ 571,0			+ 571,0		ngk	Totalen voor de organisatie-afdeling 16-50
			crd		- 648,0			- 648,0		gkr	
			fon		—			—		fon	
			tot		- 77,0			- 77,0		tot	
			cnd		+ 571,0			+ 571,0		ngk	TOTALEN : 16 MINISTERIE VAN LANDSVERDEDIGING
			crd		- 648,0			- 648,0		gkr	
			fon		—			—		fon	
			tot		- 77,0			- 77,0		tot	Totalen ngk + gkr + fon

F. 99 — 94

[98/07271]

23 DECEMBRE 1998

Arrêté royal accordant une allocation de bilinguisme à certains militaires en service actif

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 20 mai 1994 relative aux droits pécuniaires des militaires, notamment l'article 11, §§ 2 et 3, et l'article 12;

Vu le protocole du comité de négociation du personnel militaire des forces armées, cloturé le 20 janvier 1998;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 8 août 1997;

Vu l'accord de Notre Ministre du Budget, donné le 1^{er} septembre 1998;

Vu l'accord de Notre Ministre de la Fonction publique, donné le 22 septembre 1998;

Vu l'urgence motivée par le fait que, suite notamment aux nombreux départs dans le cadre de la restructuration fondamentale des Forces armées, le nombre de militaires ayant la connaissance légale de la deuxième langue nationale diminue. Le manque d'officiers disponibles ayant légalement la connaissance approfondie de la deuxième langue nationale crée de nombreux problèmes notamment sur le plan de la constitution de jurys d'examen ainsi que pour la désignation de professeurs et instructeurs dans le cadre des formations organisées par la Défense nationale. L'incitation au plus tôt des militaires à devenir légalement bilingues est rendue plus nécessaire encore par l'approche de la prochaine session d'examen et, à titre subsidiaire, par la prise d'effet de l'arrêté royal avec effet rétroactif au 1^{er} janvier 1998. La motivation au plus tôt des militaires permettrait sans conteste un meilleur fonctionnement du Département;

Vu l'avis du Conseil d'Etat donné le 23 octobre 1998, en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Défense nationale,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. § 1^{er}. Il est accordé une allocation de bilinguisme aux militaires en service actif qui satisfont aux conditions suivantes :

1^o comme officier, posséder au sens de l'article 7, § 1^{er}, de la loi du 30 juillet 1938 concernant l'usage des langues à l'armée, la connaissance approfondie de la langue française ou néerlandaise;

2^o comme sous-officier, avoir fourni la preuve de la connaissance effective du français et du néerlandais conformément aux dispositions de l'article 8 de la même loi.

En outre, l'officier visé au 1^o et le sous-officier visé au 2^o doivent être en service dans une unité à régime linguistique mixte ou dans une unité unilingue de l'autre régime linguistique comme prévu aux articles 22 et 24 de la même loi.

§ 2. L'officier ou le sous-officier qui a la connaissance effective de la langue allemande et qui est en service dans une unité germanophone peut prétendre à l'allocation de bilinguisme.

§ 3. La connaissance simultanée de plus de deux langues nationales ne donne lieu qu'à l'octroi d'une seule allocation de bilinguisme.

Art. 2. Le montant mensuel de l'allocation de bilinguisme est fixé à :

1^o mille francs pour les officiers;

2^o cinq cents francs pour les sous-officiers.

Art. 3. L'allocation de bilinguisme est due depuis le premier jour du mois qui suit la date à partir de laquelle le membre du personnel remplit les conditions d'octroi visées à l'article 1^{er}. Toutefois, lorsque les conditions sont remplies à partir du premier jour d'un mois, l'allocation est due immédiatement.

N. 99 — 94

[98/07271]

23 DECEMBER 1998

Koninklijk besluit tot toekenning van een toelage voor tweetaligheid aan sommige militairen in actieve dienst

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 20 mei 1994 betreffende de geldelijke rechten van de militairen, inzonderheid op artikel 11, §§ 2 en 3, en artikel 12;

Gelet op het protocol van het onderhandelingscomité van het militaire personeel van de Krijgsmacht, afgesloten op 20 januari 1998;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 8 augustus 1997;

Gelet op het akkoord van Onze Minister van Begroting, gegeven op 1 september 1998;

Gelet op het akkoord van Onze Minister van Ambtenarenzaken, gegeven op 22 september 1998;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid gemotiveerd door het feit dat, met name ingevolge de vele afvloeiingen in het kader van de fundamentele herstructurering van de krijgsmacht, het aantal militairen dat de wettelijke kennis van de tweede landstaal bezit afneemt. Het gebrek aan beschikbare officieren die wettelijk de grondige kennis van de tweede landstaal bezitten veroorzaakt vele problemen, in het bijzonder op het vlak van de samenstelling van examenjury's evenals voor de aanduiding van hoogleraren en onderrichters in het kader van de vormingen die door Landsverdediging georganiseerd worden. Het feit er de militairen zo vroeg mogelijk toe aan te zetten om wettelijk tweetalig te worden, wordt nog meer noodzakelijk door de volgende examensessie die in aantocht is en, bijkomend, door de uitwerking met terugwerkende kracht tot 1 januari 1998 van het koninklijk besluit. De zo vroeg mogelijke motivatie van de militairen zou ontegensprekelijk een betere werking van het Departement mogelijk maken;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 23 oktober 1998, met toepassing van artikel 84, eerste lid, 2^o, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Landsverdediging,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. § 1. Er wordt een toelage voor tweetaligheid toegekend aan de militairen in werkelijke dienst die voldoen aan de volgende voorwaarden :

1^o als officier, de grondige kennis hebben van het Nederlands of het Frans overeenkomstig artikel 7, § 1, van de wet van 30 juli 1938 betreffende het gebruik der talen bij het leger;

2^o als onderofficier, blijk hebben gegeven van de werkelijke kennis van het Frans en van het Nederlands overeenkomstig artikel 8 van dezelfde wet.

De in 1^o bedoelde officier en de in 2^o bedoelde onderofficier moeten bovendien dienst doen in een eenheid van gemengd taalstelsel of in een eentalige eenheid van het andere taalstelsel zoals bedoeld in artikel 22 en 24 van dezelfde wet.

§ 2. De officier of de onderofficier die de wezelijke kennis heeft van de Duitse taal en die in dienst is in een duitstalige eenheid, kan aanspraak maken op de toelage voor tweetaligheid.

§ 3. De gelijktijdige kennis van meer dan twee landstalen geeft slechts aanleiding tot de toekenning van één tweetaligheidstoelage.

Art. 2. Het maandbedrag van de toelage voor tweetaligheid wordt vastgesteld op :

1^o duizend frank voor de officieren;

2^o vijfhonderd frank voor de onderofficieren.

Art. 3. De toelage voor tweetaligheid wordt toegekend vanaf de eerste dag van de maand die volgt op de datum waarop het personeelslid aan de bij artikel 1 bepaalde voorwaarden voldoet. Wanneer er aan de voorwaarden is voldaan vanaf de eerste dag van een maand, is de toelage echter onmiddellijk verschuldigd.

L'allocation de bilinguisme n'est plus due à partir du premier jour du mois qui suit la date à laquelle le militaire cesse de remplir une des conditions d'octroi visées à l'article 1^{er}. Toutefois, si une des conditions cesse d'être remplie à partir du premier jour d'un mois, l'allocation cesse d'être due immédiatement.

L'allocation de bilinguisme est payée en même temps que le traitement.

Art. 4. Les taux de l'allocation de bilinguisme sont liés à l'indice-pivot 138,01 et sont liés au régime de mobilité applicable aux traitements du personnel des ministères.

Art. 5. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} janvier 1998.

Art. 6. Notre Ministre de la Défense nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 23 décembre 1998.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de la Défense nationale,
J.-P. PONCELET

Le Ministre du Budget,
H. VAN ROMPUY

De toelage voor tweetaligheid wordt niet meer toegekend vanaf de eerste dag van de maand die volgt op de datum waarop de militair ophoudt aan één van de bij artikel 1 bepaalde voorwaarden te voldoen. Wanneer echter één van de voorwaarden niet meer vervuld is vanaf de eerste dag van een maand, is de toelage onmiddellijk niet meer verschuldigd.

De toelage voor tweetaligheid wordt samen met de wedde betaald.

Art. 4. De bedragen van de toelage voor tweetaligheid worden gekoppeld aan het spilindexcijfer 138,01 en aan de mobiliteitsregeling toepasselijk op de wedden van het personeel der ministeries.

Art. 5. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 1998.

Art. 6. Onze Minister van Landsverdediging is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 23 december 1998.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Landsverdediging,
J.-P. PONCELET

De Minister van Begroting,
H. VAN ROMPUY

MINISTERE DES COMMUNICATIONS ET DE L'INFRASTRUCTURE

F. 99 — 95

[98/14311]

4 NOVEMBRE 1998. — Arrêté ministériel déterminant les conditions de participation aux concours et examens de promotion à un grade du niveau 2 à l'Institut belge des services postaux et des télécommunications

Le Ministre des Télécommunications,

Vu la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public, notamment l'article 11, § 1er, alinéa 1er, remplacé par la loi du 22 juillet 1993;

Vu la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques, notamment l'article 71, alinéa 2;

Vu l'arrêté royal du 18 mars 1993 fixant le statut du personnel de l'Institut belge des services postaux et des télécommunications, notamment l'article 65, § 1er, alinéa 2;

Vu le protocole du Comité de Secteur VIII du 14 janvier 1998;

Vu l'avis du Conseil d'Etat,

Arrête :

Article 1^{er}. Pour participer à un examen ou à un concours de promotion à un grade de niveau 2 à l'Institut belge des services postaux et des télécommunications, les candidats doivent être titulaires d'un grade qui donne accès au grade de promotion et avoir au moins le signalement "bon".

Art. 2. Les conditions de participation fixées en vertu de l'article 1er, doivent être remplies à la date que le Secrétaire permanent au recrutement détermine.

Bruxelles, le 4 novembre 1998.

E. DI RUPO

MINISTERIE VAN VERKEER EN INFRASTRUCTUUR

N. 99 — 95

[98/14311]

4 NOVEMBER 1998. — Ministerieel besluit tot vaststelling van de deelnemingsvoorwaarden aan de vergelijkende examens of examens voor bevordering in een graad van niveau 2 bij het Belgisch Instituut voor postdiensten en telecommunicatie

De Minister van Telecommunicatie,

Gelet op de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut, inzonderheid op artikel 11, § 1, eerste lid, vervangen bij de wet van 22 juli 1993;

Gelet op de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven, inzonderheid op artikel 71, tweede lid;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 maart 1993 tot vaststelling van het statuut van het personeel van het Belgisch Instituut voor postdiensten en telecommunicatie, inzonderheid op artikel 65, § 1, tweede lid;

Gelet op het protocol van het Sectorcomité VIII van 14 januari 1998;

Gelet op het advies van de Raad van State,

Besluit :

Artikel 1. Om deel te nemen aan een examen of vergelijkend examen voor bevordering in een graad van niveau 2 bij het Belgisch Instituut voor postdiensten en telecommunicatie, moeten de gegadigden een graad bekleden die toegang geeft tot de bevorderingsgraad en ten minste de beoordeling "goed" hebben.

Art. 2. De deelnemingsvoorwaarden bepaald in artikel 1, moeten vervuld zijn op de door de Vaste Wervingssecretaris bepaalde datum.

Brussel, 4 november 1998.

E. DI RUPO

MINISTERE DE L'INTERIEUR

F. 99 — 96

[C - 98/00586]

23 SEPTEMBRE 1998. — Arrêté royal établissant la traduction officielle en langue allemande de dispositions légales et réglementaires relatives au revenu garanti aux personnes âgées

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 31 décembre 1983 de réformes institutionnelles pour la Communauté germanophone, notamment l'article 76, § 1^{er}, 1° et § 3, remplacé par la loi du 18 juillet 1990;

Vu les projets de traduction officielle en langue allemande :

— du titre II, chapitre IV, de la loi du 30 décembre 1992 portant des dispositions sociales et diverses,

— de l'arrêté royal du 20 décembre 1993 modifiant la législation en matière de revenu garanti aux personnes âgées,

— de l'arrêté royal du 5 avril 1994 portant augmentation du revenu garanti aux personnes âgées,

établis par le Service central de traduction allemande du Commissariat d'Arrondissement adjoint à Malmedy;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Intérieur,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Les textes figurant respectivement aux annexes 1 à 3 du présent arrêté constituent la traduction officielle en langue allemande:

— du titre II, chapitre IV, de la loi du 30 décembre 1992 portant des dispositions sociales et diverses;

— de l'arrêté royal du 20 décembre 1993 modifiant la législation en matière de revenu garanti aux personnes âgées;

— de l'arrêté royal du 5 avril 1994 portant augmentation du revenu garanti aux personnes âgées.

Art. 2. Notre Ministre de l'Intérieur est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 23 septembre 1998.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de l'Intérieur,
L. TOBBACK

MINISTERIE VAN BINNENLANDSE ZAKEN

N. 99 — 96

[C - 98/00586]

23 SEPTEMBER 1998. — Koninklijk besluit tot vaststelling van de officiële Duitse vertaling van wettelijke en reglementaire bepalingen betreffende het gewaarborgd inkomen voor bejaarden

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 31 december 1983 tot hervorming der instellingen voor de Duitstalige Gemeenschap, inzonderheid op artikel 76, § 1, 1° en § 3, vervangen door de wet van 18 juli 1990;

Gelet op de ontwerpen van officiële Duitse vertaling :

— van titel II, hoofdstuk IV, van de wet van 30 december 1992 houdende sociale en diverse bepalingen,

— van het koninklijk besluit van 20 december 1993 tot wijziging van de wetgeving betreffende het gewaarborgd inkomen voor bejaarden,

— van het koninklijk besluit van 5 april 1994 houdende verhoging van het gewaarborgd inkomen voor bejaarden,

opgemaakt door de Centrale dienst voor Duitse vertaling van het Adjunct-arrondissementscommissariaat in Malmedy;

Op de voordracht van Onze Minister van Binnenlandse Zaken,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. De bij dit besluit respectievelijk in bijlagen 1 tot 3 gevoegde teksten zijn de officiële Duitse vertaling :

— van titel II, hoofdstuk IV, van de wet van 30 december 1992 houdende sociale en diverse bepalingen;

— van het koninklijk besluit van 20 december 1993 tot wijziging van de wetgeving betreffende het gewaarborgd inkomen voor bejaarden;

— van het koninklijk besluit van 5 april 1994 houdende verhoging van het gewaarborgd inkomen voor bejaarden.

Art. 2. Onze Minister van Binnenlandse Zaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 23 september 1998.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Binnenlandse Zaken,
L. TOBBACK

Bijlage 1 — Annexe 1

DIENSTSTELLEN DES PREMIERMINISTERS

30. DEZEMBER 1992 — Gesetz zur Festlegung sozialer und sonstiger Bestimmungen

BALDUIN, König der Belgier,

Allen Gegenwärtigen und Zukünftigen, Unser Gruß!

Die Kammern haben das Folgende angenommen, und Wir sanktionieren es:

(...)

TITEL II — Pensionen

(...)

KAPITEL IV — Bestimmungen über das garantierte Einkommen für Betagte

Art. 73 - In das Gesetz vom 1. April 1969 zur Einführung eines garantierten Einkommens für Betagte wird ein Artikel 22bis mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«Artikel 22bis. Den Empfängern des garantierten Einkommens für Betagte oder eines Teils davon, so wie in Artikel 2 § 1 Absatz 2 des vorliegenden Gesetzes erwähnt, wird eine pauschale besondere Heizkostenzulage gewährt. Diese Zulage führt nicht zu einer Erhöhung des garantierten Einkommens.

Der König bestimmt durch einen im Ministerrat beratenen Erlaß die Bedingungen und Modalitäten für die Gewährung und Auszahlung der Zulage und kann jährlich deren Höhe festlegen.»

(...)

Wir fertigen das vorliegende Gesetz aus und ordnen an, daß es mit dem Staatssiegel versehen und durch das *Belgische Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Gegeben zu Motril (Spanien), den 30. Dezember 1992

BALDUIN

Von Königs wegen:

Der Premierminister

J.-L. DEHAENE

Der Minister des Verkehrswesens

G. COEME

Der Minister der Justiz und der Wirtschaftsangelegenheiten

M. WATHELET

Der Minister der Sozialen Angelegenheiten

Ph. MOUREAUX

Der Minister der Pensionen

F. WILLOCKX

Die Ministerin der Beschäftigung und der Arbeit

Frau M. SMET

Der Minister der Kleinen und Mittleren Betriebe

A. BOURGEOIS

Der Minister der Landesverteidigung

L. DELCROIX

Die Ministerin der Sozialen Eingliederung und der Volksgesundheit

Frau L. ONKELINX

Mit dem Staatssiegel versehen:

Der Minister der Justiz

M. WATHELET

Vu pour être annexé à Notre arrêté du 23 septembre 1998.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de l'Intérieur,

L. TOBACK

Gezien om te worden gevoegd bij Ons besluit van 23 september 1998.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Binnenlandse Zaken,

L. TOBACK

Bijlage 2 — Annexe 2

MINISTERIUM DER SOZIALFÜRSORGE

20. DEZEMBER 1993 — Königlicher Erlaß zur Abänderung der Rechtsvorschriften über das garantierte Einkommen für Betagte

ALBERT II., König der Belgier,

Allen Gegenwärtigen und Zukünftigen, Unser Gruß!

Aufgrund des Gesetzes vom 1. April 1969 zur Einführung eines garantierten Einkommens für Betagte, insbesondere des Artikels 7 § 1, abgeändert durch das Gesetz vom 20. Juli 1991, und des Artikels 9;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 29. April 1969 zur Einführung einer allgemeinen Regelung über das garantierte Einkommen für Betagte, insbesondere des Artikels 45, abgeändert durch die Königlichen Erlasse vom 17. Juni 1971, 9. Januar 1976 und 8. Oktober 1991;

Aufgrund des Gutachtens des Staatsrates;

Auf Vorschlag Unseres Ministers der Pensionen und aufgrund der Stellungnahme Unserer Minister, die im Rat darüber beraten haben,

Haben Wir beschlossen und erlassen Wir:

Artikel 1 - Artikel 7 § 1 des Gesetzes vom 1. April 1969 zur Einführung eines garantierten Einkommens für Betagte, abgeändert durch das Gesetz vom 20. Juli 1991, wird durch folgenden Absatz ergänzt:

«Für die Anwendung des vorhergehenden Absatzes wird als Wohnhaus des Antragstellers oder seines Ehepartners das in Buch II Artikel 217 Absatz 1 des Handelsgesetzbuches erwähnte einzige Binnenschiff betrachtet, das ihnen gehört und ihnen dauernd als Wohnung dient.»

Art. 2 - In Artikel 45 des Königlichen Erlasses vom 29. April 1969 zur Einführung einer allgemeinen Regelung über das garantierte Einkommen für Betagte, abgeändert durch die Königlichen Erlasse vom 17. Juni 1971, 9. Januar 1976 und 8. Oktober 1991, werden folgende Abänderungen angebracht:

1. Absatz 1 wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

«Im Fall der entgeltlichen Abtretung eines unbeweglichen Gutes und unbeschadet der Bestimmungen von Artikel 44 werden im Hinblick auf die Anwendung von Artikel 42 und je nachdem, ob der Antragsteller Familienoberhaupt im Sinne von Artikel 21 § 2 ist oder nicht, jährlich 80 000 F oder 64 000 F vom Verkaufswert des Gutes abgezogen, insofern es sich entweder um das Wohnhaus des Antragstellers oder seines Ehepartners handelt und weder der Antragsteller noch sein Ehepartner ein anderes bebautes unbewegliches Gut besitzt oder um das einzige unbebaute unbewegliche Gut des Antragstellers oder seines Ehepartners und weder der Antragsteller noch der Ehepartner ein anderes bebautes oder unbebautes unbewegliches Gut besitzt.»

2. Zwischen dem ersten und dem zweiten Absatz wird folgender Absatz eingefügt:

«Für die Anwendung des vorhergehenden Absatzes wird als Wohnhaus des Antragstellers oder seines Ehepartners ebenfalls das in Buch II Artikel 217 Absatz 1 des Handelsgesetzbuches erwähnte einzige Binnenschiff betrachtet, das ihnen gehört und ihnen dauernd als Wohnung dient.»

Art. 3 - Um aus den Bestimmungen der Artikel 1 und 2 Nutzen zu ziehen, müssen die Betroffenen, denen bereits vor Veröffentlichung des vorliegenden Erlasses ein Verwaltungsbeschluß in Sachen Anrecht auf garantiertes Einkommen notifiziert worden ist, einen Antrag gemäß Kapitel II des vorerwähnten Königlichen Erlasses vom 29. April 1969 einreichen.

Dieser Antrag wird am ersten Tag des Monats nach demjenigen seiner Einreichung wirksam; er wird jedoch an dem Datum wirksam, an dem die Gewährung oder die Verweigerung des garantierten Einkommens eingesetzt hat, frühestens aber am 1. Januar 1992, wenn er binnen sechs Monaten nach dem Datum der Veröffentlichung des vorliegenden Erlasses im *Belgischen Staatsblatt* eingereicht wird.

Art. 4 - Vorliegender Erlaß wird wirksam mit 1. Januar 1992.

Art. 5 - Unser Minister der Pensionen ist mit der Ausführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Gegeben zu Brüssel, den 20. Dezember 1993

ALBERT

Von Königs wegen:

Der Minister der Pensionen

F. WILLOCKX

Vu pour être annexé à Notre arrêté du 23 septembre 1998.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de l'Intérieur,

L. TOBACK

Gezien om te worden gevoegd bij Ons besluit van 23 september 1998.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Binnenlandse Zaken,

L. TOBACK

Bijlage 3 — Annexe 3

MINISTERIUM DER SOZIALFÜRSORGE

5. APRIL 1994 — Königlicher Erlaß zur Erhöhung des garantierten Einkommens für Betagte

ALBERT II., König der Belgier,

Allen Gegenwärtigen und Zukünftigen, Unser Gruß!

Aufgrund des Gesetzes vom 1. April 1969 zur Einführung eines garantierten Einkommens für Betagte, insbesondere des Artikels 2 § 1 Absatz 1, abgeändert durch die Königlichen Erlasse vom 23. Juni 1970, 17. Juni 1971, 8. November 1971, 28. Februar 1972, 16. März 1973, 10. Juli 1973, 27. Dezember 1973, 11. Dezember 1974, 22. Dezember 1975, 17. September 1976, 22. Dezember 1977, 18. August 1980, 21. Januar 1983, 10. April 1984, 2. August 1985, 1. September 1986, 19. Oktober 1988, 12. Oktober 1989 und 24. Oktober 1990, und § 2, abgeändert durch das Gesetz vom 6. Juli 1973;

Aufgrund der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, insbesondere des Artikels 3 § 1, abgeändert durch die Gesetze vom 9. August 1980, 16. Juni 1989 und 4. Juli 1989;

Aufgrund der Dringlichkeit, die darauf beruht, daß alle notwendigen administrativen Maßnahmen getroffen werden müssen, damit die Erhöhung des garantierten Einkommens ab dem 1. Mai 1994 ausgeführt werden kann;

Auf Vorschlag Unseres Ministers der Pensionen und aufgrund der Stellungnahme Unserer Minister, die im Rat darüber beraten haben,

Haben Wir beschlossen und erlassen Wir:

Artikel 1 - In Artikel 2 § 1 Absatz 1 des Gesetzes vom 1. April 1969 zur Einführung eines garantierten Einkommens für Betagte, abgeändert durch die Königlichen Erlasse vom 23. Juni 1970, 17. Juni 1971, 8. November 1971, 28. Februar 1972, 16. März 1973, 10. Juli 1973, 27. Dezember 1973, 11. Dezember 1974, 22. Dezember 1975, 17. September 1976, 22. Dezember 1977, 18. August 1980, 21. Januar 1983, 10. April 1984, 2. August 1985, 1. September 1986, 19. Oktober 1988, 12. Oktober 1989 und 24. Oktober 1990 werden die Zahlen «68.500» und «91.133» durch die Zahlen «69.288» beziehungsweise «92.383» ersetzt.

Art. 2 - Die Bestimmungen von Artikel 1 werden von Amts wegen angewendet:

a) auf Personen, die am Vortag des Inkrafttretens des vorliegenden Erlasses das garantierte Einkommen für Betagte beziehen oder die aufgrund von Artikel 21 § 2 des vorerwähnten Gesetzes vom 1. April 1969, abgeändert durch das Gesetz vom 27. Juli 1971, bei Bewilligung des garantierten Einkommens für Betagte weiterhin den Rentenzuschlag beziehen,

b) auf Personen, deren Anrecht auf das garantierte Einkommen für Betagte am Datum des Inkrafttretens des vorliegenden Erlasses noch durch einen Verwaltungsbeschluß, der vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses wirksam wird, festgelegt werden muß.

Art. 3 - Vorliegender Erlaß tritt am 1. Mai 1994 in Kraft.

Art. 4 - Unser Minister der Pensionen ist mit der Ausführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Gegeben zu Brüssel, den 5. April 1994

ALBERT

Von Königs wegen:

Der Minister der Pensionen

F. WILLOCKX

Vu pour être annexé à Notre arrêté du 23 septembre 1998.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de l'Intérieur,

L. TOBBACK

Gezien om te worden gevoegd bij Ons besluit van 23 september 1998.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Binnenlandse Zaken,

L. TOBBACK

F. 99 — 97

[C - 00606]

10 NOVEMBRE 1998. — Arrêté royal établissant la traduction officielle en langue allemande de l'arrêté royal du 23 décembre 1996 portant exécution des articles 15, 16 et 17 de la loi du 26 juillet 1996 portant modernisation de la sécurité sociale et assurant la viabilité des régimes légaux des pensions

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 31 décembre 1983 de réformes institutionnelles pour la Communauté germanophone, notamment l'article 76, § 1^{er}, 1^o et § 3, remplacé par la loi du 18 juillet 1990;

Vu le projet de traduction officielle en langue allemande de l'arrêté royal du 23 décembre 1996 portant exécution des articles 15, 16 et 17 de la loi du 26 juillet 1996 portant modernisation de la sécurité sociale et assurant la viabilité des régimes légaux des pensions, établi par le Service central de traduction allemande du Commissariat d'Arrondissement adjoint à Malmedy;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Intérieur,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Le texte annexé au présent arrêté constitue la traduction officielle en langue allemande de l'arrêté royal du 23 décembre 1996 portant exécution des articles 15, 16 et 17 de la loi du 26 juillet 1996 portant modernisation de la sécurité sociale et assurant la viabilité des régimes légaux des pensions.

Art. 2. Notre Ministre de l'Intérieur est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 10 novembre 1998.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de l'Intérieur,

L. VAN DEN BOSSCHE

N. 99 — 97

[C - 98/00606]

10 NOVEMBER 1998. — Koninklijk besluit tot vaststelling van de officiële Duitse vertaling van het koninklijk besluit van 23 december 1996 tot uitvoering van de artikelen 15, 16 en 17 van de wet van 26 juli 1996 tot modernisering van de sociale zekerheid en tot vrijwaring van de leefbaarheid van de wettelijke pensioenstelsels

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 31 december 1983 tot hervorming der instellingen voor de Duitstalige Gemeenschap, inzonderheid op artikel 76, § 1, 1^o en § 3, vervangen door de wet van 18 juli 1990;

Gelet op het ontwerp van officiële Duitse vertaling van het koninklijk besluit van 23 december 1996 tot uitvoering van de artikelen 15, 16 en 17 van de wet van 26 juli 1996 tot modernisering van de sociale zekerheid en tot vrijwaring van de leefbaarheid van de wettelijke pensioenstelsels, opgemaakt door de Centrale dienst voor Duitse vertaling van het Adjunct-arrondissementscommissariaat in Malmedy;

Op de voordracht van Onze Minister van Binnenlandse Zaken,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. De bij dit besluit gevoegde tekst is de officiële Duitse vertaling van het koninklijk besluit van 23 december 1996 tot uitvoering van de artikelen 15, 16 en 17 van de wet van 26 juli 1996 tot modernisering van de sociale zekerheid en tot vrijwaring van de leefbaarheid van de wettelijke pensioenstelsels.

Art. 2. Onze Minister van Binnenlandse Zaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 10 november 1998.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Binnenlandse Zaken,

L. VAN DEN BOSSCHE

Bijlage - Annexe

MINISTERIUM DER SOZIALEN ANGELEGENHEITEN, DER VOLKSGESUNDHEIT UND DER UMWELT
10. SEPTEMBER 1998 — Königlicher Erlaß zur Ausführung der Artikel 15, 16 und 17 des Gesetzes vom 26. Juli 1996
zur Modernisierung der sozialen Sicherheit und zur Sicherung der gesetzlichen Pensionsregelungen

BERICHT AN DEN KÖNIG

Sire,

beigefügter Entwurf eines Königlichen Erlasses, den wir Eurer Majestät zur Unterschrift vorzulegen die Ehre haben, dient zur Ausführung der Artikel 15, 16 und 17 des Gesetzes vom 26. Juli 1996 zur Modernisierung der sozialen Sicherheit und zur Sicherung der gesetzlichen Pensionsregelungen.

Wie alle Europäischen Staaten hat auch unser Land unter dem Druck der Überalterung eine bestimmte Anzahl von Maßnahmen vorgeschlagen, die den heutigen und zukünftigen Pensionierten weiterhin eine angemessene Pension sichern soll. Die vorerwähnten Bestimmungen des Gesetzes vom 26. Juli 1996 erteilen dem König die Ermächtigung, im Wege von Erlassen die dazu notwendigen Maßnahmen zu treffen. Die Regierung hat in ihrer Mitteilung vom 1. Oktober 1996 eine bestimmte Anzahl Maßnahmen zur Konkretisierung ihrer Ziele in bezug auf die Pensionsregelung für Lohnempfänger bekanntgemacht. Sie zielt mit einer Gesamtheit von strukturellen und selektiven Maßnahmen auf die Verwirklichung der rechtlichen und tatsächlichen Gleichberechtigung der Männer und Frauen, die finanzielle Sicherung der gesetzlichen Pensionsregelungen, die Anpassung an die Entwicklungen im Sozial- und Berufsbereich und auf die Bestätigung und wenn nötig die Wiederherstellung des Vertrauens in die gesetzliche Regelung.

Die Maßnahmen, die zur Zeit ausreichend konkretisierbar sind, sind im vorliegenden Erlaß aufgenommen worden. Im Hinblick auf eine korrekte Information der zukünftigen Pensionierten über die Bedingungen, unter denen sie ab dem 1. Juli 1997 ihre Pension beantragen können, und um es dem Landespensionsamt zu ermöglichen, die notwendigen praktischen Maßnahmen zu treffen, unterbreiten wir Eurer Majestät nachstehend diese erste Reihe von Maßnahmen.

Diese Maßnahmen werden zunächst von ihren Zielen her präzisiert. Danach werden die Artikel des Erlasses in chronologischer Reihenfolge besprochen.

1. Die finanzielle Sicherung der gesetzlichen Pensionsregelungen

Die finanzielle Sicherung der gesetzlichen Pensionsregelungen, insbesondere der Pensionsregelung für Lohnempfänger erfordert mehr als nur pensionstechnische Maßnahmen. Sie setzt voraus, daß sowohl auf die Einkünfte als auch auf die Ausgaben und die Lokalisierung der «Herausforderung Pensionen» innerhalb der Gesamtrechnung der sozialen Sicherheit und der öffentlichen Behörden eingewirkt wird. Im vorliegenden Erlaß werden die zu diesem Zweck getroffenen Maßnahmen nicht konkretisiert. Lediglich die innerhalb der Pensionsregelung für Lohnempfänger getroffenen Maßnahmen werden nachstehend präzisiert, ausgehend von ihrem soziologischen Kontext und ihren rechtlichen Auswirkungen.

1.1. Verminderung der Ausgaben

Die Verminderung der Ausgaben wird verwirklicht durch Maßnahmen in bezug auf die schrittweise Einführung eines gleichen Berechnungsbruches (Fünfundvierzigstel) für Männer und Frauen, die Einführung einer die Laufbahn betreffenden Bedingung, um frühzeitig (d.h. vor dem Alter von 65 Jahren) in Pension gehen zu können, und den Abbau des Aufwertungskoeffizienten für Löhne, die sich auf die Laufbahnjahre 1955 bis einschließlich 1974 beziehen.

1.1.1. Gleichbehandlung von Männern und Frauen

Die Verwirklichung der Gleichbehandlung von Männern und Frauen muß mehr beinhalten als die Einführung einer rein rechtlichen Gleichberechtigung. Die vorliegenden Maßnahmen zielen also auf eine sozial gerechtfertigte Ausführung der Richtlinie des Rates der Europäischen Gemeinschaften vom 19. Dezember 1978 (79/7/EWG) zur schrittweisen Verwirklichung des Grundsatzes der Gleichbehandlung von Männern und Frauen im Bereich der sozialen Sicherheit ab. Dies entspricht übrigens den Zielsetzungen der Richtlinie.

a) Schrittweise Verwirklichung

Der Staatsrat legt in seinem Gutachten Nachdruck auf die Tatsache, daß die erwähnte Richtlinie die schrittweise Verwirklichung des Grundsatzes der Gleichbehandlung von Männern und Frauen vorsieht, stellt sich aber die Frage, ob die Übergangsperiode (von 13 Jahren) bis hin zu einer formellen Gleichheit noch berechtigterweise als in Übereinstimmung wenn schon nicht mit dem Wortlaut, so doch zumindest mit dem Sinn der Richtlinie 79/7/EWG betrachtet werden kann. Anlässlich der Ausarbeitung des Gesetzes vom 19. Juni 1996 zur Auslegung des Gesetzes vom 20. Juli 1990 zur Einführung eines flexiblen Pensionsalters für Lohnempfänger und zur Anpassung der Pensionen der Lohnempfänger an die Entwicklung des allgemeinen Wohlstands ist auch der Gesetzgeber mit dieser Frage konfrontiert worden. Aus einer eingehenderen Prüfung dieser Frage geht hervor, daß Belgien nicht das einzige Land ist, das die erwähnte Richtlinie noch nicht ganz ausgeführt hat, und daß die anderen europäischen Länder vergleichbare Fristen für ihre Pensionsreformen vorgesehen haben. In diesem Zusammenhang ist es dienlich, die Aktivitäten der Kommission für soziale Angelegenheiten der Abgeordnetenkommer zu konsultieren (Parl. Dok. 449/2 - 95/96).

Der vorliegende Erlaß muß also auch aus der Perspektive der schrittweisen Angleichung des Pensionsalters und der Pensionsberechnung betrachtet werden, für die sich der Gesetzgeber bereits in den achtziger Jahren - also von Beginn an - entschieden hatte, um sich den Zielen der Richtlinie stufenweise anzupassen.

Das Gesetz vom 20. Juli 1990 war ein weiterer Schritt in diese Richtung, hat jedoch, wie bestätigt durch das Gesetz vom 19. Juni 1996, kein gleiches Pensionsalter für Männer und Frauen eingeführt. Zu diesem Zeitpunkt wurde keine Frist festgelegt. Es lag jedoch nie in der Absicht weder des Gesetzgebers noch der heutigen Regierung, noch der früheren Regierungen, die bestehenden Unterschiede in bezug auf das Pensionsalter und die Pensionsberechnung auf unbestimmte Zeit aufrechtzuerhalten. Der Gesetzgeber war sich in der Tat jederzeit der mit der Richtlinie 79/7/EWG verbundenen Möglichkeiten und Grenzen bewußt:

1. Besagte Richtlinie sieht im ersten Artikel vor, daß die Mitgliedstaaten die Gleichberechtigung «schrittweise» verwirklichen müssen. Ein «Enddatum» ist nicht vorgesehen. Im Gegenteil, betrachtet man die «unbegrenzten» Möglichkeiten im Rahmen von Artikel 7 der Richtlinie, stellt sich sogar die Frage, ob eine Frist in Erwägung gezogen worden ist. Unsere Nachbarländer haben zum Beispiel in ihren Pensionsreformen neueren Datums Übergangsperioden von 12 bis zu 20 Jahren eingeführt, um das Pensionsalter für Männer und Frauen anzugleichen. Die europäischen Instanzen haben dies angenommen.

2. Artikel 7 der Richtlinie erlaubt es den Mitgliedstaaten also, auf Ebene der Festlegung des Pensionsalters Abweichungen vorzusehen (... und das kann anhaltende Auswirkungen auf die Berechnung der Leistungen haben). Die Mitgliedstaaten, die sich auf diese «Pensionsalterausnahme» berufen, müssen sich regelmäßig vor der Europäischen Kommission rechtfertigen. Belgien hat - wie seine Nachbarländer - ununterbrochen Gebrauch von dieser Abweichung gemacht und gemäß Artikel 8 der Richtlinie die Europäische Kommission regelmäßig über die diesbezüglich unternommenen Schritte unterrichtet.

b) Sinn und Wortlaut der Richtlinie 79/7/EWG

Der vorliegende Erlaß festigt die Arbeitsweise, die der belgische Gesetzgeber schon seit mehreren Jahren anwendet, um den Grundsatz der Gleichbehandlung schrittweise einzuführen, wobei natürlich gemäß den Zielsetzungen der europäischen Richtlinie vorgegangen wird:

1. Rechtliche und tatsächliche Gleichberechtigung:

Der europäische Gleichheitsgrundsatz, der in Sachen Löhne schon seit 1957 im EWG-Vertrag verankert ist und im Bereich der Sozialversicherungsregelungen im Wege von Richtlinien eingeführt worden ist - für die gesetzlichen Systeme seit 1978 und für die betrieblichen und sektoriellen Regelungen seit 1986 -, zielt ebenfalls darauf ab, die Gleichbehandlung der weiblichen Lohnempfänger ihren männlichen Kollegen gegenüber tatsächlich zu verwirklichen.

Man stellt jedoch seit einigen Jahren fest, daß die positiven Diskriminierungen zugunsten der Frauen, die die Mitgliedstaaten aufgrund deren Rückstands auf dem Arbeitsmarkt eingeführt haben, von ihren männlichen Kollegen angefochten werden, wodurch der tatsächliche Vorteil der Männer auf dem Arbeitsmarkt in den Sozialleistungen noch verstärkt wird. Dies ist das Resultat einer rein wörtlichen Auslegung des Gesetzes vom 20. Juli 1990 und der europäischen Bestimmungen. Bleibt man bei einer solchen Auslegung, würde dies bedeuten, daß die tatsächliche Ungleichheit zwischen Männern und Frauen noch verstärkt wird, was nie das Ziel der Richtlinie gewesen ist.

2. Finanzielles Gleichgewicht der Sozialversicherungsregelungen:

Der Gesetzgeber will heute ebensowenig wie 1990 sofort ein gleiches Pensionsalter einführen, nicht nur, weil dadurch keine Abweichung auf Ebene der Pensionsberechnung möglich wäre (was für die Frauen allgemein als vorteilhafteste Lösung betrachtet wird), sondern auch, weil die Gesamtkosten der sozialen Sicherheit durch eine sofortige Vereinheitlichung aller Rechte derart ansteigen würden, daß das finanzielle Gleichgewicht der sozialen Sicherheit in Gefahr käme.

Außerdem geht aus dem Urteil des Gerichtshofes vom 7. Juli 1991 in der Sache «Equal Opportunities Commission» klar hervor, daß eine Auslegung der Richtlinie, die solche finanziellen Erwägungen eines Mitgliedstaates außer acht läßt, nicht dem Ziel des europäischen Gesetzgebers entspricht. Eine wörtliche Auslegung stünde daher also im Widerspruch zu diesem Ziel.

Die vorgeschlagenen Maßnahmen bilden daher auch ein globales Paket, mit dem auf strukturelle Weise eingegriffen wird, um die gesetzlichen Pensionen und das finanzielle Gleichgewicht der sozialen Sicherheit zu sichern.

c) Begleitmaßnahmen

Die Einführung eines gleichen Pensionsalters für Männer und Frauen - mit den Auswirkungen, die das auf die Rechte der Männer und Frauen in den anderen Zweigen der sozialen Sicherheit hat - war unausweichlich. Durch das Gesetz vom 19. Juni 1996 zur Auslegung des Gesetzes vom 20. Juli 1990 zur Einführung eines flexiblen Pensionsalters für Lohnempfänger und zur Anpassung der Pensionen der Lohnempfänger an die Entwicklung des allgemeinen Wohlstands hat der Gesetzgeber verdeutlicht, daß das vorerwähnte Gesetz vom 20. Juli 1990 ein weiterer Schritt in Richtung Gleichbehandlung von Männern und Frauen war, und bestätigt, daß er diesen Prozeß fortführen wird.

Dabei war die verfolgte Absicht immer, nicht nur eine formelle, sondern auch eine tatsächliche Gleichheit zwischen Männern und Frauen einzuführen.

Die Unterschiede zwischen Männern und Frauen auf arbeitsrechtlicher Ebene waren und sind in der Tat so groß, daß man sich bei der Reform der Pensionsregelung für Lohnempfänger nicht auf die formelle Gleichsetzung des Pensionsalters und der Pensionsberechnung beschränken darf. Das würde übrigens, wie oben erwähnt, dem Ziel der Richtlinie und der in dieser Hinsicht verfolgten europäischen Politik nicht entsprechen. Damit sich die tatsächlichen Ungleichheiten, die in der Vergangenheit zwischen Männern und Frauen aufgetreten sind, so wenig wie möglich auf das Pensionsrecht auswirken und um die zu erwartenden ungünstigen Entwicklungen auf dem Arbeitsmarkt für Frauen aufzufangen, hat die Regierung besondere Korrekturen vorgesehen. Dadurch strebt die Regierung eine Verbesserung auf Ebene der Pensionsberechnung für alle Arbeitnehmer an, die sich während des Aufbaus ihrer Pensionslaufbahn in einer schwachen arbeitsrechtlichen Position befanden.

Die Regierung wollte vermeiden, daß die Einführung eines gleichen Pensionsalters und einer gleichen Berechnungsart für männliche und weibliche Arbeitnehmer eine noch größere Ungleichheit mit sich bringt. Darum hat die Regierung die notwendigen Begleitmaßnahmen getroffen.

Das Alter, mit dem Frauen Anrecht auf eine das Berufseinkommen ersetzende Leistung haben, wird in den anderen Zweigen der sozialen Sicherheit im gleichen Rhythmus angehoben wie das Pensionsalter, um im Jahre 2009 65 Jahre zu erreichen. Das führt nicht nur dazu, daß die Laufbahn der Frauen verlängert wird - parallel zur Erhöhung des Nenners des Berechnungsbruches -, sondern auch dazu, daß ihr Einkommen nach dem Alter von 60 Jahren und ihr Pensionsanspruch verbessert werden, und zwar entsprechend der Höhe ihres Verdienstes in ihrer letzten Arbeitsstelle und dem Statut, das sie innehaben.

Die dadurch in allen Zweigen der sozialen Sicherheit verwirklichte Gleichheit von Männern und Frauen wird außerdem durch spezifische Maßnahmen ergänzt, die die tatsächliche Gleichheit für Personen mit niedrigeren Löhnen anstrebt, und das insbesondere durch Einführung eines Mindestanrechts pro Laufbahnjahr.

1.1.2. Vorpension

Die Regierung hat die Möglichkeit aufrechterhalten, vor dem normalen Pensionsalter in Pension zu gehen. Diese soziale Errungenschaft bestand vor dem Gesetz vom 20. Juli 1990 unter der Form einer um einen bestimmten Prozentsatz gekürzten Pension; seit dem Gesetz vom 20. Juli 1990 besteht sie für männliche Arbeitnehmer unter der Form einer Pension, die aufgrund des Wegfalls von Laufbahnjahren am Ende der Laufbahn, die oft das höchste Pensionsrecht begründen, gekürzt wird.

Vor dem Gesetz vom 20. Juli 1990 bestanden innerhalb der belgischen sozialen Rechtsvorschriften eine ganze Reihe von «Austrittsregelungen», manchmal außerhalb der Pensionsregelung für Lohnempfänger (Frühpension, Laufbahnunterbrechung, individuelle Abkommen zwischen Arbeitgeber und Arbeitnehmer,...), manchmal innerhalb der Pensionsregelung für Lohnempfänger (besondere Frühpension für Arbeitslose und Invaliden, besondere Frühpension und gekürzte Vorpension).

Man erhielt und erhält die «Vorpension» also vor Erreichen des Alters, an dem eine altersbedingte Arbeitsunfähigkeit vermutet wird.

Die Vorpension ist also ein Ersatz Einkommen, auf das man Anspruch erheben kann vor Erreichen des Alters, mit dem man in den anderen Zweigen der sozialen Sicherheit seine Anrechte auf Ersatzleistungen verliert, und dies weil man das «Pensionsalter» noch nicht erreicht hat.

Die Regierung hat beschlossen, die Möglichkeit, in Vorpension zu gehen, an eine Laufbahnbedingung zu binden, die zunächst 20 Jahre (in zumindest einer Halbzeitbeschäftigung) beträgt und sich ab dem Jahr 2005 bis auf 35 Jahre erhöht.

1.1.3. Aufwertung der Löhne

Die Maßnahmen der Regierung zur Eindämmung der Ausgabenentwicklung in der Pensionsregelung für Lohnempfänger erfordern schließlich Anstrengungen seitens aller Arbeitnehmer.

Der auf die Löhne für die Laufbahnjahre 1955 bis einschließlich 1974 angewandte Aufwertungskoeffizient ist ein geeignetes Instrument, um eine Staffelung dieser Anstrengungen zu erreichen.

1.2. Einkommensgarantie

Dieses Ziel wird durch die globalen Haushaltsmaßnahmen konkretisiert und insbesondere durch Erreichen der WWU-Norm.

Außerdem wird dafür gesorgt, daß die «Überalterung» durch strukturelle Normen in den anderen Zweigen der sozialen Sicherheit und durch den weiteren Ausbau der alternativen Finanzierung ausgeglichen wird.

2. Anpassungen an die gesellschaftlichen Entwicklungen

2.1. Gleichbehandlung von Männern und Frauen

Die Gleichbehandlung von Männern und Frauen, so wie sie bisher dargestellt worden ist, beschränkt sich nicht auf die Einführung einer rein rechtlichen Gleichberechtigung.

Sie geht mit Maßnahmen einher, die auf eine tatsächliche Gleichberechtigung ausgerichtet sind.

Zunächst werden das Pensionsalter und die Pensionsberechnung schrittweise angeglichen.

2.2. Mindestanrecht pro Laufbahnjahr

Parallel dazu wird eine neue Mindestregelung eingeführt mit einer Zugangsschwelle, die weit unter der heutigen liegt. Das Mindestanrecht pro Laufbahnjahr zielt in erster Linie auf eine Korrektur der niedrigen Löhne aus der Vergangenheit, was ohne Zweifel ein wichtiger Ausgleich für die Frauen bedeutet.

Dadurch wird der Notwendigkeit eines besseren sozialen Schutzes im Rahmen der verstärkten Flexibilisierung des Arbeitsmarktes mit unter anderem mehr Teilzeitbeschäftigungen und atypischen Beschäftigungen weitgehend entsprochen.

2.3. Halbzeitpension

Durch die Halbzeitpension wird ein flexiblerer Übergang vom aktiven Leben in den Ruhestand möglich. Die heutige Regelung der zugelassenen Arbeit für Pensionierte umfaßt bereits in bestimmtem Maße die Möglichkeit, eine berufliche Tätigkeit mit der Pension zu kombinieren. Ziel der Halbzeitpension ist es, diese Möglichkeit aufrechtzuerhalten, gleichzeitig aber auch den Beschäftigungsgrad innerhalb der betreffenden Altersklasse längerfristig zu erhöhen.

2.4. Anrechnung der Studienzeit

Schließlich wird die Möglichkeit, die Anrechnung der Studienzeit zu beantragen, um fünf Jahre verlängert.

3. Anpassungen an die Entwicklungen auf dem Arbeitsmarkt

Die Zunahme der Teilzeitbeschäftigung und alle möglichen Formen der Neuverteilung der Arbeit sind unumkehrbar und erfordern, daß ihnen innerhalb der Pensionsregelung ein angemessenerer Rahmen gegeben wird.

Die Aufgabe, die Pensionsregelung zu modernisieren, setzt also voraus, daß diesem Element Rechnung getragen wird. Das kann verwirklicht werden durch:

- einen einfachen Zugang zur Mindestregelung und
- die Zuerkennung von zwei Bonusjahren für verschiedene Formen der Neuverteilung der Arbeit.

4. Verstärkung der Legitimität der gesetzlichen Pensionsregelung

Um das Vertrauen in die gesetzliche Pension zu verstärken, werden folgende Maßnahmen eingetragen:

- Die Berechnungshöchstgrenze kann je nach «Lohnspanne» erhöht werden.
- Das Mindestanrecht pro Laufbahnjahr wird an die Entwicklung des Mindestlohns gekoppelt.
- Die heutige Bestimmung der Rechtsvorschriften, die den König ermächtigt, Anpassungen an den Wohlstand vorzunehmen (durch einen im Ministerrat beratenen Königlichen Erlaß, jeweils zum 1. Januar) wird dahingehend angepaßt, daß selektive Anpassungen an den Wohlstand für bereits pensionierte Personen möglich werden.

Kommentar zu den Artikeln

TITEL I - Pensionen

KAPITEL I - Anwendungsbereich

Artikel 1 - In den Paragraphen 1 und 2 wird der Anwendungsbereich *ratione personae* und *materiae* für Pensionen, die zum erstenmal ab dem 1. Juli 1997 einsetzen, festgelegt.

Der dritte Paragraph bestätigt die besonderen Gesetzesbestimmungen, die auf die vorerwähnten Pensionen anwendbar bleiben.

KAPITEL II - Gewährungsbedingungen

Art. 2 - Paragraph 1 legt als allgemeinen Grundsatz fest, daß das Pensionsalter für Männer und Frauen auf 65 Jahre festgelegt ist.

Paragraph 2 bestätigt die besonderen Pensionsalter für Bergarbeiter im Untertage- und Tagebau und für Seeleute.

Paragraph 3 bestätigt ebenfalls eine bestehende Bestimmung, die den König dazu ermächtigt, die Fälle zu bestimmen, in denen die Ruhestandspension von Amts wegen untersucht wird.

Art. 3 - Dieser Artikel sieht Übergangsbestimmungen für weibliche Berechtigte vor. Das Alter wird ab dem 1. Juli 1997 auf 61 Jahre festgelegt und ab dem 1. Januar 2000 alle drei Jahre um ein Jahr erhöht, um ab dem 1. Januar 2009 65 Jahre zu erreichen.

Art. 4 - Paragraph 1 sieht die Möglichkeit vor, die Ruhestandspension vorzeitig ab 60 Jahre einsetzen zu lassen.

In § 2 wird dies der Bedingung unterworfen, daß der Betreffende während 35 Jahren aufgrund irgendeiner belgischen Regelung Pensionsansprüche eröffnen können muß. Außerdem legt dieser Paragraph für die verschiedenen Pensionsregelungen fest, welche Mindestbedingungen erfüllt werden müssen und welche Perioden für die Eröffnung des Anspruchs auf Vorpension berücksichtigt und welche ausgeschlossen werden.

Der König ist ermächtigt, diesbezüglich die technischeren Details im Wege von Erlassen auszuarbeiten.

Paragraph 3 sieht vor, daß die festgelegte Laufbahnbedingung von 35 Jahren schrittweise eingeführt wird und stufenweise von 20 Jahren (01.07.1997) bis auf 35 Jahre (01.01.2005) steigt.

Paragraph 4 sieht vor, daß die Ruhestandspension eines Empfängers einer vertraglichen Frühpension nicht vor dem Alter von 65 Jahren einsetzen darf. Dieses Alter wird für weibliche Berechtigte gemäß den Übergangsbestimmungen von Artikel 3 schrittweise von 61 auf 65 Jahre angehoben.

KAPITEL III - Pensionsberechnung

Abschnitt 1 - Ruhestandspension

Art. 5 - Diese Bestimmungen übernehmen mit Ausnahme der Besonderheiten, die den zu ändernden Nenner des Pensionsbruches für weibliche Berechtigte betreffen, integral die Paragraphen 1 bis einschließlich 9 von Artikel 3 des Gesetzes vom 20. Juli 1990 zur Einführung eines flexiblen Pensionsalters für Lohnempfänger und zur Anpassung der Pensionen der Lohnempfänger an die Entwicklung des allgemeinen Wohlstands. Das bedeutet, daß insbesondere aufgrund des in Artikel 2 § 1 festgelegten Pensionsalters der Nenner des Gewährungsbruches auf 45 festgelegt wird.

Die Bestimmungen in bezug auf die vorteilhafteren Pensionsbrüche für Bergarbeiter und Seeleute, die Berechnung des Pensionszuschlags für Bergarbeiter im Untertagebau, die Festlegung der Pension «internen Rechts» für Grenz- und Saisonarbeiter, die Gewährung von Amts wegen der Pension zum Haushaltssatz (gegebenenfalls um die dem Ehepartner aufgrund einer anderen Regelung ausgezahlten Pension verringert) und die Nichtauszahlung der Pension, wenn der gesetzlich festgelegte Mindestbetrag nicht erreicht ist, bleiben unverkürzt anwendbar.

Art. 6 - Dieser Artikel führt in bezug auf den Nenner des Pensionsbruches eine Übergangsregelung für weibliche Pensionsberechtigte ein. Die Erhöhung des Nenners von 41 auf 45 erfolgt parallel zu der in Artikel 3 festgelegten Anhebung des Pensionsalters.

Abschnitt 2 - Hinterbliebenenpension

Art. 7 - Die Bestimmungen dieses Artikels übernehmen die Gesamtheit der Bestimmungen von Artikel 4 §§ 1 bis einschließlich 6 des vorerwähnten Gesetzes vom 20. Juli 1990 und bringen sie in Übereinstimmung mit dem in Artikel 5 des vorliegenden Erlasses festgelegten Nenner 45.

Außerdem wird ein neuer § 7 hinzugefügt, in dem Übergangsmaßnahmen zugunsten von männlichen hinterbliebenen Ehepartnern vorgesehen werden.

KAPITEL IV - Mindestanrecht pro Laufbahnjahr

Art. 8 - In diesem Artikel wird festgelegt, daß es unter bestimmten Bedingungen ein Mindestanrecht für jedes Laufbahnjahr gibt. Dabei handelt es sich um folgende drei Bedingungen:

- Der Betreffende muß eine Mindestlaufbahn von 15 Jahren in der Regelung für Lohnempfänger nachweisen. Wenn die Laufbahn gemischt ist und das Prinzip der Laufbahneinheit angewandt wird, kann nur der übrigbleibende Laufbahnbruch berücksichtigt werden.

- Nur Jahre mit einer Beschäftigung, die mindestens einer Halbzzeitbeschäftigung entspricht, können aufgewertet werden.

- Die zuerkannte Pension darf 35.000 Franken pro Monat nicht überschreiten (Index 405,55 und Betrag für eine Pension zum Satz für einen Alleinstehenden). Dieser Betrag wird im Verhältnis zum festgelegten Laufbahnbruch berechnet.

Insofern die vorerwähnten Bedingungen erfüllt sind, darf die Pension pro Kalenderjahr nicht aufgrund eines Lohns berechnet werden, der tiefer ist als das Zwölfwache des durchschnittlichen Mindestmonatseinkommens von 42.493 (K.A.A. Nr. 43 - Betrag zum 1. Mai 1996). Das Mindestanrecht wird im Verhältnis zur nachgewiesenen Arbeitszeit berechnet.

Wenn die Pension nach Anwendung des Mindestanrechts den Höchstbetrag von 35.000 F (berechnet im Verhältnis zum Laufbahnbruch) übersteigt, wird die Pension auf diesen Betrag begrenzt.

Im Fall der Revision eines Anrechts, das nach dem 1. Juli 1997 eingesetzt hat, wird der Mindestlohn zu dem Wert, den er am ursprünglichen Datum des Einsetzens des Anrechts hatte, berücksichtigt.

Das Niveau des Mindestanrechts ist an die Entwicklung des durchschnittlichen Mindestmonatseinkommens gebunden. Um es der Verwaltung zu ermöglichen, diese automatische Bindung ohne zahlreiche Revisionen in die Pensionsberechnung zu integrieren, wird die Anpassung 12 Monate nach Inkrafttreten des neuen K.A.A. durchgeführt.

Der König kann:

- bestimmen, was unter einer Halbzzeitbeschäftigung zu verstehen ist,
- bestimmen, welche Perioden bei der Festlegung der Laufbahnbedingung nicht berücksichtigt werden,
- bestimmen, wie der Beweis für die geleistete Arbeitszeit zu erbringen ist,
- bestimmen, wie die verhältnismäßige Berechnung gemäß der festgelegten Laufbahn oder dem Beschäftigungsdatum durchgeführt wird,
- besondere Regeln in bezug auf die Mindestdauer für Hinterbliebenenpensionen festlegen.

Es wird auch bestimmt, daß für die Festlegung der Pension des geschiedenen Ehepartners und für die angerechnete Studienzeit und die Perioden freiwilliger Versicherung das Mindestanrecht pro Laufbahnjahr nicht angewandt wird.

Die vermerkten Beträge sind an die Entwicklung des Verbraucherpreisindex gebunden.

KAPITEL V - *Halbzeitpension*

Art. 9 - Die Bestimmungen dieses Artikels ermächtigen den König, durch einen im Ministerrat beratenen Erlaß ab dem 60. Lebensjahr eine Halbzeitpensionsregelung einzuführen.

KAPITEL VI - *Sonstige Bestimmungen*

Art. 10 - Dieser Artikel ergänzt Artikel 7 des Königlichen Erlasses Nr. 50 vom 24. Oktober 1967 durch eine Bestimmung, durch die die alle zwei Jahre indexierte Berechnungshöchstgrenze auf der Grundlage der Spanne für tatsächliche Lohnerhöhungen angepaßt wird. Der Aufwertungskoeffizient wird durch einen im Ministerrat beratenen Erlaß festgelegt.

Art. 11 - Artikel 11 ersetzt Artikel 29 § 4 desselben Erlasses Nr. 50 und gibt dem König die Möglichkeit, Pensionierten durch einen im Ministerrat beratenen Erlaß auf selektive Weise eine Wohlstandserhöhung zu gewähren.

Art. 12 - Artikel 12 baut den in Artikel 29bis des Königlichen Erlasses Nr. 50 vorgesehenen Aufwertungskoeffizienten von 1,032 im Jahr 1997 auf 1 im Jahr 2005 ab.

Art. 13 - Dieser Artikel sieht eine Ergänzung von Artikel 25 des Königlichen Erlasses Nr. 50 vor, der den Grundsatz aufstellt, nach dem eine Ruhestands- oder Hinterbliebenenpension nicht gleichzeitig mit einem Ersatzeinkommen oder mit Einkünften aufgrund der Ausübung einer beruflichen Tätigkeit bezogen werden darf. Der König kann in bezug auf die berufliche Tätigkeit Abweichungen vorsehen. Neu ist die Einführung des Grundsatzes, nach dem eine Pension nicht gleichzeitig mit der ergänzenden Entschädigung bezogen werden darf, die vom Arbeitgeber im Fall einer vertraglichen Frühpension ausgezahlt wird, dies um zu verhindern, daß die Ergänzung während der Übergangsperiode bis zur Angleichung des Pensionsalters für Männer und Frauen zusätzlich zur Pension ausgezahlt wird. Die Altersgrenze für das Anrecht auf Arbeitslosengeld entwickelt sich parallel zum Pensionsalter. Ohne diese Bestimmung müßte die Ergänzung im Rahmen der Frühpensionsregelungen, die gemäß der europäischen Regel des gleichen Entgelts bei gleicher Arbeit (Artikel 119 EWG-Vertrag) frühpensionierten Männern und Frauen bis zur Vollendung des 65. Lebensjahres auszuzahlen ist, zusätzlich zur Pension statt zum Arbeitslosengeld ausgezahlt werden.

TITEL II - Garantiertes Einkommen für Betagte

Die Artikel 14 und 15 legen die Altersbedingung für den Erhalt des garantierten Einkommens für Männer wie für Frauen auf 65 Jahre fest.

Aufgrund von Artikel 16 bleiben die heutigen Bestimmungen in bezug auf das Alter für Frauen (60 Jahre) anwendbar auf Empfänger, deren garantiertes Einkommen oder die Ruhestandspension als Lohnempfänger oder als Selbständiger vor dem 1. Juli 1997 eingesetzt hat.

Außerdem wird eine Übergangsregelung eingeführt, in der die Altersbedingung für weibliche Berechtigte in Anlehnung an die Ruhestandspensionen schrittweise von 61 Jahren (ab dem 1. Juli 1997) bis auf 65 Jahre (1. Januar 2009) erhöht wird.

TITEL III - Kranken- und Invalidenversicherung

Die Artikel 17 und 18 führen die Gleichbehandlung im Bereich der Kranken- und Invalidenversicherung ein; die Altersgrenze für Frauen wird parallel zum Pensionsalter erhöht.

TITEL IV - Schlußbestimmungen

Artikel 19 legt das Inkrafttreten des Erlasses auf den 1. Juli 1997 fest.

Wir haben die Ehre,

Sire,
die getreuen und ehrerbietigen Diener
Eurer Majestät
zu sein.

Der Minister der Volksgesundheit und der Pensionen
M. COLLA

Die Ministerin der Sozialen Angelegenheiten
Frau M. DE GALAN

23. DEZEMBER 1996 — Königlicher Erlaß zur Ausführung der Artikel 15, 16 und 17 des Gesetzes vom 26. Juli 1996 zur Modernisierung der sozialen Sicherheit und zur Sicherung der gesetzlichen Pensionsregelungen

ALBERT II., König der Belgier,

Allen Gegenwärtigen und Zukünftigen, Unser Gruß!

Aufgrund des Gesetzes vom 26. Juli 1996 zur Modernisierung der sozialen Sicherheit und zur Sicherung der gesetzlichen Pensionsregelungen, insbesondere der Artikel 15, 16, 17 und 49;

Aufgrund der Stellungnahme des Geschäftsführenden Ausschusses des Landespensionsamtes vom 25. November 1996;

Aufgrund der Stellungnahme des Nationalen Arbeitsrates vom 16. Dezember 1996;

Aufgrund der Stellungnahme des Geschäftsführenden Ausschusses des Landesinstitutes für Kranken- und Invalidenversicherung vom 12. November 1996;

Aufgrund der Stellungnahme des Finanzinspektors vom 2. Dezember 1996;

Aufgrund des Einverständnisses Unseres Ministers des Haushalts vom 11. Dezember 1996;

Aufgrund der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, insbesondere des Artikels 84 Absatz 1 Nr. 2, eingefügt durch das Gesetz vom 4. August 1996;

Aufgrund der Dringlichkeit, begründet durch die Tatsache, daß einerseits der vorliegende Erlaß am 1. Juli 1997 in Kraft tritt und es unerläßlich ist, daß die betroffenen Verwaltungen die notwendigen Maßnahmen treffen, um dessen Ausführung vorzusehen, und daß andererseits zukünftige Pensionierte rechtzeitig über die Bedingungen, unter denen sie ab dem 1. Juli 1997 pensioniert werden können, informiert werden müssen;

Aufgrund des Gutachtens des Staatsrates;

Auf Vorschlag Unseres Ministers der Pensionen und aufgrund der Stellungnahme Unserer Minister, die im Rat darüber beraten haben,

Haben Wir beschlossen und erlassen Wir:

TITEL I - Pensionen

KAPITEL I - Anwendungsbereich

Artikel 1 - § 1 - Die Bestimmungen der Kapitel I bis V sind anwendbar auf Pensionen, die frühestens am 1. Juli 1997 tatsächlich und zum erstenmal einsetzen

§ 2 - Insofern die Bestimmungen des vorliegenden Titels nicht abweichen von den Bestimmungen des Königlichen Erlasses Nr. 50 vom 24. Oktober 1967 über die Ruhestands- und Hinterbliebenenpension für Lohnempfänger, nachstehend «Königlicher Erlaß Nr. 50» genannt, und von den Bestimmungen des Gesetzes vom 20. Juli 1990 zur Einführung eines flexiblen Pensionsalters für Lohnempfänger und zur Anpassung der Pensionen der Lohnempfänger an die Entwicklung des allgemeinen Wohlstands, nachstehend «Gesetz vom 20. Juli 1990» genannt, bleiben letztere Bestimmungen anwendbar auf die in § 1 erwähnten Pensionen.

§ 3 - Auf die in § 1 erwähnten Pensionen bleiben ebenfalls folgende Bestimmungen anwendbar:

1. Artikel 21 des Gesetzes vom 13. Juni 1966 über die Ruhestands- und Hinterbliebenenpensionen für Arbeiter, Angestellte, unter belgischer Flagge fahrende Seeleute, Bergarbeiter und freiwillig Versicherte,
2. das Gesetz vom 11. Juli 1973 zur Verbesserung in bestimmten Systemen der sozialen Sicherheit der Lage des Elternteils, der Lohnempfänger ist und zeitweilig aufhört, der sozialen Sicherheit zu unterliegen,
3. die Artikel 152 und 153 des Gesetzes vom 8. August 1980 über die Haushaltsvorschläge 1979-1980,
4. die Artikel 33 und 34 des Sanierungsgesetzes vom 10. Februar 1981 in bezug auf die Pensionen des sozialen Sektors.

KAPITEL II - Gewährungsbedingungen

Art. 2 - § 1 - Die Ruhestandspension setzt am ersten Tag des Monats ein, der dem Monat folgt, in dem der Betreffende sie beantragt, und frühestens am ersten Tag des Monats, der dem Monat folgt, in dem er das Pensionsalter erreicht. Das Pensionsalter ist auf 65 Jahre festgelegt.

§ 2 - In Abweichung von § 1 ist das Pensionsalter:

1. auf 55 oder 60 Jahre festgelegt, je nachdem ob es sich um eine Ruhestandspension aufgrund einer Beschäftigung als Bergarbeiter im Untertagebau beziehungsweise als Bergarbeiter im Tagebau handelt,
2. erreicht, wenn der Betreffende nachweist, daß er während 25 Jahren gewöhnlich und hauptsächlich als Bergarbeiter im Untertagebau in Bergwerken oder Steinbrüchen mit unterirdischer Gewinnung beschäftigt gewesen ist,
3. auf 60 Jahre festgelegt, wenn es sich um eine Ruhestandspension aufgrund einer Beschäftigung als Seemann handelt.

In diesen Fällen setzt die Ruhestandspension am ersten Tag des Monats ein, der dem Monat folgt, in dem der Betreffende sie beantragt, und frühestens am ersten Tag des Monats, der dem Monat folgt, in dem er je nach Fall eines der in Absatz 1 erwähnten Alter erreicht.

§ 3 - Der König bestimmt, in welchen Fällen Ansprüche auf die aufgrund des vorliegenden Artikels zuerkannten Pensionen von Amts wegen untersucht werden.

Art. 3 - In Abweichung von Artikel 2 § 1 des vorliegenden Erlasses wird das Pensionsalter für weibliche Berechtigte festgelegt auf:

- 61 Jahre, wenn die Ruhestandspension frühestens am 1. Juli 1997 und spätestens am 1. Dezember 1999 tatsächlich und zum erstenmal einsetzt,
- 62 Jahre, wenn die Ruhestandspension frühestens am 1. Januar 2000 und spätestens am 1. Dezember 2002 tatsächlich und zum erstenmal einsetzt,
- 63 Jahre, wenn die Ruhestandspension frühestens am 1. Januar 2003 und spätestens am 1. Dezember 2005 tatsächlich und zum erstenmal einsetzt,
- 64 Jahre, wenn die Ruhestandspension frühestens am 1. Januar 2006 und spätestens am 1. Dezember 2008 tatsächlich und zum erstenmal einsetzt.

Art. 4 - § 1 - In Abweichung von den Artikeln 2 § 1 und 3 des vorliegenden Erlasses und unbeschadet der Bestimmungen von § 3 des vorliegenden Artikels kann die Pension nach Wahl und auf Antrag des Betreffenden vorzeitig einsetzen. Das gewählte Datum des Einsetzens der Pension darf weder vor dem ersten Tag des Monats nach demjenigen, in dem der Betreffende seinen Antrag eingereicht hat, noch vor dem ersten Tag des Monats nach demjenigen, in dem er das Alter von 60 Jahren erreicht, liegen.

§ 2 - Die Möglichkeit, gemäß § 1 eine Vorruhestandspension zu erhalten, ist der Bedingung unterworfen, daß der Betreffende eine Laufbahn von mindestens 35 Kalenderjahren nachweist, die aufgrund des vorliegenden Erlasses, aufgrund des Gesetzes vom 20. Juli 1990, aufgrund des Königlichen Erlasses Nr. 50, aufgrund einer belgischen Regelung für Arbeiter, Angestellte, Bergarbeiter, Seeleute oder Selbständige, aufgrund einer auf das Personal der öffentlichen Dienste oder der Nationalen Gesellschaft der Belgischen Eisenbahnen anwendbaren belgischen Regelung oder aufgrund jeder anderen belgischen gesetzlichen Regelung Pensionsansprüche begründen können.

Die in Absatz 1 erwähnten Kalenderjahre werden je nach Fall unter der Bedingung berücksichtigt, daß:

1. in der Regelung für Selbständige:

- die Jahre vor 1957 einen Pensionsanspruch eröffnen können,
- die Jahre nach 1956 mindestens zwei Quartale umfassen, die einen Pensionsanspruch eröffnen können,

2. in der Regelung für Lohnempfänger oder in anderen Regelungen die Pensionsansprüche sich auf eine Beschäftigung beziehen, die mindestens der Hälfte einer Vollzeitarbeitsregelung entspricht. Erstreckt die Beschäftigung sich nicht über ein vollständiges Kalenderjahr, ist diese Bedingung erfüllt, wenn das Kalenderjahr mindestens die der vorerwähnten Mindestbeschäftigungsdauer entsprechende Dauer umfaßt.

Für die Anwendung des vorliegenden Paragraphen und des Paragraphen 3 werden die Perioden berücksichtigt, während deren der Betreffende seine berufliche Laufbahn unterbrochen hat, um ein Kind zu erziehen, daß jünger als sechs Jahre ist. Diese Perioden werden jedoch nicht berücksichtigt, wenn sie einen Pensionsanspruch aufgrund der in Absatz 1 erwähnten Pensionsregelungen eröffnen können. Die im vorliegenden Absatz erwähnten Perioden und die entsprechenden Perioden, die einen Pensionsanspruch aufgrund der in Absatz 1 erwähnten Pensionsregelungen eröffnen, dürfen jedoch nur bis zu einer maximalen Dauer von 36 vollständigen Monaten berücksichtigt werden. Der König kann Bedingungen festlegen, denen die im vorliegenden Absatz erwähnten Perioden entsprechen müssen, um berücksichtigt zu werden.

Für die Anwendung des vorliegenden Paragraphen und des Paragraphen 3 werden folgende Perioden nicht berücksichtigt:

- aufgrund der Artikel 3ter, 7, 75, 76, 77, 78 und 79 des Königlichen Erlasses vom 21. Dezember 1967 zur Einführung einer allgemeinen Regelung über die Ruhestands- und Hinterbliebenenpension für Lohnempfänger angerechnete oder zuerkannte Perioden,

- aufgrund des Artikels 33 des Königlichen Erlasses vom 22. Dezember 1967 zur Einführung einer allgemeinen Regelung über die Ruhestands- und Hinterbliebenenpension für Selbständige gleichgesetzte Perioden,

- entsprechende Perioden in anderen belgischen Pensionsregelungen.

Für die Anwendung des vorliegenden Paragraphen kann der König durch einen im Ministerrat beratenen Erlaß:

1. besondere Regeln im Fall einer gemischten Laufbahn festlegen,

2. Anwendungsmodalitäten bestimmen, wenn die Beschäftigung sich nicht über ein vollständiges Kalenderjahr erstreckt,

3. festlegen, was unter einer Beschäftigung, die der Hälfte einer Vollzeitarbeitsregelung entspricht, zu verstehen ist.

§ 3 - In Abweichung von § 2 Absatz 1 wird die Zahl 35 ersetzt durch:

- 20 für Vorpensionen, die frühestens am 1. Juli 1997 und spätestens am 1. Dezember 1997 tatsächlich und zum erstenmal einsetzen,

- 22 für Vorpensionen, die frühestens am 1. Januar 1998 und spätestens am 1. Dezember 1998 tatsächlich und zum erstenmal einsetzen,

- 24 für Vorpensionen, die frühestens am 1. Januar 1999 und spätestens am 1. Dezember 1999 tatsächlich und zum erstenmal einsetzen,

- 26 für Vorpensionen, die frühestens am 1. Januar 2000 und spätestens am 1. Dezember 2000 tatsächlich und zum erstenmal einsetzen,

- 28 für Vorpensionen, die frühestens am 1. Januar 2001 und spätestens am 1. Dezember 2001 tatsächlich und zum erstenmal einsetzen,

- 30 für Vorpensionen, die frühestens am 1. Januar 2002 und spätestens am 1. Dezember 2002 tatsächlich und zum erstenmal einsetzen,

- 32 für Vorpensionen, die frühestens am 1. Januar 2003 und spätestens am 1. Dezember 2003 tatsächlich und zum erstenmal einsetzen,

- 34 für Vorpensionen, die frühestens am 1. Januar 2004 und spätestens am 1. Dezember 2004 tatsächlich und zum erstenmal einsetzen.

§ 4 - In Abweichung von § 1 setzt die Ruhestandspension jedoch frühestens am ersten Tag des Monats nach demjenigen ein, in dem der Empfänger einer vertraglichen Frühpension das Pensionsalter von 65 Jahren erreicht.

Während der in Artikel 3 des vorliegenden Erlasses erwähnten Perioden setzt die Ruhestandspension des weiblichen Empfängers einer vertraglichen Frühpension jedoch frühestens am ersten Tag des Monats nach demjenigen ein, in dem die Betreffende das für diese Perioden festgelegte Pensionsalter erreicht.

Der König kann durch einen im Ministerrat beratenen Erlaß die Bedingungen bestimmen, unter denen ähnliche Vorteile, die von einem Arbeitgeber in Ausführung eines individuellen Abkommens zwischen Arbeitgeber und Arbeitnehmer, unter welcher Form oder Bezeichnung auch immer, gewährt werden, mit der vorerwähnten vertraglichen Frühpension gleichgesetzt werden.

KAPITEL III - *Pensionsberechnung*

Abschnitt 1 - Ruhestandspension

Art. 5 - § 1 - Das Anrecht auf Ruhestandspension wird pro Kalenderjahr erworben im Verhältnis eines Bruchteils der in den Artikeln 7, 8 und 9bis des Königlichen Erlasses Nr. 50 erwähnten tatsächlichen, fiktiven und pauschalen Bruttolöhne, die

a) bis zu 75 Prozent berücksichtigt werden für Arbeitnehmer, deren Ehepartner:

- jede berufliche Tätigkeit mit Ausnahme der durch den König erlaubten Tätigkeiten eingestellt hat,

- keine der in Artikel 25 des Königlichen Erlasses Nr. 50 erwähnten Entschädigungen oder Gelder bezieht,

- keine Ruhestands- oder Hinterbliebenenpension oder als solche geltenden Leistungen bezieht, die aufgrund des vorliegenden Erlasses, aufgrund des Gesetzes vom 20. Juli 1990, aufgrund des Königlichen Erlasses Nr. 50, aufgrund einer belgischen Regelung für Arbeiter, Angestellte, Bergarbeiter, Seeleute oder Selbständige, aufgrund einer auf das Personal der öffentlichen Dienste oder der Nationalen Gesellschaft der Belgischen Eisenbahnen anwendbaren belgischen Regelung, aufgrund jeder anderen belgischen gesetzlichen Regelung, aufgrund einer Regelung eines fremden Landes oder aufgrund einer auf das Personal einer völkerrechtlichen Einrichtung anwendbaren Regelung zuerkannt werden,

b) bis zu 60 Prozent berücksichtigt werden für andere Arbeitnehmer.

Der jedem Kalenderjahr entsprechende Bruch hat als Zähler die Einheit und als Nenner die Zahl 45.

Wenn die Anzahl Kalenderjahre, die die Laufbahn umfaßt, höher als die durch den Nenner des Bruches ausgedrückte Zahl ist, werden die Kalenderjahre, die Anrecht auf die vorteilhafteste Pension geben, in Höhe der letzteren Zahl berücksichtigt.

§ 2 - In Abweichung von § 1 Absatz 2 kann ein Arbeitnehmer, der mindestens zwanzig Jahre gewöhnlich und hauptsächlich als Bergarbeiter beschäftigt war, eine Ruhestandspension erhalten, die im Verhältnis von einem Dreißigstel pro Kalenderjahr Beschäftigung als Bergarbeiter gewährt wird.

§ 3 - In Abweichung von § 1 Absatz 2 kann ein Arbeitnehmer eine Ruhestandspension im Verhältnis von einem Vierzigstel pro Kalenderjahr Beschäftigung als Seemann erhalten.

§ 4 - Für den in § 2 erwähnten Arbeitnehmer kann außerdem § 3 zur Anwendung kommen bis zur Anzahl vorteilhaftester Kalenderjahre, die der Differenz zwischen der Zahl 40 und dem Produkt der Multiplikation der Anzahl Jahre Beschäftigung als Bergarbeiter mit 1,333 entspricht. Umfaßt dieses Resultat den Bruchteil einer Einheit, wird es auf die darunterliegende Einheit abgerundet.

Für die in den Paragraphen 2 und 3 erwähnten Arbeitnehmer kann außerdem für Beschäftigungsjahre, die nicht gemäß diesen Paragraphen berücksichtigt werden, § 1 zur Anwendung kommen bis zur Anzahl vorteilhaftester Kalenderjahre, die der Differenz zwischen der Zahl 45 und dem Produkt der Multiplikation der in den Paragraphen 2 und 3 erwähnten Anzahl Beschäftigungsjahre mit 1,5 oder 1,125 entspricht, je nachdem ob es sich um eine Beschäftigung als Bergarbeiter oder als Seemann handelt. Umfaßt dieses Resultat den Bruchteil einer Einheit, wird es auf die darunterliegende Einheit abgerundet.

§ 5 - In Abweichung von den Paragraphen 1, 2 und 3 kann der Arbeitnehmer, der mindestens 168 Monate Dienst zur See unter belgischer oder luxemburgischer Flagge nachweist und im Pool der Seeleute eingeschrieben ist, eine Ruhestandspension erhalten, die gewährt wird im Verhältnis von einem Vierzehntel pro Jahr der als Seemann erhaltenen Löhne, die sich auf die vierzehn vorteilhaftesten Jahre beziehen und nach der in § 1 vorgesehenen Unterscheidung zu 75 Prozent oder 60 Prozent berücksichtigt werden.

Der Betrag dieser Ruhestandspension wird um ein Fünfundvierzigstel pro Kalenderjahr, für das er eine Pension aufgrund einer anderen Regelung erhält, verringert oder, wenn es vorteilhafter für ihn ist, um den Betrag letzterer Pension.

Diese Reduzierung wird jedoch nicht angewandt, wenn die Pension aufgrund der anderen Regelung für eine Nebenbeschäftigung, so wie sie vom König bestimmt wird, gewährt wird.

Die Dauer der Dienste zur See wird anhand der Eintragungen in der Musterrolle bestimmt.

Bei Anwendung des vorliegenden Paragraphen kann der Betreffende keinen Pensionsanspruch aufgrund der Paragraphen 1, 2, 3 und 4 des vorliegenden Artikels erheben.

§ 6 - Der Betrag der Ruhestandspension eines Lohnempfängers, der nicht dreißig, jedoch mindestens fünfundzwanzig Kalenderjahre gewöhnlich und hauptsächlich als Bergarbeiter im Untertagebau in Bergwerken oder Steinbrüchen mit unterirdischer Gewinnung beschäftigt war, wird um einen Zuschlag erhöht.

Dieser Zuschlag entspricht der Differenz zwischen dem Betrag der Ruhestandspension, die er erhalten hätte, wenn er tatsächlich dreißig Kalenderjahre gewöhnlich und hauptsächlich im Untertagebau der vorerwähnten Unternehmen beschäftigt gewesen wäre, und dem Gesamtbetrag der Ruhestandspensionen oder der als solche geltenden Leistungen, auf die er aufgrund einer oder mehrerer der in § 1 Absatz 1 Buchstabe a) erwähnten Regelungen Anspruch erheben kann.

Der König bestimmt die Berechnungsweise der Referenzpension.

§ 7 - Der Arbeitnehmer belgischer Staatsangehörigkeit,

a) der gewöhnlich als Arbeiter, Angestellter oder Bergarbeiter in einem an Belgien grenzenden Land beschäftigt war - unter der Bedingung, daß er seinen Hauptwohrt in Belgien behalten hat und im Prinzip jeden Tag dorthin zurückkehrte - oder

b) der im Ausland als Arbeiter oder Angestellter für Perioden von jeweils weniger als einem Jahr von einem Arbeitgeber dieses Landes beschäftigt worden ist, um eine saisonbedingte Lohnarbeit oder eine damit gleichgesetzte Arbeit zu verrichten - unter der Bedingung, daß er seinen Hauptwohrt in Belgien behalten hat und seine Familie weiterhin dort gewohnt hat -

kann eine Ruhestandspension erhalten, die der Differenz entspricht zwischen dem Betrag der Ruhestandspension, die er erhalten hätte, wenn diese Tätigkeit in der Eigenschaft als Lohnempfänger in Belgien ausgeübt worden wäre, und dem Betrag der Pension, die aufgrund der Rechtsvorschriften des Beschäftigungslandes für dieselbe Tätigkeit gewährt wird.

§ 8 - In Abweichung von § 1 Absatz 1 Buchstabe a) verhindert der Anspruch, den einer der Ehepartner auf eine oder mehrere Ruhestands- oder Hinterbliebenenpensionen oder auf als solche geltende Leistungen hat, die aufgrund einer oder mehrerer belgischen Regelungen, die nicht die Regelungen für Arbeiter, Angestellte, Bergarbeiter, Seeleute und Lohnempfänger sind, aufgrund einer ausländischen Regelung oder aufgrund einer auf das Personal einer völkerrechtlichen Einrichtung anwendbaren Regelung gewährt werden, nicht die Gewährung an den anderen Ehepartner einer in Anwendung von § 1 Absatz 1 Buchstabe a) des vorliegenden Artikels berechneten Pension, insofern der Gesamtbetrag der obenerwähnten Pensionen und der als solche geltenden Vorteile des erstgenannten Ehepartners kleiner ist als die Differenz zwischen den Beträgen der Ruhestandspension des anderen Ehepartners, jeweils berechnet in Anwendung von § 1 Absatz 1 Buchstabe b) des vorliegenden Artikels.

In diesem Fall wird der Gesamtbetrag der obenerwähnten Pensionen und der als solche geltenden Leistungen jedoch vom Betrag der Ruhestandspension des anderen Ehepartners abgezogen.

§ 9 - Eine Pension unter 500 Franken im Jahr wird nicht zuerkannt. Dieser Betrag ist an den Index 114,20 gebunden und variiert gemäß den Bestimmungen des Gesetzes vom 2. August 1971 zur Einführung einer Regelung, mit der Gehälter, Pensionen, Beihilfen und Zuschüsse zu Lasten der Staatskasse, bestimmte Sozialleistungen, für die Berechnung bestimmter Beiträge der Sozialversicherung der Arbeitnehmer zu berücksichtigende Entlohnungsgrenzen sowie den Selbständigen im Sozialbereich auferlegte Verpflichtungen an den Verbraucherpreisindex gebunden werden.

Art. 6 - § 1 - In Abweichung von Artikel 5 § 1 Absatz 2 wird die Zahl 45 für weibliche Berechtigte ersetzt durch die Zahl:

- 41, wenn die Ruhestandspension frühestens am 1. Juli 1997 und spätestens am 1. Dezember 1999 tatsächlich und zum erstenmal einsetzt,
- 42, wenn die Ruhestandspension frühestens am 1. Januar 2000 und spätestens am 1. Dezember 2002 tatsächlich und zum erstenmal einsetzt,
- 43, wenn die Ruhestandspension frühestens am 1. Januar 2003 und spätestens am 1. Dezember 2005 tatsächlich und zum erstenmal einsetzt,
- 44, wenn die Ruhestandspension frühestens am 1. Januar 2006 und spätestens am 1. Dezember 2008 tatsächlich und zum erstenmal einsetzt.

§ 2 - Der König kann für weibliche Berechtigte die in Artikel 5 § 4 des vorliegenden Erlasses vorgesehenen Koeffizienten anpassen, damit sie in Übereinstimmung mit den in § 1 erwähnten Zahlen gebracht werden.

Abschnitt 2 - Die Hinterbliebenenpension

Art. 7 - § 1 - Wenn der Ehepartner vor dem Datum des Einsetzens seiner Ruhestandspension gestorben ist, entspricht die Hinterbliebenenpension 80 Prozent der Ruhestandspension, die dem Ehepartner in Anwendung des vorliegenden Erlasses zuerkannt worden wäre und die zu dem in Artikel 5 § 1 Absatz 1 Buchstabe a) des vorliegenden Erlasses vorgesehenen Satz berechnet wird.

Für jedes Jahr gewöhnlicher und hauptsächlicher Beschäftigung vor 1955, das für die Pensionsberechnung berücksichtigt werden kann, wird jedoch einem Pauschalloon von 85.500 Franken Rechnung getragen.

Der für jedes Kalenderjahr zuerkannte Bruch hat als Zähler die Einheit und als Nenner die Anzahl Kalenderjahre, die in der Periode liegen, die am 1. Januar des Jahres des zwanzigsten Geburtstages beginnt und am 31. Dezember des Todesjahres endet, wobei der Nenner dieses Bruches nicht höher als 45 sein darf.

Wenn die Anzahl Kalenderjahre, die die Laufbahn umfaßt, höher als die durch den Nenner ausgedrückte Zahl ist, werden die Kalenderjahre, die Anrecht auf die vorteilhafteste Pension geben, in Höhe der letzteren Zahl berücksichtigt.

Wenn die Ruhestandspension gemäß Artikel 5 § 2 auf der Grundlage der Laufbahn eines in Artikel 5 § 6 erwähnten Arbeitnehmers berechnet wird, wird die Hinterbliebenenpension um einen Zuschlag erhöht. Dieser Zuschlag entspricht der Differenz zwischen der Hinterbliebenenpension, die gewährt worden wäre, wenn der Arbeitnehmer tatsächlich dreißig Kalenderjahre gewöhnlich und hauptsächlich im Untertagebau in Bergwerken oder Steinbrüchen mit unterirdischer Gewinnung gearbeitet hätte, und dem Gesamtbetrag der Hinterbliebenenpension oder der als solche geltenden Leistungen, auf die der hinterbliebene Ehepartner aufgrund einer oder mehrerer der in Artikel 5 § 1 Absatz 1 Buchstabe a) erwähnten Regelungen Anspruch erheben kann.

Für die Berechnung der Ruhestandspension gemäß Artikel 5 §§ 2 und 3 wird der gemäß Absatz 3 bestimmte Bruch berücksichtigt, wenn es vorteilhafter für den hinterbliebenen Ehepartner ist.

Die Summe der in Artikel 5 §§ 1, 2 und 3 erwähnten Brüche wird auf die Einheit begrenzt.

Wenn der Ehemann vor dem 1. Januar des Jahres seines 21. Geburtstages stirbt, entspricht der Betrag der Ruhestandspension, der als Grundlage zur Berechnung der Hinterbliebenenpension dient:

- a) 64.125 Franken, wenn der überlebende Ehepartner nachweist, daß sein Ehepartner während eines Kalenderjahres vor 1955 im Sinne des Königlichen Erlasses Nr. 50 gewöhnlich und hauptsächlich beschäftigt war oder daß er zum Zeitpunkt seines Todes im Sinne dieses Erlasses beschäftigt war,
- b) 75 Prozent des Betrags der in Artikel 7 des Königlichen Erlasses Nr. 50 erwähnten Löhne des verstorbenen Ehepartners, die sich auf das vorteilhafteste Kalenderjahr vor dem Tod beziehen, wenn die unter Buchstabe a) erwähnte Berechnungsweise nicht angewandt werden kann oder weniger vorteilhaft ist.

Die Bestimmungen des vorhergehenden Absatzes sind nicht anwendbar, wenn der überlebende Ehepartner eine andere Hinterbliebenenpension oder eine als solche geltende Leistung bezieht.

Die in Anwendung des vorliegenden Paragraphen gewährte Hinterbliebenenpension ist begrenzt auf das Produkt der Multiplikation des Bruches, der zur Berechnung der Hinterbliebenenpension als Grundlage gedient hat, mit dem Betrag der Ruhestandspension, die der Ehepartner erhalten hätte, wenn er an seinem Todestag das Alter von 65 Jahren erreicht hätte und den Nachweis einer gewöhnlichen und hauptsächlich Beschäftigung als Lohnempfänger während 45 Jahren erbracht hätte, und die zu dem in Artikel 5 § 1 Absatz 1 Buchstabe a) vorgesehenen Satz berechnet wird.

Diese Referenzpension wird pro Kalenderjahr berechnet im Verhältnis von einem Fünfundvierzigstel:

- a) der tatsächlichen, fiktiven und pauschalen Bruttolöhne, die für die Berechnung der Hinterbliebenenpension berücksichtigt worden sind, insofern sie sich auf Jahre gewöhnlicher und hauptsächlicher Beschäftigung beziehen,
- b) des in Artikel 9bis des Königlichen Erlasses Nr. 50 vorgesehenen Pauschallohns für eine Anzahl Jahre, die der Differenz zwischen 45 und der unter Buchstabe a) erwähnten Anzahl Jahre entspricht.

Die Artikel 152 des Gesetzes vom 8. August 1980 über die Haushaltsvorschläge 1979-1980 und 33 des Sanierungsgesetzes vom 10. Februar 1981 in bezug auf die Pensionen des sozialen Sektors sind auf diese Referenzpension nicht anwendbar.

§ 2 - Wenn der Ehepartner nach dem Datum des Einsetzens seiner Ruhestandspension gestorben ist, entspricht die Hinterbliebenenpension unter Vorbehalt der Bestimmungen von § 3 80 Prozent des Betrags der Ruhestandspension, die ihm gemäß dem Gesetz vom 20. Juli 1990, aufgrund des Königlichen Erlasses Nr. 50 oder aufgrund des vorliegenden Erlasses gewährt worden ist, berechnet zu dem in Artikel 5 § 1 Absatz 1 Buchstabe a) des vorliegenden Erlasses festgelegten Satz und ohne daß gegebenenfalls die Reduzierung wegen Vorzeitigkeit angewandt wird. Für jedes Jahr gewöhnlicher und hauptsächlicher Beschäftigung vor 1955 wird jedoch ein Pauschalloon, der einheitlich auf 85.500 Franken festgelegt ist, berücksichtigt. Dieser Lohn wird gemäß den in Artikel 29bis § 3 Absatz 1 Nr. 3 des Königlichen Erlasses Nr. 50 vorgesehenen Bestimmungen aufgewertet.

§ 3 - Wenn der Ehepartner nach dem Datum des Einsetzens seiner Ruhestandspension gestorben ist und diese zum erstenmal vor dem 1. Januar 1968 eingesetzt hat, entspricht die Hinterbliebenenpension 80 Prozent der dem Ehepartner als Arbeiter, Angestellter und Seemann gewährten Pension, berechnet wie für die in Artikel 5 § 1 Absatz 1 Buchstabe a) des vorliegenden Erlasses erwähnten Arbeitnehmer und ohne daß die Reduzierung wegen Vorzeitigkeit angewandt wird.

Eine Hinterbliebenenpension, die auf der Grundlage einer Ruhestandspension für eine Beschäftigung als Bergarbeiter berechnet wird, entspricht jedoch einem Bruchteil von 52.200 Franken, der mit dem Bruchteil der Ruhestandspension als Bergarbeiter, die dem verstorbenen Ehepartner gewährt wurde, übereinstimmt. Der Betrag dieser Hinterbliebenenpension wird gemäß den in Artikel 29bis § 3 Absatz 1 Nr. 3 des Königlichen Erlasses Nr. 50 vorgesehenen Bestimmungen aufgewertet.

§ 4 - Für die Anwendung der Paragraphen 2 und 3 des vorliegenden Artikels entspricht der Betrag der Ruhestandspension, der als Grundlage für die Berechnung der Hinterbliebenenpension dient, dem Betrag der Ruhestandspension, den der Ehepartner erhalten hätte, wenn er bis zum Einsetzen der Hinterbliebenenpension seine Pension bezogen hätte. Der überlebende Ehepartner kann die Rechte ausüben, die der verstorbene Ehepartner hätte geltend machen können.

§ 5 - Für die Berechnung der Hinterbliebenenpension, die dem überlebenden Ehepartner eines Arbeitervertreters bei der Inspektion der Steinkohlebergwerke gewährt werden kann, wird den Perioden der Beschäftigung des verstorbenen Ehepartners in dieser Eigenschaft, die für die Gewährung einer Hinterbliebenenpension zu Lasten des Staates berücksichtigt werden, nicht Rechnung getragen.

§ 6 - In Abweichung von den vorhergehenden Paragraphen und für die in Artikel 5 § 7 des vorliegenden Erlasses erwähnte Tätigkeit kann der überlebende Ehepartner des Arbeitnehmers eine Hinterbliebenenpension erhalten, die der Differenz entspricht zwischen dem Betrag der Hinterbliebenenpension, die er erhalten würde, wenn die Tätigkeit in Belgien ausgeübt worden wäre, und dem Betrag der Pension, die aufgrund der Rechtsvorschriften des Beschäftigungslandes für dieselbe Tätigkeit gewährt wird.

§ 7 - Für männliche Berechtigte wird in § 1 Absatz 3 des vorliegenden Artikels die Zahl 45 ersetzt durch:

- 41, wenn die Hinterbliebenenpension frühestens am 1. Juli 1997 und spätestens am 1. Dezember 1999 tatsächlich und zum erstenmal einsetzt,
- 42, wenn die Hinterbliebenenpension frühestens am 1. Januar 2000 und spätestens am 1. Dezember 2002 tatsächlich und zum erstenmal einsetzt,
- 43, wenn die Hinterbliebenenpension frühestens am 1. Januar 2003 und spätestens am 1. Dezember 2005 tatsächlich und zum erstenmal einsetzt,
- 44, wenn die Hinterbliebenenpension frühestens am 1. Januar 2006 und spätestens am 1. Dezember 2008 tatsächlich und zum erstenmal einsetzt.

Der König bestimmt die Berechnungsweise der in § 1 Absatz 10 und 11 des vorliegenden Artikels erwähnten Referenzpension, die sich auf Hinterbliebenenpensionen für männliche Berechtigte bezieht, für die die Hinterbliebenenpensionen frühestens am 1. Juli 1997 und spätestens am 1. Dezember 2008 tatsächlich und zum erstenmal einsetzt.

KAPITEL IV - *Mindestanrecht pro Laufbahnjahr*

Art. 8 - § 1 - Wenn der zum Datum des Einsetzens der Pension aufgewertete Lohn, gegebenenfalls umgerechnet in einen Betrag, der einer Vollzeitarbeitsregelung entspricht, unter 509.916 Franken pro Jahr liegt, wird die Pension für das betreffende Jahr, für das eine Beschäftigung nachgewiesen wird, die mindestens der Hälfte einer Vollzeitarbeitsregelung entspricht, auf der Grundlage dieses Betrags berechnet, insofern der Berechtigte:

1. eine Beschäftigung als Lohnempfänger für mindestens 15 Kalenderjahre nachweist und diese Beschäftigung für jedes Jahr mindestens der Hälfte einer Vollzeitarbeitsregelung entspricht und
2. keinen Anspruch auf eine Pension von mehr als 525.000 Franken beziehungsweise 420.000 Franken pro Jahr hat, je nachdem ob die Pension in Anwendung von Artikel 5 § 1 Absatz 1 Buchstabe *a*) oder Buchstabe *b*) des vorliegenden Erlasses berechnet worden ist. Diese Beträge werden im Verhältnis zum berücksichtigten Laufbahnbruch berechnet.

Der im vorhergehenden Absatz erstgenannte Betrag wird im Verhältnis zu der nachgewiesenen Beschäftigungsdauer berechnet.

§ 2 - Die Bestimmung der Anzahl der in § 1 Absatz 1 Nr. 1 erwähnten Kalenderjahre erfolgt nach Anwendung von Artikel 10bis des Königlichen Erlasses Nr. 50.

§ 3 - Die Anwendung des Mindestanrechts pro Laufbahnjahr darf nicht zur Folge haben, daß die gewährte Pension je nach Fall den einen oder anderen in § 1 Absatz 1 Nr. 2 erwähnten Betrag übersteigt.

§ 4 - Im Fall einer Revision der Pension bleiben die in § 1 erwähnten, zum Datum des Einsetzens der Revision aufgewerteten Beträge anwendbar, die am Datum des ersten Einsetzens der Pension in Kraft waren.

§ 5 - Der in § 1 Absatz 1 erwähnte Betrag entspricht dem Zwölffachen des an den Index 161,71 (Basis 1981) gebundenen garantierten durchschnittlichen Mindestmonatseinkommens von 42.493 Franken, so wie es festgelegt ist in Artikel 3 des kollektiven Arbeitsabkommens Nr. 43 vom 2. Mai 1988 zur Abänderung und Koordinierung der kollektiven Arbeitsabkommen Nr. 21 vom 15. Mai 1975 und Nr. 23 vom 25. Juli 1975 über die Gewährleistung eines durchschnittlichen Mindestmonatseinkommens, für allgemeinverbindlich erklärt durch den Königlichen Erlaß vom 19. Juli 1989. Dieser Betrag wird jedesmal angepaßt, wenn der in Artikel 3 des kollektiven Arbeitsabkommens Nr. 43 vom 2. Mai 1988 erwähnte Betrag erhöht wird oder wenn infolge der Festlegung eines neuen durchschnittlichen Mindestmonatseinkommens mit intersektorieller Tragweite eine Erhöhung eintritt und durch Königlichen Erlaß für allgemeinverbindlich erklärt wird. Die Anpassung wird am ersten Tag des zwölften Monats nach dieser Abänderung wirksam.

§ 6 - Die Bestimmungen des vorliegenden Artikels sind nicht anwendbar auf Pensionen, die aufgrund der Artikel 3ter, 7, 75, 76, 77, 78 und 79 des Königlichen Erlasses vom 21. Dezember 1967 zur Einführung einer allgemeinen Regelung über die Ruhestands- und Hinterbliebenenpensionen für Lohnempfänger gewährt werden.

§ 7 - Der König kann:

1. bestimmen, was unter einer Beschäftigung, die der Hälfte einer Vollzeitarbeitsregelung entspricht, zu verstehen ist,
2. andere als die in § 6 erwähnten Perioden bestimmen, die nicht berücksichtigt werden dürfen,
3. bestimmen, wie die Arbeitszeitregelung nachgewiesen wird,
4. bestimmen, wie der in § 1 Absatz 1 erwähnte Betrag von 509.916 F im Verhältnis zur nachgewiesenen Beschäftigungsdauer festgelegt wird,
5. in bezug auf die in § 1 Absatz 1 Nr. 1 erwähnte Bestimmung der Beschäftigungsdauer besondere Regeln für die Hinterbliebenenpension festlegen.

§ 8 - Die in § 1 erwähnten Beträge sind an den Index 405,55 (Basis 1966) gebunden und entwickeln sich gemäß den Bestimmungen des Gesetzes vom 2. August 1971 zur Einführung einer Regelung, mit der Gehälter, Löhne, Pensionen, Beihilfen und Zuschüsse zu Lasten der Staatskasse, bestimmte Sozialleistungen, für die Berechnung bestimmter Beiträge der Sozialversicherung der Arbeitnehmer zu berücksichtigende Entlohnungsgrenzen sowie den Selbständigen im Sozialbereich auferlegte Verpflichtungen an den Verbraucherpreisindex gebunden werden.

§ 9 - Der König kann nach Stellungnahme des Geschäftsführenden Ausschusses des Landespensionsamtes, der jährlich eine Beurteilung dieses Mindestanrechtssystems vornimmt, durch einen im Ministerrat beratenen Erlaß die in § 1 des vorliegenden Artikels erwähnten Bedingungen abändern.

KAPITEL V - *Halbzeitpension*

Art. 9 - Der König kann durch einen im Ministerrat beratenen Erlaß zugunsten der Berechtigten, die das Alter von 60 Jahren erreicht haben, eine Halbzeitpensionsregelung einführen, wobei Er die Gewährungs- und Berechnungsmodalitäten festlegt.

KAPITEL VI - *Sonstige Bestimmungen*

Art. 10 - Artikel 7 des Königlichen Erlasses Nr. 50 wird durch folgende Bestimmung ergänzt:

«Die in Absatz 3 erwähnten Beträge werden jedes zweite Jahr angepaßt. Zu diesem Zweck bestimmt der König durch einen im Ministerrat beratenen Erlaß den Aufwertungskoeffizienten auf der Grundlage des Beschlusses, der in Ausführung entweder von Artikel 6 oder von Artikel 7 des Gesetzes vom 26. Juli 1996 über die Beschäftigungsförderung und die vorbeugende Sicherung der Konkurrenzfähigkeit zur Festlegung der Höchstgrenzen im Bereich der Lohnkostenentwicklung gefaßt wird.»

Art. 11 - Artikel 29 § 4 des Königlichen Erlasses Nr. 50 wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

«Um die Pensionen an die Entwicklung des allgemeinen Wohlstands zu binden, kann der König durch einen im Ministerrat beratenen Erlaß gemäß Modalitäten, die Er bestimmt, den Betrag der Pension für von Ihm bestimmte Pensionen oder Kategorien von Pensionierten aufwerten.»

Art. 12 - § 1 - Für die Berechnung der Pensionen, die tatsächlich und zum erstenmal ab 1. Juli 1997 einsetzen, und unbeschadet der Bestimmungen von Artikel 29bis §§ 1 und 2 des Königlichen Erlasses Nr. 50 werden die in diesen Bestimmungen erwähnten Löhne und Beträge mit einem Aufwertungskoeffizienten, der wie folgt festgelegt ist, multipliziert:

1955..	1,877560
1956..	1,819341
1957..	1,762928
1958..	1,708263
1959..	1,655294
1960..	1,603967
1961..	1,554232
1962..	1,506038
1963..	1,459339
1964..	1,414089
1965..	1,370241
1966..	1,327753
1967..	1,286582
1968..	1,246688
1969..	1,208031
1970..	1,170573
1971..	1,134276
1972..	1,099105
1973..	1,065024
1974..	1,032000
1975..	1,000000

Für die Jahre 1955 bis einschließlich 1974 erhält man diese Aufwertungskoeffizienten, indem man den Basisaufwertungskoeffizienten für das Jahr 1974, das heißt 1,032000, in die n-te Potenz mit Abrundung auf das Millionstel erhebt, wobei n je nach berücksichtigtem Jahr pro Einheit in absteigender Reihenfolge von 20 für das Jahr 1955 bis 1 für das Jahr 1974 variiert.

§ 2 - Für die Berechnung der Pensionen, die tatsächlich und zum erstenmal ab dem 1. Januar der Jahre 1998 bis 2005 einsetzen, wird der in § 1 erwähnte Basisaufwertungskoeffizient für das Jahr 1974 jedesmal für jedes dieser erwähnten Jahre des Einsetzens der Pension um 4 Tausendstel verringert und danach in die gemäß § 1 Absatz 2 festgelegte Potenz erhoben.

Art. 13 - Artikel 25 Absatz 1 des Königlichen Erlasses Nr. 50 wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

«Außer in Fällen und unter Bedingungen, die der König bestimmt, sind die Ruhestands- und die Hinterbliebenenpension nur auszahlfähig, wenn der Berechtigte keine berufliche Tätigkeit ausübt und weder eine Entschädigung wegen Krankheit, Invalidität oder ungewollter Arbeitslosigkeit in Anwendung von belgischen oder ausländischen Rechtsvorschriften über soziale Sicherheit noch eine Leistung wegen Laufbahnunterbrechung oder Reduzierung der Arbeitsleistungen, noch eine im Rahmen einer vertraglichen Frühpension gewährte zusätzliche Entschädigung bezieht.»

TITEL II - Garantiertes Einkommen für Betagte

Art. 14 - Artikel 1 § 1 des Gesetzes vom 1. April 1969 zur Einführung eines garantierten Einkommens für Betagte wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

«Ein garantiertes Einkommen wird Männern und Frauen gewährt, die mindestens fünfundsechzig Jahre alt sind und die die Bedingungen erfüllen, die durch vorliegendes Gesetz festgelegt werden.»

Art. 15 - Artikel 11 § 2 Absatz 1 des vorerwähnten Gesetzes wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

«Die Gewährung des garantierten Einkommens wird ab dem ersten Tag des Monats wirksam, der dem Datum des Einreichens des Antrags folgt, und frühestens ab dem ersten Tag des Monats, der dem fünfundsechzigsten Geburtstag des Antragstellers folgt.»

Art. 16 - Artikel 21 des vorerwähnten Gesetzes vom 1. April 1969 wird durch folgende Paragraphen ergänzt:

«§ 4 - Für Empfänger eines garantierten Einkommens, dessen Gewährung vor dem 1. Juli 1997 wirksam geworden ist, und für Personen, für die die Ruhestandspension in der Regelung für Lohnempfänger oder in der Regelung für Selbständige tatsächlich und zum erstenmal vor dem 1. Juli 1997 eingesetzt hat, bleiben die Artikel 1 und 11 des vorerwähnten Gesetzes, so wie sie vor ihrer Abänderung lauteten, anwendbar.

§ 5 - In Abweichung von Artikel 1 § 1 des vorliegenden Gesetzes wird den Frauen ein garantiertes Einkommen gewährt, die die Bedingungen des vorliegenden Gesetzes erfüllen und die:

1. 61 Jahre alt sind, wenn das garantierte Einkommen frühestens am 1. Juli 1997 und spätestens am 1. Dezember 1999 tatsächlich und zum erstenmal wirksam wird,
2. 62 Jahre alt sind, wenn das garantierte Einkommen frühestens am 1. Januar 2000 und spätestens am 1. Dezember 2002 tatsächlich und zum erstenmal wirksam wird,
3. 63 Jahre alt sind, wenn das garantierte Einkommen frühestens am 1. Januar 2003 und spätestens am 1. Dezember 2005 tatsächlich und zum erstenmal wirksam wird,
4. 64 Jahre alt sind, wenn das garantierte Einkommen frühestens am 1. Januar 2006 und spätestens am 1. Dezember 2008 tatsächlich und zum erstenmal wirksam wird.

§ 6 - In Abweichung von Artikel 11 § 2 Absatz 1 des vorliegenden Gesetzes wird das garantierte Einkommen für Frauen ab dem ersten Tag des Monats wirksam, der dem Datum des Einreichens des Antrags folgt, und frühestens ab dem ersten Tag des Monats, der:

1. dem einundsechzigsten Geburtstag folgt, wenn das garantierte Einkommen frühestens am 1. Juli 1997 und spätestens am 1. Dezember 1999 tatsächlich und zum erstenmal wirksam wird,
2. dem zweiundsechzigsten Geburtstag folgt, wenn das garantierte Einkommen frühestens am 1. Januar 2000 und spätestens am 1. Dezember 2002 tatsächlich und zum erstenmal wirksam wird,
3. dem dreiundsechzigsten Geburtstag folgt, wenn das garantierte Einkommen frühestens am 1. Januar 2003 und spätestens am 1. Dezember 2005 tatsächlich und zum erstenmal wirksam wird,
4. dem vierundsechzigsten Geburtstag folgt, wenn das garantierte Einkommen frühestens am 1. Januar 2006 und spätestens am 1. Dezember 2008 tatsächlich und zum erstenmal wirksam wird.»

TITEL III - Krankengeld und Invaliditätsentschädigung

Art. 17 - In Artikel 108 des am 14. Juli 1994 koordinierten Gesetzes über die Gesundheitspflege- und Entschädigungspflichtversicherung wird Nr. 1 durch folgende Bestimmung ersetzt:

«1. vom ersten Tag des Monats an, der dem Monat folgt, im Laufe dessen er das in Artikel 2 oder 3 des Königlichen Erlasses vom 23. Dezember 1996 zur Ausführung der Artikel 15, 16 und 17 des Gesetzes vom 26. Juli 1996 zur Modernisierung der sozialen Sicherheit und zur Sicherung der gesetzlichen Pensionsregelungen bestimmte Pensionsalter erreicht,»

Art. 18 - In Artikel 109 des am 14. Juli 1994 koordinierten vorerwähnten Gesetzes werden die Wörter «dem sechzigsten Lebensjahr» durch die Wörter «Erreichen des in Artikel 3 des Königlichen Erlasses vom 23. Dezember 1996 zur Ausführung der Artikel 15, 16 und 17 des Gesetzes vom 26. Juli 1996 zur Modernisierung der sozialen Sicherheit und zur Sicherung der gesetzlichen Pensionsregelungen bestimmten Pensionsalters» ersetzt.

TITEL IV - Schlußbestimmungen

Art. 19 - Vorliegender Erlaß tritt am 1. Juli 1997 in Kraft.

Art. 20 - Unser Minister der Pensionen und Unser Minister der Sozialen Angelegenheiten sind, jeder für seinen Bereich, mit der Ausführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Gegeben zu Brüssel, den 23. Dezember 1996

ALBERT

Von Königs wegen:

Der Minister der Pensionen

M. COLLA

Die Ministerin der Sozialen Angelegenheiten

Frau M. DE GALAN

Vu pour être annexé à Notre arrêté du 10 novembre 1998.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de l'Intérieur,

L. VAN DEN BOSSCHE

Gezien om te worden gevoegd bij Ons besluit van 10 november 1998.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Binnenlandse Zaken,

L. VAN DEN BOSSCHE

F. 99 — 98

[C - 98/00720]

26 NOVEMBRE 1998. — Arrêté royal établissant la traduction officielle en langue allemande de dispositions légales modifiant la loi du 10 avril 1995 relative à la redistribution du travail dans le secteur public

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 31 décembre 1983 de réformes institutionnelles pour la Communauté germanophone, notamment l'article 76, § 1^{er}, 1^o et § 3, remplacé par la loi du 18 juillet 1990;

Vu les projets de traduction officielle en langue allemande
- du chapitre X de la loi du 20 mai 1997 portant diverses mesures en matière de fonction publique;
- de la loi du 3 décembre 1997 modifiant la loi du 10 avril 1995 relative à la redistribution du travail dans le secteur public;

établis par le Service central de traduction allemande du Commissariat d'Arrondissement adjoint à Malmedy;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Intérieur,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Les textes figurant respectivement aux annexes 1 et 2 du présent arrêté constituent la traduction officielle en langue allemande :

- du chapitre X de la loi du 20 mai 1997 portant diverses mesures en matière de fonction publique;
- de la loi du 3 décembre 1997 modifiant la loi du 10 avril 1995 relative à la redistribution du travail dans le secteur public.

Art. 2. Notre Ministre de l'Intérieur est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 26 novembre 1998.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de l'Intérieur,

L. VAN DEN BOSSCHE

N. 99 — 98

[C - 98/00720]

26 NOVEMBER 1998. — Koninklijk besluit tot vaststelling van de officiële Duitse vertaling van wettelijke bepalingen tot wijziging van de wet van 10 april 1995 betreffende de herverdeling van de arbeid in de openbare sector

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 31 december 1983 tot hervorming der instellingen voor de Duitstalige Gemeenschap, inzonderheid op artikel 76, § 1, 1^o en § 3, vervangen door de wet van 18 juli 1990;

Gelet op de ontwerpen van officiële Duitse vertaling
- van hoofdstuk X van de wet van 20 mei 1997 houdende diverse maatregelen inzake ambtenarenzaken;
- van de wet van 3 december 1997 tot wijziging van de wet van 10 april 1995 betreffende de herverdeling van de arbeid in de openbare sector;

opgemaakt door de Centrale dienst voor Duitse vertaling van het Adjunct-arrondissementscommissariaat in Malmedy;

Op de voordracht van Onze Minister van Binnenlandse Zaken,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. De bij dit besluit respectievelijk in bijlagen 1 en 2 gevoegde teksten zijn de officiële Duitse vertaling :

- van hoofdstuk X van de wet van 20 mei 1997 houdende diverse maatregelen inzake ambtenarenzaken;
- van de wet van 3 december 1997 tot wijziging van de wet van 10 april 1995 betreffende de herverdeling van de arbeid in de openbare sector.

Art. 2. Onze Minister van Binnenlandse Zaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 26 november 1998.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Binnenlandse Zaken,

L. VAN DEN BOSSCHE

Bijlage 1 - Annexe 1

MINISTERIUM DES ÖFFENTLICHEN DIENSTES

20. MAI 1997 — Gesetz zur Festlegung verschiedener Maßnahmen in Angelegenheiten des öffentlichen Dienstes

ALBERT II., König der Belgier,

Allen Gegenwärtigen und Zukünftigen, Unser Gruß!

Die Kammern haben das Folgende angenommen, und Wir sanktionieren es :

(...)

KAPITEL X — *Abänderung des Gesetzes vom 10. April 1995
über die Neuverteilung der Arbeit im öffentlichen Sektor*

Artikel 26 - In Artikel 4 des Gesetzes vom 10. April 1995 über die Neuverteilung der Arbeit im öffentlichen Sektor wird ein § mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«§ 4 - Das Personalmitglied kann auf die in § 1 erwähnte monatliche Prämie verzichten, falls deren Einnahme die Zahlung einer Pension ausschließt. Er sendet zu diesem Zweck der Behörde, der es untersteht, ein Einschreiben zu.» Artikel 7 desselben Gesetzes wird wie folgt abgeändert:

Artikel 27 - Artikel 7 desselben Gesetzes wird wie folgt abgeändert:

1. In § 1 wird das Wort «unbefristeten» gestrichen.

2. Paragraph 2 wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

«§ 2 - Das Personalmitglied kann unter Berücksichtigung einer dreimonatigen Kündigungsfrist der in § 1 erwähnten Arbeitsregelung ein Ende setzen, es sei denn, daß die Behörde, der der Betroffene untersteht, auf dessen Antrag hin eine kürzere Frist annimmt.»

3. Paragraph 3 wird aufgehoben.

(...)

Wir fertigen das vorliegende Gesetz aus und ordnen an, daß es mit dem Staatssiegel versehen und durch das *Belgische Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Gegeben zu Brüssel, den 20. Mai 1997

ALBERT

Von Königs wegen:

Der Minister des Öffentlichen Dienstes

A. FLAHAUT

Mit dem Staatssiegel versehen:

Der Minister der Justiz

S. DE CLERCK

Vu pour être annexé à Notre arrêté du 26 novembre 1998.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de l'Intérieur,
L. VAN DEN BOSSCHE

Gezien om te worden gevoegd bij Ons besluit van 26 november 1998.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Binnenlandse Zaken,
L. VAN DEN BOSSCHE

Bijlage 2 - Annexe 2

MINISTERIUM DES ÖFFENTLICHEN DIENSTES

3. DEZEMBER 1997 — Gesetz zur Abänderung des Gesetzes vom 10. April 1995
über die Neuverteilung der Arbeit im öffentlichen Sektor

ALBERT II., König der Belgier,

Allen Gegenwärtigen und Zukünftigen, Unser Gruß!

Die Kammern haben das Folgende angenommen, und Wir sanktionieren es:

Artikel 1 - Vorliegendes Gesetz regelt eine in Artikel 78 der Verfassung erwähnte Angelegenheit.

Art. 2 - Artikel 2 Absatz 1 des Gesetzes vom 10. April 1995 über die Neuverteilung der Arbeit im öffentlichen Sektor wird wie folgt abgeändert:

1. Nr. 3 wird durch die Wörter «einschließlich der Provinzialregien und der autonomen Provinzialregien,» ergänzt.

2. Nr. 4 wird durch die Wörter «einschließlich der Gemeinderegien und der autonomen Gemeinderegien,» ergänzt.

Art. 3 - In Artikel 4 § 1 Absatz 2 desselben Gesetzes werden die Wörter «Was die Provinzen und Gemeinden anbelangt» durch die Wörter «Was die in Artikel 2 Absatz 1 Nr. 3 und 4 erwähnten öffentlichen Dienste anbelangt» ersetzt.

Art. 4 - In Artikel 6 *in fine* desselben Gesetzes werden die Wörter «Provinzen und Gemeinden ausgenommen» durch die Wörter «ausgenommen die öffentlichen Dienste, die in Absatz 1 Nr. 3 und 4 des genannten Artikels erwähnt sind» ersetzt.

Art. 5 - In Artikel 9 § 2 desselben Gesetzes wird eine Nr. *2bis* mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«*2bis*. im Bevölkerungsregister eingetragene Sozialhilfeleistungsempfänger, die wegen ihrer Staatsangehörigkeit kein Recht auf das Existenzminimum haben.».

Art. 6 - Kapitel II von Titel III desselben Gesetzes, das Artikel 10 enthält, wird durch die Artikel 10 bis *10quater* mit folgendem Wortlaut ersetzt:

«Kapitel II - Provinzen und Gemeinden

Art. 10 - Vorliegendes Kapitel ist anwendbar auf die Provinzen und Gemeinden einschließlich der Provinzialregien, autonomen Provinzialregien, Gemeinderegien und autonomen Gemeinderegien.

Art. *10bis* - § 1 - Den vollzeitbeschäftigten Personalmitgliedern, die alle in Artikel 102 des Sanierungsgesetzes vom 22. Januar 1985 zur Festlegung sozialer Bestimmungen vorgesehenen Möglichkeiten, ihre Arbeitsleistungen zu verkürzen, ausgeschöpft haben und keinen Anspruch auf die im vorgenannten Artikel 102 vorgesehenen Möglichkeiten erheben können, haben das Recht, vier Fünftel der ihnen normalerweise auferlegten Leistungen zu erbringen. Die Leistungen werden in vier Werktagen pro Woche erbracht.

§ 2 - Die zuständige Behörde kann das in § 1 erwähnte Recht ebenfalls anderen als den in § 1 erwähnten Personalmitgliedern gewähren.

§ 3 - Die zuständige Behörde bestimmt die Modalitäten der Ausübung des in § 1 erwähnten Rechts sowie die Kategorien von Personen, die von diesem Recht ausgeschlossen sind, und die Ämter, deren Inhaber von diesem Recht ausgeschlossen sind.

Art. *10ter* - § 1 - Personalmitglieder, die von dem in Artikel *10bis* erwähnten Recht Gebrauch machen, beziehen zu Lasten des öffentlichen Dienstes, der sie beschäftigt, das für die Teilzeitarbeit geschuldete Gehalt. Dieses Gehalt wird um eine Gehaltsergänzung erhöht, die Bestandteil des Gehalts ist und zwischen 2000 und 3250 Franken pro Monat liegt. Dieser Betrag ist an den Schwellenindex 117,19 gebunden.

§ 2 - Das Gesetz vom 1. März 1977 zur Einführung einer Regelung zur Kopplung gewisser Ausgaben im öffentlichen Sektor an den Verbraucherpreisindex des Königreiches ist auf die Gehaltsergänzung anwendbar.

Art. *10quater* - § 1 - Für die Arbeitszeit, die frei wird, wenn im selben öffentlichen Dienst mindestens zwei Personalmitglieder von dem in Artikel *10bis* erwähnten Recht Gebrauch machen, müssen Arbeitslose, wie sie in Artikel 9 definiert sind, beschäftigt werden.

§ 2 - Für Vertragspersonal, das in Anwendung von § 1 angestellt wird, wird eine Freistellung von den Arbeitgeberbeiträgen zur sozialen Sicherheit, die in Artikel 38 § 3 Nr. 1 bis 7 und 9 des Gesetzes vom 29. Juni 1981 zur Festlegung der allgemeinen Grundsätze der sozialen Sicherheit für Lohnempfänger erwähnt sind, wie auch von den Beiträgen, die in Artikel 3 Nr. 3 des Gesetzes vom 1. August 1985 zur Festlegung sozialer Bestimmungen erwähnt sind, und von dem Beitrag, der in Artikel 56 Nr. 5 der am 3. Juni 1970 koordinierten Gesetze über die Entschädigung für Berufskrankheiten erwähnt ist, gewährt.»

Art. 7 - Artikel 14 desselben Gesetzes wird wie folgt abgeändert:

1. In Absatz 1 werden die Wörter «oder in Artikel 10 § 1» durch die Wörter «oder in Titel III Kapitel II und III» ersetzt.

2. Die folgenden Absätze werden zwischen die Absätze 1 und 2 eingefügt:

«Unter «kollektivem Antrag» ist, für öffentliche Sozialhilfezentren und öffentliche Einrichtungen und öffentlich-rechtliche Verbände, die von einer Provinz oder einer Gemeinde abhängen, der Antrag zu verstehen, den die für die Ausübung der Aufsicht über vorgenannte Verwaltungsbehörden organisatorisch zuständige Behörde stellt.

Artikel 4 § 1 Absatz 2 ist auf die in Artikel 13 erwähnten Behörden anwendbar, deren Personalmitglieder einer Regelung unterliegen, die der Rechtsstellung entspricht, die für Personalmitglieder einer Provinz oder einer Gemeinde gilt auf die Titel II für anwendbar erklärt worden ist.

Absatz 3 ist ebenfalls anwendbar auf alle statutarischen Personalmitglieder, die in einem öffentlichen Sozialhilfezentrum oder in öffentlichen Einrichtungen und öffentlich-rechtlichen Verbänden, die von Provinzen oder Gemeinden abhängen, beschäftigt werden.»

3. Der letzte Absatz wird aufgehoben.

Art. 8 - Ein Artikel *14bis* mit folgendem Wortlaut wird in dasselbe Gesetz eingefügt:

«Art. *14bis* - Für die in Artikel 13 erwähnten Behörden, deren Personalmitglieder einer Rechtsstellung unterliegen, die derjenigen entspricht, die auf die Personalmitglieder eines der in Artikel 2 erwähnten öffentlichen Dienste anwendbar ist, gilt für die Anwendung von Artikel 5 § 1 Absatz 2 des Königlichen Erlasses vom 24. Dezember 1993 zur Ausführung des Gesetzes vom 6. Januar 1989 zur Wahrung der Konkurrenzfähigkeit des Landes, bestätigt durch das Gesetz vom 30. März 1994 zur Festlegung sozialer Bestimmungen, der Unternehmensplan zur Neuverteilung der Arbeit im öffentlichen Sektor, so wie er in Artikel 1 erwähnt ist, als anwendbar.

Art. 9 - In Artikel 18 desselben Gesetzes werden die Wörter «oder 10 § 1 Nr. 1» durch die Wörter «oder *10bis*» ersetzt.

Art. 10 - In Artikel 20 desselben Gesetzes werden die Wörter «oder 10 § 1 Nr. 1» durch die Wörter «oder *10bis*» und die Wörter «oder 10 § 1 Nr. 2» durch die Wörter «oder *10ter*» ersetzt.

Art. 11 - In Artikel 21 desselben Gesetzes werden die Wörter «oder Artikel 10 § 1 Nr. 1» durch die Wörter «oder Artikel *10bis*» ersetzt.

Art. 12 - Artikel 27 §§ 2 und 3 desselben Gesetzes wird durch folgende Bestimmungen ersetzt:

«§ 2 - Die Artikel 9 § 3, *10quater* § 2 und 12 § 1 sind, insofern sie sich auf die Freistellung von den Arbeitgeberbeiträgen zur sozialen Sicherheit beziehen, bis zum 31. Dezember 1999 einschließlich anwendbar. Die Provinzen, Gemeinden und anderen Verwaltungsbehörden, auf die die Kapitel II und III von Titel III aufgrund von Artikel 14 für anwendbar erklärt worden sind, können bestimmen, daß laufenden Perioden freiwilliger Viertageweche ab dem 1. Januar 2000 von Amts wegen ein Ende gesetzt wird.

Ab dem 1. Januar 2000 darf weder von dem Recht auf vorzeitiges Ausscheiden für die Hälfte der Arbeitszeit noch von dem Recht auf die freiwillige Viertageweche, noch von dem Recht auf die in Artikel 12 § 2 erwähnten Maßnahmen Gebrauch gemacht werden.

Unbeschadet der Anwendung von Absatz 1 werden die am 31. Dezember 1999 laufenden Regelungen des vorzeitigen Ausscheidens für die Hälfte der Arbeitszeit und der freiwilligen Viertageweche weiterhin durch das vorliegende Gesetz geregelt.

§ 3 - Die in § 2 erwähnten Daten können durch einen im Ministerrat beratenen Königlichen Erlaß ersetzt oder gestrichen werden.»

Art. 13 - Es wird bei Provinzen, Gemeinden und anderen Verwaltungsbehörden, die am Tag des Inkrafttretens des vorliegenden Gesetzes die freiwillige Viertageweche eingeführt haben, davon ausgegangen, daß diese von ihnen in Anwendung von Artikel 10bis §§ 1 und 2 des Gesetzes vom 10. April 1995, so wie durch das vorliegende Gesetz abgeändert, eingeführt worden ist.

Wir fertigen das vorliegende Gesetz aus und ordnen an, daß es mit dem Staatssiegel versehen und durch das *Belgische Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Gegeben zu Brüssel, den 3. Dezember 1997

ALBERT

Von Königs wegen:

Der Minister des Öffentlichen Dienstes

A. FLAHAUT

Mit dem Staatssiegel versehen:

Der Minister der Justiz

S. DE CLERCK

Vu pour être annexé à Notre arrêté du 26 novembre 1998.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de l'Intérieur
L. VAN DEN BOSSCHE

Gezien om te worden gevoegd bij Ons besluit van 26 november 1998.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Binnenlandse Zaken,
L. VAN DEN BOSSCHE

F. 99 — 99

[C - 98/00718]

26 NOVEMBRE 1998. — Arrêté royal établissant la traduction officielle en langue allemande de l'arrêté royal du 22 février 1998 portant des mesures d'exécution de la carte d'identité sociale

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 31 décembre 1983 de réformes institutionnelles pour la Communauté germanophone, notamment l'article 76, § 1^{er}, 1^o et § 3, remplacé par la loi du 18 juillet 1990;

Vu le projet de traduction officielle en langue allemande de l'arrêté royal du 22 février 1998 portant des mesures d'exécution de la carte d'identité sociale, établi par le Service central de traduction allemande du Commissariat d'Arrondissement adjoint à Malmedy;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Intérieur,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Le texte annexé au présent arrêté constitue la traduction officielle en langue allemande de l'arrêté royal du 22 février 1998 portant des mesures d'exécution de la carte d'identité sociale.

Art. 2. Notre Ministre de l'Intérieur est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 26 novembre 1998.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de l'Intérieur,
L. VAN DEN BOSSCHE

N. 99 — 99

[C - 98/00718]

26 NOVEMBER 1998. — Koninklijk besluit tot vaststelling van de officiële Duitse vertaling van het koninklijk besluit van 22 februari 1998 houdende uitvoeringsmaatregelen inzake de sociale identiteitskaart

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 31 december 1983 tot hervorming der instellingen voor de Duitstalige Gemeenschap, inzonderheid op artikel 76, § 1, 1^o en § 3, vervangen door de wet van 18 juli 1990;

Gelet op het ontwerp van officiële Duitse vertaling van het koninklijk besluit van 22 februari 1998 houdende uitvoeringsmaatregelen inzake de sociale identiteitskaart, opgemaakt door de Centrale dienst voor Duitse vertaling van het Adjunct-arrondissementscommissariaat in Malmedy;

Op de voordracht van Onze Minister van Binnenlandse Zaken,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. De bij dit besluit gevoegde tekst is de officiële Duitse vertaling van het koninklijk besluit van 22 februari 1998 houdende uitvoeringsmaatregelen inzake de sociale identiteitskaart.

Art. 2. Onze Minister van Binnenlandse Zaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 26 november 1998.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Binnenlandse Zaken,
L. VAN DEN BOSSCHE

Bijlage - Annexe

MINISTERIUM DES INNERN, MINISTERIUM DER FINANZEN, MINISTERIUM DER BESCHÄFTIGUNG UND DER ARBEIT, MINISTERIUM DER SOZIALEN ANGELEGENHEITEN, DER VOLKSGESUNDHEIT UND DER UMWELT UND MINISTERIUM DES MITTELSTANDS UND DER LANDWIRTSCHAFT

**22. FEBRUAR 1998 — Königlicher Erlaß
zur Festlegung von Ausführungsmaßnahmen in bezug auf den Sozialausweis**

BERICHT AN DEN KÖNIG

Sire,

der Erlaß, den wir die Ehre haben, Eurer Majestät zur Unterschrift vorzulegen, zielt hauptsächlich darauf ab, eine bestimmte Anzahl Bestimmungen des Königlichen Erlasses vom 18. Dezember 1996 zur Festlegung von Maßnahmen im Hinblick auf die Einführung eines Sozialausweises für alle Sozialversicherten in Anwendung der Artikel 38, 40, 41 und 49 des Gesetzes vom 26. Juli 1996 zur Modernisierung der sozialen Sicherheit und zur Sicherung der gesetzlichen Pensionsregelungen, nachstehend Königlicher Erlaß vom 18. Dezember 1996 genannt, zur Ausführung zu bringen.

Diese Ausführungsmaßnahmen, die im vorliegenden Erlaß aufgenommen sind, folgen also den ersten Ausführungsmaßnahmen, die einerseits die Finanzierung des Sozialausweises (Königlicher Erlaß vom 31. Januar 1997 zur Ausführung der Artikel 4 Absatz 5 und 16 des Königlichen Erlasses vom 18. Dezember 1996) und andererseits die Form des Sozialausweises (Königlicher Erlaß vom 19. Juni 1997 zur Ausführung von Artikel 4 Absatz 1 des Königlichen Erlasses vom 18. Dezember 1996) betreffen. Die Problematik in bezug auf die Spezifikationen der Leseapparate für Sozialausweise wird in einer spezifischen Regelung behandelt werden.

Der Staatsrat weist darauf hin, daß vorliegender Entwurf eines Königlichen Erlasses nicht den Geschäftsführenden Ausschüssen aller Einrichtungen für soziale Sicherheit vorgelegt wurde. Wie im Bericht an den König in bezug auf den Rahmengesetzeserlaß zur Einführung des Sozialausweises vorgesehen ist, wurde der Nationale Arbeitsrat systematisch in zweimonatlichen Versammlungen über die Entwicklungen im Rahmen der Einführung des Sozialausweises informiert. Vorliegender Königlicher Erlaß wurde ebenfalls dem Nationalen Arbeitsrat in Form eines Entwurfs übermittelt. Der Nationale Arbeitsrat hat zudem seine Stellungnahme zu den Grundsätzen in bezug auf die Einführung des Sozialausweises, von denen verschiedene in vorliegendem Erlaß präzisiert werden, in den Stellungnahmen Nr. 1163 vom 29. Oktober 1996 und Nr. 1190 vom 22. Juli 1997 abgegeben. Ferner wurden formelle Anträge auf Stellungnahme im Zusammenhang mit dem vorliegenden Erlaß an die öffentlichen Einrichtungen für soziale Sicherheit gerichtet, die hauptsächlich mit der Ausführung der Bestimmungen des vorliegenden Erlasses beauftragt oder von deren technischer Ausarbeitung betroffen sind. Genauer gesagt handelt es sich einerseits um den Versicherungsausschuß und den Ausschuß des Dienstes für verwaltungstechnische Kontrolle des Landesinstituts für Kranken- und Invalidenversicherung und andererseits um den Geschäftsführenden Ausschuß der Zentralen Datenbank der sozialen Sicherheit, in dem ferner die Sozialpartner und die öffentlichen Einrichtungen für soziale Sicherheit vertreten sind. Alle öffentlichen Einrichtungen für soziale Sicherheit wurden des weiteren regelmäßig über den Fortschritt der Arbeiten in bezug auf den Sozialausweis in dem aufgrund von Artikel 32 des Grundlagengesetzes über die Zentrale Datenbank errichteten Allgemeinen Koordinierungsausschuß unterrichtet. Aufgrund der Besprechungen im Nationalen Arbeitsrat, aufgrund der Vertretung der öffentlichen Einrichtungen für soziale Sicherheit im Geschäftsführenden Ausschuß der Zentralen Datenbank und aufgrund der äußersten Dringlichkeit, konkrete Modalitäten für die Einführung des Sozialausweises festzulegen, sind die anderen Einrichtungen für soziale Sicherheit nicht um ihre Stellungnahme gebeten worden.

1. Gegenstand des Erlasses

In vorliegendem Erlaß werden alle anderen Aspekte behandelt, die nicht in den vorerwähnten Texten angeschnitten wurden und die hinsichtlich der konkreten Inkraftsetzung des Systems, das auf dem Sozialausweis aufgebaut ist, geregelt werden sollten; diese verschiedenen Aspekte wurden in vorliegendem Erlaß in Kapitel unterteilt, nämlich:

- Inhalt des Sozialausweises,
- Mikrochip des Sozialausweises,
- Aushändigung, Erneuerung und Ersetzung des Sozialausweises,
- Anlegen und Bearbeitung der Dateien, die für die Herstellung der Sozialausweise nötig sind,
- Fortschreibung der Daten, die auf dem Sozialausweis erscheinen,
- Gebrauch, der vom Sozialausweis gemacht werden darf und gemacht werden muß,
- zentrales Sozialausweisregister,
- Kontrolle und Aufsicht,
- Berufskarte,
- Abänderung des Königlichen Erlasses vom 3. Juli 1996 zur Ausführung des am 14. Juli 1994 koordinierten Gesetzes über die Gesundheitspflege- und Entschädigungspflichtversicherung,
- Bestimmungen zur Aufhebung der Maßnahmen zur Ausführung des durch das Gesetz vom 25. Januar 1985 eingeführten Systems eines Sozialversicherungsausweises,
- Übergangsbestimmungen zur Festlegung der Daten des Inkrafttretens, die für die erste Massenherstellung der Sozialausweise nötig sind,
- Schlußbestimmungen, in denen insbesondere das Inkrafttreten des obligatorischen Gebrauchs des Sozialausweises ab dem 1. Oktober 1998 vorgesehen wird.

2. Anwendungsbereich des Sozialausweises

Nachstehend folgt eine allgemeine Synthese der inhaltsbezogenen Bestimmungen, die in vorliegendem Erlaß enthalten sind; diese Synthese bezieht sich hauptsächlich auf die Bestimmung der verschiedenen Anwendungsbereiche des Sozialausweises.

2.1. Sachlicher Anwendungsbereich

Die Vermerke auf dem sichtbaren Teil des Sozialausweises wurden im Vergleich zu der Liste, die bereits in Artikel 2 Absatz 3 des Königlichen Erlasses vom 18. Dezember 1996 aufgenommen ist, nicht geändert. In den Artikeln 2 und 4 des Königlichen Erlasses vom 19. Juni 1997 über die Form des Sozialausweises wird nur die Präsentation dieser Vermerke genau angegeben. Vorliegender Erlaß enthält weder Ergänzungen noch Abänderungen.

Die Vermerke, die im Speicherchip des Sozialausweises gespeichert werden, sind die in Artikel 2 Absatz 4 des Königlichen Erlasses vom 18. Dezember 1996 bereits aufgeführten Vermerke, denen folgende Daten durch Artikel 2 des vorliegenden Erlasses beigefügt werden:

- Angabe, ob der selbständige Sozialversicherte zusätzlich gegen kleine Risiken versichert ist oder nicht; diese Angabe schien erforderlich, damit der Gebrauch der Versicherbarkeitsdaten auf dem Sozialausweis als Zahlungsverpflichtung gelten kann, unter anderem für Apotheker;

- Angabe, ob der Sozialversicherte, der bestimmten Kategorien (VIPO) angehört, unter die Drittzahlerregelung bei bestimmten Pflegeerbringern fallen kann oder nicht; man hätte davon ausgehen können, daß diese Angabe bereits gedeckt war durch den Begriff «Statut» des Versicherten im Rahmen der Gesundheitspflegepflichtversicherung, wie bereits in Artikel 2 Absatz 4 des Königlichen Erlasses vom 18. Dezember 1996 vorgesehen, aber aus Gründen der Rechtssicherheit wurde der ausdrückliche Vermerk der Angabe vorgezogen.

In den Artikeln 3 und 4 des vorliegenden Erlasses wird ferner angegeben, daß andere technische Daten im Mikrochip gespeichert werden; diese Daten sind hauptsächlich zum Schutz, zur Authentifizierung und zur Verschlüsselung der Versicherbarkeitsdaten bestimmt.

2.2. Persönlicher Anwendungsbereich

Zunächst sollte daran erinnert werden, daß mit Ausnahme der Anwendung der Drittzahlerregelung bei bestimmten Pflegeerbringern der Gebrauch des Sozialausweises allein nicht Bedingung für Eröffnung oder Geltendmachung des Anrechts eines Sozialversicherten auf soziale Sicherheit sein kann.

Ferner wird ausdrücklich bestätigt, daß der Sozialausweis kein Sozialdokument im Sinne des Königlichen Erlasses Nr. 5 vom 23. Oktober 1978 über die Führung der Sozialdokumente ist.

In Artikel 3 des Königlichen Erlasses vom 18. Dezember 1996 wird vorgesehen, daß allen Sozialversicherten, die in irgendeiner Weise unter die soziale Sicherheit fallen, ein Sozialausweis ausgehändigt wird, mit Ausnahme der Pensionierten einerseits, die ihren Hauptwohntort im Ausland haben, und der Verwalter von Gesellschaften andererseits, die dem Sozialstatut der Selbständigen unterliegen und ihren Hauptwohntort im Ausland haben.

In Artikel 6 des vorliegenden Erlasses wird des weiteren präzisiert, daß Sozialversicherte, die in den Anwendungsbereich der sozialen Sicherheit fallen, alle natürlichen Personen sind, die Sozialleistungen über eine Einrichtung für soziale Sicherheit beziehen oder dies beantragen. Das bedeutet, daß Sozialversicherte mit Sozialausweis nicht nur die natürlichen Personen sind, die einem oder mehreren Zweigen der sozialen Sicherheit unterliegen, so wie sie in Artikel 2 Nr. 1 des Gesetzes vom 15. Januar 1990 über die Errichtung und Organisation einer Zentralen Datenbank der sozialen Sicherheit bestimmt ist, sondern auch die natürlichen Personen, die, selbst nur vorübergehend, Sozialleistungen beziehen können, die von einer Einrichtung für soziale Sicherheit, so wie sie in Artikel 1 Nr. 2 des vorerwähnten Gesetzes vom 15. Januar 1990 bestimmt ist, erbracht werden. Es handelt sich insbesondere auch um Personen, die in Belgien Sozialleistungen beziehen aufgrund von Koordinierungssystemen für soziale Sicherheit zugunsten der Arbeitnehmer und der ein- und auswandernden Mitglieder ihrer Familie, so wie sie durch Verordnungen der Europäischen Union oder durch internationale Übereinkommen eingesetzt worden sind; das betrifft unter anderem die Grenzbevölkerung, die in Belgien Anspruch auf Leistungen der Gesundheitspflegeversicherung hat, oder entsandte Personen. Dieser Bezug von Sozialleistungen muß jedoch ausreichend dauerhaft und beständig sein, damit die Ausstellung eines Sozialausweises gerechtfertigt ist; der gelegentliche Bezug von Sozialleistungen, zum Beispiel die Erstattung der Gesundheitspflege durch einen belgischen Versicherungsträger zugunsten einer in Belgien reisenden Person aufgrund eines Formulars E111, reicht nicht aus, um die Gewährung eines Sozialausweises zu rechtfertigen.

Die Artikel 7 bis 10 des vorliegenden Erlasses ändern nichts an diesen Grundsätzen; sie bestimmen lediglich die verschiedenen Kategorien Sozialversicherter, für die die Aushändigung der Sozialausweise verschieden sein wird:

- Personen, die bei einem Versicherungsträger angeschlossen oder eingetragen sind, erhalten von Amts wegen einen Sozialausweis vom Versicherungsträger, bei dem sie angeschlossen oder eingetragen sind.

- Personen, die unter die Sozialversicherungsregelung für Seeleute fallen, und Personen, die die sogenannte «gesetzliche» Gesundheitspflege erhalten, weil sie mindestens 16 Jahre an den Regelungen des Amtes für überseeische soziale Sicherheit teilgenommen haben, erhalten von Amts wegen einen Sozialausweis von der Hilfskasse für Kranken- und Invalidenversicherung (hierfür müssen im voraus Dateien zwischen diesen beiden Sektoren und dieser Hilfskasse ausgetauscht werden).

- Personen, die unter die Regelungen des Amtes für überseeische soziale Sicherheit fallen, die aber nicht die vorerwähnten Personen sind und die ihren Hauptwohntort in Belgien haben, müssen ihren Sozialausweis beim Amt für überseeische soziale Sicherheit beantragen (in der Praxis, wenn sie sich wieder in Belgien niederlassen); dieses Amt beauftragt die Hilfskasse für Kranken- und Invalidenversicherung mit der Übermittlung des Sozialausweises.

- Alle anderen Sozialversicherten, die unter die belgische soziale Sicherheit fallen, so wie sie im Gesetz über die Zentrale Datenbank der sozialen Sicherheit bestimmt ist, beziehungsweise alle natürlichen Personen, die Sozialleistungen beziehen oder diese beantragen, insbesondere aufgrund ihrer Eigenschaft als Gastarbeiter, sind verpflichtet, sich an die Krankenkasse ihrer Wahl oder an die Hilfskasse für Kranken- und Invalidenversicherung zu richten, um ihren Sozialausweis zu bekommen; diese Sozialversicherten müssen diese Eigenschaft nachweisen durch Angabe des Namens der Einrichtung für soziale Sicherheit, die ihre Akte bearbeitet, und durch Nachweis ihrer Identität und gegebenenfalls ihrer Eigenschaft als Gastarbeiter; Maßnahmen zur Sensibilisierung der in Artikel 10 erwähnten natürlichen Personen müssen eventuell getroffen werden können, um ihnen mitzuteilen, daß sie ihren Sozialausweis beim Versicherungsträger ihrer Wahl beantragen müssen.

Die Erstaushändigung der Sozialausweise an diese Sozialversicherten ist für diese übrigens kostenlos. Die Regierung hat jedoch ausdrücklich den Wunsch geäußert, daß der Sozialausweis nicht kostenlos ersetzt wird; in Artikel 23 wird eine Gebühr von 100 BF für die Ersetzung vorgesehen.

Damit jeder Sozialversicherte permanent über seinen Sozialausweis verfügen kann, wurden Fristen für die Ersetzung und Erneuerung des Sozialausweises vorgesehen.

In Artikel 12 des Königlichen Erlasses wird bestimmt, daß der Versicherungsträger keine anderen Gründe als die, die aus vorliegendem Erlaß hervorgehen, geltend machen kann, um einem Sozialversicherten die Aushändigung eines Sozialausweises zu verweigern; Gründe, die aus vorliegendem Königlichen Erlaß hervorgehen, sind zum Beispiel, daß der Sozialversicherte bereits einen gültigen Sozialausweis oder eine Identifizierungsbescheinigung besitzt, daß der Sozialversicherte Diebstahl oder Verlust seines Sozialausweises noch nicht gemeldet hat, daß der Antragsteller nicht in den Anwendungsbereich vorliegender Vorschriften fällt.

2.3. Einrichtungen und Kategorien natürlicher oder juristischer Personen, die den Sozialausweis gebrauchen dürfen oder müssen

Die Artikel 33 bis 39 des vorliegenden Erlasses ergänzen und präzisieren die Artikel 5 und 6 des Königlichen Erlasses vom 18. Dezember 1996. Nachstehend beschriebene Bestimmungen gehen aus der gemeinsamen Analyse beider Texte hervor.

2.3.1. Zugriff auf die öffentlichen Daten des Sozialausweises

Es wird daran erinnert, daß die öffentlichen Daten sowohl auf dem sichtbaren Teil des Sozialausweises als auch im Speicherchip einerseits Erkennungsdaten des Sozialversicherten sind, so wie sie aus dem Nationalregister oder den Registern der Zentralen Datenbank der sozialen Sicherheit stammen (ENSS, Name, Vornamen, Geburtsdatum, Geschlecht), und andererseits Daten zum Sozialausweis selbst (Nummer des Sozialausweises und Gültigkeitsdauer des Sozialausweises).

Nachstehend erwähnte Kategorien von Einrichtungen oder Personen mit Ausnahme der betrieblichen oder überbetrieblichen medizinischen Dienste sind verpflichtet, den Sozialausweis des Sozialversicherten zu gebrauchen.

Es wird daran erinnert, daß diese Verpflichtung sich auf die Berücksichtigung der eigentlichen sozialen Daten, die auf dem Sozialausweis vermerkt oder im Sozialausweis gespeichert sind, bezieht und nicht auf die Art und Weise, wie diese Daten gelesen werden, nämlich entweder auf visuelle oder elektronische Weise; der Vorteil des elektronischen Einlesens liegt jedoch darin, daß die eingelesenen Daten bestätigt sind.

In vorliegendem Erlaß wird ebenfalls vorgesehen, daß öffentliche Daten des Sozialausweises der Sozialversicherten, deren Akte weiter von ermächtigten Einrichtungen oder Personen bearbeitet wird, von diesen Einrichtungen oder Personen unter anderem elektronisch aufbewahrt werden dürfen, so daß der Sozialausweis bei häufigem und regelmäßigem Gebrauch nicht mehr systematisch vorgelegt werden muß.

Folgende Kategorien Einrichtungen oder Personen müssen beziehungsweise dürfen auf die öffentlichen Daten zugreifen:

a) Einrichtungen für soziale Sicherheit im Sinne des Grundlagengesetzes über die Zentrale Datenbank der sozialen Sicherheit und Steuerverwaltungen im Rahmen ihrer direkten Beziehungen mit Sozialversicherten

Unter Steuerverwaltungen sind zur Zeit die Verwaltung der direkten Steuern, die Verwaltung der Steuersonderinspektion und die Verwaltung des Steuerwesens für Unternehmen und Einkünfte zu verstehen.

Es betrifft hauptsächlich die Kontakte an den Schaltern, die Notwendigkeit, die auf dem Sozialausweis vermerkten Daten bei jedem Schriftwechsel zwischen dem Sozialversicherten und jeder Einrichtung anzugeben, und die von diesen Verwaltungen ausgeführten Kontrolltätigkeiten.

Andererseits wird in den Vorschriften vorgesehen, daß Sozialversicherte ihrerseits verpflichtet sind, ihren Sozialausweis jedesmal vorzulegen, wenn sie sich bei einer Einrichtung für soziale Sicherheit oder einer Steuerverwaltung melden.

b) Personen, die verpflichtet sind, einer Einrichtung für soziale Sicherheit oder einer Steuerverwaltung personenbezogene Sozialdaten mitzuteilen

Es handelt sich hauptsächlich um alle Erklärungen der Arbeitgeber, auf denen personenbezogene Daten in bezug auf die Sozialversicherten erwähnt werden müssen: zum Beispiel Erklärungen an das LASS, an das LASSPLV, an einen Fonds für Existenzsicherheit, an eine Kasse für Familienbeihilfen, an einen Versicherer im Bereich Arbeitsunfälle, an eine Steuerverwaltung im Bereich Berufssteuervorabzüge; es handelt sich auch um Pensionsfonds, die zum Beispiel dem Pensionskataster Sozialdaten mitteilen müssen.

Sozialversicherte sind ihrerseits verpflichtet, ihren Sozialausweis vorzulegen, wenn sie zuvor von den Personen, die diese Erklärungen aufgrund von Gesetzes- oder Verordnungsbestimmungen abgeben müssen, dazu aufgefordert worden sind.

Es wird ausdrücklich daran erinnert, daß die Verpflichtung in bezug auf den Gebrauch des Sozialausweises zur Identifizierung der Sozialversicherten in dieser Phase nur bestehende Datenflüsse betrifft; der Sozialausweis wird vorerst zur Identifizierung des Sozialversicherten im Rahmen heutiger administrativer Verpflichtungen gebraucht, womit eine erste Vereinfachung und Harmonisierung erzielt wird. Eine zweite Phase ist zwar vorgesehen, wird jedoch in vorliegenden Ausführungsmaßnahmen nicht angeschnitten. Ihre Zielsetzung wird es sein, den Gebrauch des Sozialausweises im Rahmen neuer Beziehungen zwischen Einrichtungen für soziale Sicherheit, Arbeitgebern und Sozialversicherten zu regeln unter Berücksichtigung der noch zu treffenden Maßnahmen zur Modernisierung der Verwaltung der sozialen Sicherheit und zur Vereinfachung der administrativen Verpflichtungen der Arbeitgeber.

c) Mit der Kontrolle beauftragte Personen und Dienststellen

Neben Personen und Dienststellen, die insbesondere mit der Aufsicht über die vorliegenden in Artikel 55 des vorliegenden Erlasses erwähnten Ausführungsmaßnahmen beauftragt sind, werden Inspektoren, Kontrolleure und die in Artikel 54 des vorliegenden Erlasses erwähnten Bediensteten der Steuerverwaltungen bei Kontrollen, für die die Identifizierung der Sozialversicherten erforderlich ist, den Sozialausweis gebrauchen. Der Gebrauch des Sozialausweises muß Hand in Hand gehen mit dem Gebrauch des Personalausweises; dadurch wird gewährleistet, daß derjenige, der den Sozialausweis mitführt, wirklich die Person ist, deren Erkennungsdaten auf dem Sozialausweis stehen.

Die hier erwähnten Beamten auf Ebene der Einkommensteuer sind zur Zeit die Beamten der Verwaltung der direkten Steuern, der Verwaltung der Steuersonderinspektion und der Verwaltung des Steuerwesens für Unternehmen und Einkünfte, die regelmäßig mit Kontrollen oder Untersuchungen im Rahmen der Anwendung der Bestimmungen des Einkommensteuergesetzbuches und seiner Ausführungserlasse oder mit der Eintreibung der Steuern beauftragt sind. Sie können also sowohl im Bereich der Steuerveranlagung als auch im Bereich der Eintreibung, der Streitsachen oder der Fahndung tätig werden. Diesbezüglich wird insbesondere auf die Bestimmungen von Artikel 315 und folgenden des Einkommensteuergesetzbuches verwiesen, die die allgemeinen Untersuchungs- und Kontrollbefugnisse festlegen, auf die Steuerbeamte sich im Hinblick auf eine korrekte Steuereinzahlung stützen können. So kann die Überprüfung der Sozialausweise zum Beispiel bei der Kontrolle der Schwarzarbeit oder der Einhaltung der Regeln im Bereich der Berufssteuervorabzüge, ... nützlich sein.

Sozialversicherte sind ihrerseits verpflichtet, ihren Sozialausweis auf jede Aufforderung dieser Personen, Dienststellen oder Beamten hin vorzulegen.

Damit diese Bestimmung angewandt werden kann und obwohl der Sozialausweis nicht als Sozialdokument zu betrachten ist, werden in Artikel 53 des vorliegenden Erlasses die Fälle, in denen der Sozialversicherte seinen Sozialausweis mitführen muß, bestimmt.

d) Apotheker, Pflegeanstalten und andere Pflegebringer

Pflegebringer sind aufgrund ihrer Verpflichtung beziehungsweise Ermächtigung, die Versicherbarkeitsdaten des Sozialausweises zu gebrauchen, implizit verpflichtet, die Erkennungsdaten zu gebrauchen, so wie sie auf dem Sozialausweis eines Sozialversicherten stehen, den sie identifizieren müssen.

e) Betriebliche oder überbetriebliche medizinische Dienste

In Artikel 36 des vorliegenden Erlasses wird vorgesehen, daß betriebliche oder überbetriebliche medizinische Dienste vom Sozialausweis Gebrauch machen dürfen, um auf die öffentlichen Daten der Sozialversicherten zuzugreifen, jedoch einzig und allein, damit sie diese mit Gewißheit identifizieren können. Jeder Sozialversicherte ist verpflichtet, seinen Sozialausweis vorzulegen, wenn er zuvor von diesen Diensten dazu aufgefordert worden ist.

2.3.2. Zugriff auf die privaten Daten des Sozialausweises

Es wird daran erinnert, daß der Speicherchip des Sozialausweises neben den obenerwähnten öffentlichen Daten mehrere getrennte Dateien, die durch einen spezifischen Verschlüsselungsmechanismus geschützt werden können, umfassen kann. Diese verschiedenen Dateien können mit verschiedenen Sektoren oder Zweigen der sozialen Sicherheit übereinstimmen. Zum jetzigen Zeitpunkt, an dem noch kein anderes Projekt angekündigt ist, enthält der persönliche Teil des Sozialausweises nur die Information über die Versicherbarkeit des Sozialversicherten im Bereich der Gesundheitspflegeversicherung. Die Versicherbarkeitsdaten sind in Artikel 2 Absatz 4 des Erlasses vom 18. Dezember 1996 beschrieben, denen die Daten hinzuzufügen sind, die in Artikel 2 des vorliegenden Erlasses vorgesehen und in Punkt 2.1. weiter oben erläutert sind.

Personen, die das Schreib- und/oder Leserecht für diese Daten haben, müssen über ein Mittel verfügen, das ihnen die Entschlüsselung der Daten und den Nachweis für den Gebrauch des Sozialausweises ermöglicht; dieser Nachweis ist unter anderem erforderlich, damit das System der Zahlungsverpflichtung Pflegeerbringern gegenüber funktionieren kann. Bei diesem Mittel handelt es sich um eine Karte mit Mikroprozessor, die jede Person, die gegebenenfalls ermächtigt ist, Versicherbarkeitsdaten fortzuschreiben und/oder zu lesen, besitzen muß. Der Gebrauch dieser sogenannten «Berufskarte für Gesundheitspflege» wird in den Artikeln 42 bis 50 des vorliegenden Erlasses geregelt. Diese Karte wird unter Verantwortung des Landesinstituts für Kranken- und Invalidenversicherung an die Sicherheitsberater der ermächtigten Einrichtungen und an die Apotheker ausgeteilt, die ihrerseits für eine gesicherte namentliche Verteilung dieser Berufskarten sorgen müssen.

Als ermächtigte Personen, die also im Besitz einer Berufskarte sind und den Sozialausweis der Sozialversicherten gebrauchen müssen, deren Akte sie bearbeiten, gelten folgende Personen:

a) Personal der Versicherungsträger, das mit den Sozialversicherten in Kontakt steht und mit der Fortschreibung der Versicherbarkeitsdaten des Sozialausweises beauftragt ist

Solange Sozialversicherte im Falle einer Änderung ihrer Versicherbarkeit ihren Sozialausweis nicht selbst bei den Pflegeerbringern fortschreiben können, sind sie verpflichtet, ihren Sozialausweis bei ihrer Krankenkasse vorzulegen, die die Fortschreibung vornimmt; ermächtigte Bedienstete der Versicherungsträger müssen also auf die Versicherbarkeitsdaten zugreifen können, um diese aufgrund der zuletzt fortgeschriebenen Informationen in ihren Dateien zu ändern. Ferner wird in Artikel 31 des vorliegenden Erlasses vorgesehen, daß Versicherungsträger verpflichtet sind, Sozialversicherten die nötige Apparatur zur Verfügung zu stellen, um ihnen die Einsicht in die verschlüsselten Daten ihres Sozialausweises zu ermöglichen.

Es ist zu bemerken, daß die Versicherungsträger, das Amt für überseeische soziale Sicherheit und die Hilfs- und Unterstützungskasse für Seeleute ebenfalls auf die Versicherbarkeitsdaten zugreifen können müssen, da sie - obwohl die Hilfskasse für Kranken- und Invalidenversicherung im wesentlichen mit der Herstellung der Sozialausweise für ihre Sozialversicherten beauftragt worden ist - die Versicherbarkeitsdaten, die sie selbst erzeugt haben, kontrollieren und fortschreiben können müssen.

b) Apotheker und Pflegeanstalten

In Artikel 1 Nr. 6 des vorliegenden Erlasses wird der Begriff «Apotheker» bestimmt: Es handelt sich um Inhaber einer Apotheke, Krankenhausapotheker und Ärzte, die Inhaber eines Arzneimitteldepots sind.

Unter Pflegeanstalten sind die Pflegeanstalten zu verstehen, so wie sie in dem am 14. Juli 1994 koordinierten Gesetz über die Gesundheitspflege- und Entschädigungspflichtversicherung erwähnt sind.

In Artikel 37 des vorliegenden Erlasses wird ausdrücklich vorgesehen, daß diese beiden Kategorien Pflegeerbringer, das heißt Apotheker und Pflegeanstalten, bei der Erfüllung ihrer Verpflichtungen im Rahmen der Drittzahlerregelung bei jeder Gesundheitsleistung vom Sozialausweis der Sozialversicherten, zu deren Gunsten sie Leistungen erbringen, Gebrauch machen müssen. In Entwürfen zur Abänderung der Vorschriften über Gesundheitspflege und Entschädigungen wird vorgesehen, daß die heutige Magnetkarte und die namentlichen Vignetten bei diesen beiden Kategorien Pflegeerbringer ersetzt werden; der Gebrauch des Sozialausweises mit der Berufskarte und dem Terminal, mit dem der Pflegeerbringer sich ausrüsten muß, ist ebenfalls aus praktischen Gründen obligatorisch, da bestimmte auf dem Sozialausweis angegebene Informationen auf dem ärztlichen Attest als Ersatz der Vignette abgedruckt werden.

Sozialversicherte, die nur den Eigenanteil bezahlen möchten, müssen ihrerseits den Sozialausweis gebrauchen. Das gilt auch für die Anwendung des sozialen Freibetrags und für die kleinen Risiken der Selbständigen.

Als allgemeine Regel gilt, daß der Sozialversicherte, zu dessen Gunsten Leistungen erbracht werden, seinen Sozialausweis selbst vorlegen muß; nichts spricht jedoch dagegen, daß hauptsächlich in Apotheken jemand für den Begünstigten der Leistung dessen Recht aufgrund der Vorlage dessen Sozialausweises geltend macht, selbstverständlich ohne daß dadurch die Verpflichtung des Inhabers, den Sozialausweis in den im Königlichen Erlaß vorgesehenen Fällen vorzulegen und also mitzuführen, beeinträchtigt wird.

In Artikel 39 des vorliegenden Erlasses wird insbesondere vorgesehen, daß Pflegeerbringer Versicherbarkeitsdaten der Sozialversicherten, zu deren Gunsten sie Leistungen erbringen, elektronisch aufbewahren dürfen. Diese Bestimmung ist im Hinblick auf die Abänderung der Vorschriften über die Kranken- und Invalidenversicherung zu verstehen, die in Vorbereitung ist und in der vorgesehen wird, daß bei Änderung der Versicherbarkeit eines Sozialversicherten der Sozialausweis dieses Sozialversicherten spätestens am 1. Tag des Kalenderquartals nach dem Kalenderquartal, in dem die Änderung der Versicherbarkeit eingetreten ist, vom Versicherungsträger fortgeschrieben werden muß. In Artikel 30 des vorliegenden Erlasses wird ausdrücklich bestimmt, daß die Versicherungsträger in diesem Fall den Sozialversicherten mitteilen müssen, daß sie die Daten auf dem Sozialausweis bei ihnen fortschreiben lassen müssen; die Modalitäten in bezug auf die notwendige Fortschreibung werden den Versicherungsträgern durch Ministeriellen Erlaß auferlegt werden.

In Artikel 52 wird vorgesehen, daß der Versicherungsträger dem Pflegeerbringer die Zahlung des nicht zu Lasten des Sozialversicherten gehenden Teils gewährleistet, sofern dieser Pflegeerbringer den elektronischen Nachweis für den Gebrauch des Sozialausweises des Sozialversicherten liefert, zu dessen Gunsten er gemäß der Drittzahlerregelung gezahlte Leistungen erbracht hat.

Der Staatsrat weist darauf hin, daß diese Bestimmung keine ausreichende Rechtsgrundlage hätte. Diese Bemerkung scheint jedoch nicht begründet. Artikel 52 des Entwurfs, durch den ein Artikel 159bis in den Königlichen Erlaß vom 3. Juli 1996 zur Ausführung des am 14. Juli 1994 koordinierten Gesetzes über die Gesundheitspflege- und Entschädigungspflichtversicherung eingeführt wird und in dem eine Zahlungsverpflichtung zugunsten der Apotheker

vorgesehen wird, wenn diese den Sozialausweis des Versicherten ordnungsgemäß gebrauchen, muß auch im Rahmen der Anwendung der Gesetzesbestimmungen von Artikel 164 dieses koordinierten Gesetzes gelesen werden. Durch diese Gesetzesbestimmung wird in der Regel jeder, der unrechtmäßig eine Beteiligung der Gesundheitspflegeversicherung erhalten hat, verpflichtet, diese zurückzuzahlen; in derselben Bestimmung wird festgelegt, daß die im Rahmen der Drittzahlerregelung unrechtmäßig gewährte Beteiligung der Gesundheitspflegeversicherung vom Pflegebringer zurückgezahlt werden muß, wenn dieser die Gesetzes- oder Verordnungsbestimmungen nicht eingehalten hat. Daraus geht hervor, daß der Pflegebringer, der die Beteiligung der Gesundheitspflegeversicherung im Rahmen der Drittzahlerregelung erhalten und die Gesetzes- oder Verordnungsbestimmungen eingehalten hat, nicht zur Rückzahlung einer eventuell zu Unrecht gewährten Beteiligung der Versicherung verpflichtet werden kann. Diese Beteiligung wird beim Versicherten zurückgefordert, dem sie ja indirekt zugute gekommen ist.

Die Zahlungsverpflichtung zugunsten des Apothekers, die durch Artikel 52 des Entwurfs eingeführt wurde, ist sowohl Ausdruck der Grundsätze von Artikel 164 des am 14. Juli 1994 koordinierten Gesetzes (durch den der korrekt handelnde Apotheker-Pflegebringer nicht zur Rückzahlung unrechtmäßig gewährter Beteiligungen verpflichtet werden kann) als auch Anwendung des Versicherbarkeitssystems im Rahmen der Gesundheitspflegeversicherung, wobei durch das ordnungsgemäße Lesen der Versicherbarkeitsdaten des Sozialausweises seitens des Apothekers den relevanten Faktoren des Versicherbarkeitssystems Genüge getan wird. Der Apotheker-Pflegebringer vergewissert sich der Versicherbarkeit des Versicherten zum Zeitpunkt der Pflegebringung, indem er den Sozialausweis liest und die auf diesem Sozialausweis angegebenen Versicherbarkeitsdaten berücksichtigt; so kann er sich auch Gewißheit verschaffen, daß die Berechnung einer Pflegeleistung mit der Versicherbarkeit übereinstimmt, so daß der Versicherungsträger ihn dementsprechend auszahlen kann.

Diese Regel gilt für alle Pflegebringer, die den Sozialausweis gebrauchen dürfen oder müssen, mit Ausnahme der Pflegeanstalten, was die Aufnahme im Krankenhaus betrifft; der Sozialausweis allein genügt nämlich nicht, um die Zahlung der Leistungen in bezug auf einen Krankenhausaufenthalt zu gewährleisten, andere zusätzliche Auskünfte müssen vom Versicherungsträger erteilt werden. Der Gebrauch des Sozialausweises bleibt also in Pflegeanstalten Pflicht, er gilt jedoch nur als Zahlungsverpflichtung für ambulante Pflegeleistungen, die dort erbracht werden.

Zur Vermeidung stets wiederkehrender Verwaltungsformalitäten, insbesondere für Apotheker, wird in Artikel 52 bestimmt, daß der Pflegebringer jedes Kalenderquartal mindestens beim ersten Mal auf den Sozialausweis zugreifen und die Versicherbarkeitsdaten elektronisch speichern muß, damit eine Zahlungsverpflichtung für die Versicherungsträger besteht; für weitere Leistungen während desselben Quartals kann er sich auf die gespeicherte Information stützen.

Durch die Tatsache, daß Apotheker die Daten, die auf dem Sozialausweis stehen, auf PC speichern, wird auch vermieden, daß die Informationen in den Tariffestsetzungsämtern, die mit der Zentralisierung dieser Daten für die Fakturierung bei den Krankenkassen beauftragt sind, erneut eingegeben werden, und werden die von den Dienststellen des Landesinstituts für Kranken- und Invalidenversicherung durchgeführten Kontrollen erleichtert; für Pflegeanstalten liegt der Hauptvorteil dieser Datenspeicherung in der Wiederverwendung dieser Informationen für die Erstellung verschiedener elektronischer Formulare, die für Versicherungsträger bestimmt sind.

c) Andere Pflegebringer

Obwohl der Gebrauch der Vignetten in einer ersten Phase für andere Pflegebringer (Labore für klinische Biologie, Altenheime, Ärzte, Zahnärzte, Heilgymnasten, Bandagisten, Orthopäden, Hauskrankenpflegerinnen,...) nicht abgeschafft wird, wird in Artikel 37 letzter Absatz des vorliegenden Erlasses bestimmt, daß diese Pflegebringer vom Sozialausweis der Sozialversicherten, mit denen sie in Verbindung stehen, Gebrauch machen können. Hierdurch wird ermöglicht, den Gebrauch des Sozialausweises allmählich zu verbreiten, bevor er zur Pflicht wird.

Diese Möglichkeit ist ebenfalls für Ärzte nützlich, die die Drittzahlerregelung anwenden und deren Patienten größtenteils in den Anwendungsbereich der Kategorien Personen fallen, die die Anwendung der Drittzahlerregelung bei bestimmten Pflegebringern beantragen können (siehe Punkt 2.1. weiter oben).

d) Öffentliche Sozialhilfezentren

ÖSHZs müssen für Personen, die über das Existenzminimum oder Sozialhilfe verfügen, regelmäßig der Krankenkasse des Sozialversicherten die Rechnungen bestimmter Pflegebringer übermitteln. Es ist also von größter Bedeutung, daß ÖSHZs über das Versicherbarkeitsstatut des Sozialversicherten, der seine Beteiligung beantragt, verfügen und die Krankenkasse in Erfahrung bringen können, bei der die Rechte auf Rückzahlung geltend gemacht werden können.

So wird in Artikel 39 des vorliegenden Erlasses vorgesehen, daß auch ÖSHZs die Versicherbarkeitsdaten der bei ihnen eingetragenen Sozialversicherten elektronisch einsehen und aufbewahren dürfen.

e) Landesinstitut für Kranken- und Invalidenversicherung und Kontrolldienste

In Artikel 39 des vorliegenden Erlasses wird vorgesehen, daß zu Kontrollzwecken ausschließlich Inspektoren und Kontrolleure des Dienstes für medizinische Kontrolle und des Dienstes für verwaltungstechnische Kontrolle des LIKIV Zugriff auf die Versicherbarkeitsdaten haben dürfen.

3. Anwendung der dem König im Königlichen Erlaß vom 18. Dezember 1996 erteilten Befugnisse

Neben den Maßnahmen, die normalerweise aufgrund der ausführenden Gewalt getroffen werden, führen verschiedene in vorliegendem Erlaß behandelte Maßnahmen ausdrücklich Bestimmungen des Königlichen Erlasses vom 18. Dezember 1996 aus, der dem König Befugnisse erteilt unter der Voraussetzung, daß gegebenenfalls wesentliche Formalitäten eingehalten werden. Es handelt sich um folgende Bestimmungen des Königlichen Erlasses vom 18. Dezember 1996.

3.1. Nach Stellungnahme des Kontrollausschusses im Ministerrat beratene Bestimmungen

- Artikel 2 letzter Absatz des Königlichen Erlasses vom 18. Dezember 1996, gemäß dem der König bestimmen kann, daß andere Vermerke auf dem Sozialausweis angebracht werden dürfen, und angeben kann, auf der Grundlage welcher Informationsdateien diese Vermerke angebracht werden

Die Artikel 2, 26 Absatz 3 und 28 des vorliegenden Erlasses machen Gebrauch von dieser Möglichkeit.

- Artikel 5 Absatz 3 des Königlichen Erlasses vom 18. Dezember 1996, gemäß dem der König anderen Einrichtungen oder anderen Kategorien von Personen erlauben oder sie verpflichten kann, vom Sozialausweis der Sozialversicherten, mit denen sie in Verbindung sind, Gebrauch zu machen

Die Artikel 33 bis 39 des vorliegenden Erlasses machen Gebrauch von dieser Möglichkeit, indem sie die bereits in Artikel 5 vorgesehenen Bestimmungen einerseits präzisieren und andererseits ergänzen.

3.2. Im Ministerrat beratene Bestimmungen

- Artikel 3 § 2 Absatz 2 des Königlichen Erlasses vom 18. Dezember 1996, gemäß dem der König festlegen kann, daß bestimmten Kategorien Sozialversicherter kein Sozialausweis ausgehändigt wird

In vorliegendem Erlaß wird von dieser Möglichkeit nicht Gebrauch gemacht. Er legt jedoch bestimmte Kategorien Sozialversicherter fest, für die nicht alle in Artikel 2 des Königlichen Erlasses vom 18. Dezember 1996 vorgesehenen Vermerke angegeben werden, insbesondere während eines Übergangszeitraums die Vermerke in bezug auf die Versicherbarkeit im Rahmen der Gesundheitspflege; diese Übergangsmaßnahme ist in Artikel 57 vorgesehen und verweist auf die in Artikel 9 beschriebene Kategorie Sozialversicherter.

- Artikel 4 Absatz 4 des Königlichen Erlasses vom 18. Dezember 1996, gemäß dem der König die Fristen und Modalitäten der Aushändigung, Ersetzung und Erneuerung des Sozialausweises und die zu erhebenden Gebühren bestimmt

Diese verschiedenen Aspekte werden vollständig in den Artikeln 7 bis 25 des vorliegenden Erlasses behandelt.

Der Staatsrat weist darauf hin, daß in Artikel 16 der Auftrag der Versicherungsträger, die beauftragt sind, dafür zu sorgen, daß die Erben eines verstorbenen Sozialversicherter dessen Sozialausweis zurückgeben, nicht präzise genug ist. Es sollte also verdeutlicht werden, daß mit dem in diesem Artikel gebrauchten Ausdruck «sorgen für» ausschließlich bezweckt wird, die Versicherungsträger mit einer praktischen Aufgabe administrativer Art zu betrauen, die keine Rechtsfolgen für die Erben, die mit der Rückgabe des Sozialausweises beauftragt sind, hat.

Die Artikel 40 und 41 des Entwurfs eines Königlichen Erlasses sind als praktische und technische Bestimmungen zu betrachten, durch die eine optimale Verwaltung der Aushändigung, Ersetzung, Erneuerung und des Gebrauchs der Sozialausweise ermöglicht wird.

Der Staatsrat stellt in Artikel 40 Absatz 2 den nicht limitativen Charakter der Aufzählung der Daten des zentralen Sozialausweisregisters fest, das von der Zentralen Datenbank geführt wird. Dieser nicht limitative Charakter wird tatsächlich bestätigt, da das zentrale Sozialausweisregister nur ein Mittel ist, das ständig entsprechend den Entwicklungen der organisatorischen und technischen Ansprüche angepaßt werden können muß; die Art der aufgenommenen Daten ist allerdings aus Rechtmäßigkeits- und Verhältnismäßigkeitsgründen beschränkt, die im Zusammenhang mit den mit dem Register verfolgten Zwecken zu sehen sind, die in Absatz 1 dieses Artikels erwähnt sind.

- Artikel 4 Absatz 6 des Königlichen Erlasses vom 18. Dezember 1996, gemäß dem der König bestimmt, welche Sozialversicherter unter welchen Umständen im Besitz ihres Sozialausweises sein müssen

In den Artikeln 34 bis 37 des vorliegenden Erlasses wird bestimmt, wem der Sozialversicherte seinen Sozialausweis vorlegen muß; die Umstände, unter denen Sozialversicherte im Besitz ihres Sozialausweises sein müssen, können daraus implizit abgeleitet werden. Ferner werden in den Artikeln 53 und 54 die Umstände in Zusammenhang mit Kontroll- und Aufsichtstätigkeiten, bei denen der Sozialversicherte seinen Sozialausweis mitführen muß, ausdrücklich erwähnt.

- Artikel 5 Absatz 2 des Königlichen Erlasses vom 18. Dezember 1996, gemäß dem der König bestimmte Kategorien von Personen, die die Drittzahlerregelung anwenden, verpflichten kann, vom Sozialausweis Gebrauch zu machen

In Artikel 37 Absatz 2 des vorliegenden Erlasses werden die Pflegeerbringer ausdrücklich genannt, die bei jeder Gesundheitsleistung, die unter die Drittzahlerregelung fällt, vom Sozialausweis Gebrauch machen müssen; es handelt sich dabei um Apotheker und Pflegeanstalten. In Artikel 52 des vorliegenden Erlasses wird ferner bestimmt, daß dem Pflegeerbringer, der vom Sozialausweis Gebrauch gemacht hat, die Rückzahlung seitens der Versicherungsträger gewährleistet wird.

3.3. Bestimmungen, die eine Erteilung von Befugnissen an den König ohne wesentliche Formalitäten beinhalten

- Artikel 3 § 1 Absatz 3 des Königlichen Erlasses vom 18. Dezember 1996, gemäß dem der König die Frist festsetzt, innerhalb deren ein Sozialversicherte, der seinen Sozialausweis nicht erhalten hat, diesen bei seinem Versicherungsträger beantragen muß

In Artikel 20 des vorliegenden Erlasses werden die Modalitäten der Mitteilung festgelegt, die der Sozialversicherte beim betreffenden Versicherungsträger machen muß.

- Artikel 3 § 1 Absatz 4 des Königlichen Erlasses vom 18. Dezember 1996, gemäß dem der König die Kategorien Sozialversicherter bestimmt, die bei keinem Versicherungsträger versichert oder eingetragen sind und denen die Hilfskasse für Kranken- und Invalidenversicherung von Amts wegen einen Sozialausweis aushändigt

In Artikel 8 des vorliegenden Erlasses werden die Kategorien Sozialversicherter bestimmt, die unter die Regelung der überseeischen sozialen Sicherheit und der sozialen Sicherheit für Seeleute der Handelsmarine fallen und denen die Hilfskasse für Kranken- und Invalidenversicherung von Amts wegen einen Sozialausweis aushändigt. In Artikel 9 wird jedoch hinzugefügt, daß andere Kategorien Sozialversicherter, die unter die Regelung der überseeischen sozialen Sicherheit fallen, den Sozialausweis von der Hilfskasse für Kranken- und Invalidenversicherung nur erhalten, nachdem sie diesen beim Amt für überseeische soziale Sicherheit beantragt haben.

- Artikel 3 § 3 des Königlichen Erlasses vom 18. Dezember 1996, gemäß dem der König verschiedene Modalitäten festlegt, nach denen ein Sozialversicherte, der bei keinem Versicherungsträger eingetragen oder angeschlossen ist, einen Sozialausweis erhalten muß

In den Artikeln 8 bis 10 werden die erwähnten Kategorien Sozialversicherter und die Ausführungsmodalitäten bestimmt, durch die die Aushändigung eines Sozialausweises an diese Sozialversicherten ermöglicht wird.

- Artikel 6 Absatz 1 und Artikel 7 Absatz 1 des Königlichen Erlasses vom 18. Dezember 1996, gemäß denen der König die Bediensteten bestimmt, die mit der Aufsicht über die Einhaltung der Rechtsvorschriften im Bereich der sozialen Sicherheit und der Bestimmungen des Arbeitsrechts beauftragt sind und die die Sozialversicherten auffordern können, ihren Sozialausweis vorzulegen, und die Bediensteten, die mit der Aufsicht über die Anwendung des Erlasses beauftragt sind

In Artikel 54 des vorliegenden Erlasses werden die Inspektoren und Kontrolleure bestimmt, die diese Aufforderungen machen können. In Artikel 55 wird bestimmt, daß dieselben Bediensteten mit der Aufsicht über Anwendung und Einhaltung des Königlichen Erlasses vom 18. Dezember 1996 und seiner Ausführungsmaßnahmen, unter anderem des vorliegenden Erlasses, beauftragt sind.

4. Inkrafttreten der wichtigsten Bestimmungen des Erlasses

Die wichtigsten Daten in bezug auf das Inkrafttreten des Gebrauchs des Sozialausweises sind in den Artikeln 58 bis 63 des vorliegenden Erlasses vorgesehen; es handelt sich um folgende Daten:

- vor dem 1. März 1998: Verteilung der Berufskarten für Gesundheitspflege an die Versicherungsträger durch das Landesinstitut für Kranken- und Invalidenversicherung,

- ab dem 1. März 1998: Verpflichtung für die Versicherungsträger, Sozialversicherten die Apparatur zur Verfügung zu stellen, die ihnen die Einsicht in die auf dem Sozialausweis angegebenen Daten und deren Fortschreibung ermöglicht,

- zwischen dem 1. März 1998 und dem 30. September 1998: Aushändigung des Sozialausweises an Sozialversicherte, die diesen von Amts wegen erhalten müssen, durch die Versicherungsträger,
- zwischen dem 1. April 1998 und dem 31. Juli 1998: Verteilung der Berufskarten für Gesundheitspflege an Apotheker und Pflegeanstalten durch das Landesinstitut für Kranken- und Invalidenversicherung,
- ab dem 1. Oktober 1998: Verpflichtung für die unter Punkt 2.3. erwähnten Einrichtungen und juristischen und natürlichen Personen und für die Sozialversicherten, den Sozialausweis zu gebrauchen; damit das Inkrafttreten des Sozialausweises so übersichtlich und deutlich wie nur möglich ist, wird das Datum, ab dem die Sozialausweise gültig sind, auf allen Sozialausweisen auf den 1. Oktober 1998 festgelegt; dieses Datum des Inkrafttretens gilt ebenfalls für die in den Artikeln 53 und 54 vorgesehenen Bestimmungen in bezug auf Kontrolle und Aufsicht.

Es ist zu bemerken, daß die vorerwähnten Daten des Inkrafttretens mit Übergangsbestimmungen einhergehen, die in den Vorschriften über die Gesundheitspflegepflichtversicherung aufgenommen werden.

Letztendlich ist darauf hinzuweisen, daß den Bemerkungen des Staatsrates in diesem Entwurf eines Königlichen Erlasses Rechnung getragen worden ist, unter Vorbehalt der Bemerkungen, die ausdrücklich in vorliegendem Bericht an den König besprochen worden sind.

Wir haben die Ehre,

Sire,
die getreuen und ehrerbietigen Diener
Eurer Majestät
zu sein.

Der Minister des Innern
J. VANDE LANOTTE

Der Minister der Finanzen
Ph. MAYSTADT

Die Ministerin der Beschäftigung und der Arbeit
Frau M. SMET

Die Ministerin der Sozialen Angelegenheiten
Frau M. DE GALAN

Der Minister der Kleinen und Mittleren Betriebe
K. PINXTEN

**22. FEBRUAR 1998 — Königlicher Erlaß
zur Festlegung von Ausführungsmaßnahmen in bezug auf den Sozialausweis**

ALBERT II., König der Belgier,
Allen Gegenwärtigen und Zukünftigen, Unser Gruß!

Aufgrund des am 14. Juli 1994 koordinierten Gesetzes über die Gesundheitspflege- und Entschädigungspflichtversicherung, insbesondere der Artikel 118, 121 bis 126 und 164, abgeändert durch das Gesetz vom 20. Dezember 1995;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 18. Dezember 1996 zur Festlegung von Maßnahmen im Hinblick auf die Einführung eines Sozialausweises für alle Sozialversicherten in Anwendung der Artikel 38, 40, 41 und 49 des Gesetzes vom 26. Juli 1996 zur Modernisierung der sozialen Sicherheit und zur Sicherung der gesetzlichen Pensionsregelungen, bestätigt durch das Gesetz vom 26. Juni 1997;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 3. Juli 1996 zur Ausführung des am 14. Juli 1994 koordinierten Gesetzes über die Gesundheitspflege- und Entschädigungspflichtversicherung, insbesondere des Artikels 253;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 31. Januar 1997 zur Ausführung der Artikel 4 Absatz 5 und 16 des Königlichen Erlasses vom 18. Dezember 1996 zur Festlegung von Maßnahmen im Hinblick auf die Einführung eines Sozialausweises für alle Sozialversicherten in Anwendung der Artikel 38, 40, 41 und 49 des Gesetzes vom 26. Juli 1996 zur Modernisierung der sozialen Sicherheit und zur Sicherung der gesetzlichen Pensionsregelungen, insbesondere des Artikels 2;

Aufgrund der Stellungnahme des Kontrollausschusses der Zentralen Datenbank der sozialen Sicherheit vom 11. September 1997;

Aufgrund der Stellungnahme des Geschäftsführenden Ausschusses der Zentralen Datenbank der sozialen Sicherheit vom 25. September 1997;

Aufgrund der Stellungnahme des Versicherungsausschusses des Landesinstituts für Kranken- und Invalidenversicherung vom 27. Oktober 1997 und der Stellungnahme des Ausschusses des Dienstes für verwaltungstechnische Kontrolle des Landesinstituts für Kranken- und Invalidenversicherung vom 23. September 1997;

Aufgrund der Stellungnahme der Finanzinspektion vom 10. Oktober 1997;

Aufgrund des Einverständnisses des Ministers des Haushalts vom 21. Januar 1998;

Aufgrund des Beschlusses des Ministerrates vom 28. November 1997 in bezug auf den Antrag auf Begutachtung seitens des Staatsrates binnen höchstens einem Monat;

Aufgrund des Gutachtens des Staatsrates vom 23. Januar 1998, abgegeben in Anwendung von Artikel 84 Absatz 1 Nr. 1 der koordinierten Gesetze über den Staatsrat;

Auf Vorschlag Unseres Ministers des Innern, Unseres Ministers der Finanzen, Unseres Ministers der Beschäftigung und der Arbeit, Unseres Ministers der Sozialen Angelegenheiten und Unseres Ministers der Kleinen und Mittleren Betriebe und aufgrund der Stellungnahme Unserer Minister, die im Rat darüber beraten haben,

Haben Wir beschlossen und erlassen Wir:

KAPITEL I — *Begriffsbestimmungen*

Artikel 1 - Für die Anwendung des vorliegenden Erlasses versteht man unter:

1. «Königlichem Erlaß vom 18. Dezember 1996»: den Königlichen Erlaß vom 18. Dezember 1996 zur Festlegung von Maßnahmen im Hinblick auf die Einführung eines Sozialausweises für alle Sozialversicherten in Anwendung der Artikel 38, 40, 41 und 49 des Gesetzes vom 26. Juli 1996 zur Modernisierung der sozialen Sicherheit und zur Sicherung der gesetzlichen Pensionsregelungen,
2. «Sozialausweis»: den Sozialausweis, wie er in Artikel 2 des Königlichen Erlasses vom 18. Dezember 1996 erwähnt ist,
3. «koordiniertem Gesetz vom 14. Juli 1994»: das am 14. Juli 1994 koordinierte Gesetz über die Gesundheitspflege- und Entschädigungspflichtversicherung,
4. «Krankenkasse»: die Krankenkasse im Sinne von Artikel 2 Buchstabe *g*) des koordinierten Gesetzes vom 14. Juli 1994,
5. «Pflegerbringer»: den Pflegerbringer im Sinne von Artikel 2 Buchstabe *n*) des koordinierten Gesetzes vom 14. Juli 1994,
6. «Apotheker»: Offizinapotheker, die Inhaber einer Apotheke sind, Krankenhausapotheker und Ärzte, die Inhaber eines Arzneimitteldepots sind,
7. «Steuerverwaltungen»: die Steuerverwaltungen des Ministeriums der Finanzen, zu deren Zuständigkeitsbereich die Festlegung und Eintreibung der Einkommensteuern gehören.

KAPITEL II — *Inhalt des Sozialausweises*

Art. 2 - Der Sozialausweis enthält neben den in Artikel 2 Absatz 4 des Königlichen Erlasses vom 18. Dezember 1996 erwähnten Daten folgende elektronisch lesbare Daten:

- Angabe des Statuts des Sozialversicherten im Rahmen der Versicherung für Gesundheitsleistungen, die in Artikel 34 des koordinierten Gesetzes vom 14. Juli 1994 erwähnt sind, aber nicht in Artikel 1 des Königlichen Erlasses vom 30. Juli 1964 zur Festlegung der Bedingungen, gemäß denen die Anwendung des koordinierten Gesetzes vom 14. Juli 1994 auf Selbständige ausgedehnt wird, vorgesehen sind,
- Angabe des Rechts auf Anwendung der Drittzahlerregelung für die Zahlung der Beteiligung der Versicherung, wenn die Gesundheitsleistungen gemäß den Bestimmungen erbracht werden, die in Artikel 6 Absatz 2 des Königlichen Erlasses vom 10. Oktober 1986 zur Ausführung von Artikel 53 Absatz 8 des koordinierten Gesetzes vom 14. Juli 1994 vorgesehen sind.

KAPITEL III — *Mikrochip des Sozialausweises*

Art. 3 - Die in Artikel 2 Absatz 4 des Königlichen Erlasses vom 18. Dezember 1996 und in Artikel 2 des vorliegenden Erlasses erwähnten Daten werden verschlüsselt registriert.

Der elektronische Mikrochip enthält auch Daten und Steuerprogramme, die erforderlich sind für die Organisation der im Chip enthaltenen Dateien, die Identifizierung des Sozialausweises, die Authentifizierung der Daten und den Gebrauch des Sozialausweises.

Art. 4 - Jeder Sozialausweis wird durch die einmalige Kombination der drei folgenden einmaligen Daten im Mikrochip identifiziert:

1. Erkennungsnummer der sozialen Sicherheit des Sozialversicherten,
2. Nummer des Sozialausweises,
3. Seriennummer des Chips.

Art. 5 - Der Sozialausweis hat eine Gültigkeitsdauer von fünf Jahren.

KAPITEL IV — *Aushändigung, Erneuerung und Ersetzung des Sozialausweises*

Art. 6 - Sozialversicherte, die in den Anwendungsbereich der sozialen Sicherheit fallen und denen ein Sozialausweis ausgehändigt wird, sind alle natürlichen Personen, die Sozialleistungen über eine Einrichtung für soziale Sicherheit beziehen oder dies beantragen.

Art. 7 - Die Versicherungsträger händigen allen Sozialversicherten, die bei ihnen angeschlossen oder eingetragen sind, von Amts wegen zum ersten Mal einen Sozialausweis aus und erneuern diesen von Amts wegen nach Ablauf seiner Gültigkeitsdauer.

Art. 8 - Die Hilfskasse für Kranken- und Invalidenversicherung händigt den Sozialversicherten, die bei keinem Versicherungsträger angeschlossen oder eingetragen sind, von Amts wegen zum ersten Mal einen Sozialausweis aus und erneuert diesen von Amts wegen nach Ablauf seiner Gültigkeitsdauer. Es handelt sich um folgende Kategorien Sozialversicherter:

1. Personen, die gemäß Artikel 8 Absatz 1 Buchstabe a) bis c) des Gesetzes vom 16. Juni 1960, durch das die Organe zur Verwaltung der sozialen Sicherheit der Angestellten von Belgisch-Kongo und Rwanda-Urundi unter die Kontrolle und Garantie des belgischen Staates gestellt werden, oder gemäß den Artikeln 42 Absatz 1 Nr. 1, 43, 44, 45 Nr. 1 und 46 des Gesetzes vom 17. Juli 1963 über die überseeische soziale Sicherheit versichert sind,

2. Personen, die unter die Regelung der sozialen Sicherheit für Seeleute der Handelsmarine fallen.

Art. 9 - Personen, die unter eine der vom Amt für überseeische soziale Sicherheit verwalteten Regelungen fallen und ihren Hauptwohntort in Belgien haben, mit Ausnahme der in Artikel 8 Nr. 1 erwähnten Personen, müssen sich an das Amt für überseeische soziale Sicherheit wenden, um ihren Sozialausweis über die Hilfskasse für Kranken- und Invalidenversicherung zu erhalten.

Art. 10 - Personen, die in Artikel 6 erwähnt sind und nicht zu den in den Artikeln 7 bis 9 erwähnten Kategorien Sozialversicherter gehören, müssen sich an eine Krankenkasse ihrer Wahl oder an die Hilfskasse für Kranken- und Invalidenversicherung wenden, um ihren Sozialausweis zu erhalten. Sie erklären auf Ehre, unter einen Zweig oder eine Regelung der sozialen Sicherheit zu fallen, oder weisen ihre Eigenschaft als Gastarbeiter nach, dank der sie Sozialleistungen über eine Einrichtung für soziale Sicherheit beziehen können. Sie teilen den Namen der Einrichtung für soziale Sicherheit, die ihre Akte bearbeitet, mit und weisen ihre Identität mit allen Beweismitteln nach.

Die Krankenkasse oder die Hilfskasse für Kranken- und Invalidenversicherung, die von diesen Sozialversicherten gewählt wird, händigt ihnen von Amts wegen zum ersten Mal einen Sozialausweis aus und erneuert diesen von Amts wegen nach Ablauf seiner Gültigkeitsdauer, nachdem sie jedesmal überprüft hat, ob diese Sozialversicherten nicht in den Artikeln 7 bis 9 des vorliegenden Erlasses erwähnt sind.

Art. 11 - Die Versicherungsträger übermitteln den Sozialversicherten ihren Sozialausweis per Post oder übergeben ihnen diesen Ausweis persönlich im Umschlag mit persönlichem Erläuterungsschreiben, in dem insbesondere die personenbezogenen Daten, die im Mikrochip registriert sind, leserlich wiedergegeben werden.

Die Adresse, die auf dem Umschlag vermerkt wird, ist die Adresse des Hauptwohntortes des Sozialversicherten, so wie sie von der Zentralen Datenbank der sozialen Sicherheit mitgeteilt wird, unbeschadet der Anwendung von Artikel 9 Absatz 2 des koordinierten Gesetzes vom 14. Juli 1994.

Art. 12 - Die Erstaushändigung des Sozialausweises ist für den Sozialversicherten kostenlos.

Der Versicherungsträger kann dem Sozialversicherten die Aushändigung eines Sozialausweises nicht aus anderen als den in vorliegendem Erlaß erwähnten Gründen verweigern.

Art. 13 - Sozialausweise, die für die in den Artikeln 9 und 10 erwähnten Sozialversicherten bestimmt sind, werden zum ersten Mal innerhalb eines Monats ab dem Zeitpunkt, an dem der Sozialversicherte den Antrag gestellt hat, ausgehändigt.

Art. 14 - Sozialausweise, die von Amts wegen erneuert werden, werden dem Sozialversicherten mindestens 14 Tage vor Ablauf der Gültigkeitsdauer des vorherigen Sozialausweises zugeschickt.

Art. 15 - Der Sozialausweis darf nach Ablauf seiner Gültigkeitsdauer nicht mehr gebraucht werden.

Art. 16 - Stirbt der Sozialversicherte, müssen seine Erben dem Versicherungsträger, der aufgrund der Artikel 7 bis 10 für ihn zuständig ist, seinen Sozialausweis zurückgeben. Die Versicherungsträger sorgen dafür, daß dieser Verpflichtung nachgekommen wird.

Art. 17 - Auf keinen Fall darf ein Sozialversicherter Inhaber von mehr als einem gültigen Sozialausweis sein.

Art. 18 - Wird ein Versicherungsträger von der Zentralen Datenbank der sozialen Sicherheit von der Änderung einer oder mehrerer in Artikel 2 Absatz 3 des Königlichen Erlasses vom 18. Dezember 1996 erwähnter Angaben in bezug auf einen Sozialversicherten in Kenntnis gesetzt, teilt er dem Sozialversicherten mit, daß er verpflichtet ist, ihm seinen Sozialausweis zurückzugeben.

Art. 19 - Stellt der Sozialversicherte fest, daß sein Sozialausweis beschädigt ist, gibt er dem Versicherungsträger, der aufgrund der Artikel 7 bis 10 für ihn zuständig ist, diesen Sozialausweis zurück.

Art. 20 - Hat der Sozialversicherte keinen neuen Sozialausweis in Ausführung von Artikel 14 erhalten oder stellt er den Verlust oder Diebstahl seines Sozialausweises fest, muß er dies dem Versicherungsträger, der aufgrund der Artikel 7 bis 10 für ihn zuständig ist, so schnell wie möglich durch eine unterzeichnete Erklärung melden.

Der Versicherungsträger unterrichtet die Zentrale Datenbank unverzüglich von der Meldung des Verlusts oder Diebstahls eines Sozialausweises.

Art. 21 - Hat der Sozialversicherte seinen Sozialausweis in Ausführung von Artikel 18 oder 19 zurückgegeben oder hat der Sozialversicherte den Versicherungsträger in Ausführung von Artikel 20 davon unterrichtet, daß er seinen neuen Sozialausweis nicht erhalten hat oder daß er seinen Sozialausweis verloren hat beziehungsweise daß er gestohlen worden ist, ersetzt der Versicherungsträger den Sozialausweis gemäß den in den Artikeln 11 und 12 vorgesehenen Modalitäten und händigt dem Sozialversicherten so schnell wie möglich eine Identifizierungsbescheinigung für Sozialversicherte aus.

Die Identifizierungsbescheinigung für Sozialversicherte umfaßt die Aufstellung aller in Artikel 2 Absatz 3 des Königlichen Erlasses vom 18. Dezember 1996 erwähnten Daten. Diese Bescheinigung hat eine Gültigkeitsdauer von dreißig Tagen ab dem Datum ihrer Aushändigung. Der Minister der Sozialen Angelegenheiten legt das Muster dieser Bescheinigung fest.

Bei Verlust, Diebstahl oder Beschädigung dieser Bescheinigung ersetzt der Versicherungsträger sie; das Datum, an dem die Gültigkeit der Ersatzbescheinigung endet, stimmt mit dem Datum, an dem die erste Identifizierungsbescheinigung abläuft, überein.

Der Versicherungsträger übermittelt dem Sozialversicherten den neuen Sozialausweis per Post oder hält ihm diesen Sozialausweis zur Verfügung zwecks persönlicher Aushändigung binnen vierzehn Tagen ab dem Zeitpunkt, an dem der Sozialversicherte die Meldung aufgrund von Artikel 20 gemacht hat.

Art. 22 - Kommt der Sozialversicherte in den Besitz eines Sozialausweises oder kommt er erneut in den Besitz eines Sozialausweises, nachdem er in Ausführung von Artikel 20 gemeldet hat, daß er den Sozialausweis nicht erhalten hat, ihn verloren hat oder er ihm gestohlen worden ist, muß er dem Versicherungsträger, bei dem er seine Meldung gemacht hat, diesen Sozialausweis unverzüglich zurückgeben.

Art. 23 - Der Versicherungsträger ist verpflichtet, eine Gebühr von 100 Franken für die Ersetzung eines gestohlenen, verlorenen oder beschädigten Sozialausweises zu erheben.

Der Dienst für verwaltungstechnische Kontrolle des Landesinstituts für Kranken- und Invalidenversicherung ist mit der Kontrolle in bezug auf diese Gebühr beauftragt.

Art. 24 - Der Sozialausweis wird als ungültig betrachtet und muß unverzüglich vom Sozialversicherten beim Versicherungsträger, der aufgrund der Artikel 7 bis 10 für ihn zuständig ist, zurückgegeben werden, wenn der Sozialversicherte nicht mehr in den Anwendungsbereich des Königlichen Erlasses vom 18. Dezember 1996 fällt und wenn er nicht mehr in Belgien wohnt.

Art. 25 - Die Versicherungsträger beauftragen einen oder mehrere Auftragnehmer mit der Herstellung der Sozialausweise, die zum ersten Mal auszuhändigen, nach Ablauf ihrer Gültigkeitsdauer zu erneuern und zu ersetzen sind; diese Auftragnehmer sorgen gegebenenfalls jeder für seinen Bereich für Koordinierung und Integrierung von Produktion, Personalisierung und Zusendung der Sozialausweise.

KAPITEL V — *Anlegen und Bearbeitung der Dateien*

Art. 26 - Bevor der Sozialausweis ausgehändigt wird, legt das Nationale Krankenkassenkollegium der Zentralen Datenbank der sozialen Sicherheit die Dateien der Sozialversicherten vor, für die ein Versicherungsträger die Ausstellung eines Sozialausweises beantragt; diese Dateien umfassen insbesondere die Erkennungsnummer der sozialen Sicherheit des Sozialversicherten und das Datum des Beginns und des Ablaufs der Gültigkeit der auszustellenden Sozialausweise.

Die Zentrale Datenbank der sozialen Sicherheit überprüft insbesondere, ob für diesen Sozialversicherten kein aktiver Sozialausweis, dessen Gültigkeitsdauer sich mit der Gültigkeitsdauer des vom Versicherungsträger beantragten Sozialausweises überschneidet, in Umlauf ist. Sie teilt die Sozialausweisnummer zu. Sie führt die Sozialausweisdatei. Sie teilt dem Nationalen Krankenkassenkollegium diese Sozialausweisnummer, die in Artikel 2 Absatz 3 des Königlichen Erlasses vom 18. Dezember 1996 erwähnten Daten und die in Artikel 2 Absatz 4 Nr. 1 und 2 des Königlichen Erlasses vom 18. Dezember 1996 erwähnten Daten für das, was sie betrifft, mit.

Die Versicherungsträger legen die Dateien an, die auf den Sozialausweisen zu speichern sind; diese Dateien umfassen die Daten, so wie sie gemäß dem vorhergehenden Absatz mitgeteilt werden, die in Artikel 2 Absatz 4 Nr. 1 und 2 des Königlichen Erlasses vom 18. Dezember 1996 erwähnten Daten für das, was sie betrifft, die in Artikel 2 Absatz 4 Nr. 3 bis 7 des Königlichen Erlasses vom 18. Dezember 1996 und in Artikel 2 des vorliegenden Erlasses erwähnten Daten und die für die Zusendung erforderlichen Daten, unter anderem die Adresse und die Angabe der Sprache, in der die Zusendung an den Sozialversicherten erfolgen muß. Sie teilen dem in Artikel 25 erwähnten Auftragnehmer diese Daten mit.

Die Versicherungsträger beauftragen den Auftragnehmer mit der Personalisierung und Zusendung der Sozialausweise; zu diesem Zweck übernimmt der Auftragnehmer die gemäß dem vorhergehenden Absatz mitgeteilten Daten und ergänzt sie mit den in Artikel 2 Absatz 4 Nr. 1 und 2 des Königlichen Erlasses vom 18. Dezember 1996 erwähnten Daten für das, was ihn betrifft; die Personalisierung und Zusendung der Sozialausweise müssen innerhalb einer Frist von 30 Tagen nach Mitteilung der im vorhergehenden Absatz erwähnten Daten erfolgen, was die Erstaushändigung von Amts wegen der Sozialausweise und die Erneuerung der Sozialausweise nach Ablauf ihrer Gültigkeitsdauer betrifft; diese Frist wird bei Ersetzung eines Sozialausweises und in allen anderen Fällen auf 4 Tage verkürzt.

Die Versicherungsträger beauftragen den Auftragnehmer, ihnen und der Zentralen Datenbank der sozialen Sicherheit die Ausgabedateien mitzuteilen, in denen insbesondere die Übereinstimmung der Erkennungsnummer der sozialen Sicherheit, der Sozialausweisnummer und der Seriennummer des Mikrochips nachgewiesen und das Aufgabedatum angegeben ist.

Art. 27 - Die Versicherungsträger vergewissern sich bei dem in Artikel 25 erwähnten Auftragnehmer, daß alle Mittel eingesetzt werden, um Lagerung und Versand der Sozialausweismuster, Mikrochips, personalisierungsfähigen Sozialausweise und personalisierten Sozialausweise in allen Phasen ihrer Herstellung optimal und angemessen abzusichern.

Die Zentrale Datenbank der sozialen Sicherheit, das Nationale Krankenkassenkollegium, die Versicherungsträger und der Auftragnehmer treffen alle Vorkehrungen, um Lagerung, Versand und Bearbeitung der Sozialausweise und Dateien mit personenbezogenen Daten optimal und angemessen abzusichern. Diese Verpflichtungen umfassen insbesondere den Gebrauch von Authentifizierungsbescheinigungen pro Gruppen ausgetauschter Daten, die Verschlüsselung der Daten und die erforderliche Übereinstimmung der Daten in bezug auf ein und denselben Sozialversicherten in den ausgetauschten Dateien, auf dem sichtbaren Teil des Sozialausweises, im Mikrochip und in der Zusendung.

Art. 28 - Für die in den Artikeln 8 Nr. 1 und 9 erwähnten Sozialversicherten übermittelt das Amt für überseeische soziale Sicherheit und für die in Artikel 8 Nr. 2 erwähnten Sozialversicherten übermittelt die Hilfs- und Unterstützungskasse für Seeleute der Hilfskasse für Kranken- und Invalidenversicherung im voraus alle personenbezogenen Daten in bezug auf diese Sozialversicherten, die erforderlich sind, damit letztere das in Artikel 26 festgelegte Verfahren befolgen kann.

Für die in Artikel 8 erwähnten Sozialversicherten gibt die Hilfskasse für Kranken- und Invalidenversicherung als Versicherungsträger, der in Artikel 2 Absatz 4 Nr. 3 des Königlichen Erlasses vom 18. Dezember 1996 erwähnt ist, je nach Fall die Bezeichnung des Amtes für überseeische soziale Sicherheit oder der Hilfs- und Unterstützungskasse für Seeleute an.

Art. 29 - Sozialausweise für die in Artikel 10 erwähnten Sozialversicherten enthalten nur die Daten, die in Artikel 2 Absatz 3 des Königlichen Erlasses vom 18. Dezember 1996 erwähnt sind. In diesem Fall gibt der Versicherungsträger als Statut des Versicherten im Rahmen der Gesundheitspflege- und Entschädigungspflichtversicherung, das in Artikel 2 Absatz 4 Nr. 6 des Königlichen Erlasses vom 18. Dezember 1996 und in Artikel 2 des vorliegenden Erlasses erwähnt ist, einen Vermerk mit der Bedeutung «nicht versichert» an.

KAPITEL VI — Fortschreibung der Daten

Art. 30 - Die in Artikel 2 Absatz 4 des Königlichen Erlasses vom 18. Dezember 1996 und in Artikel 2 des vorliegenden Erlasses erwähnten Daten können im elektronischen Mikrochip des Sozialausweises fortgeschrieben werden, ohne daß der Sozialausweis erneuert oder ersetzt werden muß.

Die Versicherungsträger müssen den Sozialversicherten, denen sie einen Sozialausweis übermittelt haben, mitteilen, daß eine oder mehrere der in Artikel 2 Absatz 4 des Königlichen Erlasses vom 18. Dezember 1996 und in Artikel 2 des vorliegenden Erlasses erwähnten Angaben geändert werden müssen und daß sie den Sozialausweis fortschreiben lassen müssen.

Der für Soziale Angelegenheiten zuständige Minister kann nach Stellungnahme des Ausschusses des Dienstes für verwaltungstechnische Kontrolle des Landesinstituts für Kranken- und Invalidenversicherung den Versicherungsträgern bestimmte Modalitäten in bezug auf die Änderungen und Verbesserungen der erwähnten Daten auferlegen.

Die Sozialversicherten müssen ihren Sozialausweis binnen vierzehn Tagen ab Übermittlung dieser Information zwecks Fortschreibung vorlegen.

Art. 31 - Die Versicherungsträger müssen den Sozialversicherten die Apparatur zur Verfügung stellen, die die Einsicht in die Sozialausweise und deren Fortschreibung ermöglicht; sie setzen den Sozialversicherten von allen in Artikel 2 Absatz 3 und 4 des Königlichen Erlasses vom 18. Dezember 1996 und in Artikel 2 des vorliegenden Erlasses erwähnten Daten in Kenntnis jedesmal, wenn er danach fragt. Sie teilen dem Sozialversicherten von Amts wegen alle diese Daten mit jedesmal, wenn der Sozialausweis erneuert oder ersetzt oder eine der in Artikel 2 Absatz 4 Nr. 6 oder 7 des Königlichen Erlasses vom 18. Dezember 1996 oder in Artikel 2 des vorliegenden Erlasses erwähnten Angaben geändert wird.

Der für Soziale Angelegenheiten zuständige Minister bestimmt die anderen Orte, wo die Sozialversicherten ihren Sozialausweis einsehen und fortschreiben können, dies nach Stellungnahme des Geschäftsführenden Ausschusses der Zentralen Datenbank der sozialen Sicherheit.

Art. 32 - Der Sozialversicherte, dem die Erkennungsnummer der sozialen Sicherheit aufgrund von Artikel 8 Nr. 2 des Gesetzes vom 15. Januar 1990 über die Errichtung und Organisation einer Zentralen Datenbank der sozialen Sicherheit zugeteilt wird, muß dem Versicherungsträger, der aufgrund der Artikel 7 bis 10 für ihn zuständig ist, jede Änderung der in Artikel 2 Absatz 3 des Königlichen Erlasses vom 18. Dezember 1996 erwähnten Daten und der Daten in bezug auf seinen Geburtsort und die Adresse seines Hauptwohnortes binnen vierzehn Tagen nach Eintritt der Änderung mitteilen.

Der Sozialversicherte rechtfertigt diese Änderung, indem er dem Versicherungsträger alle Beweisstücke in bezug auf die betreffenden Daten übermittelt.

Der Versicherungsträger schreibt das Register der Zentralen Datenbank auf dieser Grundlage fort.

Einrichtungen für soziale Sicherheit müssen für diese Sozialversicherten die Erkennungsnummer der sozialen Sicherheit, die im Register der Zentralen Datenbank zugeteilt wurde, und die Daten, so wie sie im Register der Zentralen Datenbank aufgenommen sind, gebrauchen.

KAPITEL VII — Gebrauch des Sozialausweises

Art. 33 - In Ausführung von Artikel 5 Absatz 3 des Königlichen Erlasses vom 18. Dezember 1996 müssen Steuerverwaltungen und Personen, die diesen Verwaltungen personenbezogene Daten übermitteln müssen, den Sozialausweis der Sozialversicherten, mit denen sie in Verbindung sind, und die Daten, auf die sie Zugriff haben, gebrauchen.

Art. 34 - Jeder Sozialversicherte muß seinen Sozialausweis jedesmal vorlegen, wenn er mit einer Einrichtung für soziale Sicherheit und einer Steuerverwaltung in Kontakt tritt und diese ihn dazu auffordern.

Art. 35 - Jeder Sozialversicherte muß seinen Sozialausweis auf vorherige Aufforderung der Personen vorlegen, die bei der Erfüllung ihrer gesetzlichen und verordnungsrechtlichen Verpflichtungen im Bereich der sozialen Sicherheit, des Arbeits- und des Steuerrechts personenbezogene Daten angeben müssen.

Art. 36 - In Ausführung von Artikel 5 Absatz 3 des Königlichen Erlasses vom 18. Dezember 1996 ist es den in Artikel 105 der Allgemeinen Arbeitsschutzordnung erwähnten betrieblichen oder überbetrieblichen medizinischen Diensten erlaubt, vom Sozialausweis der Sozialversicherten, mit denen sie in Verbindung sind, und von den darin stehenden Daten Gebrauch zu machen, um die Versicherten mit Gewißheit zu identifizieren. Jeder Sozialversicherte muß seinen Sozialausweis auf Aufforderung dieser Dienste hin vorlegen.

Art. 37 - Unbeschadet der Anwendung von Artikel 159bis Absatz 2 des Königlichen Erlasses vom 3. Juli 1996 zur Ausführung des koordinierten Gesetzes vom 14. Juli 1994 muß jeder Sozialversicherte seinen Sozialausweis auf Aufforderung jedes Pflegeerbringers vorlegen, der Gesundheitsleistungen erbringt, auf die die obligatorische oder fakultative Drittzahlerregelung aufgrund von Artikel 53 Absatz 8 des koordinierten Gesetzes vom 14. Juli 1994 angewandt werden kann.

Pflegeerbringer, so wie sie nachstehend aufgezählt sind, müssen bei der Erfüllung ihrer Verpflichtungen im Zusammenhang mit der Drittzahlerregelung bei Gesundheitsleistungen, die unter diese Regelung fallen, den Sozialausweis der Sozialversicherten, mit denen sie in Verbindung sind, und alle darin stehenden Daten gebrauchen:

1. Pflegeanstalten,
2. Apotheker.

Andere Pflegeerbringer dürfen bei Gesundheitsleistungen den Sozialausweis der Sozialversicherten, mit denen sie in Verbindung sind, und alle darin stehenden Daten gebrauchen.

Art. 38 - Unbeschadet der Bestimmungen des Gesetzes vom 16. November 1972 über die Arbeitsinspektion und der Befugnisse der Gerichtspolizeioffiziere dürfen Einrichtungen für soziale Sicherheit, Steuerverwaltungen, Personen, die einer Einrichtung für soziale Sicherheit oder einer Steuerverwaltung personenbezogene Daten übermitteln müssen, betriebliche oder überbetriebliche medizinische Dienste und Pflegeerbringer Sozialversicherten ihren Sozialausweis nicht entziehen.

Personen, die Einrichtungen für soziale Sicherheit und Steuerverwaltungen personenbezogene Sozialdaten übermitteln müssen, müssen bei der Übermittlung angeben, ob der Sozialausweis manuell oder elektronisch gebraucht worden ist oder ob er nicht gebraucht worden ist.

Die Einrichtungen für soziale Sicherheit und die Steuerverwaltungen passen gegebenenfalls ihre Formulare und Verwaltungsunterlagen, die sie in ihren Beziehungen mit den Sozialversicherten gebrauchen und in denen der Gebrauch des Sozialausweises vermerkt ist, im Hinblick auf eine genommene Übernahme der in Artikel 2 Absatz 3 des Königlichen Erlasses vom 18. Dezember 1996 erwähnten Erkennungsdaten an.

Art. 39 - Ausschließlich folgenden Personen und Einrichtungen ist es erlaubt, die in Artikel 2 Absatz 4 des Königlichen Erlasses vom 18. Dezember 1996 und in Artikel 2 des vorliegenden Erlasses erwähnten Daten im Mikrochip des Sozialausweises der Sozialversicherten, deren Akte sie bearbeiten, elektronisch einzusehen und aufzubewahren:

1. Inspektoren und Kontrolleuren des Landesinstituts für Kranken- und Invalidenversicherung, die in den Artikeln 146 und 162 des koordinierten Gesetzes vom 14. Juli 1994 erwähnt sind,
2. Amt für überseeische soziale Sicherheit,
3. Hilfs- und Unterstützungskasse für Seeleute,
4. Versicherungsträgern,
5. öffentlichen Sozialhilfezentren,
6. Pflegeerbringern.

KAPITEL VIII — *Zentrales Sozialausweisregister*

Art. 40 - Die Zentrale Datenbank der sozialen Sicherheit führt ein zentrales Sozialausweisregister, das dazu bestimmt ist, Aushändigung, Erneuerung, Ersetzung und Gebrauch der Sozialausweise gesichert zu organisieren. Das Register wird auf der Grundlage der aufgrund der Artikel 26 bis 29 organisierten Informationsübermittlungen gespeist, um die Bestände der zu personalisierenden und der bereits ausgestellten Sozialausweise zu verwalten.

Das zentrale Sozialausweisregister enthält insbesondere folgende Informationen:

1. Erkennungsnummer der sozialen Sicherheit,
2. Art der Datengruppen, die auf dem Sozialausweis stehen,
3. Datum des Beginns und des Ablaufs der Gültigkeit des Sozialausweises,
4. logische Nummer des Sozialausweises,
5. Seriennummer des Mikrochips,
6. Status des Sozialausweises, insbesondere im Zusammenhang mit den Artikeln 16, 18 bis 24 und 27.

Art. 41 - Einrichtungen für soziale Sicherheit und Steuerverwaltungen können das zentrale Sozialausweisregister einsehen, um sich zu vergewissern, daß der gebrauchte Sozialausweis des Sozialversicherten gültig ist; Einrichtungen für soziale Sicherheit dürfen Personen, die Sozialausweise gebrauchen dürfen, Sozialausweislisten übermitteln, nachdem sie von dem bei der Zentralen Datenbank der sozialen Sicherheit eingerichteten Kontrollausschuß dazu ermächtigt worden sind.

KAPITEL IX — *Berufskarte*

Art. 42 - Eine Berufskarte, die mit einem Mikrochip versehen und durch einen Geheimcode authentifiziert ist, ermöglicht den Zugang zu folgenden Funktionen:

1. Kontrolle der Authentizität des Sozialausweises,
2. entschlüsseltes Lesen der auf dem Sozialausweis stehenden Daten, die in Artikel 2 Absatz 4 des Königlichen Erlasses vom 18. Dezember 1996 und in Artikel 2 des vorliegenden Erlasses erwähnt sind,
3. Fortschreibung der auf dem Sozialausweis stehenden verschlüsselten Daten, die in Artikel 2 Absatz 4 des Königlichen Erlasses vom 18. Dezember 1996 und in Artikel 2 des vorliegenden Erlasses erwähnt sind.

Art. 43 - Eine Berufskarte für Gesundheitspflege und der damit verbundene Geheimcode werden den in Artikel 39 Nr. 1 erwähnten Inspektoren und Kontrolleuren des Landesinstituts für Kranken- und Invalidenversicherung und den befugten Personen der in Artikel 39 Nr. 2 bis 5 und in Artikel 37 Absatz 2 Nr. 1 erwähnten Einrichtungen ausgehändigt.

Die Berufskarte wird den Sicherheitsberatern unter der Verantwortung des Landesinstituts für Kranken- und Invalidenversicherung auf Antrag des Verantwortlichen für die tägliche Geschäftsführung der vorerwähnten Einrichtungen ausgehändigt. Der Sicherheitsberater ist für Einrichtungen für soziale Sicherheit der Sicherheitsberater, der in Artikel 24 des Gesetzes vom 15. Januar 1990 über die Errichtung und Organisation einer Zentralen Datenbank der sozialen Sicherheit erwähnt ist, und für Pflegeanstalten der Sicherheitsberater, der in Rubrik «A) Auf alle Anstalten anwendbare allgemeine Normen», Punkt III «Organisatorische Normen» Nr. 9^{quater} der Anlage zum Königlichen Erlaß vom 23. Oktober 1964 zur Festlegung der Normen, denen Krankenhäuser und ihre Dienste entsprechen müssen, erwähnt ist.

Art. 44 - Eine Berufskarte für Gesundheitspflege und der damit verbundene Geheimcode werden Apothekern von Amts wegen unter der Verantwortung des Landesinstituts für Kranken- und Invalidenversicherung ausgehändigt.

Art. 45 - Eine oder mehrere als Reserve dienende Berufskarten können von den in Artikel 43 erwähnten Sicherheitsberatern und von den Apothekern beantragt werden, um die Kontinuität des Dienstes in der betreffenden Anstalt, Einrichtung oder Apotheke zu gewährleisten.

Art. 46 - Die Sicherheitsberater der in Artikel 43 erwähnten Einrichtungen sorgen für die Sicherheit des Informationssystems, das mit dem Gebrauch der Berufskarte für Gesundheitspflege in ihrer Einrichtung verbunden ist, Apotheker sind in ihrer Apotheke für diese Sicherheit verantwortlich; sie treffen alle Vorkehrungen, um unter anderem folgende Aufgaben zu bewältigen:

- Verwaltung der Beziehungen mit dem Landesinstitut für Kranken- und Invalidenversicherung,
- Verteilung der Berufskarten für Gesundheitspflege an Bedienstete, die in ihren Diensten namentlich bestimmt worden sind, und Entzug dieser Karten,
- Führung eines Namenregisters der natürlichen Personen, denen eine Berufskarte für Gesundheitspflege ausgehändigt wird, und Status dieser Karte,
- Aufsicht über die Aufbewahrung vor Ort und den richtigen Gebrauch der Berufskarten für Gesundheitspflege,
- Bestellung und Lagerung der als Reserve dienenden Berufskarten für Gesundheitspflege zur Gewährleistung der Kontinuität des Dienstes.

Die in Artikel 39 Nr. 1 erwähnten Inspektoren und Kontrolleure überprüfen, ob die angewandten Mittel dem Sicherheitsziel angemessen sind.

Art. 47 - Die Berufskarte für Gesundheitspflege wird das erste Mal kostenlos ausgehändigt.

Art. 48 - Das Landesinstitut für Kranken- und Invalidenversicherung führt ein Zentralregister der Berufskarten für Gesundheitspflege, das hauptsächlich dazu bestimmt ist, die Aushändigung und Erneuerung der Karten gesichert zu organisieren. Das Register wird auf der Grundlage der Informationsübermittlungen im Rahmen der Anwendung der Artikel 43 bis 46 gespeist.

Das Zentralregister der Berufskarten für Gesundheitspflege enthält unter anderem folgende Informationen:

- Identifizierung der in Artikel 43 erwähnten Einrichtungen und der Apotheker,
- Informationen, die für die Verwaltung der Beziehungen mit diesen Einrichtungen und Apothekern erforderlich sind,
- logische Nummer der Berufskarte,
- Seriennummer des Mikrochips,
- Art der Ermächtigung,
- Status der Berufskarte: ausgehändigt, aktiv, vorbehalten, gestohlen, verloren, beschädigt.

Art. 49 - Die Zentrale Datenbank der sozialen Sicherheit führt ein Zentralregister der Berufskarten, das dazu bestimmt ist, den Bestand der noch nicht ausgehändigten Berufskarten zu verwalten und den Bestand der ausgehändigten Berufskarten zu kontrollieren; für die Berufskarten für Gesundheitspflege wird das Register auf der Grundlage der Informationen gespeist, die der Zentralen Datenbank von demjenigen, der die Karte personalisiert, und vom Landesinstitut für Kranken- und Invalidenversicherung mitgeteilt werden.

Art. 50 - Die Ausführungsmodalitäten in bezug auf Form, Inhalt, Aushändigung und Ersetzung der Berufskarte, Anlegen der hierfür erforderlichen Dateien und Gebrauch der Berufskarte für Gesundheitspflege werden vom Landesinstitut für Kranken- und Invalidenversicherung in Absprache mit der Zentralen Datenbank der sozialen Sicherheit festgelegt.

KAPITEL X — Versicherungskarte für Gesundheitspflege

Art. 51 - Artikel 253 des Königlichen Erlasses vom 3. Juli 1996 zur Ausführung des koordinierten Gesetzes vom 14. Juli 1994 wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

«Art. 253 - Der Sozialausweis, der gemäß den Bestimmungen des Königlichen Erlasses vom 18. Dezember 1996 zur Festlegung von Maßnahmen im Hinblick auf die Einführung eines Sozialausweises für alle Sozialversicherten in Anwendung der Artikel 38, 40, 41 und 49 des Gesetzes vom 26. Juli 1996 zur Modernisierung der sozialen Sicherheit und zur Sicherung der gesetzlichen Pensionsregelungen ausgehändigt wird, gilt als Versicherungskarte.

Erwirbt der Berechtigte oder eine Person zu Lasten das Recht auf Leistungen der Gesundheitspflegeversicherung oder wird sein beziehungsweise ihr Recht geändert, so veranlaßt der Versicherungsträger die Fortschreibung des Sozialausweises, was die Angaben betrifft, die für die Anerkennung oder Änderung des Rechts erforderlich sind, und liefert er im Hinblick auf die Fortschreibung des Sozialausweises dieselben Angaben, die für die Anerkennung oder Änderung des Rechts erforderlich sind. Die erwähnten Angaben sind die Daten, die in Artikel 2 Absatz 4 des vorerwähnten Königlichen Erlasses vom 18. Dezember 1996 und in Artikel 2 des Königlichen Erlasses vom 22. Februar 1998 zur Festlegung von Ausführungsmaßnahmen in bezug auf den Sozialausweis vorgesehen sind.»

Art. 52 - Ein Kapitel IVbis mit folgendem Wortlaut wird in Titel II des Königlichen Erlasses vom 3. Juli 1996 zur Ausführung des koordinierten Gesetzes vom 14. Juli 1994 eingefügt:

«KAPITEL IVbis — Zahlungsverpflichtung bei Gebrauch des Sozialausweises

Art. 159bis - Liefert ein Pflegebringer, mit Ausnahme der Pflegeanstalten für Krankenhausaufnahmen, den elektronischen Nachweis für den Gebrauch des Sozialausweises gemäß den Bestimmungen des Königlichen Erlasses vom 18. Dezember 1996 zur Festlegung von Maßnahmen im Hinblick auf die Einführung eines Sozialausweises für alle Sozialversicherten in Anwendung der Artikel 38, 40, 41 und 49 des Gesetzes vom 26. Juli 1996 zur Modernisierung der sozialen Sicherheit und zur Sicherung der gesetzlichen Pensionsregelungen und seiner Ausführungserlasse und wird die Drittzahlerregelung gemäß den Versicherbarkeitsdaten auf dem Sozialausweis angewandt, so gilt dies für den Versicherungsträger als Verpflichtung, den Anteil für die gemäß der Drittzahlerregelung gezahlte Gesundheitsleistung, der nicht zu Lasten des Sozialversicherten geht, zu zahlen.

Diese Zahlungsverpflichtung gilt für die gesamte Dauer des Kalenderquartals, in dem der Sozialausweis wie vorerwähnt gebraucht worden ist.»

KAPITEL XI — Kontrolle und Aufsicht

Art. 53 - Jeder Sozialversicherte, der in den Anwendungsbereich des Königlichen Erlasses Nr. 5 vom 23. Oktober 1978 über die Führung der Sozialdokumente fällt, muß im Besitz seines Sozialausweises sein, wenn er sich an Orten befindet, wo Tätigkeiten, die der durch vorerwähntes Gesetz vom 16. November 1972 organisierten Kontrolle seitens der Sozialinspektoren unterworfen sind, ausgeübt werden oder wo Personen beschäftigt sind, die den Bestimmungen der Rechtsvorschriften unterliegen, über die die Sozialinspektoren die Aufsicht ausüben, unter anderem in Betrieben, Teilen von Betrieben, Einrichtungen, Teilen von Einrichtungen, Gebäuden, Räumlichkeiten, an Orten innerhalb des Betriebs, auf Baustellen, und bei Arbeiten außerhalb des Betriebs.

Art. 54 - Sozialversicherte müssen ihren Sozialausweis auf jede Aufforderung folgender Personen hin vorlegen:

1. der Inspektoren und Kontrolleure, die in den Artikeln 146 und 162 des koordinierten Gesetzes vom 14. Juli 1994 erwähnt sind,

- der Sozialinspektoren, die in Artikel 1 des Gesetzes vom 16. November 1972 über die Arbeitsinspektion erwähnt sind, mit Ausnahme der Inspektoren, die der Amtsgewalt des Ministers der Wirtschaftsangelegenheiten unterstehen,

- der Beamten, die bestimmt sind in Ausführung von Artikel 22 des Gesetzes vom 14. Februar 1961 über den Wirtschaftsaufschwung, den sozialen Fortschritt und die Sanierung der Finanzen, von Artikel 7 des Gesetzes vom 1. August 1985 zur Festlegung sozialer Bestimmungen, von Artikel 31 des Gesetzes vom 27. Juni 1969 zur Revision des Gesetzes vom 28. Dezember 1944 über die soziale Sicherheit der Arbeitnehmer, von Artikel 87 des Gesetzes vom 10. April 1971 über die Arbeitsunfälle, von Artikel 143 der koordinierten Gesetze über die Familienbeihilfen für Lohnempfänger, von Artikel 68 des Königlichen Erlasses vom 3. Juni 1970 zur Koordinierung der Gesetzesbestimmungen über die Berufskrankheiten, von Artikel 19quater des Gesetzes vom 7. Januar 1958 über die Fonds für Existenzsicherheit, von Artikel 48 der am 28. Juni 1971 koordinierten Gesetze über den Jahresurlaub der Lohnempfänger,

- der Beamten des Landesinstituts der Sozialversicherungen für Selbständige und der Verwaltung des Sozialstatuts der Selbständigen des Ministeriums des Mittelstands und der Landwirtschaft, die in Artikel 23bis des Königlichen Erlasses Nr. 38 vom 27. Juli 1967 zur Einführung des Sozialstatuts der Selbständigen erwähnt sind,

- der Mitglieder des Personals des Landespensionsamts, die in Artikel 61 des Königlichen Erlasses Nr. 50 vom 24. Oktober 1967 über die Ruhestands- und Hinterbliebenenpension für Lohnempfänger erwähnt sind,

2. der Bediensteten der Steuerverwaltungen, die regelmäßig mit Kontrollen oder Untersuchungen in bezug auf die Anwendung der Bestimmungen des Einkommensteuergesetzbuches 1992 und diesbezüglicher Ausführungserlasse oder mit der Eintreibung der Einkommensteuern beauftragt sind.

Art. 55 - Die in Artikel 54 erwähnten Personen sind jede für ihren Zuständigkeitsbereich mit der Aufsicht über die Anwendung und Einhaltung der Bestimmungen des vorliegenden Erlasses und seiner Ausführungsmaßnahmen beauftragt.

KAPITEL XII — Aufhebungsbestimmungen

Art. 56 - Es werden aufgehoben:

1. der Königliche Erlaß vom 30. August 1985, mit dem das Recht auf Arbeitslosengeld und die damit gleichgesetzten Beihilfen von der vorherigen Aushändigung des Sozialversicherungsausweises abhängig gemacht werden,

2. der Königliche Erlaß vom 30. August 1985 zur Bestimmung der Kategorien von Personen, die den Sozialversicherungsausweis beantragen müssen,

3. der Königliche Erlaß vom 7. Oktober 1985 zur Ausführung von Artikel 1 Absatz 3 und 4 des Gesetzes vom 25. Januar 1985 zur Einführung eines Sozialversicherungsausweises,

4. der Königliche Erlaß vom 27. November 1986 zur Festlegung des Musters der in Artikel 5 § 3 Nr. 1 des Gesetzes vom 25. Januar 1985 zur Einführung eines Sozialversicherungsausweises erwähnten eidesstattlichen Erklärung,

5. der Königliche Erlaß vom 22. April 1987 zur Bestimmung der Beamten, die mit der Aufsicht über die Anwendung des Gesetzes vom 25. Januar 1985 zur Einführung eines Sozialversicherungsausweises beauftragt sind, und zur Festlegung ihrer Rechte und Pflichten, abgeändert durch den Königlichen Erlaß vom 11. Dezember 1987,

6. der Königliche Erlaß vom 15. Oktober 1987 zur Ausführung von Artikel 3 Absatz 4 des Gesetzes vom 25. Januar 1985 zur Einführung eines Sozialversicherungsausweises.

KAPITEL XIII — *Übergangsbestimmungen*

Art. 57 - Bis zum Datum, das vom Minister der Sozialen Angelegenheiten festgelegt wird, enthalten die Sozialausweise für die in Artikel 9 erwähnten Sozialversicherten nur die in Artikel 2 Absatz 3 des Königlichen Erlasses vom 18. Dezember 1996 erwähnten Daten.

Für diese Sozialversicherten gibt die Hilfskasse für Kranken- und Invalidenversicherung als Statut im Rahmen der Gesundheitspflege- und Entschädigungsversicherung, das in Artikel 2 Absatz 4 Nr. 6 des Königlichen Erlasses vom 18. Dezember 1996 und in Artikel 2 des vorliegenden Erlasses erwähnt ist, einen Vermerk mit der Bedeutung «nicht mitgeteilt» an.

Art. 58 - Die Erstaushändigung von Amts wegen der Sozialausweise erfolgt für die in den Artikeln 7 und 8 erwähnten Sozialversicherten zwischen dem 1. März 1998 und dem 30. September 1998. Hat der Sozialversicherte seinen Sozialausweis nicht von Amts wegen am 30. September 1998 erhalten, muß er dies dem Versicherungsträger, der aufgrund der Artikel 7 bis 10 für ihn zuständig ist, so schnell wie möglich mitteilen.

Art. 59 - Für die Erstaushändigung von Amts wegen der Sozialausweise wird das Datum des Beginns der Gültigkeit des Sozialausweises auf den 1. Oktober 1998 und das Ablaufdatum je nach der Erstaushändigung von Amts wegen zwischen dem 1. Oktober 2003 und dem 30. September 2004 festgesetzt.

Art. 60 - Der in den Artikeln 9 und 10 erwähnte Antrag des Sozialversicherten ist ab dem 1. Oktober 1998 zu stellen.

Art. 61 - Die Erstaushändigung der Berufskarten für Gesundheitspflege erfolgt:

1. für Versicherungsträger, das Landesinstitut für Kranken- und Invalidenversicherung, das Amt für überseeische soziale Sicherheit und die Hilfs- und Unterstützungskasse für Seeleute vor dem 1. März 1998,
2. für Apotheker und Pflegeanstalten zwischen dem 1. April 1998 und dem 31. Juli 1998,
3. für öffentliche Sozialhilfezentren und für die in den Artikeln 146 und 162 des koordinierten Gesetzes vom 14. Juli 1994 erwähnten Inspektoren und Kontrolleure ab dem 1. Januar 1999.

KAPITEL XIV — *Schlußbestimmungen*

Art. 62 - In Artikel 2 Absatz 1 des Königlichen Erlasses vom 31. Januar 1997 zur Ausführung der Artikel 4 Absatz 5 und 16 des Königlichen Erlasses vom 18. Dezember 1996 zur Festlegung von Maßnahmen im Hinblick auf die Einführung eines Sozialausweises für alle Sozialversicherten in Anwendung der Artikel 38, 40, 41 und 49 des Gesetzes vom 26. Juli 1996 zur Modernisierung der sozialen Sicherheit und zur Sicherung der gesetzlichen Pensionsregelungen werden die Wörter «die am 1. Juli 1998 in Kraft treten» durch die Wörter «die am 1. Oktober 1998 in Kraft treten» ersetzt.

Art. 63 - Vorliegender Erlaß tritt am Tag seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft, mit Ausnahme:

1. der Artikel 30 und 31, die am 1. März 1998 in Kraft treten,
2. der Artikel 33 bis 39, 53 und 54, die am 1. Oktober 1998 in Kraft treten.

Art. 64 - Unser Minister des Innern, Unser Minister der Finanzen, Unser Minister der Beschäftigung und der Arbeit, Unser Minister der Sozialen Angelegenheiten und Unser Minister der Kleinen und Mittleren Betriebe sind jeder für seinen Bereich mit der Ausführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Gegeben zu Brüssel, den 22. Februar 1998

ALBERT

Von Königs wegen:

Der Minister des Innern

J. VANDE LANOTTE

Der Minister der Finanzen

Ph. MAYSTADT

Die Ministerin der Beschäftigung und der Arbeit

Frau M. SMET

Die Ministerin der Sozialen Angelegenheiten

Frau M. DE GALAN

Der Minister der Kleinen und Mittleren Betriebe

K. PINXTEN

Vu pour être annexé à Notre arrêté du 26 novembre 1998.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de l'Intérieur,
L. VAN DEN BOSSCHE

Gezien om te worden gevoegd bij Ons besluit van 26 november 1998.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Binnenlandse Zaken,
L. VAN DEN BOSSCHE

F. 99 — 100

[C - 98/00756]

8 DECEMBRE 1998. — Arrêté royal établissant la traduction officielle en langue allemande de l'arrêté royal du 12 décembre 1997 établissant une heure d'été en 1998, 1999, 2000 et 2001

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 31 décembre 1983 de réformes institutionnelles pour la Communauté germanophone, notamment l'article 76, § 1^{er}, 1° et § 3, remplacé par la loi du 18 juillet 1990;

Vu le projet de traduction officielle en langue allemande de l'arrêté royal du 12 décembre 1997 établissant une heure d'été en 1998, 1999, 2000 et 2001, établi par le Service central de traduction allemande du Commissariat d'Arrondissement adjoint à Malmédy;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Intérieur,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Le texte annexé au présent arrêté constitue la traduction officielle en langue allemande de l'arrêté royal du 12 décembre 1997 établissant une heure d'été en 1998, 1999, 2000 et 2001.

Art. 2. Notre Ministre de l'Intérieur est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 8 décembre 1998.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de l'Intérieur,
L. VAN DEN BOSSCHE

N. 99 — 100

[C - 98/00756]

8 DECEMBER 1998. — Koninklijk besluit tot vaststelling van de officiële Duitse vertaling van het koninklijk besluit van 12 december 1997 tot invoering van een zomertijd in 1998, 1999, 2000 en 2001

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 31 december 1983 tot hervorming der instellingen voor de Duitstalige Gemeenschap, inzonderheid op artikel 76, § 1, 1° en § 3, vervangen door de wet van 18 juli 1990;

Gelet op het ontwerp van officiële Duitse vertaling van het koninklijk besluit van 12 december 1997 tot invoering van een zomertijd in 1998, 1999, 2000 en 2001, opgemaakt door de Centrale dienst voor Duitse vertaling van het Adjunct-arrondissementscommissariaat in Malmédy;

Op de voordracht van Onze Minister van Binnenlandse Zaken,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. De bij dit besluit gevoegde tekst is de officiële Duitse vertaling van het koninklijk besluit van 12 december 1997 tot invoering van een zomertijd in 1998, 1999, 2000 en 2001.

Art. 2. Onze Minister van Binnenlandse Zaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 8 december 1998.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Binnenlandse Zaken,
L. VAN DEN BOSSCHE

Bijlage-Annexe

MINISTERIUM DES INNERN

12. DEZEMBER 1997 — Königlicher Erlaß zur Regelung der Sommerzeit für die Jahre 1998, 1999, 2000 und 2001

ALBERT II., König der Belgier,

Allen Gegenwärtigen und Zukünftigen, Unser Gruß!

Aufgrund des Gesetzes vom 29. April 1892 zur Einführung einer einheitlichen Uhrzeit in Belgien;

Aufgrund des Gesetzes vom 7. Februar 1920 zur Abänderung des Gesetzes vom 29. April 1892 über die Festlegung der gesetzlichen Zeit;

Aufgrund der Erlasse des Regenten vom 30. September 1946 und vom 15. September 1947 über die gesetzliche Zeit;

Aufgrund der achten Richtlinie 97/44/EG des Europäischen Parlaments und des Rates der Europäischen Union vom 22. Juli 1997 zur Regelung der Sommerzeit;

Aufgrund der Stellungnahme der Finanzinspektion vom 6. November 1997;

Aufgrund der Dringlichkeit, darin begründet, daß laut Artikel 6 Absatz 1 obenerwähnter Richtlinie die Mitgliedstaaten verpflichtet sind, spätestens am 31. Dezember 1997 die Bestimmungen in Kraft zu setzen, die erforderlich sind, um dieser Richtlinie nachzukommen;

Aufgrund des Gutachtens des Staatsrates vom 5. Dezember 1997 in Anwendung von Artikel 84 Absatz 1 Nr. 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, ersetzt durch das Gesetz vom 4. August 1996,

Haben Wir beschlossen und erlassen Wir:

Artikel 1 - Der auf sechzig Minuten festgelegte Vorsprung auf die gesetzliche Zeit wird am 29. März 1998, am 28. März 1999, am 26. März 2000 und am 25. März 2001 um 1 Uhr morgens Weltzeit (2 Uhr Ortszeit) auf hundertzwanzig Minuten erhöht.

Dieser Vorsprung wird am 25. Oktober 1998, am 31. Oktober 1999, am 29. Oktober 2000 und am 28. Oktober 2001 um 1 Uhr morgens Weltzeit (3 Uhr Ortszeit) wieder auf sechzig Minuten verringert.

Art. 2 - Unser Minister des Innern ist mit der Ausführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Gegeben zu Brüssel, den 12. Dezember 1997

ALBERT

Von Königs wegen:

Der Minister des Innern
J. VANDE LANOTTE

Vu pour être annexé à Notre arrêté du 8 décembre 1998.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de l'Intérieur,
L. VAN DEN BOSSCHE

Gezien om te worden gevoegd bij Ons besluit van 8 december 1998.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Binnenlandse Zaken,
L. VAN DEN BOSSCHE

**GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

VLAAMSE GEMEENSCHAP — COMMUNAUTE FLAMANDE

MINISTERIE VAN DE VLAAMSE GEMEENSCHAP

N. 99 — 101

[99/35011]

27 OKTOBER 1998. — Besluit van de Vlaamse regering houdende gedeeltelijke verdeling van het provisioneel krediet ingeschreven onder B.A. 01.01, PR. 69.9

De Vlaamse regering,

Gelet op het decreet van 19 december 1997 houdende de algemene uitgavenbegroting van de Vlaamse Gemeenschap voor het begrotingsjaar 1998, inzonderheid artikel 50;

Gelet op het decreet van 7 juli 1998 houdende aanpassing van de algemene uitgavenbegroting van de Vlaamse Gemeenschap voor het begrotingsjaar 1998;

Gelet op het akkoord van de Vlaamse minister bevoegd voor begroting, gegeven op 9 september 1998;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Een eerste schijf ten belope van 800,0 miljoen frank wordt afgenomen van het beschikbare ordonnanceringskrediet op b.a. 01.01 van het programma 69.90 en wordt verdeeld overeenkomstig de hier bijgevoegde tabel.

De in die tabel vermelde bedragen worden gevoegd bij de overeenkomstig kredieten voor het begrotingsjaar 1998.

Art. 2. De Vlaamse minister bevoegd voor financiën en begroting is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 27 oktober 1998.

De minister-president van de Vlaamse regering,

L. VAN DEN BRANDE

De Vlaamse minister van Financiën, Begroting en Gezondheidsbeleid,

Mevr. W. DEMEESTER-DE MEYER

Verdeling eerste schijf provisioneel krediet PR. 69.9 B.A. 01.01

(in miljoen frank)

Programma	b.a.	GOK-vermindering	GOK-vermeerdering
69.9	01.01	-800,0	
64.2	14.05		+300,0
64.2	73.05		+500,0

Gezien om gevoegd te worden bij het besluit van de Vlaamse regering van 27 oktober 1998 houdende gedeeltelijke verdeling van het provisioneel krediet ingeschreven onder b.a. 01.01, PR. 69.9.

De minister-president van de Vlaamse regering,

L. VAN DEN BRANDE

De Vlaamse minister van Financiën, Begroting en Gezondheidsbeleid,

Mevr. W. DEMEESTER-DE MEYER

**TRADUCTION
MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FLAMANDE**

F. 99 — 101

[99/35011]

27 OCTOBRE 1998. — Arrêté du Gouvernement flamand portant répartition partielle du crédit provisionnel inscrit à l'allocation de base 01.01, programme 69.9

Le Gouvernement flamand,

Vu le décret du 19 décembre 1997 contenant le budget général des dépenses de la Communauté flamande pour l'année budgétaire 1998, notamment l'article 50;

Vu le décret du 7 juillet 1998 ajustant le budget général des dépenses de la Communauté flamande pour l'année budgétaire 1998;

Vu l'accord du Ministre flamand ayant le budget dans ses attributions, donné le 9 septembre 1998;

Après en avoir délibéré,

Arrête :

Article 1^{er}. Une première tranche à concurrence 800,0 millions de francs est prélevée sur le crédit d'ordonnement disponible à l'allocation de base 01.01 du programme 69.90 et est répartie conformément au tableau en annexe.

Les montants figurant dans ce tableau sont ajoutés aux crédits correspondants de l'année budgétaire 1998.

Art. 2. Le Ministre flamand ayant les finances et le budget dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 27 octobre 1998.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,
L. VAN DEN BRANDE

Le Ministre flamand des Finances, du Budget et de la Politique de Santé,
Mme W. DEMEESTER-DE MEYER

Annexe

Répartition première tranche crédit provisionnel programme 69.9 — allocation de base 01.01
(en millions de francs)

Programme	Allocation de base	COD-réduction	COD-augmentation
69.9	01.01	-800,0	
64.2	14.05		+300,0
64.2	73.05		+500,0

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement flamand du 27 octobre 1998 portant répartition partielle du crédit provisionnel inscrit à l'allocation de base 01.01, programme 69.9.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,
L. VAN DEN BRANDE

Le Ministre flamande des Finances, du Budget et de la Politique de Santé,
Mme W. DEMEESTER-DE MEYER

N. 99 — 102

[C - 99/36449]

**1 DECEMBER 1998. — Besluit van de Vlaamse regering
tot wijziging van het besluit van de Vlaamse regering van 19 april 1995
tot uitvoering van het decreet van 5 april 1995 betreffende de profylaxe van besmettelijke ziekten**

De Vlaamse regering,

Gelet op het decreet van 5 april 1995 betreffende de profylaxe van besmettelijke ziekten;

Gelet op het besluit van de Vlaamse regering van 19 april 1995 tot uitvoering van het decreet van 5 april 1995 betreffende de profylaxe van besmettelijke ziekten;

Gelet op de wetten van de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegend dat onverwijld maatregelen moeten worden getroffen om de wetgeving in verband met de profylaxe van de besmettelijke ziekten in overeenstemming te brengen met de wetgeving inzake de bescherming van de persoonlijke levenssfeer teneinde de rechten van personen die lijden aan een besmettelijke ziekte die verplicht moet aangegeven worden te waarborgen;

Op voorstel van de Vlaamse minister van Financiën, Begroting en Gezondheidsbeleid;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. In bijlage I bij het besluit van de Vlaamse regering van 19 april 1995 tot uitvoering van het decreet van 5 april 1995 betreffende de profylaxe van besmettelijke ziekten wordt de zin "Hemorragische koorts en andere ernstige virusziekten zoals Ebola-Lassa-, Marburgkoorts" vervangen door de zin "Hemorragische koorts veroorzaakt door Ebola-, Lassa-, Marburgkoorts- en gelijkaardige virussen".

Art. 2. Aan de lijst van bijlage I van hetzelfde besluit wordt toegevoegd na "Vlektyfus": "Elke andere ernstige besmettelijke ziekte die niet in de lijst is opgenomen en die een epidemisch karakter dreigt aan te nemen".

Art. 3. Dit besluit treedt in werking de eerste dag van de maand volgend op die gedurende welke het in het *Belgisch Staatsblad* is bekendgemaakt.

Art. 4. De Vlaamse minister bevoegd voor Gezondheidsbeleid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 1 december 1998.

De minister-president van de Vlaamse regering,
L. VAN DEN BRANDE

De Vlaamse minister van Financiën, Begroting en Gezondheidsbeleid,
Mevr. W. DEMEESTER-DE MEYER

Bijlage I

Ziekten waarvan de aangifte onmiddellijk mondeling of telefonisch moet gebeuren en daarbij binnen de 24 uur, schriftelijk bevestigd, zoals bepaald in artikel 2 :

Botulisme
 Febris recurrens
 Hondsdolheid
 Malaria waarbij vermoed wordt dat de besmetting gebeurde op het Belgisch grondgebied
 Pest
 Poliomyelitis
 Hemorragische koorts veroorzaakt door Ebola-, Lassa-, Marburgkoorts- en gelijkaardige virussen
 Vlektyfus
 Elke andere ernstige besmettelijke ziekte die niet in de lijst is opgenomen en die een epidemisch karakter dreigt aan te nemen.
 Gezien om gevoegd te worden bij het besluit van de Vlaamse regering van 19 april 1995.

Brussel, 1 december 1998.

De minister-president van de Vlaamse regering,
 L. VAN DEN BRANDE

De Vlaamse minister van Financiën, Begroting en Gezondheidsbeleid,
 Mevr. W. DEMEESTER-DE MEYER

—
 TRADUCTION

F. 99 — 102

[C - 99/36449]

**1^{er} DECEMBRE 1998. — Arrêté du Gouvernement flamand
 modifiant l'arrêté du Gouvernement flamand du 19 avril 1995
 portant exécution du décret du 5 avril 1995 relatif à la prophylaxie des maladies contagieuses**

Le Gouvernement flamand,

Vu le décret du 5 avril 1995 relatif à la prophylaxie des maladies contagieuses;
 Vu l'arrêté du Gouvernement flamand du 19 avril 1995 portant exécution du décret du 5 avril 1995 relatif à la prophylaxie des maladies contagieuses;
 Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, modifié par la loi du 4 juillet 1989;
 Vu l'urgence;
 Considérant qu'il importe de prendre sans délai des mesures pour aligner la législation relative à la prophylaxie des maladies contagieuses sur celle relative à la protection de la vie privée afin de garantir les droits des personnes souffrant d'une maladie contagieuse soumise à déclaration;
 Sur la proposition du Ministre flamand des Finances, du Budget et de la Politique de Santé;
 Après en avoir délibéré,

Arrête :

Article 1^{er}. Dans l'annexe I à l'arrêté du Gouvernement flamand du 19 avril 1995 portant exécution du décret du 5 avril 1995 relatif à la prophylaxie des maladies contagieuses, la phrase "Fièvre hémorragique et autres maladies virales graves telles que la fièvre d'Ebola, la fièvre de Lassa et la fièvre de Marburg" est remplacée par la phrase "Fièvre hémorragique causée par les virus d'Ebola, de Lassa et de Marburg ou par d'autres virus similaires".

Art. 2. Il est ajouté à la liste de l'annexe I du même arrêté, après le mot "Typhus exanthématique", les mots "Toute autre maladie contagieuse grave non figurant sur la liste et qui risque de présenter un caractère épidémique".

Art. 3. Le présent arrêté entre en vigueur le premier jour du mois suivant celui de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 4. Le Ministre flamand qui a la Politique de Santé dans ses attributions, est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 1^{er} décembre 1998.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,
 L. VAN DEN BRANDE

Le Ministre flamand des Finances, du Budget et de la Politique de Santé,
 Mme W. DEMEESTER-DE MEYER

Annexe 1

Les maladies dont la déclaration orale ou téléphonique doit s'effectuer immédiatement et être confirmée par écrit dans les 24 heures, conformément à article 2.

Botulisme
Fièvre récurrente
Rage
Malaria qui s'est probablement transmise sur le territoire belge
Peste
Poliomyélite
Fièvre hémorragique causée par les virus d'Ebola, de lassa et de Marburg ou par d'autres virus similaires
Typhus exanthématique
Toute autre maladie contagieuse grave non figurant sur la liste et qui risque de présenter un caractère épidémique

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement flamand du 19 avril 1995.

Bruxelles, le 1^{er} décembre 1998.

Le Ministre-président du Gouvernement flamand,
L. VAN DEN BRANDE

Le ministre flamand des Finances, du Budget et de la Politique de Santé,
Mme W. DEMEESTER-DEMEYER

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP
MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 99 — 103

[C - 98/29479]

2 SEPTEMBRE 1998. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant l'arrêté royal du 27 juin 1974 fixant au 1^{er} avril 1972 les échelles des fonctions des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement de l'Etat, des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, des membres du personnel du service d'inspection de l'enseignement primaire subventionné et les échelles des grades du personnel des centres psycho-médico-sociaux de l'Etat

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi du 22 juin 1964 relative au statut des membres du personnel de l'enseignement de l'Etat, telle qu'elle a été modifiée;

Vu l'arrêté royal du 15 avril 1958 portant statut pécuniaire du personnel enseignant, scientifique et assimilé du Ministère de l'Instruction publique, tel qu'il a été modifié;

Vu l'arrêté royal du 27 juin 1974 fixant au 1^{er} avril 1972 les échelles des fonctions des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement de l'Etat, des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, des membres du personnel du service d'inspection de l'enseignement primaire subventionné et les échelles des grades du personnel des centres psycho-médico-sociaux de l'Etat, tel que modifié;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 1^{er} février 1998;

Vu l'accord du Ministre du Budget et de la Fonction publique, donné le 16 février 1998;

Vu le protocole du 6 mars 1998 du Comité de Secteur IX et du Comité des Services publics provinciaux et locaux, Section II;

Sur la proposition de la Ministre-Présidente chargée de l'Education;

Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française du 31 août 1998,

Arrête :

CHAPITRE Ier. — *Dispositions modificatives*

Article 1^{er}. A partir du 1^{er} septembre 2005, le chapitre A - Du personnel directeur et enseignant de l'enseignement préscolaire - de l'article 2 de l'arrêté royal du 27 juin 1974 fixant au 1^{er} avril 1972 les échelles des fonctions des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement de l'Etat, des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, des membres du personnel du service d'inspection de l'enseignement primaire subventionné et les échelles des grades du personnel des centres psycho-médico-sociaux de l'Etat, est remplacé par le chapitre suivant :

« Chapitre A. — Du personnel directeur et enseignant de l'enseignement maternel :

Instituteur maternel :

- a) porteur du titre requis (diplôme d'instituteur maternel) 216
b) porteur du diplôme d'instituteur primaire 216

Régime transitoire :	
a) nommé à cette fonction le 1 ^{er} septembre 1969 au plus tard, porteur d'un titre autre de l'enseignement supérieur non universitaire	216
b) nommé à cette fonction le 1 ^{er} septembre 1969 au plus tard, porteur d'un titre autre que le diplôme d'instituteur maternel	206/2
Directeur d'une école maternelle autonome :	
a) d'une école comptant de 1 à 3 classes	208/1
b) d'une école comptant de 4 à 6 classes	208/3
c) d'une école comptant de 7 à 9 classes	208/5
d) d'une école comptant 10 classes et plus	209/2
Instituteur d'une école maternelle d'application :	207/3
Instituteur en chef d'une école maternelle d'application :	
a) d'une école comptant de 1 à 3 classes	208/4
b) d'une école comptant de 4 à 6 classes	209/1
c) d'une école comptant de 7 à 9 classes	209/3
d) d'une école comptant 10 classes et plus	210/1"

Art. 2. A partir du 1^{er} septembre 2005, le chapitre B - Du personnel directeur et enseignant de l'enseignement primaire- de l'article 2 de l'arrêté royal du 27 juin 1974 précité, est remplacé par le chapitre suivant :

« Chapitre B. — Du personnel directeur et enseignant de l'enseignement primaire :

1. Instituteur primaire :

a) porteur du diplôme d'instituteur primaire délivré après un cycle de deux ou trois années de l'enseignement supérieur de plein exercice et de type court..... 216

b) porteur d'un diplôme d'instituteur primaire non visé en a) et complété par douze mois de services dans l'enseignement organisé ou subventionné par l'Etat, quel que soit l'âge à partir duquel ces services ont été prestés : 216

La durée desdits services est calculée conformément aux dispositions de l'article 85 du statut fixé par l'arrêté du 22 mars 1969. Ces douze mois de services dans l'enseignement ne sont pas comptés pour la fixation de l'ancienneté pécuniaire.

c) porteur d'un diplôme d'instituteur primaire non visé en a) et non complété par les douze mois de services dont question sous b); le traitement, fixé dans l'échelle prévue sous b), est amputé du montant d'une annale jusqu'au premier jour du mois qui suit la date à laquelle la condition relative aux douze mois de services est remplie.

d) porteur du diplôme d'agrégé de l'enseignement secondaire inférieur (groupe littéraire, langue maternelle/histoire, langues germaniques, langues modernes, scientifique, mathématique/physique, mathématique/sciences économiques, mathématique, sciences/géographie, éducation physique/biologie, arts plastiques) 216

e) porteur du diplôme d'instituteur - institutrice maternel(le), complété par douze mois de service dans l'enseignement organisé ou subventionné par l'Etat, quel que soit l'âge à partir duquel ces services ont été prestés . 216

La durée desdits services est calculée conformément aux dispositions de l'article 85 du statut fixé par l'arrêté du 22 mars 1969. Ces douze mois de service dans l'enseignement ne sont pas comptés pour la fixation de l'ancienneté pécuniaire.

f) porteur du diplôme d'instituteur - institutrice maternel(le), non complété par les douze mois de service dont question sous e); le traitement, fixé dans l'échelle prévue sous e), est amputé du montant d'une annale jusqu'au premier jour du mois qui suit la date à laquelle la condition relative aux douze mois de service est remplie

Régime transitoire :

a) nommé à cette fonction le 1^{er} septembre 1969 au plus tard, porteur d'un titre de l'enseignement supérieur non universitaire autre que le diplôme d'instituteur primaire et qui bénéficiait au 31 mars 1972, de l'échelle de l'instituteur primaire 216

b) nommé à cette fonction le 1^{er} septembre 1969 au plus tard, porteur d'un titre autre que le diplôme d'instituteur primaire et qui bénéficiait au 31 mars 1972, de l'échelle de l'instituteur primaire 206/2

c) porteur du diplôme de régent et qui bénéficiait avant le 1^{er} janvier 1946, du barème de régent d'école moyenne 207/3

2. Instituteur primaire à l'école primaire d'application : 207/3

Régime transitoire :

porteur du diplôme de régent et qui bénéficiait avant le 1^{er} janvier 1946, du barème de régent d'école moyenne 208/2

3. Maître de morale :

a) porteur du diplôme d'instituteur primaire délivré après un cycle de deux ou trois années de l'enseignement supérieur de plein exercice et de type court 216

b) porteur d'un diplôme d'instituteur primaire non visé en a) et complété par douze mois de services dans l'enseignement organisé ou subventionné par l'Etat, quel que soit l'âge à partir duquel ces services ont été prestés . 216

La durée desdits services est calculée conformément aux dispositions de l'article 85 du statut fixé par l'arrêté du 22 mars 1969. Ces douze mois de service dans l'enseignement ne sont pas comptés pour la fixation de l'ancienneté pécuniaire.

c) porteur d'un diplôme d'instituteur primaire non visé en a) et non complété par les douze mois de service dont question sous b); le traitement, fixé dans l'échelle prévue sous b), est amputé du montant d'une annale jusqu'au premier jour du mois qui suit la date à laquelle la condition relative aux douze mois de service est remplie

d) porteur du diplôme d'agrégé de l'enseignement secondaire inférieur (groupe littéraire, langue maternelle/histoire, langues germaniques, langues modernes, scientifique, mathématique/physique, mathématique/sciences économiques, mathématique, sciences/géographie, éducation physique/biologie, arts plastiques) 216

e) porteur du diplôme d'instituteur - institutrice maternel(le), complété par douze mois de service dans l'enseignement organisé ou subventionné par l'Etat, quel que soit l'âge à partir duquel ces services ont été prestés . 216

La durée desdits services est calculée conformément aux dispositions de l'article 85 du statut fixé par l'arrêté du 22 mars 1969. Ces douze mois de service dans l'enseignement ne sont pas comptés pour la fixation de l'ancienneté pécuniaire.

f) porteur du diplôme d'instituteur - institutrice maternel(le), non complété par les douze mois de service dont question sous *e)*; le traitement, fixé dans l'échelle prévue sous *e)*, est amputé du montant d'une annale jusqu'au premier jour du mois qui suit la date à laquelle la condition relative aux douze mois de service est remplie

Régime transitoire :

a) nommé à cette fonction le 1^{er} septembre 1969 au plus tard, porteur d'un titre de l'enseignement supérieur non universitaire autre que le diplôme d'instituteur primaire et qui bénéficiait au 31 mars 1972, de l'échelle de l'instituteur primaire 216

b) nommé à cette fonction le 1^{er} septembre 1969 au plus tard, porteur d'un titre autre que le diplôme d'instituteur primaire et qui bénéficiait au 31 mars 1972, de l'échelle de l'instituteur primaire..... 206/2

4. Maître de morale à l'école primaire d'application : 207/3

5. Maître de cours spéciaux :

a) porteur du diplôme d'instituteur primaire délivré après un cycle de deux ou trois années de l'enseignement supérieur de plein exercice et de type court complété par le certificat requis suivant la spécialisation 216

b) porteur d'un diplôme d'instituteur primaire non visé en *a)*, complété par le certificat requis suivant la spécialité et complété par douze mois de service dans l'enseignement organisé ou subventionné par l'Etat, quel que soit l'âge à partir duquel ces services ont été prestés 216

La durée desdits services est calculée conformément aux dispositions de l'article 85 du statut fixé par l'arrêté du 22 mars 1969. Ces douze mois de service dans l'enseignement ne sont pas comptés pour la fixation de l'ancienneté pécuniaire.

c) porteur d'un diplôme d'instituteur primaire, complété par le certificat requis suivant la spécialité, non visé en *a)* et non complété par les douze mois de service dont question sous *b)*; le traitement, fixé dans l'échelle prévue sous *b)*, est amputé du montant d'une annale jusqu'au premier jour du mois qui suit la date à laquelle la condition relative aux douze mois de service est remplie.

d) porteur d'un titre requis constitué par un diplôme d'agrégé de l'enseignement secondaire inférieur ou de régent délivré conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 20 décembre 1932 216

e) porteur d'un titre requis de l'enseignement supérieur non universitaire autre que ceux visés en *a)*, *b)*, *c)* et *d)* complété par douze mois de service dans l'enseignement organisé ou subventionné par l'Etat, quel que soit l'âge à partir duquel ces services ont été prestés 216

La durée desdits services est calculée conformément aux dispositions de l'article 85 du statut fixé par l'arrêté du 22 mars 1969. Ces douze mois de service dans l'enseignement ne sont pas comptés pour la fixation de l'ancienneté pécuniaire.

f) porteur d'un titre requis de l'enseignement supérieur non universitaire autre que ceux visés en *a)*, *b)*, *c)* et *d)* et non complété par les douze mois de service dont question sous *e)*; le traitement fixé dans l'échelle prévue sous *e)*, est amputé du montant d'une annale jusqu'au premier jour du mois qui suit la date à laquelle la condition relative aux douze mois de service est remplie

g) porteur d'un titre autre que le titre requis complété par douze mois de service dans l'enseignement organisé ou subventionné par l'Etat, quel que soit l'âge à partir duquel ces services ont été prestés 206/1

La durée desdits services est calculée conformément aux dispositions de l'article 85 du statut fixé par l'arrêté du 22 mars 1969. Ces douze mois de service dans l'enseignement ne sont pas comptés pour la fixation de l'ancienneté pécuniaire.

h) porteur d'un titre autre que le titre requis et non complété par les douze mois de service dont question sous *g)*; le traitement, fixé dans l'échelle prévue sous *g)*, est amputé du montant d'une annale jusqu'au premier jour du mois qui suit la date à laquelle la condition relative aux douze mois de service est remplie

Régime transitoire :

a) nommé à cette fonction le 1^{er} septembre 1969 au plus tard, porteur d'un titre de l'enseignement supérieur non universitaire autre que le titre requis et qui bénéficiait au 31 mars 1972, de l'échelle de l'instituteur primaire 216

b) nommé à cette fonction le 1^{er} septembre 1969 au plus tard, porteur d'un titre autre que le titre requis et qui bénéficiait au 31 mars 1972, de l'échelle de l'instituteur primaire 206/2

6. Maître de cours spéciaux à l'école primaire d'application : 207/3

7. Directeur d'une école primaire autonome ou annexée et directeur d'une école fondamentale autonome ou annexée :

a) d'une école comptant de 1 à 3 classes 208/1

b) d'une école comptant de 4 à 6 classes 208/3

c) d'une école comptant de 7 à 9 classes 208/5

d) d'une école comptant 10 classes et plus 209/2

8. Directeur d'une école primaire d'application :	
a) d'une école comptant de 1 à 3 classes	208/4
b) d'une école comptant de 4 à 6 classes	209/1
c) d'une école comptant de 7 à 9 classes	209/3
d) d'une école comptant 10 classes et plus	210/1
9. Maître de religion catholique ou protestante :	
a) qui possède la qualité de ministre du culte	216
b) porteur du diplôme d'agrégé de l'enseignement secondaire inférieur	216
c) porteur du diplôme d'instituteur primaire - instituteur maternel délivré après un cycle de deux ou trois années de l'enseignement supérieur de plein exercice et de type court	216
d) porteur de tout autre titre requis de l'enseignement supérieur non universitaire que ceux visés en a), b), c) et f)	216
e) porteur du diplôme d'instituteur maternel complété par le certificat de compétence pour l'enseignement primaire, délivré par le chef du culte	216
f) porteur soit :	
1. du diplôme de fin d'études secondaires du degré supérieur complété par le certificat de compétence pour l'enseignement primaire, délivré par le chef du culte;	
2. du certificat visé en 1, lorsque ce certificat est délivré avant le 12 janvier 1972;	
3. d'un titre autre que l'un des titres requis lorsque les titres susvisés sont complétés par douze mois de service dans l'enseignement organisé ou subventionné par l'Etat, quel que soit l'âge à partir duquel ces services ont été prestés	206/1
La durée desdits services est calculée conformément aux dispositions de l'article 85 du statut fixé par l'arrêté du 22 mars 1969. Ces douze mois de service dans l'enseignement ne sont pas comptés pour la fixation de l'ancienneté pécuniaire.	
g) porteur de l'un des titres visés en f) et non complété par les douze mois de service dont question sous f); le traitement fixé dans l'échelle prévue sous f) est amputé du montant d'une annale jusqu'au premier jour du mois qui suit la date à laquelle la condition relative aux douze mois de service est remplie	
Régime transitoire :	
nommé à cette fonction et qui bénéficiait au 31 mars 1972 de l'échelle de l'instituteur primaire	206/2
Maître de religion israélite :	
a) qui possède la qualité ou la dignité de ministre du culte	216
b) porteur du diplôme d'instituteur primaire, délivré après un cycle d'au moins deux années d'études de l'enseignement supérieur de plein exercice et de type court, et complété par le certificat d'aptitude à l'enseignement religieux israélite au degré primaire, délivré par le Consistoire central israélite de Belgique et le grand rabbin de Belgique ou le rabbin attaché au Consistoire	216
c) porteur de tout autre titre requis, autre que ceux visés en a) et b) et complété par douze mois de service dans l'enseignement organisé ou subventionné par l'Etat, quel que soit l'âge à partir duquel ces services ont été prestés. La durée desdits services est calculée conformément aux dispositions de l'article 85 du statut fixé par l'arrêté royal du 22 mars 1969. Ces douze mois de service dans l'enseignement ne sont pas comptés pour la fixation de l'ancienneté pécuniaire	206/2
d) porteur de tout titre requis autre que ceux visés en a) et b) et non complété par les douze mois de service, dont question sous c); le traitement, fixé dans l'échelle prévue sous b), est amputé du montant d'une annale jusqu'au premier jour du mois qui suit la date à laquelle la condition, relative aux douze mois de service, est remplie	
Maître de religion orthodoxe :	
a) qui possède la qualité de ministre du culte	216
b) porteur du diplôme d'instituteur primaire, délivré après un cycle d'au moins deux années d'études de l'enseignement supérieur de plein exercice et de type court	216
c) porteur du diplôme d'agrégé de l'enseignement secondaire inférieur	216
d) porteur d'un des titres requis autres que ceux visés en a), b) et c), complété par douze mois de service dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française, quel que soit l'âge à partir duquel ces services ont été prestés.	
La durée desdits services est calculée conformément aux dispositions de l'article 85 du statut fixé par l'arrêté royal du 22 mars 1969. Ces douze mois de service dans l'enseignement ne sont pas comptés pour la fixation de l'ancienneté pécuniaire	206/2
e) porteur de tout titre requis, autre que ceux visés en a), b) et c), non complété par les douze mois de service, dont question en d); le traitement fixé dans l'échelle prévue sous d), est amputé du montant d'une annale jusqu'au premier jour du mois qui suit la date à laquelle la condition relative aux douze mois de services est remplie.	
10. Maître de religion catholique ou protestante à l'école primaire d'application :	
a) porteur de l'un des titres requis à l'exclusion du titre visé en b) ci-après	207/3
b) qui possède la qualité de Ministre du Culte	207/3
c) porteur d'un autre titre	207/1
Régime transitoire :	
nommé à cette fonction et qui bénéficiait au 31 mars 1972 de l'échelle de l'instituteur primaire à l'école primaire d'application	207/3

Maître de religion israélite à l'école primaire d'application :	
a) qui possède la qualité ou la dignité de Ministre du Culte	207/3
b) porteur du diplôme d'instituteur primaire, complété par le certificat d'aptitude à l'enseignement religieux israélite au degré primaire, délivré par le Consistoire central israélite de Belgique et signé conjointement par le président du Consistoire central israélite de Belgique et le grand rabbin de Belgique ou le rabbin attaché au Consistoire	207/3
c) porteur du certificat en histoire, pensée et civilisation juive délivré par l'Institut des études du Judaïsme, complété par le certificat d'aptitude à l'enseignement religieux israélite au degré secondaire inférieur, délivré par le Consistoire central israélite de Belgique et signé conjointement par le président du Consistoire central israélite de Belgique et le grand rabbin de Belgique ou le rabbin attaché au Consistoire	207/3
d) porteur du certificat spécial en langue et littérature hébraïque contemporaine délivré par l'Institut des études du Judaïsme, complété par le certificat d'aptitude à l'enseignement religieux israélite au degré secondaire inférieur, délivré par le Consistoire central israélite de Belgique et signé conjointement par le président du Consistoire central israélite de Belgique et le grand rabbin de Belgique ou le rabbin attaché au Consistoire	207/3
e) porteur du certificat en histoire juive délivré par l'Institut des études du Judaïsme, complété par le certificat d'aptitude à l'enseignement religieux israélite au degré secondaire inférieur, délivré par le Consistoire central israélite de Belgique et signé conjointement par le président du Consistoire central israélite de Belgique et le grand rabbin de Belgique ou le rabbin attaché au Consistoire	207/3
f) porteur du certificat en pensée et civilisation juive délivré par l'Institut des études du Judaïsme, complété par le certificat d'aptitude à l'enseignement religieux israélite au degré secondaire inférieur, délivré par le Consistoire central israélite de Belgique et signé conjointement par le président du Consistoire central israélite de Belgique et le grand rabbin de Belgique ou le rabbin attaché au Consistoire	207/3
g) porteur du certificat d'aptitude à l'enseignement religieux israélite au degré primaire délivré par le Consistoire central israélite de Belgique et signé conjointement par le président du Consistoire central israélite de Belgique et le grand rabbin de Belgique ou le rabbin attaché au Consistoire	206/2
11. Directeur d'un internat pour enfants dont les parents n'ont pas de résidence fixe	209/2
Régime transitoire :	
a) nommé à cette fonction le 31 mars 1972 au plus tard et porteur d'un titre de l'enseignement supérieur non universitaire	210/1
b) nommé à cette fonction le 31 mars 1972 au plus tard	210/1
c) nommé à cette fonction après le 31 mars 1972 et porteur d'un titre de l'enseignement supérieur non universitaire, lorsqu'à cette date il était chargé de l'exercice de la fonction et qu'il l'est resté sans interruption jusqu'à sa nomination	210/1
d) nommé à cette fonction après le 31 mars 1972, lorsqu'à cette date il était chargé de l'exercice de la fonction et qu'il l'est resté sans interruption jusqu'à sa nomination	210/1
12. Directeur d'un institut médico-pédagogique	209/2
Régime transitoire :	
a) nommé à cette fonction le 31 mars 1972 au plus tard	210/1
b) nommé à cette fonction le 31 mars 1972 au plus tard et porteur d'un titre de l'enseignement supérieur non universitaire	210/1
c) nommé à cette fonction après le 31 mars 1972, lorsqu'à cette date il était chargé de l'exercice de la fonction et qu'il l'est resté sans interruption jusqu'à sa nomination	210/1
d) nommé à cette fonction après le 31 mars 1972 et porteur d'un titre de l'enseignement supérieur non universitaire, lorsqu'à cette date il était chargé de l'exercice de la fonction et qu'il l'est resté sans interruption jusqu'à sa nomination	210/1
13. Maître de seconde langue	
a) porteur du titre requis	216
b) porteur d'autres titres	206/1"
Art. 3. A partir du 1 ^{er} septembre 2005, à l'article 2, chapitre C, de l'arrêté royal du 27 juin 1974 précité, le texte de la rubrique "Du personnel directeur et enseignant de l'enseignement secondaire du degré inférieur - Professeur de cours généraux" est remplacé par les termes suivants :	
« a) porteur du titre requis (diplôme d'agrégé de l'enseignement secondaire inférieur)	216
b) porteur d'un autre diplôme d'agrégé de l'enseignement secondaire inférieur, d'ingénieur technicien ou de candidat délivré par une université belge, un établissement y assimilé ou habilité par la loi ou par un jury constitué par le Gouvernement	216
c) porteur d'un diplôme d'instituteur primaire	216
d) porteur du titre du niveau secondaire supérieur	206/3
e) porteur d'autres titres	206/2
Régime transitoire :	
a) nommé à cette fonction, porteur d'un titre autre que celui d'agrégé de l'enseignement secondaire inférieur et qui bénéficiait au 31 mars 1972, de l'échelle octroyée à l'agrégé de l'enseignement secondaire inférieur	216
b) enseignant le cours de sciences commerciales dans une école moyenne, porteur d'un diplôme universitaire et en fonction en cette qualité dans un établissement de l'Etat le 1 ^{er} mars 1953 au plus tard	235

c) en fonction dans une école technique secondaire inférieure, non porteur du diplôme du niveau supérieur du premier degré et qui a bénéficié du barème 77520 - 135120, sous le régime de l'arrêté royal du 1 ^{er} décembre 1953 portant statut pécuniaire du personnel enseignant, scientifique et assimilé des établissements ressortissant au Ministère de l'Instruction publique	215
d) en fonction dans une école technique secondaire inférieure, non porteur du diplôme du niveau supérieur du premier degré et qui a bénéficié du barème 70320 - 127920, sous le régime de l'arrêté royal du 1 ^{er} décembre 1953 précité	208/2
e) nommé à cette fonction, au degré inférieur d'un Athénée royal ou d'un Lycée royal, porteur d'un titre autre que celui d'agrégé de l'enseignement secondaire supérieur et qui bénéficiait au 31 mars 1972 de l'échelle octroyée à l'agrégé d'enseignement secondaire supérieur	415
f) nommé à cette fonction ou stagiaire, au degré inférieur d'un Athénée royal ou d'un Lycée royal, porteur d'un diplôme d'agrégé de l'enseignement secondaire supérieur et qui bénéficiait au 1 ^{er} août 1989 de l'échelle d'agrégé de l'enseignement secondaire supérieur	415 »

Art. 4. A partir du 1^{er} septembre 2005, à l'article 2, chapitre C, de l'arrêté royal du 27 juin 1974 précité, le texte de la rubrique "Du personnel directeur et enseignant de l'enseignement secondaire du degré inférieur - Professeur de morale", est remplacé par les termes suivants :

a) porteur du titre requis (diplôme d'agrégé de l'enseignement secondaire inférieur)	216
b) porteur du diplôme d'ingénieur technicien ou de candidat délivré par une université belge, un établissement y assimilé ou habilité par la loi ou par un jury constitué par le Gouvernement	216
c) porteur d'un diplôme d'instituteur primaire	216
d) porteur du titre du niveau secondaire supérieur	206/3
e) porteur d'autres titres	206/2

Régime transitoire :

a) nommé à cette fonction, porteur d'un titre autre que celui d'agrégé de l'enseignement secondaire inférieur et qui bénéficiait au 31 mars 1972 de l'échelle d'agrégé de l'enseignement secondaire inférieur	216
b) nommé à cette fonction, au degré inférieur d'un Athénée royal ou d'un Lycée royal, porteur d'un titre autre que celui d'agrégé de l'enseignement secondaire supérieur et qui bénéficiait au 31 mars 1972 de l'échelle d'agrégé de l'enseignement secondaire supérieur	415
c) nommé à cette fonction, au degré inférieur d'un Athénée royal ou d'un Lycée royal, porteur d'un diplôme d'agrégé de l'enseignement secondaire supérieur et qui bénéficiait au 1 ^{er} août 1989 de l'échelle d'agrégé de l'enseignement secondaire supérieur	415''

Art. 5. A partir du 1^{er} septembre 2005, à l'article 2, chapitre C, de l'arrêté royal du 27 juin 1974 précité, le texte de la rubrique "Du personnel directeur et enseignant de l'enseignement secondaire du degré inférieur - Professeur de cours spéciaux (éducation physique) est remplacé par les termes suivants :

« a) porteur du titre requis (diplôme d'agrégé de l'enseignement secondaire inférieur- éducation physique)	216
b) porteur du diplôme de licencié en éducation physique ou de candidat en éducation physique délivré par une université belge, un établissement y assimilé ou habilité par la loi ou par un jury constitué par le Gouvernement	216
c) porteur d'un diplôme d'instituteur primaire	216
d) porteur du titre du niveau secondaire supérieur	206/3
e) porteur d'autres titres	206/2

Régime transitoire :

a) nommé à cette fonction, porteur d'un titre autre que celui d'agrégé de l'enseignement secondaire inférieur (éducation physique) et qui bénéficiait au 31 mars 1972 de l'échelle d'agrégé de l'enseignement secondaire inférieur	216
b) nommé à cette fonction, au degré inférieur d'un Athénée royal ou d'un Lycée royal, porteur d'un titre autre que celui d'agrégé de l'enseignement secondaire supérieur (éducation physique) et qui bénéficiait au 31 mars 1972 de l'échelle d'agrégé de l'enseignement secondaire supérieur	415
c) nommé à cette fonction, au degré inférieur d'un Athénée royal d'un Lycée royal, porteur d'un diplôme d'agrégé de l'enseignement secondaire supérieur (éducation physique) et qui bénéficiait au 1 ^{er} août 1989 de l'échelle d'agrégé de l'enseignement secondaire supérieur	415''

Art. 6. A partir du 1^{er} septembre 2005, à l'article 2, chapitre C, de l'arrêté royal du 27 juin 1974 précité, le texte de la rubrique "Du personnel directeur et enseignant de l'enseignement secondaire du degré inférieur - Professeur de cours spéciaux (dessin, travail manuel, éducation plastique)", à partir du littera b), est remplacé par les termes suivants :

« b) porteur d'un diplôme d'instituteur primaire	216
c) porteur du titre du niveau secondaire supérieur	206/3
d) porteur d'autres titres	206/2''

Art. 7. A partir du 1^{er} septembre 2005, à l'article 2, chapitre C, de l'arrêté royal du 27 juin 1974 précité, le texte de la rubrique "Du personnel directeur et enseignant de l'enseignement secondaire du degré inférieur - Professeur de cours spéciaux (musique et éducation musicale)", à partir du littera b), est remplacé par les termes suivants :

- « b) porteur d'un diplôme d'instituteur primaire 216
- c) porteur du titre du niveau secondaire supérieur 206/3
- d) porteur d'autres titres 206/2"

Art. 8. A partir du 1^{er} septembre 2005, à l'article 2, chapitre C, de l'arrêté royal du 27 juin 1974 précité, le texte de la rubrique "Du personnel directeur et enseignant de l'enseignement secondaire du degré inférieur - Professeur de cours spéciaux (sténodactylographie)", à partir du littera b), est remplacé par les termes suivants :

- « b) porteur d'un diplôme d'instituteur primaire 216
- c) porteur du titre du niveau secondaire supérieur 206/3
- d) porteur d'autres titres 206/2"

Art. 9. A partir du 1^{er} septembre 2005, à l'article 2, chapitre C, de l'arrêté royal du 27 juin 1974 précité, le texte de la rubrique "Du personnel directeur et enseignant de l'enseignement secondaire du degré inférieur - Professeur de cours techniques et de pratique professionnelle, 1^o spécialités économie domestique, coupe et couture", à partir du littera b), est remplacé par les termes suivants :

- « b) porteur d'un diplôme d'instituteur primaire 216
- c) porteur du titre du niveau secondaire supérieur 206/3
- d) porteur d'autres titres 206/2"

Art. 10. A partir du 1^{er} septembre 2005, à l'article 2, chapitre C, de l'arrêté royal du 27 juin 1974 précité, le texte de la rubrique "Du personnel directeur et enseignant de l'enseignement secondaire du degré inférieur - Professeur de cours techniques et de pratique professionnelle, 2^o spécialités fer, bois, électricité", est remplacé par les termes suivants :

- « 2^o Autres spécialités
- a) porteur du titre requis 216
- b) porteur d'un diplôme d'instituteur primaire 216
- c) porteur du titre requis, à l'exception du certificat d'aptitudes pédagogiques lorsque celui-ci est requis 211
- d) porteur du titre du niveau secondaire supérieur 206/3
- e) porteur d'autres titres 206/2"

Art. 11. A partir du 1^{er} septembre 2005, à l'article 2, chapitre C, de l'arrêté royal du 27 juin 1974 précité, le texte de la rubrique "Du personnel directeur et enseignant de l'enseignement secondaire du degré inférieur - Professeur de cours techniques", à partir du littera b), est remplacé par les termes suivants :

- « b) porteur d'un diplôme d'instituteur primaire 216
- c) porteur du titre requis, à l'exception du certificat d'aptitudes pédagogiques lorsque celui-ci est requis 211
- d) porteur du titre du niveau secondaire supérieur 206/3
- e) porteur d'autres titres 206/2"

Art. 12. A partir du 1^{er} septembre 2005, à l'article 2, chapitre C, de l'arrêté royal du 27 juin 1974 précité, le texte de la rubrique "Du personnel directeur et enseignant de l'enseignement secondaire du degré inférieur - Professeur de pratique professionnelle", à partir du littera c), est remplacé par les termes suivants :

- « c) porteur d'un diplôme d'instituteur primaire 216
- d) porteur du titre requis, à l'exception du certificat d'aptitudes pédagogiques lorsque celui-ci est requis 211
- e) porteur du titre du niveau secondaire supérieur 206/3
- f) porteur d'autres titres 206/2"

Art. 13. A partir du 1^{er} septembre 2005, à l'article 2, chapitre C, de l'arrêté royal du 27 juin 1974 précité, le texte de la rubrique "Du personnel directeur et enseignant de l'enseignement secondaire du degré inférieur - Professeur de religion catholique, protestante ou orthodoxe", à partir du littera b), est remplacé par les termes suivants :

- « b) porteur du diplôme d'instituteur primaire 216
- c) porteur d'un titre du niveau secondaire supérieur 206/3
- d) porteur de tout autre titre 206/2"

Le littera b) de la rubrique "Régime transitoire" est remplacé par la disposition suivante :

- "b) nommé à cette fonction et qui bénéficiait au 31 mars 1972 de l'échelle d'instituteur primaire 216"

Art. 14. A partir du 1^{er} septembre 2005, à l'article 2, chapitre D, de l'arrêté royal du 27 juin 1974 précité, le texte de la rubrique "Du personnel directeur et enseignant de l'enseignement secondaire du degré supérieur - Professeur de cours généraux - Régime transitoire", littera *g*), est remplacé par les termes suivants :

« *g*) nommé à cette fonction, porteur d'autres titres et qui bénéficiait au 31 mars 1972, de l'échelle octroyée à l'instituteur primaire :

- s'il est porteur du diplôme d'instituteur primaire et s'il est entré en fonction le 31 décembre 1962 au plus tard 216
- s'il est porteur d'un titre du niveau secondaire supérieur et s'il est entré en fonction le 31 décembre 1962 au plus tard 206/3
- s'il n'est pas porteur du diplôme d'instituteur primaire ou d'un titre du niveau secondaire supérieur 206/2
- s'il est entré en fonction après le 31 décembre 1962 206/2"

Art. 15. A partir du 1^{er} septembre 2005, à l'article 2, chapitre D, de l'arrêté royal du 27 juin 1974 précité, le texte de la rubrique "Du personnel directeur et enseignant de l'enseignement secondaire du degré supérieur - Professeur de morale - Régime transitoire", littera *e*), est remplacé par les termes suivants :

« *e*) nommé à cette fonction et qui bénéficiait au 31 mars 1972, de l'échelle octroyée à l'instituteur primaire :

- s'il est porteur du diplôme d'instituteur primaire et s'il est entré en fonction le 31 décembre 1962 au plus tard 216
- s'il est porteur d'un titre du niveau secondaire supérieur et s'il est entré en fonction le 31 décembre 1962 au plus tard 206/3
- s'il n'est pas porteur du diplôme d'instituteur primaire ou d'un titre du niveau secondaire supérieur 206/2
- s'il est entré en fonction après le 31 décembre 1962 206/2"

Art. 16. A partir du 1^{er} septembre 2005, à l'article 2, chapitre D, de l'arrêté royal du 27 juin 1974 précité, le texte de la rubrique "Du personnel directeur et enseignant de l'enseignement secondaire du degré supérieur - Professeur de cours spéciaux (éducation physique) — Régime transitoire", à partir du littera *c*), est remplacé par les termes suivants :

- « *c*) nommé à cette fonction, porteur d'un diplôme d'instituteur primaire 216
- d*) nommé à cette fonction, porteur d'un titre du niveau secondaire supérieur 206/3
- e*) nommé à cette fonction, porteur d'autres titres 206/2
- f*) nommé à cette fonction, dans une école professionnelle secondaire supérieure et qui bénéficiait au 1^{er} mars 1972, de l'échelle octroyée au professeur de cette école, agrégé de l'enseignement secondaire supérieur 412
- g*) nommé à cette fonction dans une école professionnelle secondaire supérieure et qui bénéficiait au 31 mars 1972 de l'échelle de professeur de cette école, porteur du diplôme d'agrégé de l'enseignement secondaire inférieur .. 216"

Art. 17. A partir du 1^{er} septembre 2005, à l'article 2, chapitre D, de l'arrêté royal du 27 juin 1974 précité, le texte de la rubrique "Du personnel directeur et enseignant de l'enseignement secondaire du degré supérieur - Professeur de cours spéciaux (dessin, travail manuel et éducation plastique)", à partir du littera *f*), est remplacé par les termes suivants :

- « *f*) porteur d'un diplôme d'instituteur primaire 216
- g*) porteur du titre du niveau secondaire supérieur 206/3
- h*) porteur d'autres titres 206/2"

Art. 18. A partir du 1^{er} septembre 2005, à l'article 2, chapitre D, de l'arrêté royal du 27 juin 1974 précité, le texte de la rubrique "Du personnel directeur et enseignant de l'enseignement secondaire du degré supérieur - Professeur de cours spéciaux (musique et éducation musicale)", à partir du littera *c*), est remplacé par les termes suivants :

- « *c*) porteur d'un diplôme d'instituteur primaire 216
- d*) porteur du titre du niveau secondaire supérieur 206/3
- e*) porteur d'autres titres 206/2"

Art. 19. A partir du 1^{er} septembre 2005, à l'article 2, chapitre D, de l'arrêté royal du 27 juin 1974 précité, le texte de la rubrique "Du personnel directeur et enseignant de l'enseignement secondaire du degré supérieur - Professeur de cours spéciaux (sténodactylographie)", à partir du littera *c*), est remplacé par les termes suivants :

- « *c*) porteur d'un diplôme d'instituteur primaire 216
- d*) porteur du titre du niveau secondaire supérieur 206/3
- e*) porteur d'autres titres 206/2"

Art. 20. A partir du 1^{er} septembre 2005, à l'article 2, chapitre D, de l'arrêté royal du 27 juin 1974 précité, le texte de la rubrique "Du personnel directeur et enseignant de l'enseignement secondaire du degré supérieur - Professeur de cours techniques", à partir du littera *h*), est remplacé par les termes suivants :

- « *h*) porteur d'un diplôme d'instituteur primaire 216
- i*) porteur du titre du niveau secondaire supérieur 206/3
- j*) porteur d'autres titres 206/2"

Art. 21. A partir du 1^{er} septembre 2005, à l'article 2, chapitre D, de l'arrêté royal du 27 juin 1974 précité, le texte de la rubrique "Du personnel directeur et enseignant de l'enseignement secondaire du degré supérieur - Professeur de pratique professionnelle", à partir du littera *c*), est remplacé par les termes suivants :

- « *c*) porteur d'un diplôme d'instituteur primaire 216
- d*) porteur du titre du niveau secondaire supérieur 206/3
- e*) porteur d'autres titres 206/2"

Art. 22. A partir du 1^{er} septembre 2005, à l'article 2, chapitre D, de l'arrêté royal du 27 juin 1974 précité, le texte de la rubrique "Du personnel directeur et enseignant de l'enseignement secondaire du degré supérieur - Professeur de cours techniques et de pratique professionnelle", à partir du littera *b*), est remplacé par les termes suivants :

- « *b*) porteur d'un diplôme d'instituteur primaire 216
- c*) porteur du titre du niveau secondaire supérieur 206/3
- d*) porteur d'autres titres 206/2"

Art. 23. A partir du 1^{er} septembre 2005, à l'article 2, chapitre G, de l'arrêté royal du 27 juin 1974 précité, le texte de la rubrique "Du personnel auxiliaire d'éducation - Surveillant-éducateur", litterae *a*) et *b*), est remplacé par les termes suivants :

- « *a*) porteur du diplôme d'instituteur primaire, d'instituteur maternel, d'agrégé de l'enseignement secondaire inférieur ou d'agrégé de l'enseignement secondaire supérieur ou d'éducateur délivré par un établissement d'enseignement supérieur pédagogique de type court et de plein exercice ou à l'issue d'une section "éducateurs spécialisés" organisée par l'enseignement supérieur pédagogique ou social de promotion sociale de type court .. 216
- b*) porteur du diplôme de conseiller social, d'assistant social ou de candidat délivré par une université belge . 216"

Art. 24. A partir du 1^{er} septembre 2005, à l'article 2, chapitre G, de l'arrêté royal du 27 juin 1974 précité, le texte de la rubrique "Du personnel auxiliaire d'éducation - Surveillant-éducateur d'internat", les litterae *a*) et *b*) sont remplacés par les termes suivants :

- « *a*) porteur du diplôme d'instituteur primaire, d'instituteur maternel, d'agrégé de l'enseignement secondaire inférieur ou d'agrégé de l'enseignement secondaire supérieur ou d'éducateur délivré par un établissement d'enseignement supérieur pédagogique de type court et de plein exercice ou à l'issue d'une section "éducateurs spécialisés" organisée par l'enseignement supérieur pédagogique ou social de promotion sociale de type court .. 216
- b*) porteur du diplôme de conseiller social, d'assistant social ou de candidat délivré par une université belge . 216"

Art. 25. A partir du 1^{er} septembre 2005, à l'article 2, chapitre G, de l'arrêté royal du 27 juin 1974 précité, le texte de la rubrique "Du personnel auxiliaire d'éducation - Educateur-économiste", est remplacé par les termes suivants :

- "Educateur-économiste 153"

Art. 26. A partir du 1^{er} septembre 2005, à l'article 2, chapitre G, de l'arrêté royal du 27 juin 1974 précité, le texte de la rubrique "Du personnel auxiliaire d'éducation - Secrétaire de direction", est remplacé par les termes suivants :

- "Secrétaire de direction 153"

Art. 27. A partir du 1^{er} septembre 2005, à l'article 2, chapitre G, de l'arrêté royal du 27 juin 1974 précité, le texte de la rubrique "Du personnel auxiliaire d'éducation - Secrétaire-bibliothécaire", des litterae *a*) et *b*) est remplacé par les termes suivants :

- « *a*) porteur du diplôme d'instituteur maternel, complété par le certificat d'aptitude à tenir une bibliothèque publique, d'instituteur primaire, complété par le certificat d'aptitude à tenir une bibliothèque publique, du diplôme d'agrégé de l'enseignement secondaire inférieur, complété par le certificat d'aptitude à tenir une bibliothèque publique, d'agrégé de l'enseignement secondaire supérieur, complété par le certificat d'aptitude à tenir une bibliothèque publique, ou du diplôme d'éducateur délivré par un établissement d'enseignement supérieur pédagogique de type court et de plein exercice ou à l'issue d'une section "éducateurs spécialisés" organisée par l'enseignement supérieur pédagogique ou social de promotion sociale de type court, complété par le certificat d'aptitude à tenir une bibliothèque publique 216

- b*) porteur du diplôme d'instituteur maternel, du diplôme d'instituteur primaire, du diplôme d'agrégé de l'enseignement secondaire inférieur, du diplôme d'agrégé de l'enseignement secondaire supérieur ou du diplôme d'éducateur délivré par un établissement d'enseignement supérieur pédagogique de type court et de plein exercice ou à l'issue d'une section "éducateurs spécialisés" organisée par l'enseignement supérieur pédagogique ou social de promotion sociale de type court, de conseiller social, d'assistant social ou de candidat délivré par une université belge 216"

Art. 28. A partir du 1^{er} septembre 2005, à l'article 2, chapitre G, de l'arrêté royal du 27 juin 1974 précité, le texte de la rubrique "Assistant social", est remplacé par les termes suivants :

- « Assistant social 216 »

Art. 29. A partir du 1^{er} septembre 2005, à l'article 2, chapitre G, de l'arrêté royal du 27 juin 1974 précité, le texte de la rubrique "Administrateur d'internat", est remplacé par les termes suivants :

- « Administrateur d'internat 167 »

Art. 30. A partir du 1^{er} septembre 2005, à l'article 2, chapitre H, de l'arrêté royal du 27 juin 1974 précité, le texte de la rubrique "Du personnel paramédical" est remplacé par les termes suivants :

- Puéricultrice 015
- Infirmière 216
- Logopède 216
- Kinésithérapeute 216

Art. 31. A partir du 1^{er} septembre 2005, à l'article 2, chapitre J, de l'arrêté royal du 27 juin 1974 précité, l'échelle 315/1 est remplacée par l'échelle 216.

CHAPITRE II. — Dispositions transitoires

Art. 32. Entre le 1^{er} septembre 1999 et le 31 août 2005, les membres du personnel visés au présent arrêté bénéficient d'une augmentation de traitement fixée comme suit :

- a*) pour la période du 1^{er} septembre 1999 au 31 août 2000, 10 % de la différence entre l'échelle de traitement attribuée à la veille de la date d'entrée en vigueur du présent arrêté et l'échelle de traitement attribuée en vertu du chapitre Ier du présent arrêté;

b) pour la période du 1^{er} septembre 2000 au 31 août 2001, 20 % de la différence entre l'échelle de traitement attribuée à la veille de la date d'entrée en vigueur du présent arrêté et l'échelle de traitement attribuée en vertu du chapitre Ier du présent arrêté;

c) pour la période du 1^{er} septembre 2001 au 31 août 2002, 30 % de la différence entre l'échelle de traitement attribuée à la veille de la date d'entrée en vigueur du présent arrêté et l'échelle de traitement attribuée en vertu du chapitre Ier du présent arrêté;

d) pour la période du 1^{er} septembre 2002 au 31 août 2003, 47,5 % de la différence entre l'échelle de traitement attribuée à la veille de la date d'entrée en vigueur du présent arrêté et l'échelle de traitement attribuée en vertu du chapitre Ier du présent arrêté;

e) pour la période du 1^{er} septembre 2003 au 31 août 2004, 65 % de la différence entre l'échelle de traitement attribuée à la veille de la date d'entrée en vigueur du présent arrêté et l'échelle de traitement attribuée en vertu du chapitre Ier du présent arrêté;

f) pour la période du 1^{er} septembre 2004 au 31 août 2005, 82,5 % de la différence entre l'échelle de traitement attribuée à la veille de la date d'entrée en vigueur du présent arrêté et l'échelle de traitement attribuée en vertu du chapitre Ier du présent arrêté.

Art. 33. Les membres du personnel visés au présent arrêté et qui bénéficient, à la date du 1^{er} septembre 1999, d'un traitement supérieur à celui auquel ils peuvent prétendre en application des dispositions du présent arrêté, conservent le bénéfice de l'échelle de traitement qui était la leur sous le régime pécuniaire antérieur tel que fixé au 31 août 1999 aussi longtemps qu'ils obtiennent dans ladite échelle un traitement supérieur.

CHAPITRE III. — *Dispositions finales*

Art. 34. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 35. Le Ministre qui a les statuts des membres du personnel de l'enseignement de la Communauté française dans ses attributions, est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 2 septembre 1998.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

La Ministre-Présidente du Gouvernement de la Communauté française,
Mme L. ONKELINX

Annexe à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 2 septembre 1998 modifiant l'arrêté royal du 27 juin 1974 fixant au 1^{er} avril 1972 les échelles des fonctions des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement de l'Etat, des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, des membres du personnel du service d'inspection de l'enseignement primaire subventionné et les échelles des grades du personnel des centres psycho-médico-sociaux de l'Etat

Echelles de la classe 22 ans :

208/1

750.853 - 1.255.610

1(1) 21.828

2(1) 22.235

1(2) 36.370

1(2) 37.009

10(2) 36.508

208/2

757.838 - 1.262.740

1(1) 21.959

2(1) 22.242

1(2) 36.370

1(2) 37.009

10(2) 36.508

208/3

783.379 - 1.288.564

3(1) 22.242

1(2) 36.370

1(2) 37.009

10(2) 36.508

208/4

814.544 - 1.319.729

3(1) 22.242

1(2) 36.370

1(2) 37.009

10(2) 36.508

208/5
816.324 - 1.321.509
3(1) 22.242
1(2) 36.370
1(2) 37.009
10(2) 36.508

206/1
623.187 - 1.051.696
2(1) 15.167
1(1) 17.873
1(2) 28.813
1(2) 31.361
1(2) 31.570
9(2) 32.062

207/3
715.927 - 1.219.870
3(1) 21.828
1(2) 36.370
1(2) 37.009
10(2) 36.508

209/1
847.490 - 1.352.675
3(1) 22.242
1(2) 36.370
1(2) 37.009
10(2) 36.508

209/2
849.272 - 1.354.457
3(1) 22.242
1(2) 36.370
1(2) 37.009
10(2) 36.508

209/3
880.437 - 1.385.622
3(1) 22.242
1(2) 36.370
1(2) 37.009
10(2) 36.508

210/1
913.384-1.418.569
3(1) 22.242
1(2) 36.370
1(2) 37.009
10(2) 36.508

207/1
687.113 -1.119.614
3(1) 21.827
1(2) 35.931
1(2) 37.009
10(2) 36.508

153
715.929 - 1.220.000
3(1) 21.826
1(2) 35.924
2(2) 37.038
1(2) 37.059
9(2) 36.508

167
817.529 - 1.323.292
3(1) 22.241
1(2) 36.371
1(2) 37.038
1(2) 37.059
9(2) 36.508

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 2 septembre 1998 modifiant l'arrêté royal du 27 juin 1974 fixant au 1^{er} avril 1972 les échelles des fonctions des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement de l'Etat, des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, des membres du personnel du service d'inspection de l'enseignement primaire subventionné et les échelles des grades du personnel des centres psycho-médico-sociaux de l'Etat.

Bruxelles, le 2 septembre 1998.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

La Ministre-Présidente du Gouvernement de la Communauté française,
Mme L. ONKELINX

—
VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 99 — 103

[C - 98/29479]

2 SEPTEMBER 1998. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot wijziging van het koninklijk besluit van 27 juni 1974 waarbij op 1 april 1972 worden vastgesteld de schalen verbonden aan de ambten van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel en van het paramedisch personeel bij de rijksonderwijsinrichtingen, aan de ambten van de leden van de inspectiedienst belast met het toezicht op deze inrichtingen en aan de ambten van de leden van de inspectiedienst van het gesubsidieerd lager onderwijs, en de schalen verbonden aan de graden van het personeel van de psycho-medisch-sociale centra van de Staat

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de wet van 22 juni 1964 betreffende het statuut der personeelsleden van het Rijksonderwijs, zoals ze werd gewijzigd;

Gelet op het koninklijk besluit van 15 april 1958 houdende bezoldigingsregeling van het onderwijzend, wetenschappelijk en daarmee gelijkgesteld personeel van het Ministerie van Openbaar Onderwijs, zoals het werd gewijzigd;

Gelet op het koninklijk besluit van 27 juni 1974 waarbij op 1 april 1972 worden vastgesteld de schalen verbonden aan de ambten van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel en van het paramedisch personeel bij de rijksonderwijsinrichtingen, aan de ambten van de leden van de inspectiedienst, belast met het toezicht op deze inrichtingen en aan de ambten van de leden van de inspectiedienst van het gesubsidieerd lager onderwijs, en de schalen verbonden aan de graden van het personeel van de psycho-medisch-sociale centra van de Staat, zoals gewijzigd;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 1 februari 1998;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting en Ambtenarenzaken, gegeven op 16 februari 1998;

Gelet op het protocol van 6 maart 1998 van het Sectorcomité IX en het Comité voor de provinciale en lokale overheidsdiensten, Sectie II;

Op de voordracht van de Minister-Voorzitter belast met Onderwijs;

Gelet op de beraadslaging van 31 augustus 1998 van de Regering van de Franse Gemeenschap,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Wijzigingsbepalingen*

Artikel 1. Vanaf 1 september 2005 wordt hoofdstuk A - Bestuurs- en onderwijzend personeel van het voorschools onderwijs - van artikel 2 van het koninklijk besluit van 27 juni 1974 waarbij op 1 april 1972 worden vastgesteld de schalen verbonden aan de ambten van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel en van het paramedisch personeel bij de rijksonderwijsinrichtingen, aan de ambten van de leden van de inspectiedienst belast met het toezicht op deze inrichtingen en aan de ambten van de leden van de inspectiedienst van het gesubsidieerd lager onderwijs, en de schalen verbonden aan de graden van het personeel van de psycho-medisch-sociale centra van de Staat vervangen door volgend hoofdstuk :

« Hoofdstuk A.- Bestuurs- en onderwijzend personeel van het voorschools onderwijs :

Kleuteronderwijzer :

a) houder van het vereiste bekwaamheidsbewijs (diploma van kleuteronderwijzer) 216

b) houder van het diploma van onderwijzer 216

Overgangsstelsel :

a) uiterlijk op 1 september 1969 in dit ambt benoemd, houder van een ander bekwaamheidsbewijs van het niet universitair hoger onderwijs 216

b) uiterlijk op 1 september 1969 in dit ambt benoemd, houder van een ander bekwaamheidsgetuigschrift dan het diploma van kleuteronderwijzer 206/2

Directeur van een autonome kleuterschool :

a) van een school met 1 tot 3 klassen 208/1

b) van een school met 4 tot 6 klassen 208/3

c) van een school met 7 tot 9 klassen 208/5

d) van een school met 10 klassen en meer 209/2

Onderwijzer aan een oefenschool voor kleuteronderwijzer : 207/3

Hoofdonderwijzer aan een oefenschool voor kleuteronderwijzer :

a) van een school met 1 tot 3 klassen	208/4
b) van een school met 4 tot 6 klassen	209/1
c) van een school met 7 tot 9 klassen	209/3
d) van een school met 10 klassen en meer	210/1 "

Art. 2. Vanaf 1 september 2005 wordt hoofdstuk B - Bestuurs- en onderwijzend personeel van het lager onderwijs - van artikel 2 van voormeld koninklijk besluit van 27 juni 1974 vervangen door volgend hoofdstuk :

« Hoofdstuk B. — Bestuurs- en onderwijzend personeel van het lager onderwijs :

1. Onderwijzer :

a) houder van het diploma van onderwijzer uitgereikt na een cyclus van twee of drie jaar van hoger onderwijs met volledig leerplan en van het korte type

216

b) houder van het diploma van onderwijzer niet bedoeld onder a) en aangevuld met twaalf maanden dienst in het onderwijs georganiseerd of gesubsidieerd door de Staat, ongeacht de leeftijd vanaf welke deze diensten werden gepresteerd

216

De duur van bedoelde diensten wordt berekend overeenkomstig de bepalingen van artikel 85 van het statuut bepaald bij het besluit van 22 maart 1969. Deze twaalf maanden dienst in het onderwijs worden niet meegerekend voor de vaststelling van de geldelijke anciënniteit.

c) houder van het diploma van onderwijzer niet bedoeld onder a) en niet aangevuld met de twaalf maanden dienst waarvan sprake onder b); de wedde, vastgesteld in de onder b) bepaalde schaal wordt ingekort met het bedrag van een jaarlijkse verhoging tot op de eerste dag van de maand die volgt op de datum waarop aan de voorwaarde betreffende de twaalf maanden dienst wordt voldaan.

d) houder van het diploma van geaggregeerde voor het lager secundair onderwijs (afdeling letterkunde, moedertaal/ geschiedenis, Germaanse talen, moderne talen, wetenschappen, wiskunde/natuurkunde, wiskunde/economische wetenschappen, wiskunde, wetenschappen/ aardrijkskunde, lichamelijke opvoeding/biologie, plastische kunsten)

216

e) houder van het diploma van kleuteronderwijzer(es), aangevuld met twaalf maanden dienst in het onderwijs, georganiseerd of gesubsidieerd door de Staat, ongeacht de leeftijd vanaf welke deze diensten werden gepresteerd

216

De duur van bedoelde diensten wordt berekend overeenkomstig de bepalingen van artikel 85 van het statuut bepaald bij het besluit van 22 maart 1969. Deze twaalf maanden dienst in het onderwijs worden niet meegerekend voor de vaststelling van de geldelijke anciënniteit.

f) houder van het diploma van kleuteronderwijzer(es), niet aangevuld met de twaalf maanden dienst waarvan sprake onder e); de wedde, vastgesteld in de onder e) bepaalde schaal wordt ingekort met het bedrag van een jaarlijkse verhoging tot op de eerste dag van de maand die volgt op de datum waarop aan de voorwaarde betreffende de twaalf maanden dienst wordt voldaan.

Overgangsstelsel :

a) uiterlijk op 1 september 1969 in dit ambt benoemd, houder van een ander bekwaamheidsbewijs van het niet universitair hoger onderwijs dan het diploma van onderwijzer en die op 31 maart 1972 de weddeschaal van onderwijzer genoot

216

b) uiterlijk op 1 september 1969 in dit ambt benoemd, houder van een ander bekwaamheidsbewijs dan het diploma van onderwijzer en die op 31 maart 1972 de weddeschaal van onderwijzer genoot

206/2

c) houder van het diploma van regent en die vóór 1 januari 1946 de weddeschaal van regent aan een middelbare school genoot

207/3

2. Onderwijzer aan een lagere oefenschool

207/3

Overgangsstelsel :

houder van het diploma van regent en die vóór 1 januari 1946 de weddeschaal van regent middelbare school genoot

208/2

3. Leermeester zedenleer

a) houder van het diploma van onderwijzer uitgereikt na een cyclus van twee of drie jaar van hoger onderwijs met volledig leerplan en van het korte type

216

b) houder van het diploma van onderwijzer niet bedoeld onder a) en aangevuld met twaalf maanden dienst in het onderwijs georganiseerd of gesubsidieerd door de Staat, ongeacht de leeftijd vanaf welke deze diensten werden gepresteerd

216

De duur van bedoelde diensten wordt berekend overeenkomstig de bepalingen van artikel 85 van het statuut bepaald bij het besluit van 22 maart 1969. Deze twaalf maanden dienst in het onderwijs worden niet meegerekend voor de vaststelling van de geldelijke anciënniteit.

c) houder van het diploma van onderwijzer niet bedoeld onder a) en niet aangevuld met de twaalf maanden dienst waarvan sprake onder b); de wedde, vastgesteld in de onder b) bepaalde schaal wordt ingekort met het bedrag van een jaarlijkse verhoging tot op de eerste dag van de maand die volgt op de datum waarop aan de voorwaarde betreffende de twaalf maanden dienst wordt voldaan.

d) houder van het diploma van geaggregeerde voor het lager secundair onderwijs (afdeling letterkunde, moedertaal/ geschiedenis, Germaanse talen, moderne talen, wetenschappen, wiskunde/natuurkunde, wiskunde/economische wetenschappen, wiskunde, wetenschappen/ aardrijkskunde, lichamelijke opvoeding/biologie, plastische kunsten)

216

e) houder van het diploma van kleuteronderwijzer(es), aangevuld met twaalf maanden dienst in het onderwijs, georganiseerd of gesubsidieerd door de Staat, ongeacht de leeftijd vanaf welke deze diensten werden gepresteerd

216

De duur van bedoelde diensten wordt berekend overeenkomstig de bepalingen van artikel 85 van het statuut bepaald bij het besluit van 22 maart 1969. Deze twaalf maanden dienst in het onderwijs worden niet meegerekend voor de vaststelling van de geldelijke anciënniteit.

f) houder van het diploma van kleuteronderwijzer(es), niet aangevuld met de twaalf maanden dienst waarvan sprake onder e); de wedde, vastgesteld in de onder e) bepaalde schaal wordt ingekort met het bedrag van een jaarlijkse verhoging tot op de eerste dag van de maand die volgt op de datum waarop aan de voorwaarde betreffende de twaalf maanden dienst wordt voldaan.

Overgangsstelsel :

a) uiterlijk op 1 september 1969 in dit ambt benoemd, houder van een ander bekwaamheidsbewijs van het niet universitair hoger onderwijs dan het diploma van onderwijzer en die op 31 maart 1972 de weddeschaal van onderwijzer genoot 216

b) uiterlijk op 1 september 1969 in dit ambt benoemd, houder van een ander bekwaamheidsbewijs dan het diploma van onderwijzer en die op 31 maart 1972 de weddeschaal van onderwijzer genoot 206/2

4. Leermeester zedenleer aan een lagere oefenschool :207/3

5. Leermeester bijzondere vakken :

a) houder van het diploma van onderwijzer uitgereikt na een cyclus van twee of drie jaar van hoger onderwijs met volledig leerplan en van het korte type, aangevuld met het vereiste getuigschrift naar gelang van de specialisatie . 216

b) houder van het diploma van onderwijzer niet bedoeld onder a), aangevuld met het getuigschrift vereist naar gelang van de specialiteit en aangevuld met twaalf maanden dienst in het onderwijs georganiseerd of gesubsidieerd door de Staat, ongeacht de leeftijd vanaf welke deze diensten werden gepresteerd 216

De duur van bedoelde diensten wordt berekend overeenkomstig de bepalingen van artikel 85 van het statuut bepaald bij het besluit van 22 maart 1969. Deze twaalf maanden dienst in het onderwijs worden niet meegerekend voor de vaststelling van de geldelijke anciënniteit.

c) houder van het diploma van onderwijzer, aangevuld met het vereiste getuigschrift naar gelang van de specialiteit, niet bedoeld onder a) en niet aangevuld met de twaalf maanden dienst waarvan sprake in b); de wedde, vastgesteld in de onder b) bepaalde schaal wordt ingekort met het bedrag van een jaarlijkse verhoging tot op de eerste dag van de maand die volgt op de datum waarop aan de voorwaarde betreffende de twaalf maanden dienst wordt voldaan.

d) houder van een vereist bekwaamheidsbewijs dat het diploma is van geaggregeerde voor het lager secundair onderwijs of van regent, uitgereikt overeenkomstig de bepalingen van het koninklijk besluit van 20 december 1932 . 216

e) houder van een ander vereist bekwaamheidsbewijs van het niet universitair hoger onderwijs dan deze bepaald in a), b), c) en d), aangevuld met twaalf maanden dienst in het onderwijs, georganiseerd of gesubsidieerd door de Staat, ongeacht de leeftijd vanaf welke deze diensten werden gepresteerd..... 216

De duur van die diensten wordt berekend overeenkomstig de bepalingen van artikel 85 van het statuut bepaald bij het besluit van 22 maart 1969. Deze twaalf maanden dienst in het onderwijs worden niet meegerekend voor de vaststelling van de geldelijke anciënniteit.

f) houder van een ander vereist getuigschrift van het niet universitair hoger onderwijs dan deze bedoeld in a), b), c) en d) en niet aangevuld met de twaalf maanden dienst waarvan sprake onder e); de wedde, vastgesteld in de onder e) bepaalde schaal wordt ingekort met het bedrag van een jaarlijkse verhoging tot op de eerste dag van de maand die volgt op de datum waarop aan de voorwaarde betreffende de twaalf maanden dienst wordt voldaan.

g) houder van een ander bekwaamheidsbewijs dan het vereiste bekwaamheidsbewijs, aangevuld met twaalf maanden dienst in het onderwijs, georganiseerd of gesubsidieerd door de Staat, ongeacht de leeftijd vanaf welke deze diensten werden gepresteerd..... 206/1

De duur van bedoelde diensten wordt berekend overeenkomstig de bepalingen van artikel 85 van het statuut bepaald bij het besluit van 22 maart 1969. Deze twaalf maanden dienst in het onderwijs worden niet meegerekend voor de vaststelling van de geldelijke anciënniteit.

h) houder van een ander bekwaamheidsbewijs dan het vereiste bekwaamheidsbewijs en niet aangevuld met de twaalf maanden dienst waarvan sprake onder g); de wedde, vastgesteld in de onder g) bepaalde schaal wordt ingekort met het bedrag van een jaarlijkse verhoging tot op de eerste dag van de maand die volgt op de datum waarop aan de voorwaarde betreffende de twaalf maanden dienst wordt voldaan.

Overgangsstelsel :

a) uiterlijk op 1 september 1969 in dit ambt benoemd, houder van een ander bekwaamheidsbewijs van het niet universitair hoger onderwijs dan het vereiste bekwaamheidsbewijs en die op 31 maart 1972 de weddeschaal van onderwijzer genoot 216

b) uiterlijk op 1 september 1969 in dit ambt benoemd, houder van een ander bekwaamheidsbewijs dan het vereiste bekwaamheidsbewijs en die op 31 maart 1972 de weddeschaal van onderwijzer genoot 206/2

6. Leermeester bijzondere vakken aan een lagere oefenschool 207/3

7. Directeur van een autonome of geannexeerde lagere school en directeur van een autonome of geannexeerde basis- school

a) van een school met 1 tot 3 klassen 208/1

b) van een school met 4 tot 6 klassen 208/3

c) van een school met 7 tot 9 klassen 208/5

d) van een school met 10 klassen en meer 209/2

8. Directeur van een lagere oefenschool

a) van een school met 1 tot 3 klassen 208/4

b) van een school met 4 tot 6 klassen.209/1

c) van een school met 7 tot 9 klassen.209/3

d) van een school met 10 klassen en meer.210/1

9. Leermeester katholieke of protestantse godsdienst

a) die de hoedanigheid van bedienaar van de eredienst heeft216

b) houder van het diploma van geaggregeerde van het lager secundair onderwijs 216

c) houder van het diploma van onderwijzer- kleuteronderwijzer uitgereikt na een cyclus van twee of drie jaar hoger onderwijs met volledig leerplan en van het korte type 216

d) houder van gelijk welk ander vereist bekwaamheidsbewijs van het niet universitair hoger onderwijs dan deze bedoeld in a), b), c) en f) 216

e) houder van het diploma van kleuteronderwijzer aangevuld met het bekwaamheidsgetuigschrift voor het lager onderwijs, uitgereikt door het hoofd van de eredienst 216

f) houder ofwel :

1. van het einddiploma van het hoger secundair onderwijs, aangevuld met het bekwaamheidsgetuigschrift voor het lager onderwijs, uitgereikt door het hoofd van de eredienst.

2. van het in 1. bedoeld getuigschrift wanneer dit getuigschrift uitgereikt werd voor 12 januari 1972;

3. van een ander bekwaamheidsbewijs dan de vereiste bekwaamheidsbewijzen wanneer hoger vermelde bekwaamheidsbewijzen aangevuld zijn met twaalf maanden dienst in het onderwijs georganiseerd of gesubsidieerd door de Staat, ongeacht de leeftijd vanaf welke deze diensten werden gepresteerd206/1

De duur van bedoelde diensten wordt berekend overeenkomstig de bepalingen van artikel 85 van het statuut bepaald bij het besluit van 22 maart 1969. Deze twaalf maanden dienst in het onderwijs worden niet meegerekend voor de vaststelling van de geldelijke anciënniteit.

g) houder van een van de in f) bedoelde bekwaamheidsbewijzen en niet aangevuld met de twaalf maanden dienst waarvan sprake onder f); de wedde, vastgesteld in de onder f) bepaalde schaal wordt ingekort met het bedrag van een jaarlijkse verhoging tot op de eerste dag van de maand die volgt op de datum waarop aan de voorwaarde betreffende de twaalf maanden dienst wordt voldaan.

Overgangsstelsel

benoemd in dit ambt en die op 31 maart 1972 de schaal van onderwijzer genoot 206/2

Leermeester israëlitische godsdienst

a) die de hoedanigheid of de waardigheid van bedienaar van de eredienst heeft 216

b) houder van het diploma van onderwijzer uitgereikt na een cyclus van ten minste twee jaar hoger onderwijs met volledig leerplan en van het korte type, en aangevuld met het bekwaamheidsgetuigschrift voor het onderwijs van de israëlitische godsdienst in het lager onderwijs, uitgereikt door het Centraal Israëlitisch Consistorie van België en de Opperrabbijn van België of de rabbijn verbonden aan het Consistorie 216

c) houder van gelijk welk ander vereist bekwaamheidsbewijs dan deze bedoeld in a) en b) en aangevuld met twaalf maanden dienst in het onderwijs, georganiseerd of gesubsidieerd door de Staat, ongeacht de leeftijd vanaf welke deze diensten werden gepresteerd.

De duur van bedoelde diensten wordt berekend overeenkomstig de bepalingen van artikel 85 van het statuut bepaald bij het besluit van 22 maart 1969. Deze twaalf maanden dienst in het onderwijs worden niet meegerekend voor de vaststelling van de geldelijke anciënniteit 206/2

d) houder van gelijk welk ander bekwaamheidsbewijs dan deze bedoeld in a) en b) en niet aangevuld met de twaalf maanden dienst waarvan sprake onder c); de wedde, vastgesteld in de onder b) bepaalde schaal wordt ingekort met het bedrag van een jaarlijkse verhoging tot op de eerste dag van de maand die volgt op de datum waarop aan de voorwaarde betreffende de twaalf maanden dienst wordt voldaan.

Leermeester orthodoxe godsdienst

a) die de hoedanigheid van bedienaar van de eredienst heeft 216

b) houder van het diploma van onderwijzer uitgereikt na een cyclus van ten minste twee jaar hoger onderwijs met volledig leerplan en van het korte type 216

c) houder van het diploma van geaggregeerde voor het lager secundair onderwijs 216

d) houder van gelijk welk ander vereist bekwaamheidsbewijs dan deze bedoeld in a), b) en c) en aangevuld met twaalf maanden dienst in het onderwijs, georganiseerd of gesubsidieerd door de Staat, ongeacht de leeftijd vanaf welke deze diensten werden gepresteerd.

De duur van bedoelde diensten wordt berekend overeenkomstig de bepalingen van artikel 85 van het statuut bepaald bij het besluit van 22 maart 1969. Deze twaalf maanden dienst in het onderwijs worden niet meegerekend voor de vaststelling van de geldelijke anciënniteit 206/2

d) houder van gelijk welk ander getuigschrift dan deze bedoeld in a), b) en c), niet aangevuld met de twaalf maanden dienst waarvan sprake onder d); de wedde, vastgesteld in de onder d) bepaalde schaal wordt ingekort met het bedrag van een jaarlijkse verhoging tot op de eerste dag van de maand die volgt op de datum waarop aan de voorwaarde betreffende de twaalf maanden dienst wordt voldaan..

10. Leermeester katholieke of protestantse godsdienst aan een lagere oefenschool

a) houder van een van de vereiste bekwaamheidsbewijzen met uitsluiting van het in hierna volgend b) bedoeld bekwaamheidsbewijs 207/3

b) die de hoedanigheid van bedienaar van de eredienst heeft 207/3

c) houder van een ander bekwaamheidsbewijs 207/1

Overgangsstelsel

benoemd in dit ambt en die op 31 maart 1972 de schaal van onderwijzer aan een lagere oefenschool genoot . 207/3

Leermeester Israëlitische godsdienst aan een lagere oefenschool

a) die de hoedanigheid of de waardigheid van bedienaar van de eredienst heeft 207/3

b) houder van het diploma van onderwijzer aangevuld met het bekwaamheidsgetuigschrift voor het onderwijs van de Israëlitische godsdienst in het lager onderwijs, uitgereikt door het Centraal Israëlitisch Consistorie van België en gemeenschappelijk ondertekend door de voorzitter van het Centraal Israëlitisch Consistorie van België en door de Opperrabbijn van België of de rabbijn verbonden aan het Consistorie.207/3

c) houder van het getuigschrift Joodse geschiedenis, denkwijze en beschaving uitgereikt door het Instituut voor de bestudering van het Judaïsme, aangevuld met het bekwaamheidsgetuigschrift voor het onderwijs van de israëlitische godsdienst in het lager secundair niveau, uitgereikt door het Centraal Israëlitisch Consistorie van België en gemeenschappelijk ondertekend door de voorzitter van het Centraal Israëlitisch Consistorie van België en door de Opperrabbijn van België of de rabbijn verbonden aan het Consistorie 207/3

d) houder van het speciaal getuigschrift hedendaagse Hebreeuwse taal en literatuur, uitgereikt door het Instituut voor de bestudering van het Judaïsme, aangevuld met het bekwaamheidsgetuigschrift voor het onderwijs van de Israëlitische godsdienst in het lager secundair niveau, uitgereikt door het Centraal Israëlitisch Consistorie van België en gemeenschappelijk ondertekend door de voorzitter van het Centraal Israëlitisch Consistorie van België en door de Opperrabbijn van België of de rabbijn verbonden aan het Consistorie 207/3

e) houder van het getuigschrift Joodse geschiedenis uitgereikt door het Instituut voor de bestudering van het Judaïsme, aangevuld met het bekwaamheidsgetuigschrift voor het onderwijs van de israëlitische godsdienst in het lager secundair niveau, uitgereikt door het Centraal Israëlitisch Consistorie van België en gemeenschappelijk ondertekend door de voorzitter van het Centraal Israëlitisch Consistorie van België en door de Opperrabbijn van België of de rabbijn verbonden aan het Consistorie 207/3

f) houder van het getuigschrift Joodse denkwijze beschaving uitgereikt door het Instituut voor de bestudering van het Judaïsme, aangevuld met het bekwaamheidsgetuigschrift voor het onderwijs van de israëlitische godsdienst in het lager secundair niveau, uitgereikt door het Centraal Israëlitisch Consistorie van België en gemeenschappelijk ondertekend door de voorzitter van het Centraal Israëlitisch Consistorie van België en door de Opperrabbijn van België of de rabbijn verbonden aan het Consistorie 207/3

g) houder van het bekwaamheidsgetuigschrift voor het onderwijs van de Israëlitische godsdienst in het lager niveau, uitgereikt door het Centraal Israëlitisch Consistorie van België en gemeenschappelijk ondertekend door de voorzitter van het Centraal Israëlitisch Consistorie van België en door de Opperrabbin van België of de rabbijn verbonden aan het Consistorie 206/2

11. Directeur van een internaat voor kinderen wier ouders geen vaste verblijfplaats hebben 209/2

Overgangsstelsel

uiterlijk op 31 maart 1972 in dit ambt benoemd en houder van een bekwaamheidsbewijs van het niet universitair hoger onderwijs 210/1

b) uiterlijk op 31 maart 1972 in dit ambt benoemd. 210/1

c) na 31 maart 1972 in dit ambt benoemd en houder van een bekwaamheidsbewijs van het niet universitair hoger onderwijs, indien hij op die datum belast was met de uitoefening van het ambt en hij dit tot zijn benoeming zonder onderbreking is gebleven 210/1

d) na 31 maart 1972 in dit ambt benoemd indien hij op die datum belast was met de uitoefening van het ambt en hij dit tot zijn benoeming zonder onderbreking is gebleven 210/1

12. Directeur van een medisch-pedagogisch instituut 209/2

Overgangsstelsel

a) uiterlijk op 31 maart 1972 in dit ambt benoemd 210/1

b) uiterlijk op 31 maart 1972 in dit ambt benoemd en houder van een bekwaamheidsbewijs van het niet universitair hoger onderwijs 210/1

c) na 31 maart 1972 in dit ambt benoemd indien hij op die datum belast was met de uitoefening van het ambt en hij dit tot zijn benoeming zonder onderbreking is gebleven 210/1

d) na 31 maart 1972 in dit ambt benoemd en houder van een bekwaamheidsbewijs van het niet universitair hoger onderwijs, indien hij op die datum belast was met de uitoefening van het ambt en hij dit tot zijn benoeming zonder onderbreking is gebleven 210/1

13. Leermeester tweede taal

a) houder van het vereiste bekwaamheidsbewijs 216

b) houder van andere bekwaamheidsbewijzen 206/1 "

Art. 3. Vanaf 1 september 2005 wordt in artikel 2, hoofdstuk C van voormeld koninklijk besluit van 27 juni 1974 de tekst van de rubriek " Bestuurs- en onderwijzend personeel van het secundair onderwijs (lagere graad) - Leraar algemene vakken " vervangen door volgende woorden :

« a) houder van het vereiste bekwaamheidsbewijs (diploma van geaggregeerde voor het lager secundair onderwijs) 216

b) houder van een ander diploma van geaggregeerde voor het lager secundair onderwijs, van technisch ingenieur of van kandidaat uitgereikt door een Belgische universiteit, een daarmee gelijkgestelde inrichting of daartoe gemachtigd door de wet of door een door de Regering opgerichte examencommissie. 216

c) houder van een diploma van onderwijzer 216

d) houder van het bekwaamheidsbewijs voor het hoger secundair onderwijs 206/3

e) houder van andere bekwaamheidsbewijzen 206/2

Overgangsstelsel

a) in dit ambt benoemd, houder van een ander bekwaamheidsbewijs dan dat van geaggregeerde voor het lager secundair onderwijs en die op 31 maart 1972 de weddeschaal toegekend aan de geaggregeerde voor het lager secundair onderwijs genoot 216

b) die les geeft in de handelswetenschappen aan een middelbare school, houder van een universitair diploma en in deze hoedanigheid uiterlijk op 1 maart 1953 in dienst in een rijksinrichting 235

c) in dienst in een lagere, middelbare, technische school, niet in het bezit van een diploma van het hoger niveau van de eerste graad en die de schaal 77520-135120 genoot onder het stelsel van het koninklijk besluit van 1 december 1953 houdende bezoldigingsregeling van het onderwijzend, wetenschappelijk en daarmee gelijkgesteld personeel van de inrichtingen die van het Ministerie van Openbaar Onderwijs afhangen inrichtingen 215

d) in dienst in een lagere, middelbare, technische school, niet in het bezit van een diploma van het hoger niveau van de eerste graad en die de schaal 70320-127920 genoot onder het stelsel van voormeld koninklijk besluit van 1 december 1953 208/2

e) in dit ambt benoemd in de lagere graad van een Koninklijk Atheneum of een Koninklijk Lyceum, houder van een ander bekwaamheidsbewijs dan dat van geaggregeerde voor het hoger secundair onderwijs en die op 31 maart 1972 de schaal genoot toegekend aan de geaggregeerde voor het hoger secundair onderwijs 415

f) in dit ambt benoemd of stagiair in de lagere graad van een Koninklijk Atheneum of een Koninklijk Lyceum, in het bezit van een diploma van geaggregeerde voor het hoger secundair onderwijs en die op 1 augustus 1989 de schaal van geaggregeerde voor het hoger secundair onderwijs genoot 415"

Art. 4. Vanaf 1 september 2005 wordt in artikel 2, hoofdstuk C van voormeld koninklijk besluit van 27 juni 1974 de tekst van de rubriek " Bestuurs- en onderwijzend personeel van het secundair onderwijs (lagere graad) - Leraar zedenleer " vervangen door volgende woorden :

a) houder van het vereiste bekwaamheidsbewijs (diploma van geaggregeerde voor het lager secundair onderwijs) 216

b) houder van het diploma van technisch ingenieur of van kandidaat uitgereikt door een Belgische universiteit, een daarmee gelijkgestelde inrichting of daartoe gemachtigd door de wet of door een door de Regering opgerichte examencommissie 216

c) houder van een diploma van onderwijzer 216

d) houder van het bekwaamheidsbewijs voor het hoger secundair onderwijs 206/3

e) houder van andere bekwaamheidsbewijzen 206/2

Overgangsstelsel

a) in dit ambt benoemd, houder van een ander bekwaamheidsbewijs dan dat van geaggregeerde voor het lager secundair onderwijs en die op 31 maart 1972 de weddeschaal van geaggregeerde van het lager secundair onderwijs genoot 216

b) in dit ambt benoemd in de lagere graad van een Koninklijk Atheneum of een Koninklijk Lyceum, houder van een ander bekwaamheidsbewijs dan dat van geaggregeerde voor het hoger secundair onderwijs en die op 31 maart 1972 de schaal van de geaggregeerde voor het hoger secundair onderwijs genoot 415

c) in dit ambt benoemd in de lagere graad van een Koninklijk Atheneum of een Koninklijk Lyceum, houder van een bekwaamheidsbewijs van geaggregeerde voor het hoger secundair onderwijs en die op 13 augustus 1989 de schaal van geaggregeerde voor het hoger secundair onderwijs genoot 415 "

Art. 5. Vanaf 1 september 2005 wordt in artikel 2, hoofdstuk C van voormeld koninklijk besluit van 27 juni 1974 de tekst van de rubriek " Bestuurs- en onderwijzend personeel van het secundair onderwijs van de lagere graad - Leraar bijzondere vakken (lichamelijke opvoeding) " vervangen door volgende woorden :

« a) houder van het vereist bekwaamheidsbewijs (diploma van geaggregeerde voor het lager secundair onderwijs- (lichamelijke opvoeding) 216

b) houder van het diploma licentiaat lichamelijke opvoeding of kandidaat lichamelijke opvoeding, uitgereikt door een Belgische universiteit, een daarmee gelijkgestelde inrichting of daartoe gemachtigd door de wet of door een door de Regering opgerichte examencommissie 216

c) houder van een diploma van onderwijzer 216

d) houder van het bekwaamheidsbewijs hoger secundair onderwijs 206/3

e) houder van andere getuigschriften 206/2

Overgangsstelsel

a) in dit ambt benoemd, houder van een ander bekwaamheidsbewijs dan dat van geaggregeerde voor het lager secundair onderwijs (lichamelijke opvoeding) en die op 31 maart 1972 de weddeschaal van geaggregeerde voor het lager secundair onderwijs genoot 216

b) in dit ambt benoemd in de lagere graad van een Koninklijk Atheneum of een Koninklijk Lyceum, houder van een ander bekwaamheidsbewijs dan dat van geaggregeerde voor het hoger secundair onderwijs (lichamelijke opvoeding) en die op 31 maart 1972 de schaal van de geaggregeerde voor het hoger secundair onderwijs genoot . 415

c) in dit ambt benoemd in de lagere graad van een Koninklijk Atheneum of een Koninklijk Lyceum, houder van het diploma van geaggregeerde voor het hoger secundair onderwijs (lichamelijke opvoeding) en die op 1 augustus 1989 de schaal van geaggregeerde voor het hoger secundair onderwijs genoot 415 "

Art. 6. Vanaf 1 september 2005 wordt in artikel 2, hoofdstuk C van voormeld koninklijk besluit van 27 juni 1974 de tekst van de rubriek " Bestuurs- en onderwijzend personeel van het secundair onderwijs (lagere graad) - Leraar bijzondere vakken (tekenen, handenarbeid, plastische opvoeding) " vanaf letter b) vervangen door volgende woorden :

« b) houder van een diploma van onderwijzer 216

c) houder van het bekwaamheidsbewijs hoger secundair niveau 206/3

d) houder van andere bekwaamheidsbewijzen 206/2 "

Art. 7. Vanaf 1 september 2005 wordt in artikel 2, hoofdstuk C van voormeld koninklijk besluit van 27 juni 1974 de tekst van de rubriek " Bestuurs- en onderwijzend personeel van het secundair onderwijs (lagere graad) - Leraar bijzondere vakken (muziek en muziekopvoeding) " vanaf letter b) vervangen door volgende woorden :

b) houder van een diploma van onderwijzer 216

c) houder van het bekwaamheidsbewijs hoger secundair niveau 206/3

d) houder van andere bekwaamheidsbewijzen 206/2 "

Art. 8. Vanaf 1 september 2005 wordt in artikel 2, hoofdstuk C van voormeld koninklijk besluit van 27 juni 1974 de tekst van de rubriek " Bestuurs- en onderwijzend personeel van het secundair onderwijs (lagere graad) - Leraar bijzondere vakken (stenodactylografie) " vanaf letter b) vervangen door volgende woorden :

« b) houder van een diploma van onderwijzer 216

c) houder van het getuigschrift voor het hoger secundair niveau 206/3

d) houder van andere bekwaamheidsbewijzen 206/2 "

Art. 9. Vanaf 1 september 2005 wordt in artikel 2, hoofdstuk C van voormeld koninklijk besluit van 27 juni 1974 de tekst van de rubriek " Bestuurs- en onderwijzend personeel van het secundair onderwijs van de lagere graad - Leraar technische vakken en beroepspraktijk, 1° specialiteiten huishoudkunde, snit en naad " vanaf letter b) vervangen door volgende woorden :

b) houder van een diploma van onderwijzer 216

c) houder van het getuigschrift voor het hoger secundair niveau 206/3

d) houder van andere bekwaamheidsbewijzen 206/2 "

Art. 10. Vanaf 1 september 2005 wordt in artikel 2, hoofdstuk C van voormeld koninklijk besluit van 27 juni 1974 de tekst van de rubriek " Bestuurs- en onderwijzend personeel van het secundair onderwijs (lagere graad) - Leraar technische vakken en beroepspraktijk 2° specialiteiten ijzer, hout, elektriciteit " vervangen door volgende woorden :

« 2° Andere specialiteiten

a) houder van het vereist bekwaamheidsbewijs 216

b) houder van een diploma van onderwijzer 216

c) houder van het vereiste bekwaamheidsbewijs met uitzondering van het getuigschrift van pedagogische bekwaamheid wanneer dit vereist is 211

d) houder van het bekwaamheidsbewijs voor het hoger secundair niveau 206/3

e) houder van andere bekwaamheidsbewijzen 206/2 "

Art. 11. Vanaf 1 september 2005 wordt in artikel 2, hoofdstuk C van voormeld koninklijk besluit van 27 juni 1974 de tekst van de rubriek " Bestuurs- en onderwijzend personeel van het secundair onderwijs (lagere graad) - Leraar technische vakken " vanaf letter *b*) vervangen door volgende woorden :

" <i>b</i>) houder van een diploma van onderwijzer	216
<i>c</i>) houder van het vereiste bekwaamheidsbewijs met uitzondering van het getuigschrift van pedagogische bekwaamheid wanneer dit vereist is	211
<i>d</i>) houder van het bekwaamheidsbewijs hoger secundair niveau	206/3
<i>e</i>) houder van andere bekwaamheidsbewijzen	206/2 "

Art. 12. Vanaf 1 september 2005 wordt in artikel 2, hoofdstuk C van voormeld koninklijk besluit van 27 juni 1974 de tekst van de rubriek " Bestuurs- en onderwijzend personeel van het secundair onderwijs van de lagere graad - Praktijkleraar " vanaf letter *c*) vervangen door de volgende woorden :

" <i>c</i>) houder van een diploma van onderwijzer	216
<i>d</i>) houder van het vereiste getuigschrift met uitzondering van het getuigschrift van pedagogische bekwaamheid wanneer dit vereist is	211
<i>e</i>) houder van het getuigschrift voor het hoger secundair niveau	206/3
<i>f</i>) houder van andere getuigschriften	206/2 »

Art. 13. Vanaf 1 september 2005 wordt in artikel 2, hoofdstuk C van voormeld koninklijk besluit van 27 juni 1974 de tekst van de rubriek " Bestuurs- en onderwijzend personeel van het secundair onderwijs (lagere graad) - Leraar katholieke, protestantse of orthodoxe godsdienst" vanaf letter *b*) vervangen door volgende woorden :

" <i>b</i>) houder van het diploma van onderwijzer	216
<i>c</i>) houder van een bekwaamheidsbewijs hoger secundair niveau	206/3
<i>d</i>) houder van gelijk welk ander bekwaamheidsbewijs	206/2 "
Letter <i>b</i>) van rubriek " Overgangsstelsel " wordt vervangen door volgende bepaling :	
« <i>b</i>) in dit ambt benoemd en die op 31 maart 1972 de schaal van onderwijzer genoot	216 "

Art. 14. Vanaf 1 september 2005 wordt in artikel 2, hoofdstuk D van voormeld koninklijk besluit van 27 juni 1974 de tekst van de rubriek " Bestuurs- en onderwijzend personeel van het secundair onderwijs (hogere graad) - Leraar algemene vakken - Overgangsstelsel " letter *g*) vervangen door volgende woorden :

" <i>g</i>) in dit ambt benoemd, houder van andere bekwaamheidsbewijzen en die op 31 maart 1972 de schaal toegekend aan de onderwijzer genoot :	
- indien hij houder is van het diploma van onderwijzer en indien hij uiterlijk op 31 december 1962 in dienst is getreden	216
- indien hij houder is van een bekwaamheidsbewijs van het hoger secundair niveau en indien hij uiterlijk op 31 december 1962 in dienst is getreden	206/3
- indien hij niet houder is van het diploma van onderwijzer noch van een bekwaamheidsbewijs van het hoger secundair niveau	206/2
- indien hij na 31 december 1962 in dienst is getreden	206/2 "

Art. 15. Vanaf 1 september 2005 wordt in artikel 2, hoofdstuk D van voormeld koninklijk besluit van 27 juni 1974 de tekst van de rubriek " Bestuurs- en onderwijzend personeel van het secundair onderwijs (hogere graad) - Leraar zedenleer - Overgangsstelsel" letter *e*) vervangen door volgende woorden :

« <i>e</i>) in dit ambt benoemd, en die op 31 maart 1972 de schaal toegekend aan de onderwijzer genoot :	
- indien hij houder is van het diploma van onderwijzer en indien hij uiterlijk op 31 december 1962 in dienst is getreden	216
- indien hij houder is van een bekwaamheidsbewijs van het hoger secundair niveau en indien hij uiterlijk op 31 december 1962 in dienst is getreden	206/3
- indien hij niet houder is van het diploma van onderwijzer noch van een bekwaamheidsbewijs hoger secundair niveau	206/2
- indien hij na 31 december 1962 in dienst is getreden	206/2 »

Art. 16. Vanaf 1 september 2005 wordt in artikel 2, hoofdstuk D van voormeld koninklijk besluit van 27 juni 1974 de tekst van de rubriek " Bestuurs- en onderwijzend personeel van het secundair onderwijs (hogere graad) - Leraar bijzondere vakken (Lichamelijke Opvoeding) - Overgangsstelsel " vanaf letter *c*) vervangen door volgende woorden :

« <i>c</i>) in dit ambt benoemd, houder van een diploma van onderwijzer	216
<i>d</i>) in dit ambt benoemd, houder van een bekwaamheidsbewijs hoger secundair niveau	206/3
<i>e</i>) in dit ambt benoemd, houder van andere bekwaamheidsbewijzen	206/2
<i>f</i>) in dit ambt benoemd, in een hogere secundaire beroepsschool en die op 1 maart 1972 de weddeschaal genoot toegekend aan de leraar van die school, geaggregeerd voor het hoger secundair onderwijs	412
<i>g</i>) in dit ambt benoemd, in een hogere secundaire beroepsschool en die op 31 maart 1972 de weddeschaal van leraar in die school genoot, houder van het diploma van geaggregeerde voor het lager secundair onderwijs	216 "

Art. 17. Vanaf 1 september 2005 wordt in artikel 2, hoofdstuk D van voormeld koninklijk besluit van 27 juni 1974 de tekst van de rubriek " Bestuurs- en onderwijzend personeel van het secundair onderwijs (hogere graad) - Leraar bijzondere vakken (tekenen, handenarbeid en plastische opvoeding) " vanaf letter *f*) vervangen door volgende woorden :

"f) houder van een diploma van onderwijzer	216
g) houder van het bekwaamheidsbewijs hoger secundair niveau	206/3
h) houder van andere bekwaamheidsbewijzen	206/2 "

Art. 18. Vanaf 1 september 2005 wordt in artikel 2, hoofdstuk D van voormeld koninklijk besluit van 27 juni 1974 de tekst van de rubriek " Bestuurs- en onderwijzend personeel van het secundair onderwijs (hogere graad) - Leraar bijzondere vakken (muziek en muziekopvoeding) " vanaf letter *c*) vervangen door volgende woorden :

"c) houder van een diploma van onderwijzer	216
d) houder van het bekwaamheidsbewijs hoger secundair niveau	206/3
e) houder van andere bekwaamheidsbewijzen	206/2 "

Art. 19. Vanaf 1 september 2005 wordt in artikel 2, hoofdstuk D van voormeld koninklijk besluit van 27 juni 1974 de tekst van de rubriek " Bestuurs- en onderwijzend personeel van het secundair onderwijs (hogere graad) - Leraar bijzondere vakken (stenodactylografie) " vanaf letter *c*) vervangen door volgende woorden :

"c) houder van het diploma van onderwijzer	216
d) houder van het bekwaamheidsbewijs hoger secundair niveau	206/3
e) houder van andere bekwaamheidsbewijzen	206/2 "

Art. 20. Vanaf 1 september 2005 wordt in artikel 2, hoofdstuk D van voormeld koninklijk besluit van 27 juni 1974 de tekst van de rubriek " Bestuurs- en onderwijzend personeel van het secundair onderwijs (hogere graad) - Leraar technische vakken" vanaf letter *h*) vervangen door volgende woorden :

"h) houder van het diploma van onderwijzer	216
i) houder van het bekwaamheidsbewijs hoger secundair niveau	206/3
j) houder van andere bekwaamheidsbewijzen	206/2 "

Art. 21. Vanaf 1 september 2005 wordt in artikel 2, hoofdstuk D van voormeld koninklijk besluit van 27 juni 1974 wordt de tekst van de rubriek " Bestuurs- en onderwijzend personeel van het secundair onderwijs (hogere graad) - Praktijkleraar", vanaf letter *c*) vervangen door volgende woorden :

"c) houder van het diploma van onderwijzer	216
d) houder van een getuigschrift voor het hoger secundair niveau	206/3
e) houder van gelijk welk ander getuigschrift	206/2 "

Art. 22. Vanaf 1 september 2005 wordt in artikel 2, hoofdstuk D van voormeld koninklijk besluit van 27 juni 1974 de tekst van de rubriek " Bestuurs- en onderwijzend personeel van het secundair onderwijs van de hogere graad - Leraar technische vakken en beroepspraktijk " vanaf letter *b*) vervangen door de volgende woorden :

« b) houder van het diploma van onderwijzer	216
c) houder van een bekwaamheidsbewijs hoger secundair niveau	206/3
d) houder van andere bekwaamheidsbewijzen	206/2 "

Art. 23. Vanaf 1 september 2005 wordt in artikel 2, hoofdstuk G van voormeld koninklijk besluit van 27 juni 1974 de tekst van de rubriek " Opvoedend hulppersoneel - Studiemeester-opvoeder ", letters *a*) en *b*), vervangen door volgende woorden :

"a) houder van het diploma van onderwijzer, kleuteronderwijzer, geaggregeerde voor het lager secundair onderwijs of geaggregeerde voor het hoger secundair onderwijs of opvoeder uitgereikt door een inrichting voor hoger pedagogisch onderwijs van het korte type en met volledig leerplan of aan het einde van een afdeling " gespecialiseerde opvoeders " georganiseerd door het hoger pedagogisch of sociaal onderwijs voor sociale promotie van het korte type

b) houder van het diploma van sociaal adviseur, maatschappelijk assistent of kandidaat uitgereikt door een Belgische universiteit

Art. 24. Vanaf 1 september 2005 wordt in artikel 2, hoofdstuk G van voormeld koninklijk besluit van 27 juni 1974 de tekst van de rubriek " Opvoedend hulppersoneel - Studiemeester-opvoeder in een internaat", letters *a*) en *b*), vervangen door volgende woorden :

« a) houder van het diploma van onderwijzer, kleuteronderwijzer, geaggregeerde voor het lager secundair onderwijs of geaggregeerde voor het hoger secundair onderwijs of opvoeder uitgereikt door een inrichting voor hoger pedagogisch onderwijs van het korte type en met volledig leerplan of aan het einde van een afdeling " gespecialiseerde opvoeders " georganiseerd door het hoger pedagogisch of sociaal onderwijs voor sociale promotie van het korte type

b) houder van het diploma van sociaal adviseur, maatschappelijk assistent of kandidaat uitgereikt door een Belgische universiteit

Art. 25. Vanaf 1 september 2005 wordt in artikel 2, hoofdstuk G van voormeld koninklijk besluit van 27 juni 1974 de tekst van de rubriek " Opvoedend hulppersoneel - Opvoeder-huismeester " vervangen door volgende woorden :

« Opvoeder-huismeester

Art. 26. Vanaf 1 september 2005 wordt in artikel 2, hoofdstuk G van voormeld koninklijk besluit van 27 juni 1974 de tekst van de rubriek " Opvoedend hulppersoneel - Directiesecretaris " vervangen door volgende woorden :

« Directiesecretaris

Art. 27. Vanaf 1 september 2005 wordt in artikel 2, hoofdstuk G van voormeld koninklijk besluit van 27 juni 1974 de tekst van de rubriek " Opvoedend hulppersoneel -Secretaris-bibliothecaris ", letters a) en b), vervangen door volgende woorden :

« a) houder van het diploma van kleuteronderwijzer, aangevuld met het bekwaamheidsgetuigschrift een openbare bibliotheek open te houden, van onderwijzer, aangevuld met het bekwaamheidsgetuigschrift een openbare bibliotheek te houden, van het diploma van geaggregeerde voor het lager secundair onderwijs, aangevuld met het bekwaamheidsgetuigschrift een openbare bibliotheek te houden, van geaggregeerde voor het hoger secundair onderwijs, aangevuld met het bekwaamheidsgetuigschrift een openbare bibliotheek te houden, of van het diploma van opvoeder uitgereikt door een inrichting voor hoger pedagogisch onderwijs, van het korte type en met volledig leerplan of aan het einde van een afdeling " gespecialiseerde opvoeders " georganiseerd door het hoger pedagogisch onderwijs of sociaal onderwijs voor sociale promotie van het korte type, aangevuld met het bekwaamheidsgetuigschrift een openbare bibliotheek te houden 216

b) houder van het diploma van kleuteronderwijzer, van onderwijzer, van het diploma van geaggregeerde voor het lager secundair onderwijs, van geaggregeerde voor het hoger secundair onderwijs of van het diploma van studiemeester uitgereikt door een inrichting van hoger pedagogisch onderwijs, van het korte type en met volledig leerplan of op het einde van een afdeling " gespecialiseerde opvoeders " georganiseerd door het hoger pedagogisch onderwijs of sociaal onderwijs voor sociale promotie van het korte type, van sociaal adviseur, van maatschappelijk assistent of van kandidaat uitgereikt door een Belgische universiteit 216 "

Art. 28. Vanaf 1 september 2005 wordt in artikel 2, hoofdstuk G van voormeld koninklijk besluit van 27 juni 1974 de tekst van de rubriek " Maatschappelijk assistent " vervangen door volgende woorden :

« Maatschappelijk assistent 216 "

Art. 29. Vanaf 1 september 2005 wordt in artikel 2, hoofdstuk G van voormeld koninklijk besluit van 27 juni 1974 de tekst van de rubriek " Beheerder van een internaat " vervangen door de volgende woorden :

« Beheerder van een internaat 167 "

Art. 30. Vanaf 1 september 2005 wordt in artikel 2, hoofdstuk H van voormeld koninklijk besluit van 27 juni 1974 de tekst van de rubriek " Paramedisch personeel " vervangen door de volgende woorden :

Kinderverzorgster 015

Verpleegster 216

Logopedist 216

Kinesitherapeut 216

Art. 31. Vanaf 1 september 2005 wordt in artikel 2, hoofdstuk J van voormeld koninklijk besluit van 27 juni 1974 de schaal 315/1 vervangen door de schaal 216.

HOOFDSTUK II. — *Overgangsbepalingen*

Art. 32. Tussen 1 september 1999 en 31 augustus 2005 krijgen de in dit besluit bedoelde personeelsleden een weddeverhoging als volgt vastgesteld :

a) voor de periode tussen 1 september 1999 en 31 augustus 2000, 10 % van het verschil tussen de weddeschaal toegekend de dag vóór de datum van de inwerkingtreding van dit besluit en de weddeschaal toegekend krachtens hoofdstuk I van dit besluit;

b) voor de periode tussen 1 september 2000 en 31 augustus 2001, 20 % van het verschil tussen de weddeschaal toegekend de dag voor de datum van de inwerkingtreding van dit besluit en de weddeschaal toegekend krachtens hoofdstuk I van dit besluit;

c) voor de periode tussen 1 september 2001 en 31 augustus 2002, 30 % van het verschil tussen de weddeschaal toegekend de dag voor de datum van de inwerkingtreding van dit besluit en de weddeschaal toegekend krachtens hoofdstuk I van dit besluit;

d) voor de periode tussen 1 september 2002 en 31 augustus 2003, 47,50 % van het verschil tussen de weddeschaal toegekend de dag voor de datum van de inwerkingtreding van dit besluit en de weddeschaal toegekend krachtens hoofdstuk I van dit besluit;

e) voor de periode tussen 1 september 2003 en 31 augustus 2004, 65 % van het verschil tussen de weddeschaal toegekend de dag voor de datum van de inwerkingtreding van dit besluit en de weddeschaal toegekend krachtens hoofdstuk I van dit besluit;

f) voor de periode tussen 1 september 2004 en 31 augustus 2005, 82,5 % van het verschil tussen de weddeschaal toegekend de dag voor de datum van de inwerkingtreding van dit besluit en de weddeschaal toegekend krachtens hoofdstuk I van dit besluit;

Art. 33. De in dit besluit bedoelde personeelsleden die op 1 september 1999 een wedde ontvangen die hoger is dan deze waarop zij aanspraak kunnen maken bij toepassing van de bepalingen van dit besluit, behouden het voordeel van de weddeschaal die hen onder het vorig geldelijk stelsel werd toegekend zoals bepaald op 31 augustus 1999 zolang zij in bedoelde schaal een hogere wedde ontvangen.

HOOFDSTUK III. — *Slotbepalingen*

Art. 34. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 35. De Minister tot wiens bevoegdheid de statuten van de personeelsleden van het onderwijs van de Franse Gemeenschap behoren, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 2 september 1998

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister-Voorzitter van de Regering van de Franse Gemeenschap,
Mevr. L. ONKELINX

Bijlage bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot wijziging van het koninklijk besluit van 27 juni 1974 waarbij op 1 april 1972 worden vastgesteld de schalen verbonden aan de ambten van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel en van het paramedisch personeel bij de rijksonderwijsinrichtingen, aan de ambten van de leden van de inspectiedienst belast met het toezicht op deze inrichtingen en aan de ambten van de leden van de inspectiedienst van het gesubsidieerd lager onderwijs, en de schalen verbonden aan de graden van het personeel van de psycho-medisch-sociale centra van de Staat.

Schalen klasse 22 jaar :

208/1

750.853 - 1.255.610

1 (1) 21.828

2 (1) 22.235

1 (2) 36.370

1 (2) 37.009

10 (2) 36.508

208/2

757.838 - 1.262.740

1 (1) 21.959

2 (1) 22.242

1 (2) 36.370

1 (2) 37.009

10 (2) 36.508

208/3

783.379 - 1.288.564

3 (1) 22.242

1 (2) 36.370

1 (2) 37.009

10 (2) 36.508

208/4

814.544 - 1.319.729

3 (1) 22.242

1 (2) 36.370

1 (2) 37.009

10 (2) 36.508

208/5

816.324 - 1.321.509

3 (1) 22.242

1 (2) 36.370

1 (2) 37.009

10 (2) 36.508

206/1

623.187 - 1.051.696

2 (1) 15.167

1 (1) 17.873

1 (2) 28.813

1 (2) 31.361

1 (2) 31.570

9.(2) 32.062

207/3

715.927 - 1.219.870

3 (1) 21.828

1 (2) 36.370

1 (2) 37.009

10 (2) 36.508

209/1

847.490 - 1.352.675

3 (1) 22.242

1 (2) 36.370

1 (2) 37.009

10 (2) 36.508

209/2

849.272 - 1.354.457

3 (1) 22.242

1 (2) 36.370

1 (2) 37.009

10 (2) 36.508

209/3
 880.437 - 1.385.622
 3 (1) 22.242
 1 (2) 36.370
 1 (2) 37.009
 10 (2) 36.508
 210/1
 913.384 - 1.418.569
 3 (1) 22.242
 1 (2) 36.370
 1 (2) 37.009
 10 (2) 36.508
 207/1
 687.113 - 1.119.614
 3 (1) 21.827
 1 (2) 35.931
 1 (2) 37.009
 10 (2) 36.508
 153
 715.929 - 1.220.000
 3 (1) 21.826
 1 (2) 35.924
 2 (2) 37.038
 1 (2) 37.059
 9 (2) 36.508
 167
 817.529 - 1.323.292
 3 (1) 22.241
 1 (2) 36.371
 1 (2) 37.038
 1 (2) 37.059
 9 (2) 36.508

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot wijziging van het koninklijk besluit van 27 juni 1974 waarbij op 1 april 1972 worden vastgesteld de schalen verbonden aan de ambten van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel en van het paramedisch personeel bij de rijksonderwijsinrichtingen, aan de ambten van de leden van de inspectiedienst belast met het toezicht op deze inrichtingen en aan de ambten van de leden van de inspectiedienst van het gesubsidieerd lager onderwijs, en de schalen verbonden aan de graden van het personeel van de psycho-medisch-sociale centra van de Staat.

Brussel, 2 september 1998

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap,
 De Minister-Voorzitter van de Regering van de Franse Gemeenschap,
 Mevr. L. ONKELINX

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 99 — 104

[C - 99/27007]

10 DECEMBRE 1998. — Arrêté du Gouvernement wallon portant création d'un comité d'accompagnement de l'Institut scientifique de Service public

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 7 juin 1990 portant création d'un Institut scientifique de Service public en Région wallonne, notamment l'article 4, § 3, modifié par le décret du 9 avril 1998;

Vu la délibération du Gouvernement wallon du 18 juin 1998, sur la demande d'avis dans le délai d'un mois;

Vu l'avis du Conseil d'Etat donné le 12 octobre 1998, en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre de la Recherche, du Développement technologique, du Sport et des Relations internationales,

Arrête :

Article 1^{er}. Le comité d'accompagnement institué par l'article 4 du décret du 7 juin 1990 portant création d'un Institut scientifique de Service public en Région wallonne, ci-après : le comité, est composé :

1° d'un représentant de chaque membre du Gouvernement wallon;

2° d'un représentant des administrations aux budgets desquels émanent les missions de l'Institut scientifique de Service public, ci-après : l'Institut, soit le Ministère wallon de l'Équipement et des Transports, la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement, la Direction générale des Technologies, de la Recherche et de l'Énergie, la Direction générale de l'Aménagement du Territoire, du Logement et du Patrimoine, la Direction générale des Pouvoirs locaux;

3° de l'inspecteur des Finances accrédité auprès du Ministre ayant l'Institut dans ses attributions;

4° de deux représentants du Conseil économique et social de la Région wallonne.

Les membres du comité sont désignés par le Gouvernement pour un terme de quatre ans, sur présentation des services ou organismes représentés.

Le comité se renouvelle par moitié tous les deux ans.

Le mandat de chacun des membres du comité prend fin en cas de perte de la qualité en vertu de laquelle il a été désigné.

En cas de démission, de décès ou de révocation d'un des membres du comité, le Gouvernement désigne son remplaçant qui termine le mandat de son prédécesseur.

Le comité est présidé par le représentant du Ministre ayant l'Institut dans ses attributions.

Le directeur général et le directeur général adjoint de l'Institut assistent aux réunions du comité avec voix consultative.

Le comité peut inviter à ses réunions tout agent de l'Institut, de l'Administration, tout membre de la commission scientifique et technique instituée par l'article 5 du décret ou toute personne extérieure. La personne convoquée par le comité siège à titre d'expert avec voix consultative.

Art. 2. L'Institut assure le secrétariat du comité et conserve les documents.

Art. 3. L'article 13 de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 10 septembre 1992 relatif au financement et aux missions de l'Institut est abrogé.

Art. 4. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 5. Le Ministre de la Recherche et du Développement technologique est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 10 décembre 1998.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E., du Tourisme et du Patrimoine
R. COLLIGNON

Le Ministre de la Recherche, du Développement technologique, du Sport et des Relations internationales,
W. ANCIEN

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 99 — 104

[C - 99/27007]

10. DEZEMBER 1998 — Erlaß der Wallonischen Regierung zur Gründung eines Begleitausschusses des "Institut scientifique de Service public" (wissenschaftliches Institut öffentlichen Dienstes)

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 7. Juni 1990 über die Errichtung eines "Institut scientifique de Service public" in der Wallonischen Region, insbesondere des Artikels 4, §3, abgeändert durch das Dekret des Wallonischen Regionalrates vom 9. April 1998;

Aufgrund des Beschlusses der Wallonischen Regierung vom 18. Juni 1998 bezüglich des Antrags auf Begutachtung innerhalb eines Monats;

Aufgrund des am 12. Oktober 1998 abgegebenen Gutachtens des Staatsrates, in Anwendung des Artikels 84, Absatz 1, 1° der koordinierten Gesetze über den Staatsrat;

Auf Vorschlag des Ministers der Forschung, der Technologischen Entwicklung, des Sportwesens und der Internationalen Beziehungen,

Beschließt:

Artikel 1 - Der durch Artikel 4 des Dekrets vom 7. Juni 1990 über die Errichtung eines "Institut scientifique de Service public" in der Wallonischen Region gegründete Begleitausschuß, weiter unten "Ausschuß" genannt, besteht aus:

1° einem Vertreter von jedem Mitglied der Wallonischen Regierung;

2° einem Vertreter der Ämter, von deren Haushalten die Aufgaben des "Institut scientifique de Service public" - weiter unten "Institut" genannt - finanziert werden, nämlich des Ministeriums der Ausrüstung und des Transportwesens, der Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt, der Generaldirektion der Technologien, der Forschung und der Energie, der Generaldirektion der Raumordnung, des Wohnungswesens und des Erbes, der Generaldirektion der lokalen Behörden;

3° dem beim für das Institut zuständigen Minister akkreditierten Finanzinspektor;

4° zwei Vertretern des Wirtschafts- und Sozialrates der Wallonischen Region.

Die Mitglieder des Ausschusses werden von der Regierung für eine Dauer von vier Jahren bezeichnet, auf Vorschlag der vertretenen Dienststellen oder Einrichtungen.

Alle zwei Jahre wird die Hälfte des Ausschusses erneuert.

Das Mandat von jedem der Mitglieder des Ausschusses endet, wenn es die Eigenschaft, auf Grund deren es bezeichnet wurde, verloren hat.

Falls ein Mitglied des Ausschusses sein Amt aufgibt, stirbt oder abberufen wird, bezeichnet die Regierung einen Vertreter, der das Mandat seines Vorgängers beendet.

Vorsitzender des Ausschusses ist der Vertreter des für das Institut zuständigen Ministers.

Der Generaldirektor und der beigeordnete Generaldirektor des Instituts wohnen den Versammlungen des Ausschusses mit beratender Stimme bei.

Bei seinen Versammlungen kann der Ausschuss jeden Bediensteten des Instituts oder der Verwaltung, jedes Mitglied der durch Artikel 5 des Dekrets gegründeten wissenschaftlichen und technischen Kommission oder jede externe Person laden. Die vom Ausschuss geladene Person sitzt als Sachverständiger mit beratender Stimme.

Art. 2 - Das Sekretariat des Ausschusses wird von dem Institut, das die Dokumente aufbewahrt, gewährleistet.

Art. 3 - Artikel 13 des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 10. September 1992 über die Finanzierung und die Aufgaben des Instituts wird außer Kraft gesetzt.

Art. 4 - Der vorliegende Erlaß tritt am Tage seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

Art. 5 - Der Minister der Forschung und der Technologischen Entwicklung wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 10. Dezember 1998

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,
beauftragt mit der Wirtschaft, dem Außenhandel, den K.M.B., dem Tourismus und dem Erbe,
R. COLLIGNON

Der Minister der Forschung, der Technologischen Entwicklung, des Sportwesens
und der Internationalen Beziehungen,
W. ANCIEN

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 99 — 104

[C - 99/27007]

**10 DECEMBER 1998. — Besluit van de Waalse Regering
houdende oprichting van een begeleidingscomité van het « Institut scientifique de Service public »
(Openbaar Wetenschappelijk Instituut)**

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 7 juni 1990 houdende oprichting van een « Institut scientifique de Service public » in het Waalse Gewest, inzonderheid op artikel 4, § 3, gewijzigd bij het decreet van 9 april 1998;

Gelet op de beraadslaging van de Waalse Regering van 18 juni 1998 betreffende de aanvraag om advies binnen één maand;

Gelet op het advies van de Raad van State gegeven op 12 oktober 1998, overeenkomstig artikel 84, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Onderzoek, Technologische Ontwikkeling, Sport en Internationale Betrekkingen,

Besluit :

Artikel 1. Het begeleidingscomité opgericht bij artikel 4 van het decreet van 7 juni 1990 houdende oprichting van een « Institut scientifique de Service public » in het Waalse Gewest, hierna « het comité » genoemd, bestaat uit :

1° een vertegenwoordiger van elk lid van de Waalse Regering;

2° een vertegenwoordiger van de besturen die de opdrachten van het « Institut scientifique de Service public », hierna het « Institut » genoemd, financieren, namelijk het Ministerie van Uitrusting en Vervoer, het Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu, het Directoraat-generaal Technologie, Onderzoek en Energie, het Directoraat-generaal Ruimtelijke Ordening, Huisvesting en Patrimonium, het Directoraat-generaal Plaatselijke Besturen;

3° de inspecteur van Financiën geaccrediteerd bij de Minister tot wiens bevoegdheden het « Institut » behoort;

4° twee vertegenwoordigers van de « Conseil économique et social de la Région wallonne » (Sociaal-Economische Raad van het Waalse Gewest).

De leden van het comité worden op de voordracht van de vertegenwoordigde diensten of instellingen voor een duur van vier jaar aangewezen door de Regering.

De helft van het comité wordt om de twee jaar vernieuwd.

Het mandaat van elk comitélid eindigt bij verlies van de hoedanigheid waarin hij is aangewezen.

Bij vrijwillig of gedwongen ontslag, of bij overlijden van een comitélid, wordt een plaatsvervanger door de Regering aangewezen om het mandaat van zijn voorganger voort te zetten.

Het comité heeft als voorzitter de vertegenwoordiger van de Minister tot wiens bevoegdheden het « Institut » behoort.

De directeur-generaal en de adjunct-directeur-generaal wonen de vergaderingen van het comité bij met raadgevende stem.

Het comité kan de volgende personen uitnodigen op zijn vergaderingen : elk lid van het « Institut » of van het bestuur, elk lid van de bij artikel 5 van het decreet opgerichte wetenschappelijke en technische commissie of elke persoon die daarbuiten staat. De door het comité bijeengeroepen persoon zetelt met raadgevende stem als deskundige.

Art. 2. Het « Institut » zorgt voor het secretariaat van het comité en bewaart de stukken.

Art. 3. Artikel 13 van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 10 september 1992 betreffende de financiering en de opdrachten van het « Institut scientifique de Service public » wordt opgeheven.

Art. 4. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 5. De Minister van Onderzoek en Technologische Ontwikkeling is belast met de uitvoering van dit besluit.
Namen, 10 december 1998

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, Buitenlandse Handel, K.M.O.'s, Toerisme en Patrimonium,
R. COLLIGNON

De Minister van Onderzoek, Technologische Ontwikkeling, Sport en Internationale Betrekkingen,
W. ANCION



F. 99 — 105

[C - 99/27006]

**10 DECEMBRE 1998. — Arrêté du Gouvernement wallon
portant création d'une commission scientifique et technique auprès de l'Institut scientifique de Service public**

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 7 juin 1990 portant création d'un Institut scientifique de Service public en Région wallonne, notamment l'article 5 modifié par le décret du 9 avril 1998;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 9 septembre 1998;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 16 septembre 1998;

Vu la délibération du Gouvernement wallon du 18 juin 1998, sur la demande d'avis dans le délai d'un mois;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 16 novembre 1998, en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre de la Recherche, du Développement technologique, du Sport et des Relations internationales,

Arrête :

Article 1^{er}. § 1^{er}. La commission scientifique et technique instituée par l'article 5 du décret du 7 juin 1990 portant création d'un Institut scientifique de Service public en Région wallonne, ci-après respectivement la commission et le décret, est composée:

1° du président du comité d'accompagnement institué par l'article 4 du décret;

2° de cinq représentants des milieux scientifiques compétents dans les domaines d'activités de l'Institut;

3° des membres suivants désignés par le Gouvernement sur présentation d'une liste double:

a) cinq représentants des milieux industriels compétents dans les domaines d'activités de l'Institut, dont deux émanant des secteurs des industries extractives et un des petites et moyennes entreprises, sur présentation de l'Union wallonne des entreprises;

b) un représentant de chaque organisation représentative des travailleurs siégeant au Comité du secteur n° XVI, sur présentation de chacune d'entre elles;

c) un représentant du Conseil wallon de la politique scientifique, sur présentation de celui-ci.

Le mandat des membres visés aux 2° et 3° a une durée de quatre années. La commission se renouvelle par moitié tous les deux ans.

Le mandat de chacun des membres de la commission prend fin en cas de perte de la qualité en vertu de laquelle il a été désigné. En cas de démission, de décès ou de révocation d'un des membres de la commission, le Gouvernement désigne son remplaçant qui termine le mandat de son prédécesseur.

§ 2. Le Gouvernement nomme un président et un vice-président, choisis parmi les membres de la commission.

§ 3. Le directeur général, le directeur général adjoint, ainsi que les inspecteurs généraux de l'Institut assistent aux réunions de la commission en qualité d'expert. En outre, la commission peut convoquer à titre d'expert toute personne de l'Institut ou extérieure à celui-ci.

Les experts assistent au comité avec voix consultative.

§ 4. Tous les membres du comité d'accompagnement institué par l'article 4 du décret reçoivent les ordres du jour et les procès-verbaux des réunions de la commission. Chacun peut participer aux travaux de la commission avec voix consultative.

Le secrétariat de la commission est assuré par l'Institut qui conserve les documents.

Art. 2. Les membres de la commission sont défrayés des frais de déplacement s'ils sont à leur charge, sur base des tarifs applicables aux fonctionnaires de la Région wallonne de rang A3. Leur résidence administrative est fixée à leur domicile.

Les frais de fonctionnement de la commission sont à charge de la dotation de l'Institut.

Art. 3. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 4. Le Ministre de la Recherche et du Développement technologique est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 10 décembre 1998.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
chargé de l'Economie, des P.M.E. et du Commerce extérieur, du Tourisme et du Patrimoine,
R. COLLIGNON

Le Ministre de la Recherche, du Développement technologique,
du Sport et des Relations internationales,
W. ANCION

ÜBERSETZUNG

D. 99 — 105

[C - 99/27006]

**10. DEZEMBER 1998 — Erlaß der Wallonischen Regierung
zur Gründung einer wissenschaftlichen und technischen Kommission beim "Institut scientifique de Service public"
(wissenschaftliches Institut öffentliches Dienstes)**

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 7. Juni 1990 über die Errichtung eines "Institut scientifique de Service public" in der Wallonischen Region, insbesondere des Artikels 5, abgeändert durch das Dekret vom 9. April 1998;

Aufgrund des am 9. September 1998 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 16. September 1998 abgegebenen Gutachtens des Ministers des Haushalts;

Aufgrund des Beschlusses der Wallonischen Regierung vom 18. Juni 1998 über den Antrag auf Begutachtung innerhalb eines Monats;

Aufgrund des am 16. November 1998 abgegebenen Gutachtens des Staatsrats, in Anwendung des Artikels 84, Absatz 1, 1° der koordinierten Gesetze über den Staatsrat;

Auf Vorschlag des Ministers der Forschung, der Technologischen Entwicklung, des Sportwesens und der Internationalen Beziehungen,

Beschließt:

Artikel 1 - § 1. Die durch Artikel 5 des Dekrets vom 7. Juni 1990 zur Errichtung eines "Institut scientifique de Service public" in der Wallonischen Region gegründete wissenschaftliche und technische Kommission, weiter unten die Kommission beziehungsweise das Dekret genannt, besteht aus:

1° dem Vorsitzenden des durch Artikel 4 des Dekrets gegründeten Begleitausschusses;

2° fünf Vertretern der in den Tätigkeitsbereichen des Instituts fachkundigen wissenschaftlichen Kreise;

3° den folgenden von der Regierung auf Vorlage einer doppelten Liste bezeichneten

Mitgliedern:

a) fünf Vertreter der in den Tätigkeitsbereichen des Instituts fachkundigen Industriekreise, von denen zwei aus dem Bereich der Grundstoff- gewinnungsindustrien stammen und einer aus dem Bereich der kleinen und mittleren Unternehmen, auf Vorschlag der "Union wallonne des Entreprises" (Wallonischer Verband der Unternehmen);

b) ein Vertreter von jeder im Sektorenausschuß XVI sitzenden repräsentativen Arbeitnehmerorganisation, auf Vorschlag jeder dieser Organisationen;

c) ein Vertreter des "Conseil wallon de la Politique scientifique" (Wallonischer Rat der Wissenschaftspolitik), auf Vorschlag dieses Rates.

Das Mandat der in Punkt 2° und Punkt 3° erwähnten Mitglieder hat eine Dauer von vier Jahren. Alle zwei Jahre wird die Hälfte der Kommissionsmitglieder erneuert.

Das Mandat jedes Mitglieds der Kommission endet, wenn es die Eigenschaft, auf Grund deren es bezeichnet wurde, verloren hat. Falls ein Mitglied der Kommission sein Amt aufgibt, stirbt oder abberufen wird, bezeichnet die Regierung einen Vertreter, der das Mandat seines Vorgängers beendet.

§ 2. Die Regierung ernennt einen Vorsitzenden und einen stellvertretenden Vorsitzenden unter den Mitgliedern der Kommission.

§ 3. Der Generaldirektor, der beigeordnete Generaldirektor sowie alle Generalinspektoren des Instituts wohnen den Versammlungen der Kommission als Sachverständiger bei. Darüber hinaus kann die Kommission jegliche Person innerhalb oder außerhalb des Instituts als Sachverständigen laden.

Die Sachverständigen wohnen den Ausschusssitzungen mit beratender Stimme bei.

§ 4. Alle Mitglieder des durch Artikel 4 des Dekrets gegründeten Begleit- ausschusses erhalten die Tagesordnungen und die Protokolle der Versammlungen der Kommission. Jedes Mitglied kann sich mit beratender Stimme an den Arbeiten der Kommission beteiligen.

Das Sekretariat der Kommission wird von dem Institut, das die Dokumente aufbewahrt, gewährleistet.

Art. 2 - Den Mitgliedern der Kommission werden ihre Fahrtkosten auf Grund der für die Beamten des Ranges A 3 der Wallonischen Region anwendbaren Tarife rückerstattet,

wenn diese Kosten von ihnen getragen werden. Als Amtssitz gilt ihr Wohnsitz.

Die mit den Arbeiten der Kommission verbundenen Kosten werden von der Dotation des Instituts getragen.

Art. 3 - Der vorliegende Erlaß tritt am Tage seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

Art. 4 - Der Minister der Forschung und der Technologischen Entwicklung wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 10. Dezember 1998

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,
beauftragt mit der Wirtschaft, dem Außenhandel, den KMB, dem Tourismus und dem Erbe,
R. COLLIGNON

Der Minister der Forschung, der Technologischen Entwicklung,
des Sportwesens und der Internationalen Beziehungen,
W. ANCION

VERTALING

N. 99 — 105

[C — 99/27006]

**10 DECEMBER 1998. — Besluit van de Waalse Regering houdende oprichting
van een wetenschappelijke en technische commissie bij het "Institut scientifique de Service public"
(Openbaar Wetenschappelijk Instituut)**

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 7 juni 1990 houdende oprichting van een « Institut scientifique de Service public » in het Waalse Gewest, inzonderheid op artikel 5, gewijzigd bij het decreet van 9 april 1998;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 9 september 1998;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 16 september 1998;

Gelet op de beraadslaging van de Waalse Regering van 18 juni 1998 betreffende de aanvraag om advies binnen één maand;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 16 november 1998, overeenkomstig artikel 84, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Onderzoek, Technologische Ontwikkeling, Sport en Internationale Betrekkingen,

Besluit :

Artikel 1. § 1. De wetenschappelijke en technische commissie opgericht bij artikel 5 van het decreet van 7 juni 1990 houdende oprichting van een « Institut scientifique de Service public » in het Waalse Gewest, hierna « de commissie » en « het decreet » genoemd, bestaat uit :

1° de voorzitter van het begeleidingscomité opgericht bij artikel 4 van het decreet;

2° vijf vertegenwoordigers van de wetenschappelijke kringen die bevoegd zijn voor de activiteitengebieden van het « Institut »;

3° de volgende leden die door de Regering aangewezen zijn op voordracht van een dubbele lijst :

a) vijf vertegenwoordigers uit de nijverheidssector die bevoegd zijn voor de activiteitengebieden van het « Institut », van wie twee afkomstig zijn van de mijnbouwnijverheid en één van de kleine en middelgrote ondernemingen, op de voordracht van de « Union wallonne des Entreprises » (Waalse Unie van Ondernemingen);

b) een vertegenwoordiger van elke werknemersorganisatie die in het Sectorcomité XVI zetelt, op de voordracht van die organisaties;

c) een vertegenwoordiger van de « Conseil wallon de la Politique scientifique » (Waalse Raad voor Wetenschappelijk Beleid), op voordracht daarvan.

Het mandaat van de in 2° en 3° bedoelde leden heeft een duur van vier jaar. De helft van de commissie wordt om de twee jaar vernieuwd.

Het mandaat van elk commissielid eindigt bij verlies van de hoedanigheid waarin hij is aangewezen. Bij vrijwillig of gedwongen ontslag, of bij overlijden van een commissielid, wordt een plaatsvervanger door de Regering aangewezen om het mandaat van zijn voorganger voort te zetten.

§ 2. De Regering benoemt een voorzitter en een ondervoorzitter, gekozen onder de commissieleden.

§ 3. De directeur-generaal, de adjunct-directeur-generaal, alsook de inspecteurs-generaal van het « Institut » wonen als deskundige de vergaderingen van de commissie bij. Bovendien mag de commissie elk lid van het « Institut » of elke persoon die daarbuiten staat, als deskundige uitnodigen de vergaderingen bij te wonen.

De deskundigen wonen het Comité bij met raadgevende stem.

§ 4. Elk lid van het bij artikel 4 van het decreet opgerichte begeleidingscomité beschikt over de agenda en de notulen van de vergaderingen van de commissie. Iedereen mag met raadgevende stem deelnemen aan de werkzaamheden van de commissie.

Het « Institut » zorgt voor het secretariaat van de commissie en bewaart de stukken.

Art. 2. De commissieleden worden vergoed voor de reiskosten als die voor hun rekening zijn, op grond van de tarieven die toepasselijk zijn op de ambtenaren van het Waalse Gewest van rang A3. Hun woonplaats wordt als administratieve verblijfplaats beschouwd.

De werkingskosten van de commissie zijn voor rekening van de dotatie van het « Institut ».

Art. 3. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 4. De Minister van Onderzoek en Technologische Ontwikkeling is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 10 december 1998.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, Buitenlandse Handel, KMO's, Toerisme en Patrimonium,
R. COLLIGNON

De Minister van Onderzoek, Technologische Ontwikkeling, Sport en Internationale Betrekkingen,
W. ANCION

**10 DECEMBRE 1998. — Arrêté du Gouvernement wallon
relatif au financement de l'Institut scientifique de Service public**

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 7 juin 1990 portant création d'un Institut scientifique de service public en Région wallonne, notamment l'article 3, modifié par le décret du 9 avril 1998 et l'article 6, § 2;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 9 septembre 1998;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 16 septembre 1998;

Vu la délibération du Gouvernement wallon du 18 juin 1998, sur la demande d'avis dans le délai d'un mois;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 16 novembre 1998, en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Considérant que l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 octobre 1996 a fixé les règles complémentaires relatives à la présentation des budgets, à la comptabilité budgétaire et à la reddition des comptes d'exécution du budget de l'Institut scientifique de service public;

Considérant que l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 octobre 1996 a fixé les règles d'évaluation applicables à l'Institut scientifique de Service public;

Considérant qu'il convient de fixer les règles de financement des missions et prestations réalisées par l'Institut scientifique de Service public;

Sur la proposition du Ministre de la Recherche, du Développement technologique, du Sport et des Relations internationales,

Arrête :

CHAPITRE Ier. — Dispositions générales

Article 1^{er}. Au sens du présent arrêté, on entend par :

1^o "subvention" : la subvention organique au bénéfice de l'Institut scientifique de Service public, ci-après l'Institut inscrite au budget général des dépenses du Ministère de la Région wallonne;

2^o "ressources spécifiques" : toutes les ressources financières autres que la subvention, quelle qu'en soit l'origine, mises à la disposition de l'Institut et dont l'affectation est déterminée par des conventions conclues avec le secteur privé ou le secteur public.

Art. 2. Pour la fin du premier semestre de chaque exercice, l'Institut fournit au comité d'accompagnement institué à l'article 4 du décret du 7 juin 1990 portant création d'un Institut scientifique de service public en Région wallonne, ci-après dénommés respectivement, le comité et le décret, les informations nécessaires à l'exécution de sa mission.

Art. 3. L'Institut veille à ne déposer annuellement auprès d'autorités subsidiaires autres que la Région wallonne, qu'un nombre de projets tel que l'engagement financier cumulé en résultant ne puisse, au cas où ils seraient tous acceptés, dépasser une imputation sur la subvention supérieure à 20 % de celle-ci.

Il transmet bimestriellement au comité la liste des dossiers approuvés ainsi qu'un récapitulatif des encours annuels cumulés prévisibles.

Il n'est pas tenu compte, dans l'établissement du plafond fixé au premier alinéa, des participations de l'Institut à des projets financés à 100 % hors subvention.

CHAPITRE II. — De l'utilisation de la subvention

Art. 4. Pour autant qu'elles ne soient pas à charge d'une autre ressource spécifique et dans les limites des crédits disponibles, les dépenses imputables sur la subvention sont :

1^o parmi les frais relatifs à l'exécution des missions de service public visées à l'article 3, alinéa 2, 1^o, du décret, les coûts salariaux du personnel affecté à celles-ci, au prorata de son affectation et ce, à concurrence de 20 %;

2^o en ce qui concerne les conventions de recherche conclues avec des autorités européennes ou internationales, la part des frais non subsidiée par celles-ci;

3^o les frais de fonctionnement des structures internes en ce compris les frais sociaux correspondant à l'exercice du droit syndical;

4^o les frais généraux non supportés par des tiers et relatifs :

a) à l'assurance qualité selon les normes EN 45000 prescrites par la loi du 20 juillet 1990 concernant l'accréditation des organismes de certification et de contrôle ainsi que les laboratoires d'essai;

b) aux bâtiments en ce compris les frais d'entretien;

c) aux frais du personnel nécessaire à la réparation et à l'entretien des installations;

d) aux frais de gestion administrative;

5^o les investissements suivants :

a) 100 % des équipements de la structure de direction et de la bibliothèque;

b) 80 % des équipements des services administratifs et des relations publiques;

c) 50 % des frais d'investissements relatifs aux contrats conclus avec les instances européennes ou internationales; 40% lorsqu'il s'agit de contrats CECA;

d) 50 % des équipements des bancs d'essai de certification;

6^o hormis les dépenses imputables aux ressources spécifiques, les dépenses de formation du personnel de l'Institut, avec un maximum de 20 % du temps de travail globalisé et pour autant qu'elle soit répertoriée dans des plans individuels.

CHAPITRE III. — *Des missions de service public*

Art. 5. Chacune des missions de service public, exécutées en application de l'article 3, alinéa 2, 1°, du décret, ci-après dénommées les missions de service public, fait l'objet de la part du Ministre concerné d'un arrêté d'octroi de financement ainsi que d'un programme et d'un budget détaillés des prestations y incluses.

A chaque programme est associé un comité de suivi désigné par le Ministre concerné.

Ces comités de suivi sont soumis, dans leur fonctionnement, aux dispositions du règlement d'ordre intérieur du comité. Les procès-verbaux des réunions sont portés à la connaissance du comité.

Art. 6. Sont imputés au budget de chaque mission de service public:

1° 80 % des coûts salariaux du personnel, au prorata de son affectation à la mission de service public;

2° les coûts directs de fonctionnement, y compris les frais d'assurance, les amortissements d'équipements et les frais d'entretien de ces équipements au prorata de leur utilisation réelle;

3° les facturations internes à l'Institut pour des prestations autorisées par le programme et confiées à d'autres sections de l'Institut;

4° les investissements exceptionnels et spécifiques.

Art. 7. Toute mission de service public complémentaire est financée à 100 % par le budget du Ministre demandeur.

CHAPITRE IV. — *Des prestations pour le secteur privé ou public*

Art. 8. Les frais relatifs aux prestations pour le secteur privé ou public réalisées en application de l'article 3, alinéa 2, 2°, du décret, ci-après dénommées les prestations, sont à charge des demandeurs, sur base d'un tarif, d'une offre ou d'un devis établi par l'Institut.

L'Institut inclut dans ses tarifs, offres ou devis les coûts réels de personnel, de fonctionnement et d'amortissement.

Art. 9. Les prestations de certification ou d'agrément réglementaires sont facturées selon les tarifs fixés par le Ministre ayant l'Institut dans ses attributions, sur la proposition du comité.

CHAPITRE V. — *Dispositions finales*

Art. 10. L'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 10 septembre 1992 relatif au financement et aux missions de l'Institut scientifique de service public est abrogé.

Art. 11. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 12. Le Ministre de la Recherche et du Développement technologique est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 10 décembre 1998.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E., du Tourisme et du Patrimoine,
R. COLLIGNON

Le Ministre de la Recherche, du Développement technologique, du Sport et des Relations internationales,
W. ANCIEN

ÜBERSETZUNG

D. 99 — 106

[C - 99/27008]

**10. DEZEMBER 1998 — Erlaß der Wallonischen Regierung
bezüglich der Finanzierung des "Institut scientifique de Service public"
(wissenschaftliches Institut öffentlichen Dienstes)**

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 7. Juni 1990 über die Errichtung eines "Institut scientifique de Service public" in der Wallonischen Region, insbesondere des Artikels 3, abgeändert durch das Dekret vom 9. April 1998 und des Artikels 6, § 2;

Aufgrund des am 9. September 1998 abgegebenen Gutachtens des Finanzinspektion;

Aufgrund des am 16. September 1998 gegebenen Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund des Beschlusses der Wallonischen Regierung vom 18. Juni 1998 über den Antrag auf Begutachtung innerhalb eines Monats;

Aufgrund des am 16. November abgegebenen Gutachtens des Staatsrates, in Anwendung des Artikels 84, Absatz 1, 1° der koordinierten Gesetze über den Staatsrat;

In der Erwägung, daß der Erlaß der Wallonischen Regierung vom 24. Oktober 1996 die zusätzlichen Regeln bezüglich der Vorlage der Haushaltspläne, der Haushaltsbuchführung und der Rechnungsaufstellung der Haushaltsdurchführung des "Institut scientifique de Service public" festgesetzt hat;

In der Erwägung, daß der Erlaß der Wallonischen Regierung vom 24. Oktober 1996 die für das "Institut scientifique de Service public" anwendbaren Bewertungsregeln festgesetzt hat;

In der Erwägung, daß es sich empfiehlt, die Finanzierungsregeln der durch das "Institut scientifique de Service public" ausgeführten Aufgaben und Leistungen festzusetzen;

Auf Vorschlag des Ministers der Forschung, der Technologischen Entwicklung, des Sportwesens und der Internationalen Beziehungen,

Beschließt:

KAPITEL 1 — *Allgemeines*

Artikel 1 - Im Sinne des vorliegenden Erlasses versteht man unter:

1° "Zuschuß": den organischen Zuschuß zugunsten des "Institut scientifique de "Service public", weiter unten das Institut genannt, der im allgemeinen Ausgabenhaushaltsplan des Ministeriums der Wallonischen Region eingetragen ist;

2° "spezifischen Einnahmequellen ": alle Finanzmittel außer dem Zuschuß, ganz gleich woher sie stammen, die dem Institut zur Verfügung gestellt werden, und deren Zweckbestimmung durch mit dem Privatsektor oder dem öffentlichen Sektor abgeschlossenen Abkommen festgelegt wird.

Art. 2 - Bis zum Ende des ersten Semesters jedes Haushaltsjahres übermittelt das Institut dem in Artikel 4 des Dekrets des Wallonischen Regionalrates vom 7. Juni 1990 zur Errichtung eines "Institut scientifique de Service public" in der Wallonischen Region errichteten Begleitausschuß, weiter unten das Dekret bzw. den Ausschuß genannt, die zur Durchführung seiner Aufgabe notwendigen Informationen.

Art. 3 - Das Institut achtet darauf, pro Jahr bei anderen bezuschussenden Behörden als der Wallonischen Region nur eine solche Anzahl Projekte einzureichen, daß die daraus resultierende kumulierte finanzielle Verbindlichkeit eine Anrechnung zu Lasten des Zuschusses, die höher als 20 % dieses Zuschusses wäre, nicht übersteigen kann, falls alle Projekte angenommen würden.

Alle zwei Monate übermittelt es dem Ausschuß die Liste der genehmigten Akten sowie eine Zusammenfassung der vorhersehbaren kumulierten jährlichen Bestände.

Bei der Festsetzung der im ersten Absatz festgesetzten Höchstgrenze werden die Beteiligungen des Instituts an Projekten, die zu 100 % außer Zuschüssen finanziert sind, nicht berücksichtigt.

KAPITEL II — *Die Verwendung des Zuschusses*

Art. 4 - Sofern sie nicht von einer anderen spezifischen Einnahmequelle getragen werden und innerhalb der Grenzen der verfügbaren Kredite, sind die auf den Zuschuß anrechenbaren Ausgaben die folgenden:

1° unter den mit der Durchführung der in Artikel 3, Absatz 2, 1° des Dekrets erwähnten Aufgaben öffentlichen Dienstes, die Lohn- und Gehaltskosten des für diese Aufgaben eingesetzten Personals, im Verhältnis zu seinem Einsatz und bis zu einer Höhe von 20 %;

2° was die mit europäischen oder internationalen Behörden abgeschlossenen Forschungsabkommen betrifft, der Anteil der von diesen Behörden nicht bezuschußten Kosten;

3° die Betriebskosten der internen Strukturen einschließlich der mit der Ausübung des Gewerkschaftsrechts verbundenen Sozialkosten;

4° die allgemeinen Unkosten, die nicht von Dritten getragen werden, und die verbunden sind mit:

a) der Qualitätssicherung gemäß den durch das Gesetz vom 20. Juli 1990 über die Akkreditierung der Zertifizierungs- und Kontrollstellen und über die Prüflabors vorgeschriebenen EN 45000 Normen;

b) den Gebäuden einschließlich der Unterhaltskosten;

c) den für die Reparatur und die Wartung der Einrichtungen notwendigen Personalkosten;

d) den Verwaltungskosten;

5° die folgenden Investitionen:

a) 100 % der Ausrüstungen der Direktionsstruktur und der Bibliothek;

b) 80 % der Ausrüstungen der Dienststellen für Verwaltung und Öffentlichkeitsarbeit;

c) 50 % der Investitionskosten bezüglich der mit den europäischen oder internationalen Behörden abgeschlossenen Verträge; 40 %, wenn es sich um EGKS-Verträge handelt;

d) 50 % der Ausrüstungen der Zertifizierungsprüfstände;

6° außer den auf die spezifischen Einnahmequellen anrechenbaren Ausgaben, die Schulungsausgaben für das Personal des Instituts, mit einer Höchstgrenze von 20 % der Gesamtarbeitszeit, und sofern die Schulung in individuellen Plänen registriert wird.

KAPITEL III — *Die Aufgaben öffentlichen Dienstes*

Art. 5 - Jede der Aufgaben öffentlichen Dienstes, die in Anwendung des Artikels 3, Absatz 2, 1° des Dekrets durchgeführt wird, weiter unten Aufgaben öffentlichen Dienstes genannt, ist seitens des Ministers Gegenstand eines Erlasses über die Gewährung einer Finanzierung und Gegenstand eines detaillierten Programms und eines detaillierten Haushaltsplans der darin einbegriffenen Leistungen.

Mit jedem Programm ist ein vom betroffenen Minister bezeichneter Betreuungsausschuß verbunden.

Diese Betreuungsausschüsse unterliegen, was ihre Arbeitsweise betrifft, den Bestimmungen der allgemeinen Dienstordnung des Ausschusses. Der Ausschuß wird in Kenntnis von den Protokollen der Versammlungen gesetzt.

Art. 6 - Werden auf den Haushalt jeder Aufgabe öffentlichen Dienstes angerechnet:

1° 80 % der Lohn- und Gehaltskosten des Personals, im Verhältnis zu seiner Einweisung in eine Aufgabe öffentlichen Dienstes;

2° die direkten Betriebskosten einschließlich der Versicherungskosten, die Abschreibungen von Ausrüstungen und die Wartungskosten dieser Ausrüstungen im Verhältnis zu ihrer tatsächlichen Verwendung;

3° die innerhalb des Instituts berechneten Beträge, die von dem Programm genehmigte und anderen Abteilungen des Instituts übertragene Leistungen betreffen;

4° die außergewöhnlichen und spezifischen Investitionen.

Art. 7 - Jede zusätzliche Aufgabe öffentlichen Dienstes wird zu 100 % durch den Haushalt des Ministers, der sie beantragt, finanziert.

KAPITEL IV — Leistungen für den Privatsektor oder für den öffentlichen Sektor

Art. 8 - Die mit den in Anwendung des Artikels 3, Absatz 2, 2° des Dekrets für den Privatsektor oder für den öffentlichen Sektor erbrachten Leistungen - weiter unten die Leistungen genannt - verbundenen Kosten gehen zu Lasten der Anforderer, auf der Grundlage eines Tarifs, eines Angebots oder eines von dem Institut aufgestellten Kostenvoranschlags.

In den Tarifen, Angeboten oder Kostenvoranschlägen des Instituts sind die tatsächlichen Personal-, Betriebs- und Abschreibungskosten eingeschlossen.

Art. 9 - Die mit vorschriftsmäßiger Zertifizierung oder Zulassung verbundenen Leistungen werden gemäß den vom für das Institut zuständigen Minister festgesetzten Tarifen auf Vorschlag des Ausschusses in Rechnung gestellt.

KAPITEL V — Schlußbestimmungen

Art. 10 - Der Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive vom 10. September 1992 bezüglich der Finanzierung und der Aufgaben des "Institut scientifique de Service public" wird außer Kraft gesetzt.

Art. 11 - Der vorliegende Erlaß tritt am Tage seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

Art. 12 - Der Minister der Forschung und der Technologischen Entwicklung wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 10. Dezember 1998

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,
beauftragt mit der Wirtschaft, dem Außenhandel, den K.M.B., dem Tourismus und dem Erbe,

R. COLLIGNON

Der Minister der Forschung, der Technologischen Entwicklung und der Internationalen Beziehungen,
W. ANCION

VERTALING

N. 99 — 106

[C - 99/27008]

**10 DECEMBER 1998. — Besluit van de Waalse Regering
betreffende de financiering van het « Institut scientifique de Service public »
(Openbaar Wetenschappelijk Instituut)**

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 7 juni 1990 houdende oprichting van een « Institut scientifique de Service public » in het Waalse Gewest, inzonderheid op artikel 3, gewijzigd bij het decreet van 9 april 1998, en op artikel 6, § 2;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 9 september 1998;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 16 september 1998;

Gelet op de beraadslaging van de Waalse Regering van 18 juni 1998 betreffende de aanvraag om advies binnen één maand;

Gelet op het advies van de Raad van State gegeven op 16 november 1998, overeenkomstig artikel 84, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Overwegende dat het besluit van de Waalse Regering van 24 oktober 1996 de bijkomende regels heeft vastgesteld inzake de voorstelling van de begrotingen, de begrotingscomptabiliteit en de aflegging van de rekeningen voor de uitvoering van de begroting van het "Institut scientifique de Service public";

Overwegende dat het besluit van de Waalse Regering van 24 oktober 1996 de evaluatieregels toepasselijk op het "Institut scientifique de Service public" heeft vastgesteld;

Overwegende dat de regels betreffende de financiering van de opdrachten en prestaties die door het "Institut scientifique de Service public" uitgevoerd worden, vastgesteld dienen te worden;

Op de voordracht van de Minister van Onderzoek, Technologische Ontwikkeling, Sport en Internationale Betrekkingen,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — Algemene bepalingen

Artikel 1. In de zin van dit besluit dient te worden bestaan onder :

1° « toelage » : de organieke toelage voor het "Institut scientifique de Service public", hierna het « Institut » genoemd, uitgetrokken op de algemene uitgavenbegroting van het Ministerie van het Waalse Gewest;

2° « specifieke middelen » : alle financiële middelen, anders dan de toelage, wat de oorsprong ook moge zijn, die ter beschikking van het « Institut » worden gesteld, en waarvan de bestemming vastgesteld is d.m.v. overeenkomsten aangegaan met de privé- of de publieke sector.

Art. 2. Vóór het einde van het eerste semester van elk boekjaar bezorgt het « Institut » de noodzakelijke inlichtingen voor de uitvoering van zijn opdracht aan het begeleidingscomité opgericht bij artikel 4 van het decreet van 7 juni 1990 houdende oprichting van een « Institut scientifique de Service public » in het Waalse Gewest, hierna respectievelijk « het comité » en « het decreet » genoemd.

Art. 3. Het « Institut » zorgt ervoor dat het aantal projecten dat jaarlijks wordt ingediend bij de subsidiërende overheden andere dan het Waalse Gewest in die mate beperkt wordt dat de gecumuleerde financiële verbintenis die eruit voortvloeit, voor zover alle projecten worden goedgekeurd, het op de toelage aangerekende bedrag niet met meer dan 20 % overstijgt.

Het « Institut » zendt om de twee maanden de lijst van de goedgekeurde dossiers aan het comité, alsook een overzicht van de voorzienbare gecumuleerde jaarlijkse obligo's.

De deelneming van het « Institut » aan ontwerpen die buiten elke toelage om gefinancierd zijn, wordt niet in acht genomen voor de berekening van het in het eerste lid vastgestelde plafond.

HOOFDSTUK II. — *De bestemming van de toelage*

Art. 4. Voor zover ze niet ten laste zijn van een andere specifiek middel en binnen de perken van de beschikbare kredieten, bestaan de uitgaven toe te rekenen op de toelage uit :

1° onder de kosten betreffende de uitvoering van de in artikel 3, tweede lid, 1°, van het decreet bedoelde opdrachten van openbare dienst, de loonkosten van de personeelsleden die daarvoor aangesteld zijn, naar rata van hun aanstelling en ten belope van 20 %;

2° wat betreft de onderzoeksovereenkomsten aangegaan met Europese of internationale overheden, het kostengedeelte dat door deze niet gesubsidieerd is;

3° de werkingskosten van de inwendige structuren, met inbegrip van de sociale kosten betreffende de uitoefening van het vakbondsrecht;

4° de algemene kosten die niet door derden gedragen worden en betreffende :

a) de kwaliteitsborging overeenkomstig de normen EN 45000 van de wet van 20 juli 1990 betreffende de accreditatie van certificatie- en keuringsinstellingen, alsmede van beproevingslaboratoria;

b) de gebouwen, met inbegrip van de onderhoudskosten;

c) de kosten betreffende het personeel dat noodzakelijk is voor het herstel en het onderhoud van de installaties;

d) de kosten betreffende het administratief beheer;

5° de volgende investeringen :

a) 100 % van de uitrusting bestemd voor de directiestructuur en de bibliotheek;

b) 80 % van de uitrusting bestemd voor de administratieve diensten en de public relations;

c) 50 % van de investeringskosten betreffende de overeenkomsten aangegaan met de Europese of internationale overheden; 40 % als het gaat om EGKS-overeenkomsten;

d) 50 % van de uitrusting bestemd voor de certificatieproefbanken.

6° behoudens de uitgaven toe te rekenen op de specifieke middelen, de uitgaven betreffende de vorming van het personeel van het « Institut », met maximum 20 % van de geglobaliseerde werktijd voor zover die vermeld is in individuele plannen.

HOOFDSTUK III. — *Oprachten van openbare dienst*

Art. 5. Elke opdracht van openbare dienst, uitgevoerd overeenkomstig artikel 3, tweede lid, 1°, van het decreet, hierna « de opdrachten van openbare dienst » genoemd, wordt door de betrokken minister geregeld in een besluit tot toekenning van een financiering en wordt uitvoerig vermeld in een programma en een begroting van de daarin opgenomen prestaties.

Een door de betrokken minister aangewezen comité zorgt voor de opvolging van elk programma.

Bedoelde comités vallen voor hun werking onder de voorschriften van het huishoudelijk reglement van het comité. De notulen van de vergaderingen worden ter kennis gesteld van het comité.

Art. 6. De volgende kosten zijn ten laste van de begroting van elke opdracht van openbare dienst :

1° 80 % van de loonkosten van de personeelsleden, naar rata van hun aanstelling voor de opdracht van openbare dienst;

2° de rechtstreekse werkingskosten, met inbegrip van de verzekeringskosten, de afschrijvingen op uitrusting en de kosten betreffende het onderhoud van die uitrusting naar rata van haar werkelijke gebruik;

3° de factureringen binnen het « Institut » voor prestaties die door het programma toegelaten zijn en waarmee andere afdelingen van het « Institut » belast zijn;

4° buitengewone en specifieke investeringen.

Art. 7. Elke bijkomende opdracht van openbare dienst wordt volledig gefinancierd door de begroting van de verzoekende Minister.

HOOFDSTUK IV. — *Prestaties voor de privé- of publieke sector*

Art. 8. De kosten betreffende de prestaties voor de privé- of publieke sector, die overeenkomstig artikel 3, tweede lid, 2°, van het decreet uitgevoerd zijn, hierna « de prestaties » genoemd, zijn ten laste van de verzoekers op grond van een tarief, aanbod of bestek opgemaakt door het « Institut ».

De tarieven, voorstellen of bestekken van het « Institut » houden de werkelijke personeels-, werkings- en afschrijvingskosten in.

Art. 9. De reglementaire certificatie- of erkenningsprestaties worden gefactureerd overeenkomstig de tarieven vastgesteld door de Minister tot wiens bevoegdheden het « Institut » behoort en op voordracht van het comité.

HOOFDSTUK V. — *Slotbepalingen*

Art. 10. Het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 10 september 1992 betreffende de financiering en de opdrachten van het « Institut scientifique de Service public » wordt opgeheven.

Art. 11. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 12. De Minister van Onderzoek en Technologische Ontwikkeling is belast met de uitvoering van dit besluit. Namen, 10 december 1998.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, Buitenlandse Handel, K.M.O.'s, Toerisme en Patrimonium,
R. COLLIGNON

De Minister van Onderzoek, Technologische Ontwikkeling, Sport en Internationale Betrekkingen,
W. ANCIEN

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE — BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

MINISTERE
DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

F. 99 — 107

[C - 98/31495]

15 OCTOBRE 1998. — Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale fixant le cadre organique du Service d'Incendie et d'Aide médicale urgente de la Région de Bruxelles-Capitale

Le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,

Vu la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux Institutions bruxelloises, notamment les articles 5 et 56;

Vu l'ordonnance du 19 juillet 1990 portant création d'un Service d'Incendie et d'Aide médicale urgente de la Région de Bruxelles-capitale;

Vu l'accord du Ministre de la Fonction publique;

Vu l'accord du Ministre des Finances;

Vu l'avis motivé du comité de concertation de base du Service d'incendie et d'aide médicale urgente de la Région de Bruxelles-Capitale;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances;

Sur la proposition du Ministre chargé du Service d'incendie et d'Aide médicale urgente,

Arrête :

Article 1^{er}. Le cadre organique du Service d'Incendie et d'Aide médicale urgente de la Région de Bruxelles-Capitale est fixé comme suit :

Fonctionnaire dirigeant	1
Fonctionnaire dirigeant adjoint	1
A. Cadre opérationnel	
Lieutenant-Colonel	1
Major	4
Capitaine ou Capitaine-Commandant	14
Lieutenant ou Sous-Lieutenant	22
Adjudant	39
Sergent, Premier Sergent, Sergent-Major	159
Sapeur-Pompier ou Caporal	763
B. Cadre administratif et technique	
Directeur- Chef de service.....	3
Conseiller.....	2
Conseiller adjoint.....	4
Traducteur-réviseur/ Traducteur rév. principal/ Trad.-réviseur-directeur	1
Médecin/ Médecin-chef de service/ Médecin-directeur.....	1
Secrétaire d'administration	8
Chef d'atelier	1
Expert/ Expert principal/ Expert en chef.....	3
Assistant social/ Assistant social 1ère classe / Assistant social principal.....	3
Moniteur EP/ Moniteur EP 1ère classe / Moniteur EP principal.....	2
Secrétaire de direction / Secr. dir. princ. /Secrétaire de direction en chef.....	2
Vérificateur-comptable	2
Traducteur	2
Chef administratif.....	5
Sous-chef de bureau.....	6

MINISTERIE
VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

N. 99 — 107

[C - 98/31495]

15 OKTOBER 1998. — Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering houdende vaststelling van de personeelsformatie van de Brusselse Hoofdstedelijke Dienst voor Brandweer en Dringende Medische Hulp

De Brusselse Hoofdstedelijke Regering,

Gelet op de Bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse Instellingen, inzonderheid op artikelen 5 en 56;

Gelet op de Ordonnantie van 19 juli 1990 houdende oprichting van de Brusselse Hoofdstedelijke Dienst voor Brandweer en Dringende Medische Hulp;

Gelet op het akkoord van de Minister van Ambtenarenzaken;

Gelet op het akkoord van de Minister van Financiën;

Gelet op het gemotiveerd advies van het Basisoverlegcomité van de Brusselse Hoofdstedelijke Dienst voor Brandweer en Dringende Medische Hulp;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën;

Op de voordracht van de Minister belast met Brandbestrijding en Dringende Medische Hulp,

Besluit :

Artikel 1. De personeelsformatie van de Brusselse Hoofdstedelijke Dienst voor Brandweer en Dringende Medische Hulp wordt als volgt vastgesteld :

Leidend ambtenaar.....	1
Adjunct leidend ambtenaar	1
A. Operationeel kader	
Luitenant-Kolonel	1
Majoor	4
Kapitein of Kapitein-Commandant	14
Luitenant of Onderluitenant	22
Adjudant.....	39
Sergeant, Eerste Sergeant, Sergeant-Majoor.....	159
Brandweerman of Korporaal.....	763
B. Administratief en technisch kader	
Directeur- Hoofd van Dienst	3
Adviseur	2
Adjunct-adviseur	4
Vertaler-revisor/ E.a. vertaler-revisor/ Vertaler-revisor-directeur	1
Geneesheer/Geneesheer-Hoofd van Dienst/ Geneesheer-Directeur	1
Bestuurssecretaris	8
Werkplaatsoverste	1
Deskundige/ E.a. Deskundige/ Hoofddeskundige	3
Maatschappelijk assistent / Maatschap. Ass. 1ste klasse/ Hoofdmaatschap. Assitent	3
Monitor L.O./ Monitor L.O. 1ste klasse/ Hoofdmonitor L.O.	2
Directiesecretaris/ E.a. Directiesecretaris/ Hoofddirectiesecretaris	2
Boekhouder-revisor	2
Vertaler	2
Bestuurschef	5
Onderbureauchef	6

Rédacteur	10	Opsteller	10
Contrôleur-adjoint ou Contrôleur des travaux	4	Adjunct-Controleur of Controleur der werken	4
Commis-chef (dactylo).....	2	Hoofdclerk (typist).....	2
Commis principal (dactylo).....	2	E.a Klerk(typist)	2
Commis	15	Klerk.....	15
Premier ouvrier spécialisé A	4	Eerste vakman A.....	4
Agent administratif/ Agent principal/Agent en chef	4	Beambte/E.a. Beambte / Hoofdbeambte.....	4
Ouvrier spécialisé/ Premier ouvrier spécialisé / Ouvrier en chef	22	Geschoold werkman/ Eerste geschoold werkman/ Hoofdwerkman.....	22

Art. 2. Le titulaire du grade actuel d'inspecteur-général conserve son grade et son traitement à titre personnel.

Art. 3. Dans le cas où le mandat d'un agent n'est pas prolongé et que ce dernier réoccupe un emploi de rang 13, le nombre de titulaires de rang 13 peut dépasser temporairement le nombre d'emplois prévus au cadre organique. Toutefois, le nombre total d'emplois de rang 13 à rang 16 ne peut pas dépasser le nombre de vingt-six.

Art. 4. L'Arrêté de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale du 21 novembre 1991 fixant le cadre organique du Service d'Incendie et d'Aide médicale urgente de la Région de Bruxelles-Capitale est abrogé.

Bruxelles, le 15 octobre 1998.

Le Ministre - Président,
Ch. PICQUE

Le Ministre de la Fonction publique, du Commerce extérieur,
de la Recherche scientifique,
de la Lutte contre l'Incendie et l'Aide médicale urgente,
R. GRIJP

Art. 2. De titularis van de huidige graad van Inspecteur-Generaal behoud zijn graad en wedde ten persoonlijkken titel.

Art. 3. Als het mandaat van een ambtenaar niet wordt verlengd en hij opnieuw een betrekking van rang 13 opneemt, mag het aantal titularissen van rang 13 tijdelijk het aantal betrekkingen voorzien in de personeelsformatie overschrijden. Het totaal aantal betrekkingen van rang 13 tot rang 16 mag nochtans niet hoger zijn dan zeventwintig.

Art. 4. Het Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Executieve van 21 november 1991 houdende vaststelling van de personeels-formatie van de Brusselse Hoofdstedelijke Dienst voor Brandweer en Dringende Medische Hulp wordt opgeheven

Brussel, 15 oktober 1998.

De Minister - Voorzitter,
Ch. PICQUE

De Minister van Ambtenarenzaken, Buitenlandse Handel,
Wetenschappelijk Onderzoek,
Brandbestrijding en Dringende Medische Hulp,
R. GRIJP

F. 99 — 108

[C - 98/31552]

10 DECEMBRE 1998. — Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale complétant l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 15 octobre 1998, fixant le cadre organique du Service d'Incendie et d'Aide médicale urgente de la Région de Bruxelles-Capitale

Le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,

Vu la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux Institutions bruxelloises, notamment les articles 5 et 56;

Vu l'ordonnance du 19 juillet 1990 portant création d'un Service d'Incendie et d'Aide médicale urgente de la Région de Bruxelles-capitale;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 15 octobre 1998, fixant le cadre organique du Service d'Incendie et d'Aide médicale urgente de la Région de Bruxelles-Capitale;

Vu l'accord du Ministre de la Fonction publique;

Vu l'accord du Ministre des Finances;

Sur la proposition du Ministre chargé du Service d'Incendie et d'Aide médicale urgente,

Arrête :

Article 1^{er}. Dans l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 15 octobre 1998, fixant le cadre organique du Service d'Incendie et d'Aide médicale urgente de la Région de Bruxelles-Capitale, un article 5 est ajouté dont le texte suit :

« Art. 5. Le présent arrêté entre en vigueur le 31 décembre 1998. »

Art. 2. Le Ministre de la Fonction publique, du Commerce extérieur, de la Recherche scientifique, de la Lutte contre l'Incendie et de l'Aide médicale urgente est chargé de l'exécution du présent arrêté.

N. 99 — 108

[C - 98/31552]

10 DECEMBER 1998. — Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering tot aanvulling van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 15 oktober 1998, houdende vaststelling van de personeelsformatie van de Brusselse Hoofdstedelijke Dienst voor Brandweer en Dringende Medische Hulp

De Brusselse Hoofdstedelijke Regering,

Gelet op de Bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse Instellingen, inzonderheid op artikelen 5 en 56;

Gelet op de Ordonnantie van 19 juli 1990 houdende oprichting van de Brusselse Hoofdstedelijke Dienst voor Brandweer en Dringende Medische Hulp;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 15 oktober 1998, houdende vaststelling van de personeelsformatie van de Brusselse Hoofdstedelijke Dienst voor Brandweer en Dringende Medische Hulp.

Gelet op het akkoord van de Minister van Ambtenarenzaken;

Gelet op het akkoord van de Minister van Financiën;

Op de voordracht van de Minister belast met Brandbestrijding en Dringende Medische Hulp,

Besluit :

Artikel 1. In het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 15 oktober 1998, houdende vaststelling van de personeelsformatie van de Brusselse Hoofdstedelijke Dienst voor Brandweer en Dringende Medische Hulp wordt een artikel 5 bijgevoegd dat als volgt luidt :

« Art. 5. Dit besluit treedt in voege op 31 december 1998. »

Art. 2. De Minister van Ambtenarenzaken, Buitenlandse Handel, Wetenschappelijk Onderzoek, Brandbestrijding en Dringende Medische Hulp wordt belast met de uitvoering van dit besluit.

Art. 3. Le présent arrêté entre en vigueur le 10 décembre 1998.
Bruxelles, le 10 décembre 1998.

Le Ministre-Président,
Ch. PICQUE

Le Ministre de la Fonction publique, du Commerce extérieur,
de la Recherche scientifique, de la Lutte contre l'Incendie
et l'Aide médicale urgente,
R. GRIJP

Art. 3. Dit besluit treedt in voege op 10 december 1998.
Brussel, 10 december 1998.

De Minister-Voorzitter,
Ch. PICQUE

De Minister van Ambtenarenzaken, Buitenlandse Handel,
Wetenschappelijk Onderzoek,
Brandbestrijding en Dringende Medische Hulp,
R. GRIJP

AUTRES ARRETES — ANDERE BESLUITEN

SERVICES DU PREMIER MINISTRE

[98/21433]

Services fédéraux des affaires scientifiques, techniques et culturelles

Modification de la composition du Conseil scientifique de l'Institut royal des Sciences naturelles de Belgique

Par arrêté royal du 20 septembre 1998, le Conseil scientifique de l'Institut royal des Sciences naturelles de Belgique est élargi par les membres suivants :

- pour le personnel scientifique dirigeant :
M. G. Pichot, chef de département;
- pour les personnalités scientifiques choisis en dehors de l'institut :

Mme M. Vinckx, professeur à l'Université Gent.

Le mandat des membres, G. Pichot, chef de département et Mme Vinckx, professeur à l'Université Gent, se termine en même temps que le mandat des autres membres, comme mentionné à l'article 2 de l'arrêté royal du 25 février 1997 portant la composition du Conseil scientifique de l'Institut royal des Sciences naturelles de Belgique.

DIENSTEN VAN DE EERSTE MINISTER

[98/21433]

Federale diensten voor wetenschappelijke, technische en culturele aangelegenheden

Wijziging in de samenstelling van de Wetenschappelijke Raad van het Koninklijk Belgisch Instituut voor Natuurwetenschappen

Bij koninklijk besluit van 20 september 1998 wordt de Wetenschappelijke Raad van het Koninklijk Belgisch Instituut voor Natuurwetenschappen met de volgende leden uitgebreid :

- voor het leidinggevend wetenschappelijk personeel :
de heer G. Pichot, departementshoofd;
- voor de wetenschappelijke personaliteiten gekozen buiten de instelling :

Mevr. M. Vinckx, professor aan de Université Gent.

Het mandaat van de leden G. Pichot, departementshoofd en Mevr. Vinckx, professor aan de Université Gent loopt gelijktijdig ten einde met het mandaat van de overige leden, zoals vermeld in artikel 2 van het koninklijk besluit van 25 februari 1997 houdende samenstelling van de Wetenschappelijke Raad van het Koninklijk Belgisch Instituut voor Natuurwetenschappen.

MINISTERE DES AFFAIRES ECONOMIQUES

[98/11415]

Loi du 12 juin 1991 relative au crédit à la consommation Radiation d'inscriptions

Par arrêté ministériel du 21 décembre 1998, pris en application de l'article 107 de la loi du 12 juin 1991 relative au crédit à la consommation, l'inscription n° 122713, accordée à Mme De Vriendt, Diane, Ilzerenwegstraat 3, à 9320 Alost (Erembodegem), est radiée pour la durée d'un an.

Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication par extrait au *Moniteur belge*.

Par arrêté ministériel du 21 décembre 1998, pris en application de l'article 107 de la loi du 12 juin 1991 relative au crédit à la consommation, l'inscription n° 120682, accordée à M. Jean-Baudouin Scarcez, est radiée pour une durée de dix jours.

Cet arrêté entre en vigueur le dixième jour qui suit celui au cours duquel il aura été publié par extrait au *Moniteur belge*.

[98/11413]

Administration de la Politique commerciale Location-financement. — Agréations

Par arrêté ministériel du 21 décembre 1998, qui produit ses effets le 10 octobre 1997, la société anonyme Riba-Beheer, Industrielaan 6, à 2960 Brecht, est agréée en vue de pratiquer la location-financement.

MINISTERIE VAN ECONOMISCHE ZAKEN

[98/11415]

Wet van 12 juni 1991 op het consumentenkrediet Doorhaling van inschrijvingen

Bij ministerieel besluit van 21 december 1998, genomen in toepassing van artikel 107 van de wet van 12 juni 1991 op het consumentenkrediet, wordt de inschrijving nr. 122713, toegekend aan Mevr. De Vriendt, Diane, Ilzerenwegstraat 3, te 9320 Aalst (Erembodegem), doorgehaald voor de duur van één jaar.

Dit besluit treedt in werking de dag waarop het bij uittreksel in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Bij ministerieel besluit van 21 december 1998, genomen in toepassing van artikel 107 van de wet van 12 juni 1991 op het consumentenkrediet, wordt de inschrijving nr. 120682, toegekend aan de heer Jean-Baudouin Scarcez, doorgehaald voor de duur van tien dagen.

Dit besluit treedt in werking de tiende dag volgend die gedurende welk het bij uittreksel in het *Belgisch Staatsblad* is bekendgemaakt.

[98/11413]

Bestuur Handelsbeleid Financieringshuur. — Erkenningen

Bij ministerieel besluit van 21 december 1998, dat uitwerking heeft met ingang van 10 oktober 1997, wordt de naamloze vennootschap Riba-Beheer, Industrielaan 6, te 2960 Brecht, erkend met het oog op de uitoefening van de activiteiten van financieringshuur.

Par arrêté ministériel du 21 décembre 1998, qui produit ses effets le 21 août 1997, la société anonyme Leasetec Belgium, Berkenlaan 6, à 1831 Diegem, est agréée en vue de pratiquer la location-financement.

Bij ministerieel besluit van 21 december 1998, dat uitwerking heeft met ingang van 21 augustus 1997, wordt de naamloze vennootschap Leasetec Belgium, Berkenlaan 6, te 1831 Diegem, erkend met het oog op de uitoefening van de activiteiten van financieringshuur.

MINISTERE DE LA JUSTICE

[99/09027]

Ordres nationaux

Par arrêtés royaux du 22 décembre 1998 :

- M. Materne, J., juge de paix du canton de Grâce-Hollogne, est promu Commandeur de l'Ordre de la Couronne;
- M. van der Wiele, G., juge de la jeunesse au tribunal de première instance de Courtrai, est nommé Chevalier de l'Ordre de Léopold.

Il portera la décoration civile.

Ordre judiciaire

[99/09028]

Par arrêté royal du 15 décembre 1998, entrant en vigueur le 11 février 1999, M. Taelman, P., premier président de la cour du travail de Bruxelles, est admis à la retraite.

Il a droit à l'éméritat.
Il est autorisé à porter le titre honorifique de ses fonctions.

Par arrêté royal du 15 décembre 1998, entrant en vigueur le 11 février 1999, M. Vanderveeren, F., président de chambre à la cour du travail de Bruxelles, est nommé premier président de cette cour.

Par arrêté royal du 21 décembre 1998, M. De Greve, K., avocat, est nommé juge suppléant à la justice du canton de Zelzate.

Par arrêté royal du 21 décembre 1998, M. Depouhon, J.-P., avocat, juge suppléant à la justice de paix du canton de Florennes, est nommé en outre juge suppléant à la justice de paix du canton de Walcourt.

Par arrêté royal du 8 novembre 1998, M. Baervoets, J., substitut du procureur du Roi près le tribunal de première instance de Bruges, est désigné en qualité de premier substitut du procureur du Roi près ce tribunal, pour un nouveau terme de trois ans, prenant cours le 1^{er} février 1999.

Par arrêté royal du 21 décembre 1998, la dispense prévue par l'article 306 du Code judiciaire est accordée à M. Tack, M., substitut du procureur général près la cour d'appel d'Anvers.

[99/09029]

Administration centrale. — Promotion

Par arrêté royal du 23 décembre 1998, Mme Godelieve Timmermans, conseiller, est promue par avancement de grade dans le cadre linguistique français au grade de conseiller général à l'Administration centrale, à partir du 1^{er} décembre 1997.

Conformément aux lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, il peut être fait appel endéans les soixante jours après cette publication. La requête doit être envoyée sous pli recommandé à la poste, au Conseil d'Etat, rue de la Science 33, 1040 Bruxelles.

MINISTERIE VAN JUSTITIE

[99/09027]

Nationale Orden

Bij koninklijke besluiten van 22 december 1998 :

- is de heer Materne, J., vrederechter van het kanton Grâce-Hollogne, bevorderd tot Commandeur in de Kroonorde;
- is de heer van der Wiele, G., jeugdrechter in de rechtbank van eerste aanleg te Kortrijk, benoemd tot Ridder in de Leopoldsorde.

Hij zal het burgerlijk ereteken dragen.

Rechterlijke Orde

[99/09028]

Bij koninklijk besluit van 15 december 1998, dat in werking treedt op 11 februari 1999, is de heer Taelman, P., eerste voorzitter van het arbeidshof te Brussel, in ruste gesteld.

Hij heeft aanspraak op het emeritaat.
Het is hem vergund de titel van zijn ambt eershalve te voeren.

Bij koninklijk besluit van 15 december 1998, dat in werking treedt op 11 februari 1999, is de heer Vanderveeren, F., kamervoorzitter in het arbeidshof te Brussel, benoemd tot eerste voorzitter van dit hof.

Bij koninklijk besluit van 21 december 1998 is de heer De Greve, K., advocaat, benoemd tot plaatsvervangend rechter in het vrederecht van het kanton Zelzate.

Bij koninklijk besluit van 21 december 1998 is de heer Depouhon, J.-P., advocaat, plaatsvervangend rechter in het vrederecht van het kanton Florennes, bovendien benoemd tot plaatsvervangend rechter in het vrederecht van het kanton Walcourt.

Bij koninklijk besluit van 8 november 1998 is de heer Baervoets, J., substituu-procureur des Konings bij de rechtbank van eerste aanleg te Brugge, aangewezen tot eerste substituu-procureur des Konings bij deze rechtbank, voor een nieuwe termijn van drie jaar, met ingang van 1 februari 1999.

Bij koninklijk besluit van 21 december 1998 is de vrijstelling als bedoeld in artikel 306 van het Gerechtelijk Wetboek verleend aan de heer Tack, M., substituu-procureur-generaal bij het hof van beroep te Antwerpen.

[99/09029]

Hoofdbestuur. — Bevordering

Bij koninklijk besluit van 23 december 1998 wordt Mevr. Godelieve Timmermans, adviseur, met ingang van 1 december 1997, bevorderd door verhoging in graad in het Franse taalkader tot de graad van adviseur-generaal bij het Hoofdbestuur.

Overeenkomstig de gecoördineerde wetten op de Raad van State kan beroep worden ingediend binnen de zestig dagen na deze bekendmaking. Het verzoekschrift hiertoe dient bij ter post aangetekende brief aan de Raad van State, Wetenschapstraat 33, 1040 Brussel, te worden toegezonden.

MINISTERE DES FINANCES

[98/03654]

**Administration de la taxe sur la valeur ajoutée,
de l'enregistrement et des domaines. — Nomination**

Par un arrêté royal du 9 octobre 1998, M. Wathour, Charles A.G.D.V.J., inspecteur principal d'administration fiscale du bureau de l'enregistrement d'Ottignies-Louvain-la-Neuve, est, à sa demande, nommé dans le grade d'inspecteur d'administration fiscale auprès de l'Administration de la taxe sur la valeur ajoutée, de l'enregistrement et des domaines, secteur de l'enregistrement et des domaines, rémunéré suivant l'échelle barémique 10S1, à la date du 1^{er} octobre 1998.

M. Wathour précité, prend rang dans le grade d'inspecteur d'administration fiscale à la date du 1^{er} mai 1987.

MINISTERIE VAN FINANCIEN

[98/03654]

**Administratie van de belasting over de toegevoegde waarde,
registratie en domeinen. — Benoeming**

Bij een koninklijk besluit van 9 oktober 1998, wordt de heer Wathour, Charles A.G.D.V.J., eerstaanwezend inspecteur bij een fiscaal bestuur van het kantoor der registratie van Ottignies-Louvain-la-Neuve, op zijn verzoek, benoemd in de graad van inspecteur bij een fiscaal bestuur bij de Administratie van de belasting over de toegevoegde waarde, registratie en domeinen, sector van de registratie en domeinen, bezoldigd in de weddeschaal 10S1, op datum van 1 oktober 1998.

De heer Wathour voornoemd, neemt rang in de graad van inspecteur bij een fiscaal bestuur op datum van 1 mei 1987.

MINISTERE DE L'EMPLOI ET DU TRAVAIL

[98/12927]

Cabinet. — Démission

Par arrêté royal du 16 octobre 1998, démission de ses fonctions de chef de cabinet adjointe de la Ministre de l'Emploi et du Travail est accordée à Mme Christina, Michiels, à partir du 1^{er} octobre 1998.

MINISTERIE VAN TEWERKSTELLING EN ARBEID

[98/12927]

Kabinet. — Ontslag

Bij koninklijk besluit van 16 oktober 1998 wordt aan Mevr. Christina Michiels, met ingang van 1 oktober 1998, ontslag verleend uit haar functies van adjunct-kabinetschef van de Minister van Tewerkstelling en Arbeid.

Cabinet. — Nomination

[98/13023]

Par arrêté royal du 13 novembre 1998, Mme Christiane Crombe, est nommée chef de cabinet adjointe de la Ministre de l'Emploi et du Travail, à partir du 1^{er} octobre 1998.

Kabinet. — Benoeming

[98/13023]

Bij koninklijk besluit van 13 novembre 1998 wordt Mevr. Christiane Crombe, met ingang van 1 oktober 1998, benoemd tot adjunct-kabinetschef van de Minister van Tewerkstelling en Arbeid.

Personnel. — Nomination à titre définitif

[98/13024]

Par arrêté royal du 26 octobre 1998, M. Tom Bevers, est nommé à partir du 1^{er} octobre 1998, en qualité d'agent de l'Etat, au grade de conseiller adjoint, avec prise de rang au 1^{er} juin 1997.

Personeel. — Vaste benoeming

[98/13024]

Bij koninklijk besluit van 26 oktober 1998 wordt de heer Tom Bevers, met ingang van 1 oktober 1998, tot rijksambtenaar benoemd in de graad van adjunct-adviseur, met ranginoming op 1 juni 1997.

[C - 98/12973]

Conseil national du Travail. — Remplacement de membres

Par arrêté royal du 13 novembre 1998, qui entre en vigueur le 25 novembre 1998 :

M. Paul Clerinx, à Anvers, est nommé, en qualité de représentant d'une des organisations les plus représentatives d'employeurs, membre effectif du Conseil national du Travail, en remplacement de M. Albert Janssens de Bisthoven, à Bever, membre effectif décédé, dont il achèvera le mandat;

Mme Hilde Engels, à Kortenberg, est nommée, en qualité de représentante d'une des organisations les plus représentatives d'employeurs, membre suppléant de ce Conseil, en remplacement de M. Willy Minne, à Sint-Pieters-Leeuw, dont le mandat a pris fin à la demande de l'organisation qui l'avait présenté; elle achèvera le mandat de son prédécesseur.

[C - 98/12973]

Nationale Arbeidsraad. — Vervanging van leden

Bij koninklijk besluit van 13 novembre 1998, dat in werking treedt op 25 november 1998 :

wordt de heer Paul Clerinx, te Antwerpen, als vertegenwoordiger van een der meest representatieve werkgeversorganisaties, tot gewoon lid benoemd van de Nationale Arbeidsraad, ter vervanging van de heer Albert Janssens de Bisthoven, te Bever, overleden gewoon lid, wiens mandaat hij zal voleindigen;

wordt Mevr. Hilde Engels, te Kortenberg, als vertegenwoordigster van een der meest representatieve werkgeversorganisaties, tot plaatsvervangend lid benoemd van deze Raad, ter vervanging van de heer Willy Minne, te Sint-Pieters-Leeuw, wiens mandaat een einde nam op verzoek van de organisatie die hem had voorgedragen; zij zal het mandaat van haar voorganger voleindigen.

AVIS OFFICIELS — OFFICIELE BERICHTEN

COUR D'ARBITRAGE

[C - 99/21006]

Avis prescrit par l'article 74 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage

Par requête adressée à la Cour par lettre recommandée à la poste le 4 décembre 1998 et parvenue au greffe le 7 décembre 1998, un recours en annulation partielle de l'article 3, alinéas 2 et 3, du décret de la Communauté française du 6 avril 1998 modifiant certaines dispositions en matière d'enfance et d'aide à la jeunesse (publié au *Moniteur belge* du 6 juin 1998) a été introduit, pour cause de violation des règles qui sont établies par la Constitution ou en vertu de celle-ci pour déterminer les compétences respectives de l'Etat, des communautés et des régions et des articles 10 et 11 de la Constitution, par l'a.s.b.l. Bureau d'accueil et de défense des jeunes, dont le siège est établi à 1000 Bruxelles, rue du Marché-aux-Herbes 27, et par V. Macq, demeurant à 1348 Louvain-la-Neuve, rue des Echassiers 1.

Cette affaire est inscrite sous le numéro 1480 du rôle de la Cour.

Le greffier,
L. Potoms.

ARBITRAGEHOF

[C - 99/21006]

Bericht voorgeschreven bij artikel 74 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof

Bij verzoekschrift dat aan het Hof is toegezonden bij op 4 december 1998 ter post aangetekende brief en ter griffie is ingekomen op 7 december 1998, is beroep tot gedeeltelijke vernietiging ingesteld van artikel 3, tweede en derde lid, van het decreet van de Franse Gemeenschap van 6 april 1998 houdende wijziging van sommige bepalingen inzake kinderverzorging en hulpverlening aan de jeugd (bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 6 juni 1998), wegens schending van de regels die door of krachtens de Grondwet zijn vastgesteld voor het bepalen van de onderscheiden bevoegdheid van de Staat, de gemeenschappen en de gewesten en van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, door de v.z.w. Bureau d'accueil et de défense des jeunes, met zetel te 1000 Brussel, Grasmarkt 27, en door V. Macq, wonende te 1348 Louvain-la-Neuve, rue des Echassiers 1.

Die zaak is ingeschreven onder nummer 1480 van de rol van het Hof.

De griffier,
L. Potoms.

SCHIEDSHOF

[C - 99/21006]

Bekanntmachung vorgeschrieben durch Artikel 74 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Schiedshof

Mit einer Klageschrift, die dem Hof mit am 4. Dezember 1998 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief zugesandt wurde und am 7. Dezember 1998 in der Kanzlei eingegangen ist, wurde Klage auf teilweise Nichtigerklärung von Artikel 3 Absätze 2 und 3 des Dekrets der Französischen Gemeinschaft vom 6. April 1998 zur Abänderung gewisser Bestimmungen in bezug auf Kinderfürsorge und Jugendhilfe (veröffentlicht im *Belgischen Staatsblatt* vom 6. Juni 1998), wegen Verstoßes gegen die durch die Verfassung oder kraft derselben zur Bestimmung der jeweiligen Zuständigkeiten von Staat, Gemeinschaften und Regionen festgelegten Vorschriften und gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung, erhoben von der VoE Bureau d'accueil et de défense des jeunes, mit Sitz in 1000 Brüssel, rue du Marché-aux-Herbes 27, und von V. Macq, wohnhaft in 1348 Louvain-la-Neuve, rue des Echassiers 1.

Diese Rechtssache wurde unter der Nummer 1480 ins Geschäftsverzeichnis des Hofes eingetragen.

Der Kanzler,
L. Potoms.

POUVOIR JUDICIAIRE

[98/13022]

Cour du travail de Liège

Le 1^{er} octobre 1998, M. Gilliquet, Léon, conseiller social au titre de travailleur employé à la cour du travail de Liège, a été désigné par le premier président de cette cour pour exercer les fonctions de magistrat suppléant jusqu'à ce qu'il ait atteint l'âge de 70 ans.

RECHTERLIJKE MACHT

[98/13022]

Arbeidshof te Luik

Op 1 oktober 1998 werd de heer Gilliquet, Léon, raadsheer in sociale zaken, als werknemer-bediende, bij het arbeidshof te Luik, door de eerste voorzitter van dit hof aangewezen om het ambt van plaatsvervangend magistraat uit te oefenen tot hij de leeftijd van 70 jaar heeft bereikt.

[99/09030]

Tribunal de première instance de Tongres

Par ordonnance du 6 janvier 1999 du procureur général près la cour d'appel d'Anvers, Mme Van De Sijpe, H., substitut du procureur du Roi près le tribunal de première instance de Hasselt, est déléguée pour exercer temporairement les fonctions du ministre public près le parquet du tribunal de première instance de Tongres, à partir du 6 janvier 1999.

[99/09030]

Rechtbank van eerste aanleg te Tongeren

Bij beschikking van 6 januari 1999 van de procureur-generaal bij het hof van beroep te Antwerpen, is aan Mevr. Van De Sijpe, H., substituut-procureur des Konings bij de rechtbank van eerste aanleg te Hasselt, opdracht gegeven om, tijdelijk het ambt van openbaar ministerie waar te nemen bij het parket van de rechtbank van eerste aanleg te Tongeren, met ingang van 6 januari 1999.

MINISTERE DES AFFAIRES ECONOMIQUES

[99/40811]

Indice des prix à la production industrielle du mois de novembre 1998

Le Ministère des Affaires économiques communique que l'indice provisoire des prix à la production industrielle s'établit à 137.12 points pour le mois de novembre 1998 (base 1980 = 100) contre 137.77 points en octobre 1998 (provisoire), soit une baisse de 0.65 point ou 0.47 % ou par rapport à novembre 1997, (142.14) une baisse de 5.02 points, soit 3.53 %.

L'indice définitif du mois de septembre 1998 s'élève à 138.48 points contre 142.57 points en septembre 1997, soit une baisse de 4.09 points ou 2.87 %.

MINISTERIE VAN ECONOMISCHE ZAKEN

[99/40811]

Indexcijfer der industriële produktieprijzen van de maand november 1998

Het Ministerie van Economische Zaken deelt mede dat het voorlopig indexcijfer der industriële produktieprijzen voor de maand november 1998 (basis 1980 = 100) 137.12 punten bedraagt, tegenover 137.77 punten in oktober 1998 (voorlopig), hetgeen een daling van 0.65 punt of 0.47 %, of tegenover november 1997 (142.14) een daling van 5.02 punten, of 3.53 %, betekent.

Het definitief indexcijfer voor de maand september 1998 bedraagt 138.48 punten, tegenover 142.57 punten in september 1997; dit betekent een daling van 4.09 punten of 2.87 %.

**Office de Contrôle des Assurances
Acte d'approbation de la convention
relative à une cession partielle des droits et obligations
entre deux fonds de pensions**

Par décision du Conseil de l'Office de Contrôle des Assurances, en date du 21 décembre 1998, est approuvée la convention du 30 octobre 1998, par laquelle l'association sans but lucratif « Pensioenfonds Pakhoed België » (code administratif : 50.013), dont le siège social est situé Oude Leeuwenrui 25, à 2000 Antwerpen, transfère avec effet au 1^{er} janvier 1999, la totalité des droits et obligations résultant des engagements de prévoyance en cours à l'égard des employés, qui sont au 31 décembre 1998, encore en service auprès de la S.A. International Shipping Agencies, à l'association d'assurances mutuelles « Pensioenfonds Ocean Belgium » (code administratif : 50.495), dont le siège social est situé Kipdorp 49-51, à 2000 Antwerpen.

Cette opération, approuvée par l'Office, est réalisée valablement à l'égard de tous les bénéficiaires visés par la convention relative à la cession et de tous les tiers intéressés (article 25 de la loi du 9 juillet 1975 relative au contrôle des entreprises d'assurances, telle qu'elle a été rendue applicable aux institutions privées de prévoyance par l'arrêté royal du 14 mai 1985).

Controledienst voor de Verzekeringen**Akte tot goedkeuring van de overeenkomst van een gedeeltelijke overdracht van rechten en verplichtingen tussen twee pensioenfondsen**

Bij beslissing van de raad van de Controledienst voor de Verzekeringen, op datum van 21 december 1998, wordt goedgekeurd de overeenkomst van 30 oktober 1998, waarbij de vereniging zonder winstoogmerk « Pensioenfonds Pakhoed België » (administratief code-nummer : 50.013), waarvan de maatschappelijke zetel is gevestigd Oude Leeuwenrui 25, te 2000 Antwerpen, op datum van 1 januari 1999, het geheel van de rechten en verplichtingen die voortvloeien uit de lopende verzorgingsverbindenissen ten aanzien van de bedienden, die op 31 december 1998 nog in dienst zijn bij International Shipping Agencies N.V., overdraagt aan de onderlinge verzekeringsvereniging « Pensioenfonds Ocean Belgium » (administratief codenummer : 50.495), waarvan de maatschappelijke zetel is gevestigd Kipdorp 49-51, te 2000 Antwerpen.

De door de Controledienst goedgekeurde verrichting geldt ten aanzien van alle begunstigden beoogd door de overdrachtsovereenkomst en alle betrokken derden (artikel 25 van de wet van 9 juli 1975 betreffende de controle der verzekeringsondernemingen, zoals ze van toepassing werd verklaard op de private verzorgingsinstellingen door het koninklijk besluit van 14 mei 1985).

**MINISTERE DES COMMUNICATIONS
ET DE L'INFRASTRUCTURE**

[98/14324]

Examen concernant l'accès à la profession de transporteur de marchandises et de personnes par route dans le domaine des transports nationaux et internationaux. — Nomination du jury

En exécution des dispositions de l'article 17 de l'arrêté royal du 18 mars 1991, fixant les conditions d'accès à la profession de transporteur national et international de marchandises par route et de l'article 13 de l'arrêté royal du 5 septembre 1978, fixant les conditions d'accès à la profession de transporteur national et international de voyageurs par route, les membres du jury, chargés de faire subir les

**MINISTERIE VAN VERKEER
EN INFRASTRUCTUUR**

[98/14324]

Examen inzake de toegang tot het beroep van ondernemer van nationaal en internationaal goederen- en personenvervoer over de weg. — Benoeming van de examencommissie

Ter uitvoering van de bepalingen van artikel 17 van het koninklijk besluit van 18 maart 1991 tot vaststelling van de voorwaarden inzake de toegang tot het beroep van ondernemer van nationaal en internationaal goederenvervoer over de weg en van artikel 13 van het koninklijk besluit van 5 september 1978 tot vaststelling van de voorwaarden inzake de toegang tot het beroep van ondernemer van

épreuves imposées de compétence professionnelle, dont les noms suivent, sont nommés pour un terme de trois ans par le Ministre des Transports :

Président :

M. M. Van Acoleyen, professeur.

Vice-président :

M. P. Forton, Administration du Transport terrestre.

Assesseurs :

M. J. Bonte, Administration du Transport terrestre.
 M. E. Bulon, Administration du Transport terrestre.
 M. G. Carion, Institut belge pour la Sécurité routière.
 Mme V. Cnudde, Secrétariat général.
 M. Ph. Colpaert, Administration du Transport terrestre.
 Mme Y. De Bouver, Institut du Transport routier.
 M. M. De Clippel, Administration de l'Aéronautique.
 M. J.P. Delneufcourt, Administration de la Réglementation de la Circulation et de l'Infrastructure.
 M. De Meyer, Administration du Transport terrestre.
 M. G. Dufrasne, Administration de la Réglementation de la Circulation et de l'Infrastructure.
 M. L. Evenepoel, Administration de la Réglementation de la Circulation et de l'Infrastructure.
 Mme B. Feys, Administration de la Réglementation de la Circulation et de l'Infrastructure.
 M. J.C. Houtmeyers, Administration de la Réglementation de la Circulation et de l'Infrastructure.
 M. F. Jennes, Institut du Transport routier.
 M. M. Joseph, Administration des Affaires maritimes et de la Navigation.
 M. G. Kesteleyn, Administration de la Réglementation de la Circulation et de l'Infrastructure.
 M. A. Ledouble, Administration de la Réglementation de la Circulation et de l'Infrastructure.
 Mme B. Lenotte, Institut du Transport routier.
 M. J.C. Leroy, Administration du Transport terrestre.
 M. P. Loise, Administration du Transport terrestre.
 M. H. Maillard, Administration du Transport terrestre.
 Mme C. Marchal, Ministère des Finances.
 M. A. Massard, Institut du Transport routier.
 M. F. Meunier, Administration de la Réglementation de la Circulation et de l'Infrastructure.
 Mme V. Montulet, Administration du Transport terrestre.
 Mme M. Mulliez, Administration du Transport terrestre.
 M. J.M. Nevens, Secrétariat général.
 M. J.P. Noel, Administration du Transport terrestre.
 M. J.P. Otjacques, Administration du Transport terrestre.
 M. Y. Parmentier, Administration du Transport terrestre.
 Mme M. Peeters, Administration du Transport terrestre.
 M. A. Remacle, Administration du Transport terrestre.
 M. P. Quarneau, Administration du Transport terrestre.
 M. M. Roman, Services généraux.
 Mme M. Stevens, Administration de la Réglementation de la Circulation et de l'Infrastructure.
 M. J.M. Stienon, Administration du Transport terrestre.
 Mme M. Stoquart, Administration de la Réglementation de la Circulation et de l'Infrastructure.
 M. A. Timmermans, Institut belge pour la Sécurité routière.
 M. C. Totte, Institut pour l'Autocar et l'Autobus.
 M. J. Vandekerckhof, Administration du Transport terrestre.
 Mme H. Van Den Aemele, Institut du Transport routier.
 M. E. Vandenberghe, Institut du Transport routier.
 M. L. Vandenberghe, Institut du Transport routier.
 M. E. Van Nuffel, Administration de l'Aéronautique.
 M. F. Van Roy, Administration du Transport terrestre.

nationaal en internationaal personenvervoer over de weg, worden de onderstaande leden van de examencommissie, belast met het afnemen van de vereiste proeven van vakbekwaamheid, voor een termijn van drie jaar benoemd door de Minister van Vervoer :

Voorzitter :

De heer M. Van Acoleyen, professor.

Ondervoorzitter :

De heer P. Forton, Bestuur van het Vervoer te Land.

Assessoren :

De heer J. Bonte, Bestuur van het Vervoer te Land.
 De heer E. Bulon, Bestuur van het Vervoer te Land.
 De heer G. Carion, Belgisch Instituut voor de Verkeersveiligheid.
 Mevr. V. Cnudde, Algemeen Secretariaat.
 De heer Ph. Colpaert, Bestuur van het Vervoer te Land.
 Mevr. Y. De Bouver, Instituut voor Wegtransport.
 De heer M. De Clippel, Bestuur van de Luchtvaart.
 De heer J.P. Delneufcourt, Bestuur van de Verkeersreglementering en van de Infrastructuur.
 De heer M. De Meyer, Bestuur van het Vervoer te Land.
 De heer G. Dufrasne, Bestuur van de Verkeersreglementering en van de Infrastructuur.
 De heer L. Evenepoel, Bestuur van de Verkeersreglementering en van de Infrastructuur.
 Mevr. B. Feys, Bestuur van de Verkeersreglementering en van de Infrastructuur.
 De heer J.C. Houtmeyers, Bestuur van de Verkeersreglementering en van de Infrastructuur.
 De heer F. Jennes, Instituut voor Wegtransport.
 De heer M. Joseph, Bestuur van de Maritieme Zaken en van de Scheepvaart.
 De heer G. Kesteleyn, Bestuur van de Verkeersreglementering en van de Infrastructuur.
 De heer A. Ledouble, Bestuur van de Verkeersreglementering en van de Infrastructuur.
 Mevr. B. Lenotte, Instituut voor Wegtransport.
 De heer J.C. Leroy, Bestuur van het Vervoer te Land.
 De heer P. Loise, Bestuur van het Vervoer te Land.
 De heer H. Maillard, Bestuur van het Vervoer te Land.
 Mevr. C. Marchal, Ministerie van Financiën.
 De heer A. Massard, Instituut voor Wegtransport.
 De heer F. Meunier, Bestuur van de Verkeersreglementering en van de Infrastructuur.
 Mevr. V. Montulet, Bestuur van het Vervoer te Land.
 Mevr. M. Mulliez, Bestuur van het Vervoer te Land.
 De heer J.M. Nevens, Algemeen Secretariaat.
 De heer J.P. Noel, Bestuur van het Vervoer te Land.
 De heer J.P. Otjacques, Bestuur van het Vervoer te Land.
 De heer Y. Parmentier, Bestuur van het Vervoer te Land.
 Mevr. M. Peeters, Bestuur van het Vervoer te Land.
 De heer A. Remacle, Bestuur van het Vervoer te Land.
 De heer P. Quarneau, Bestuur van het Vervoer te Land.
 De heer R. Roman, Algemene Diensten.
 Mevr. M. Stevens, Bestuur van de Verkeersreglementering en van de Infrastructuur.
 De heer J.M. Stienon, Bestuur van het Vervoer te Land.
 Mevr. M. Stoquart, Bestuur van de Verkeersreglementering en van de Infrastructuur.
 De heer A. Timmermans, Belgisch Instituut voor de Verkeersveiligheid.
 De heer C. Totte, Instituut voor Autocar en de Autobus.
 De heer J. Vandekerckhof, Bestuur van het Vervoer te Land.
 Mevr. H. Van Den Aemele, Instituut voor Wegtransport.
 De heer E. Vandenberghe, Instituut voor Wegtransport.
 De heer L. Vandenberghe, Instituut voor Wegtransport.
 De heer E. Van Nuffel, Bestuur van de Luchtvaart.
 De heer F. Van Roy, Bestuur van het Vervoer te Land.

Mme S. Wattiaux, Institut pour l'Autocar et l'Autobus.
M. J.P. Wijns, Administration des Contributions directes.
M. K. Willems.
Secrétaire :
M. M. Janquart, Administration du Transport terrestre.

Le Ministre des Transports,
M. Daerden.

Mevr. S. Wattiaux, Instituut voor de Autocar en de Autobus.
De heer J.P. Wijns, Administratie der Directe Belastingen.
De heer K. Willems.
Secretaris :
De heer M. Janquart, Bestuur van het Vervoer te Land.

De Minister van Vervoer,
M. Daerden.

MINISTERE DE LA JUSTICE

[99/09031]

Ordre judiciaire. — Place vacante

— président de chambre à la cour du travail de Bruxelles : 1 (à partir du 11 février 1999).

Les candidatures à une nomination dans l'Ordre judiciaire doivent être adressées par lettre recommandée à la poste à M. le Ministre de la Justice, Direction générale de l'Organisation judiciaire, Service du Personnel, 3/P/O.J.I., boulevard de Waterloo 115, 1000 Bruxelles, dans un délai d'un mois à partir de la publication de la vacance au *Moniteur belge* (article 287 du Code judiciaire).

Une lettre séparée doit être adressée pour chaque candidature.

Notariat. — Places vacantes

[98/09757]

— notaire à la résidence :
— de Zolder (Heusden-Zolder) : 1;
— d'Erezée : 1.

Les candidatures à une nomination de notaire doivent être adressées par lettre recommandée à la poste à M. le Ministre de la Justice, Direction générale de l'Organisation judiciaire, Service du Personnel, 3/P/O.J.I., boulevard de Waterloo 115, 1000 Bruxelles, dans un délai d'un mois à partir de la publication de la vacance au *Moniteur belge*.

Loi du 15 mai 1987 relative aux noms et prénoms Publications

[98/10020]

Par arrêté royal du 27 octobre 1998, M. Dimitryewezew, Nathanaël, né à Rocourt le 29 avril 1970, demeurant à Awans, a été autorisé, sauf opposition en temps utile sur laquelle il sera statué, à substituer à son nom patronymique celui de « Dimitry », après l'expiration du délai de 60 jours à compter de la présente insertion.

Par arrêté royal du 18 novembre 1998, Mme Fraiture, Anne-Françoise Laura Delphine, née à Rocourt le 10 novembre 1970, demeurant à Liège, a été autorisée, sauf opposition en temps utile sur laquelle il sera statué, à substituer à son nom patronymique celui de « Lucialfredi », après l'expiration du délai de 60 jours à compter de la présente insertion.

Par arrêté royal du 18 novembre 1998, M. Halemba, Marek Wlodzimierz, né à Zabrze (Pologne) le 17 mars 1968, demeurant à Seraing, a été autorisé, sauf opposition en temps utile sur laquelle il sera statué, à substituer à son nom patronymique celui de « Halembert », après l'expiration du délai de 60 jours à compter de la présente insertion.

MINISTERIE VAN JUSTITIE

[99/09031]

Rechterlijke Orde. — Vacante betrekking

— kamervoorzitter in het arbeidshof te Brussel : 1 (vanaf 11 februari 1999).

De candidaturen voor een benoeming in de Rechterlijke Orde moeten bij een ter post aangetekend schrijven worden gericht aan de heer Minister van Justitie, Directoraat-Generaal, Rechterlijke Organisatie, Dienst Personeelszaken, 3/P/R.O. I., Waterloolaan 115, 1000 Brussel, binnen een termijn van één maand na de bekendmaking van de vacature in het *Belgisch Staatsblad* (artikel 287 van het Gerechtelijk Wetboek).

Voor elke kandidatuur dient een afzonderlijk schrijven te worden gericht.

Notariaat. — Vacante betrekkingen

[99/09032]

— notaris ter standplaats :
— Zolder (Heusden-Zolder) : 1;
— Erezée : 1.

De candidaturen voor een benoeming tot notaris moeten bij een ter post aangetekend schrijven worden gericht aan de heer Minister van Justitie, Directoraat-Generaal, Rechterlijke Organisatie, Dienst Personeelszaken, 3/P/R.O. I., Waterloolaan 115, 1000 Brussel, binnen een termijn van één maand na de bekendmaking van de vacature in het *Belgisch Staatsblad*.

Wet van 15 mei 1987 betreffende de namen en voornamen Bekendmakingen

[98/10020]

Bij koninklijk besluit van 27 oktober 1998, is machtiging verleend aan de heer Dimitryewezew, Nathanaël, geboren te Rocourt op 29 april 1970, wonende te Awans, om, behoudens tijdig verzet waarover zal beslist worden, zijn geslachtsnaam in die van « Dimitry » te veranderen, na afloop van 60 dagen te rekenen van deze bekendmaking.

Bij koninklijk besluit van 18 november 1998, is machtiging verleend aan Mevr. Fraiture, Anne-Françoise Laura Delphine, geboren te Rocourt op 10 november 1970, wonende te Luik, om, behoudens tijdig verzet waarover zal beslist worden, haar geslachtsnaam in die van « Lucialfredi » te veranderen, na afloop van 60 dagen te rekenen van deze bekendmaking.

Bij koninklijk besluit van 18 november 1998, is machtiging verleend aan de heer Halemba, Marek Wlodzimierz, geboren te Zabrze (Polen) op 17 maart 1968, wonende te Seraing, om, behoudens tijdig verzet waarover zal beslist worden, zijn geslachtsnaam in die van « Halembert » te veranderen, na afloop van 60 dagen te rekenen van deze bekendmaking.

Par arrêté royal du 18 novembre 1998, M. Ben Soltana, Abdelgani, né à Bruxelles (1^{er} district) le 13 décembre 1968, demeurant à Laeken, a été autorisé, sauf opposition en temps utile sur laquelle il sera statué, à substituer à son nom patronymique celui de « Gryson », après l'expiration du délai de 60 jours à compter de la présente insertion.

Par arrêté royal du 18 novembre 1998, Mlle Rouyr, Sophie Rita Juliette, née à Namur le 11 janvier 1971, y demeurant, a été autorisée, sauf opposition en temps utile sur laquelle il sera statué, à substituer à son nom patronymique celui de « Collart », après l'expiration du délai de 60 jours à compter de la présente insertion.

Par arrêté royal du 18 novembre 1998, Mlle Visage, Sandra Sandrine, née à Watermael-Boitsfort le 2 février 1979, demeurant à Saint-Gilles, a été autorisée, sauf opposition en temps utile sur laquelle il sera statué, à substituer à son nom patronymique celui de « Mouchie », après l'expiration du délai de 60 jours à compter de la présente insertion.

Par arrêté royal du 18 novembre 1998 :

Mlle Arias Martinez, Stéphanie, née à Liège le 2 avril 1987;
M. Arias Valle, Frederic, né à Liège le 30 juin 1993,
tous deux y demeurant, ont été autorisés, sauf opposition en temps utile sur laquelle il sera statué, à substituer à son nom patronymique celui de « Arias », après l'expiration du délai de 60 jours à compter de la présente insertion.

Bij koninklijk besluit van 18 november 1998 is machtiging verleend aan de heer Ben Soltana, Abdelgani, geboren te Brussel (1^e district) op 13 december 1968, wonende te Laken, om, behoudens tijdig verzet waarover zal beslist worden, zijn geslachtsnaam in die van « Gryson » te veranderen, na afloop van 60 dagen te rekenen van deze bekendmaking.

Bij koninklijk besluit van 18 november 1998 is machtiging verleend aan Mej. Rouyr, Sophie Rita Juliette, geboren te Namen op 11 januari 1971, er wonende, om, behoudens tijdig verzet waarover zal beslist worden, zijn geslachtsnaam in die van « Collart » te veranderen, na afloop van 60 dagen te rekenen van deze bekendmaking.

Bij koninklijk besluit van 18 november 1998 is machtiging verleend aan Mej. Visage, Sandra Sandrine, geboren te Watermaal-Bosvoorde op 2 februari 1979, wonende te Sint-Gillis, om, behoudens tijdig verzet waarover zal beslist worden, haar geslachtsnaam in die van « Mouchie » te veranderen, na afloop van 60 dagen te rekenen van deze bekendmaking.

Bij koninklijk besluit van 18 november 1998 is machtiging verleend aan :

Mej. Arias Martinez, Stéphanie, geboren te Luik op 2 april 1987;
de heer Arias Valle, Frederic, geboren te Luik op 30 juni 1993,
beiden er wonende, om, behoudens tijdig verzet waarover zal beslist worden, hun geslachtsnaam in die van « Arias » te veranderen, na afloop van 60 dagen te rekenen van deze bekendmaking.

MINISTERE DES FINANCES

[C - 99/03009]

Loterie nationale. — Loterie à billets, appelée "21"

Conformément à l'article 7, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, de l'arrêté royal du 4 mai 1995 concernant les modalités d'émission de la loterie à billets, appelée "21", loterie publique organisée par la Loterie nationale (*Moniteur belge* du 17 mai 1995), modifié par l'arrêté royal du 17 juillet 1997 (*Moniteur belge* du 2 août 1997), il est communiqué que le dernier jour :

- de vente des billets ressortissant à l'émission n° 1 est fixé au 25 janvier 1999;
- de paiement des lots échus aux billets gagnants de l'émission précitée est fixé au 25 mars 1999.

[C - 99/03014]

Loterie nationale. — Loterie à billets, appelée "PRESTO"

Conformément à l'article 7, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2° de l'arrêté royal du 4 mai 1995 concernant les modalités d'émission de la loterie à billets, appelée "PRESTO", loterie publique organisée par la Loterie nationale (*Moniteur belge* du 17 mai 1995), modifié par l'arrêté royal du 17 juillet 1997 (*Moniteur belge* du 2 août 1997), il est communiqué que le dernier jour :

- de vente des billets ressortissant à l'émission n° 2 est fixé au 25 janvier 1999;
- de paiement des lots échus aux billets gagnants de l'émission précitée est fixé au 25 mars 1999.

[C - 99/03015]

Loterie nationale. — Loterie à billets, appelée "SUBITO"

Conformément à l'article 7, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, de l'arrêté royal du 4 mai 1995 concernant les modalités d'émission de la loterie à billets, appelée "SUBITO", loterie publique organisée par la Loterie nationale

MINISTERIE VAN FINANCIEN

[C - 99/03009]

Nationale Loterij. — Loterij met biljetten, "21" genaamd

Overeenkomstig artikel 7, § 1, eerste lid, 2°, van het koninklijk besluit van 4 mei 1995 betreffende de wijze van uitgifte van de loterij met biljetten, "21" genaamd, een openbare loterij georganiseerd door de Nationale Loterij (*Belgisch Staatsblad* van 17 mei 1995), gewijzigd bij het koninklijk besluit van 17 juli 1997 (*Belgisch Staatsblad* van 2 augustus 1997), wordt er meegedeeld dat de laatste dag :

- van de verkoop van de biljetten die behoren tot uitgifte nr. 1, op 25 januari 1999 valt;
- van de uitbetaling van de loten voor de winnende biljetten van voornoemde uitgifte is vastgesteld op 25 maart 1999.

[C - 99/03014]

Nationale Loterij. — Loterij met biljetten, "PRESTO" genaamd

Overeenkomstig artikel 7, § 1, eerste lid, 2°, van het koninklijk besluit van 4 mei 1995 betreffende de wijze van uitgifte van de loterij met biljetten, "PRESTO" genaamd, een openbare loterij georganiseerd door de Nationale Loterij (*Belgisch Staatsblad* van 17 mei 1995), gewijzigd bij het koninklijk besluit van 17 juli 1997 (*Belgisch Staatsblad* van 2 augustus 1997), wordt er meegedeeld dat de laatste dag :

- van de verkoop van de biljetten die behoren tot uitgifte nr. 2, op 25 januari 1999 valt;
- van de uitbetaling van de loten voor de winnende biljetten van voornoemde uitgifte is vastgesteld op 25 maart 1999.

[C - 99/03015]

Nationale Loterij. — Loterij met biljetten, "SUBITO" genaamd

Overeenkomstig artikel 7, § 1, eerste lid, 2°, van het koninklijk besluit van 4 mei 1995 betreffende de wijze van uitgifte van de loterij met biljetten, "SUBITO" genaamd, een openbare loterij georganiseerd door

(*Moniteur belge* du 17 mai 1995), modifié par l'arrêté royal du 17 juillet 1997 (*Moniteur belge* du 2 août 1997), il est communiqué que le dernier jour :

- de vente des billets ressortissant à l'émission n° 2 est fixé au 25 janvier 1999;
- de paiement des lots échus aux billets gagnants de l'émission précitée est fixé au 25 mars 1999.

[C - 99/03001]

Monnaie royale de Belgique
Communiqué du Ministre des Finances

A partir de jeudi 21 janvier 1999 sont émises 100.000 séries de pièces de monnaie, de qualité « Fleur de Coin », ayant cours légal en Belgique.

Ces séries contiennent les pièces de 50 francs, de 20 francs, de 5 francs, de 1 franc et de 50 centimes dans les deux légendes et portent le millésime 1999.

De plus, chaque série contient un jeton en similor consacré au « 150e Anniversaire des Timbres-postes en Belgique ».

Ces séries sont émises au prix de vente déterminé par l'arrêté ministériel du 19 janvier 1998.

[98/03653]

Administration de la T.V.A., de l'enregistrement et des domaines
Imprimeurs agréés pour la confection de documents
relatifs à la T.V.A. à la date du 1^{er} novembre 1998

1. Nouvelles agrémentations :

- 673. S.P.R.L. Morel & Masson & Anseeuw, Leopoldlaan 83, 8300 Knokke-Heist.
- 674. S.P.R.L. Drukkerij Van De Maele, Diebeke 8, industriezone, 9500 Grammont.
- 675. S.P.R.L. Tack-Lowyck, Nieuwstraat 6, 9890 Gavere.
- 676. S.A. Drukkerij Van Kerckvoorde, Antwerpsesteenweg 1066A, 9041 Oostakker (Gand).
- 677. S.A. Imprimerie Michaux, rue de Virelles 20, 6460 Chimay.
- 678. S.A. Imprimerie Schmitz, rue des Hêtres 73, 6600 Bastogne.
- 679. S.P.R.L. Grafi, Jacobuslei 4, 2930 Brasschaat.
- 680. S.P.R.L. Drukkerij M & D, Riemstersteenweg 427 B, 3740 Bilzen.
- 681. S.A. DVDSQ, Monnikenwerve 33-35, 8000 Bruges.

2. Agrémentations modifiées :

L'agrément en qualité d'imprimeur délivrée à :

- 62. M. Dirk Ballet, Harmoniestraat 10, 3580 Beringen, a été attribuée à la S.P.R.L. Drukkerij De Pauw, Harmoniestraat 10, 3580 Beringen.
- 70. S.A. Enschedé/Van Muysewinckel, rue du Bon Pasteur 50-54, 1140 Bruxelles, a été retirée.
- 91. S.C. Cloet Printing, Petite rue de l'Olivier 18, 1030 Bruxelles a été retirée.
- 119. M. Raphael Spriet, Stationstraat 55, 8700 Tielt, a été retirée.
- 125. S.P.R.L. Verbelen Printing Partners, Handelslei 189, 2980 Zoersel, a été retirée.
- 187. MM. Albert & Michel Parent, Digue de Cuesmes 150, 7000 Mons, a été retirée.
- 191. M. Willy Vandenbroek, Schurhoven 48 A, 3800 Saint-Trond, a été retirée.
- 197. M. Michel Pattyn, Koksijdestraat 25, 8630 Furnes, a été attribuée à la S.A. Drukkerij Pattyn, Handelsstraat 17, 8630 Furnes.
- 200. S.A. Coemancer Aartrijke, Engelstraat 7, 8211 Zedelgem, a été retirée.

de Nationale Loterij (*Belgisch Staatsblad* van 17 mei 1995), gewijzigd bij het koninklijk besluit van 17 juli 1997 (*Belgisch Staatsblad* van 2 augustus 1997), wordt er meegedeeld dat de laatste dag :

- van de verkoop van de biljetten die behoren tot uitgifte nr. 2, op 25 januari 1999 valt;
- van de uitbetaling van de loten voor de winnende biljetten van voornoemde uitgifte is vastgesteld op 25 maart 1999.

[C - 99/03001]

Koninklijke Munt van België
Mededeling van de Minister van Financiën

Met ingang van donderdag 21 januari 1999 worden er 100.000 reeksen van muntstukken in « Fleur de Coin »-kwaliteit, met wettelijke koers in België, uitgegeven.

Deze reeksen bevatten de muntstukken van 50 frank, 20 frank, 5 frank, 1 frank en 50 centiemen, in beide landstalen en met vermelding van het jaartal 1999.

Bovendien bevat elke reeks een herdenkingspenning in tombak met als onderwerp « 150 Jaar Belgische Postzegels ».

Deze muntstukken worden uitgegeven aan de prijs vastgesteld door het ministerieel besluit van 19 januari 1998.

[98/03653]

Administratie van de BTW, registratie en domeinen
Erkende drukkers voor het vervaardigen van documenten
inzake BTW op datum van 1 november 1998

1. Nieuwe erkenningen :

- 673. B.V.B.A. Morel & Masson & Anseeuw, Leopoldlaan 83, 8300 Knokke-Heist.
- 674. B.V.B.A. Drukkerij Van De Maele, Diebeke 8, industriezone, 9500 Geraardsbergen.
- 675. B.V.B.A. Tack-Lowyck, Nieuwstraat 6, 9890 Gavere.
- 676. N.V. Drukkerij Van Kerckvoorde, Antwerpsesteenweg 1066A, 9041 Oostakker (Gent).
- 677. N.V. Imprimerie Michaux, rue de Virelles 20, 6460 Chimay.
- 678. N.V. Imprimerie Schmitz, rue des Hêtres 73, 6600 Bastogne.
- 679. B.V.B.A. Grafi, Jacobuslei 4, 2930 Brasschaat.
- 680. B.V.B.A. Drukkerij M & D, Riemstersteenweg 427 B, 3740 Bilzen.
- 681. N.V. DVDSQ, Monnikenwerve 33-35, 8000 Brugge.

2. Erkenningswijzigingen :

De erkenning als drukker afgeleverd aan :

- 62. De heer Dirk Ballet, Harmoniestraat 10, 3580 Beringen, werd overdragen aan de B.V.B.A. Drukkerij De Pauw, Harmoniestraat 10, 3580 Beringen.
- 70. N.V. Enschedé/Van Muysewinckel, Goede Herderstraat 50-54, 1140 Brussel, werd ingetrokken.
- 91. C.V. Cloet Printing, Kleine Olivierstraat 18, 1030 Brussel, werd ingetrokken.
- 119. De heer Raphael Spriet, Stationstraat 55, 8700 Tielt, werd ingetrokken.
- 125. B.V.B.A. Verbelen Printing Partners, Handelslei 189, 2980 Zoersel, werd ingetrokken.
- 187. De heren Albert & Michel Parent, Digue de Cuesmes 150, 7000 Bergen, werd ingetrokken.
- 191. De heer Willy Vandenbroek, Schurhoven 48 A, 3800 Sint-Truiden, werd ingetrokken.
- 197. De heer Pattyn, Koksijdestraat 25, 8630 Veurne, werd overgedragen aan de N.V. Drukkerij Pattyn, Handelsstraat 17, 8630 Veurne.
- 200. N.V. Coemancer Aartrijke, Engelstraat 7, 8211 Zedelgem, werd ingetrokken.

218. Mme Anne Lesenfans, place du Vinâve 14, 4970 Stavelot, werd a été attribuée à M. Schmitz, Michel, chemin du Château 67, 4970 Stavelot.

229. M. Ernest Eischenne, quai du Vignoble 30, 4170 Comblain-au-Pont, a été retirée.

265. S.P.R.L. Drukkerij-Uitgeverij van Hoestenbergh 19, 9990 Maldegem, a été retirée.

406. M. Fernand de Vuyst, Markt 26, 9890 Gavere, a été retirée.

413. S.P.R.L. Etablissements Gilquin et Decoster, rue de l'Egalité 26-28, 7170 Manage (Bois d'Haine) a été retirée.

450. S.P.R.L. Drukkerij De Burck, Onderstraat 29, 9890 Gavere, a été retirée.

575. M. Theo Emmens, Kapellestraat 28, 3988 Laakdal, a été retirée.

582. M. Luc Devos (Reinaart Printing), Leuvensesteenweg 135, 3370 Boutersem, a été retirée.

588. S.C. Drukkerij Van Driessche, Monnikenwerve 33/35, 8000 Bruges, a été retirée.

633. M. André Lauwers, Merksplasseweg 12, 2340 Beerse, a été retirée.

218. Mevr. Anne Lesenfans, place du Vinâve 14, 4970 Stavelot, werd overgedragen aan de heer Schmitz, Michel, chemin du Château 67, 4970 Stavelot.

229. De heer Ernest Eischenne, quai du Vignoble 30, 4170 Comblain-au-Pont, werd ingetrokken.

265. B.V.B.A. Drukkerij-Uitgeverij van Hoestenbergh 19, 9990 Maldegem, werd ingetrokken.

406. De heer Fernand de Vuyst, Markt 26, 9890 Gavere, werd ingetrokken.

413. B.V.B.A. Etablissements Gilquin et Decoster, rue de l'Egalité 26-28, 7170 Manage (Bois d'Haine) werd ingetrokken.

450. B.V.B.A. Drukkerij De Burck, Onderstraat 29, 9890 Gavere, werd ingetrokken.

575. De heer Theo Emmens, Kapellestraat 28, 3988 Laakdal, werd ingetrokken.

582. De heer Luc Devos (Reinaart Printing), Leuvensesteenweg 135, 3370 Boutersem, werd ingetrokken.

588. C.V. Drukkerij Van Driessche, Monnikenwerve 33/35, 8000 Brugge, werd ingetrokken.

633. De heer André Lauwers, Merksplasseweg 12, 2340 Beerse, werd ingetrokken.

GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[98/29594]

**Administration générale de l'Enseignement et de la Recherche scientifique
Direction générale de l'Enseignement non obligatoire et de la Recherche scientifique
Service général des Hautes Ecoles et de l'Enseignement artistique de niveau supérieur**

Jury de la Communauté française chargé de conférer le diplôme de professeur de sténographie et de dactylographie, traitement de texte dans les établissements d'enseignement secondaire et d'enseignement supérieur de type court de la Communauté française. — Session 1999. — Instructions. — Appel aux candidats

Date limite d'inscription : le vendredi 3 septembre 1999.

Date de la session : le mardi 14 septembre 1999.

Tout renseignement complémentaire sera fourni sur demande adressée à la Direction générale de l'Enseignement non obligatoire et de la Recherche scientifique, « Jury de Sténodactylographie », Quartier Arcades, bloc D, bureau 6534, CAE, boulevard Pachéco 19, bte 0, à 1010 Bruxelles, tél. 02/210 57 39 ou 210 55 76.

Les dossiers incomplets et les inscriptions tardives ne seront pas pris en considération.

Les demandes d'inscription et tous les documents requis doivent être introduits par envoi recommandé.

**PUBLICATIONS LEGALES
ET AVIS DIVERS**

**WETTELIJKE BEKENDMAKINGEN
EN VERSCHILLENDE BERICHTEN**

Loi du 29 mars 1962 (articles 9 et 21)
Wet van 29 maart 1962 (artikelen 9 en 21)

—
Gemeente Grimbergen
—

Plan van aanleg
Bericht nopens de bekendmaking van het openbaar onderzoek

Het college van burgemeester en schepenen,

Gelet op het besluit van de Vlaamse regering van 22 oktober 1996 tot wijziging van het besluit van de Vlaamse regering van 24 september 1996 tot coördinatie van de wet van 29 maart 1962 houdende organisatie van de ruimtelijke ordening en van de stedenbouw,

Brengt ter kennis van de bevolking dat het bijzonder plan van aanleg nr. 48 « Potaarde », bestaande uit een bestemmingsplan met stedenbouwkundige voorschriften opgemaakt overeenkomstig de wettelijke bepalingen en door de gemeenteraad voorlopig aangenomen in vergadering van 17 december 1998, op het gemeentehuis voor eenieder ter inzage ligt, elke werkdag van 8 tot 11 u. 30 m., gedurende de periode van het onderzoek dat gehouden wordt van vrijdag 15 januari 1999 tot en met maandag 15 februari 1999, te 11 uur, dag van de sluiting van het onderzoek.

Al wie omtrent deze plannen bezwaren of opmerkingen te maken heeft, moet die schriftelijk aan het schepencollege laten geworden, uiterlijk op 15 februari 1999, te 11 uur.

Grimbergen, 15 januari 1999. (894)

Annonces – Aankondigingen

—
SOCIETES – VENNOOTSCHAPPEN
—

**Firma August Faveere-Devos, naamloze vennootschap,
J. Borluutstraat 17, 8790 Waregem**

H.R. Kortrijk 29606 – BTW 405.413.676
—

De aandeelhouders worden uitgenodigd aanwezig te zijn op de buitengewone algemene vergadering die zal gehouden worden op de maatschappelijke zetel van de vennootschap, op 25 januari 1999, om 10 uur, met volgende agenda :

1. Beslissing tot inkoop van eigen aandelen, overeenkomstig artikel 52bis van de vennootschappenwet.
2. Vaststelling van de modaliteiten van inkoop inzake aantal, prijs en termijn.
3. Aanlegging van de « bijzondere onbeschikbare reserve tot inkoop van eigen aandelen » door afname van het vereiste bedrag van de bestaande rekening « onbeschikbare reserves ». (834)

**L'Emulation artistique, naamloze vennootschap,
te 9000 Gent**

H.R. Gent 18251
—

De aandeelhouders worden verzocht de gewone algemene vergadering bij te wonen op 30 januari 1999, om 10 u. 30 m., te Gent, Recollettenlei 3, met als dagorde : 1. Verslag der bestuurders. 2. Goedkeuring der balans en verlies- en winstrekening. 3. Decharge aan de leden van de raad van bestuur. 4. Statutaire verkiezingen. (835)

**Artex, naamloze vennootschap,
Roeselaarsestraat 594, 8870 Izegem**

H.R. Kortrijk 118019 – BTW 437.066.855
—

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering die zal gehouden worden op de zetel van de vennootschap, op 28 januari 1999, om 18 uur, met als agenda :

1. Lezing van het jaarverslag.
2. Bespreking van de jaarrekening afgesloten op 30 september 1998.
3. Goedkeuring van de jaarrekening.
4. Kwijting aan de bestuurders.
5. (Her)benoeming bestuurders.
6. Benoeming commissaris-revisor.
7. Bezoldigingen.

De aandeelhouders worden verzocht zich te gedragen naar de statuten.

(836) De raad van bestuur.

**Finem, naamloze vennootschap,
Konventstraat 13, 8500 Kortrijk**

H.R. Kortrijk 121206 — BTW 433.029.180
—

De aandeelhouders worden uitgenodigd op de buitengewone algemene vergadering die zal doorgaan op dinsdag 26 januari 1999 om 11 uur in de studie van notaris Patrick TORRELLE, Marktstraat 52, te 8530 Harelbeke, met volgende agenda : 1. Bijzonder verslag van de raad van bestuur opgesteld overeenkomstig artikel 34 § 2 en artikel 33bis § 6 van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen. 2. Verslag van de aangestelde bedrijfsrevisor inzake de controle van de niet-geldelijke inbrengen en de uitgifte beneden de fractiewaarde van de bestaande aandelen. 3. Verhoging van het maatschappelijk kapitaal middels inbreng in natura, met éénezenzestig miljoen vierhonderdtweeëntachtigduizend driehonderd veertien (61.482.314,-) frank om het te brengen van honderd zevenenvijftig miljoen vierhonderdvijfentwintigduizend (157.475.000,-) frank op tweehonderd achttien miljoen negenhonderdzevenenvijftigduizend driehonderd veertien (218.957.314,-) frank, door creatie en uitgifte van twintigduizend tweehonderd en zeven (20.207) aandelen zonder vermelding van nominale waarde, uitgegeven beneden de fractiewaarde van de bestaande aandelen. 4. Aanpassing van coördinatie van de statuten. (40038)

**Avasco, naamloze vennootschap,
Cardijnlaan 6, 8600 Diksmuide**

H.R. Veurne 30722
—

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering, die zal gehouden worden op 25 januari 1999, te 10 uur, ten maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Lezing van het jaarverslag door de raad van bestuur.
2. Lezing van het verslag van de commissaris-revisor.

3. Bespreking en goedkeuring van de jaarrekening per 30 september 1998.

4. Goedkeuring van de jaarrekening.

5. Kwijting aan de bestuurders en aan de commissaris-revisor.

6. Herbenoeming bestuurders.

7. Herbenoeming commissaris-revisor.

8. Bezoldigingen.

9. Rondvraag.

Conform art. 31 van de statuten moeten de eigenaars van aandelen aan toonder die titels deponeren op de zetel van de vennootschap, ten minste vijf vrije dagen vóór de dag van de vergadering; de aandeelhouders met aandelen op naam dienen vijf vrije dagen vóór de vergadering van maandag 25 januari 1999 van hun voornemen kennis te geven, middels aangetekend schrijven gericht aan de raad van bestuur met opgave van het aantal aandelen waarmee ze wensen te stemmen. (70070)

**Enco T & P, naamloze vennootschap,
L. Hendrickxlei 64, 2150 Borsbeek**

H.R. Antwerpen 244889 — BTW 426.883.835

Jaarvergadering op vrijdag 29 januari 1999, om 17 uur, ten zetel.

Agenda : 1. Verslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening per 31 augustus 1998. 3. Bestemming resultaat. 4. Kwijting bestuurders. Zich richten naar de statuten. (70071)

**Heidi Industriële Vennootschap, naamloze vennootschap,
Industriepark West 62, 9100 Sint-Niklaas**

H.R. Gent 174449

De algemene vergadering heeft plaats op maandag 25 januari 1999, te 10 uur, Thonetlaan 110, 2050 Antwerpen.

Agenda :

1. Jaarverslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening en bestemming van het resultaat.
3. Kwijting aan de bestuurders.
4. Ontslag en benoemingen.
5. Diversen.

Om de vergadering bij te wonen, dienen de aandeelhouders zich te schikken naar de statuten. (70072)

**Hof Ter Leeuw, commanditaire vennootschap op aandelen,
Kleemstraat 90, 9111 Belsele**

H.R. Sint-Niklaas 58147 — BTW 461.635.668

De gewone algemene vergadering zal worden gehouden ten maatschappelijke zetel, Kleemstraat 90, 9111 Belsele, op 25 januari 1999, te 18 uur.

Dagorde :

1. Bespreking en goedkeuring van de jaarrekening per 30.09.1998.
2. Bestemming van het resultaat.
3. Decharge aan de zaakvoerder.
4. Varia.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (70073)

**Van Der Hoff Beheer, naamloze vennootschap,
Groenplaats 42, bus 283, 2000 Antwerpen-1**

H.R. Antwerpen 317639 — BTW 457.893.349

Jaarvergadering op 25 januari 1999, om 20 uur, ten zetel.

Dagorde: 1. Verslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening per 30 september 1998. 3. Bestemming resultaat. 4. Kwijting bestuurders. 5. Varia. Zich richten naar de statuten. (70074)

**Niahold, naamloze vennootschap,
Residentie Capitole, Stationsplein 3a/12, 8500 Kortrijk**

H.R. Kortrijk 143029 — BTW 449.432.969

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering op 25 januari 1999, om 16 uur, ten maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Tegenstrijdige belangen. 2. Verslag raad van bestuur. 3. Goedkeuring jaarrekening 30.09.1998. 4. Bestemming resultaat. 5. Kwijting aan bestuurders. 6. Benoemingen - Ontslagen. 7. Diversen.

De aandeelhouders dienen zich te gedragen naar de statuten. (70075)

**Sanitary Industrial Products,
afgekort : S.I.P., naamloze vennootschap,
James Wattstraat 37, 1030 Brussel**

H.R. Brussel 574196 — BTW 451.197.676

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering, die zal gehouden worden op 29 januari 1999, te 11 uur, ten maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 30 september 1998.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders.
5. Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (70076)

**Compodac Service Bureau, naamloze vennootschap,
Stroobantsstraat 15, 3040 Huldenberg**

H.R. Leuven 62884 — BTW 425.093.689

De aandeelhouders van de Naamloze Vennootschap Compodac Service Bureau worden uitgenodigd op een buitengewone algemene vergadering, die zal gehouden worden ten maatschappelijke zetel, Stroobantsstraat 15, te 3040 Huldenberg, op maandag 25 januari 1999, om 14 uur, met als agenda :

- aanstelling nieuw bestuurslid;
- voorlopige resultaten boekjaar '98;
- varia/rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de statuten. (70077)

**Koddaert Metalen Heynderick Danneels, naamloze vennootschap,
Tulpenstraat 1, 8820 Torhout**

H.R. Oostende 41733 — BTW 429.253.407

De vennoten worden uitgenodigd op de buitengewone algemene vergadering, die zal gehouden worden op het kantoor van notaris Chr. Mouriau de Meulenacker, te Torhout, Aartrijkstraat 28, op maandag 25 januari 1999, om 14 uur, om te beraadslagen over de volgende agenda :

— Verslag van de raad van bestuur over het voorstel tot wijziging van het maatschappelijk doel met in bijlage een staat van activa en passiva der vennootschap.

— Wijziging van het maatschappelijk doel der vennootschap met toevoeging aan de huidige tekst van artikel drie der statuten van de volgende nieuwe tekst : « De aan- en verkoop, import-export en bewerking : van alle soorten aluminium in al zijn vormen, van alle soorten inox in al zijn vormen, van alle edele metalen in al zijn vormen, van alle soorten profielen in al zijn vormen. Plaatbewerking zowel van ijzer, edele metalen, aluminium en staal in al hun vormen.

— De verhoging van het maatschappelijk kapitaal ten belope van één miljoen tweehonderdvijftigduizend (1.250.000) frank om het te brengen van één miljoen tweehonderd vijftigduizend (1.250.000) frank op twee miljoen vijfhonderdduizend (2.500.000) frank zonder uitgifte van nieuwe aandelen. De kapitaalsverhoging geschiedt door incorporatie van de beschikbare reserves tot het passend bedrag.

— Aanpassing van de huidige tekst van het artikel vijf der statuten om deze in overeenstemming te brengen met voormelde kapitaalsverhoging.

— Wijziging van de huidige tekst van artikel elf, dertien, negenentwintig, dertig, tweeëndertig, drieëndertig en zesendertig der statuten om deze in overeenstemming te brengen met : a) de wet van achttien juli negentienhonderd éénennegentig tot wijziging van de wetten betreffende de handelsvennootschappen gecoördineerd op dertig november negentienhonderd vijfendertig in het kader van een doorzichtige organisatie van de markt van de ondernemingen en van de openbare overnameaanbiedingen, en b) de wet van dertien april negentienhonderd vijfennegentig tot wijziging van de wetten op de handelsvennootschappen, gecoördineerd op dertig november negentienhonderd vijfendertig.

— Machtiging aan de raad van bestuur.

De vennoten worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (70078)

**Voeders Tibergyn, naamloze vennootschap,
Muizelstraat 152, 8531 Hulste**

H.R. Kortrijk 109033 — BTW 427.946.677

De aandeelhouders worden uitgenodigd op de buitengewone algemene vergadering, die zal doorgaan ten kantore van notaris Baudouin Moerman, te 8500 Kortrijk, Louis Verweestraat 6, op maandag 25 januari 1999, om 11 u. 30 m., met volgende dagorde :

1) Verslag raad van bestuur, met aangehechte staat van actief en passief.

2) Wijziging van het doel door de bestaande doelomschrijving uit te breiden met : « Het uitbaten van een restaurant, feestzaal, traiteur-banket, verbruikssalon ».

3) Wijziging van de naam in : « Tibergyn ».

4) Wijziging van de vertegenwoordigingsbevoegdheid.

5) Aanpassing uit hoofde van de wet van 13.04.95.

6) Benoeming van bestuurders.

7) Opdracht tot coördinatie.

(70079)

De raad van bestuur.

**Administrations publiques
et Enseignement technique**

Openbare Besturen en Technisch Onderwijs

PLACES VACANTES – OPENSTAANDE BETREKKINGEN

Gemeente Kampenhout

Het gemeentebestuur van Kampenhout zal overgaan tot de aanwerving van een aspirant-politieagent.

Voorwaarden :

Belg zijn;

de burgerlijke en politieke rechten genieten;

voldoen aan de dienstplichtwetten;

ten minste 18 en ten hoogste 35 jaar oud zijn op de uiterste datum voor het indienen van de kandidaturen;

de vereiste lichamelijke geschiktheid bezitten; bovendien mag de lichaamslengte niet lager zijn dan 1,63 m;

houder zijn van één van de diploma's of getuigschriften die in aanmerking worden genomen voor de aanwerving in de betrekkingen van niveau 2 bij de federale overheid;

kennis hebben van machineschrift (ten laatste één jaar na aanduiding als aspirant-politieagent);

in het bezit zijn van rijbewijs B;

slagen voor een bekwaamheids- en selectie-examen (GIP Brussel op 6 maart 1999). Kandidaten die ten hoogste drie jaar vóór het indienen van hun kandidatuur geslaagd zijn voor deze examens, afgelegd in een erkend trainings- en opleidingscentrum, zijn vrijgesteld van de examens.

Kandidaturen dienen aangetekend ingezonden (of afgegeven tegen ontvangstbewijs) aan het college van burgemeester en schepenen, Gemeentehuisstraat 16, te 1910 Kampenhout, uiterlijk op 1 februari 1999 (ochtendpost), vergezeld van :

een voor eensluidend afschrift van het vereiste diploma;

attest geneesheer als bewijs van medische geschiktheid voor de lichamelijke proeven, met vermelding van de gestalte van de kandidaat;

kopie rijbewijs.

Bijkomende inlichtingen kan u bekomen op de personeelsdienst, tel. 016/65 99 55. (837)

Gemeente Mol

Openverklaring bij aanwerving en/of bevordering van een voltijds administratief medewerk(st)er C, algemene administratie, in het vast administratief personeelskader en aanleggen van een wervingsreserve voor de duur van twee jaar.

Aanwervingsvoorwaarden :

de leeftijd van 18 jaar bereikt hebben;

de nationaliteit bezitten van een lidstaat van de Europese Unie;

houder zijn van een diploma van hoger secundair onderwijs of gelijkgesteld;

slagen voor een aanwervingsexamen.

Sollicitatiebrieven + *curriculum vitae* dienen per aangetekend schrijven gericht aan het college van burgemeester en schepenen, t.a.v. de personeelsdienst, Molenhoekstraat 2, 2400 Mol, van 11 januari 1999 tot en met 15 februari 1999, samen met volgende bewijsstukken :

- een voor eensluidend verklaarde kopie van gevraagd diploma;
- bewijs van goed gedrag en zeden.

bijkomende inlichtingen, volledige aanwervings- en bevorderingsvoorwaarden, functiebeschrijving en examenprogramma zijn te bekomen bij de personeelsdienst, administratief centrum 't Getouw (tel. 014/33 09 45). (838)

Stad Veurne

Het college van burgemeester en schepenen van de stad Veurne gaat over tot de bekendmaking van volgende betrekkingen (m/v) in vast verband :

- één welzijnsconsulent voor de dienst welzijnszaken;
- één verantwoordelijke cultuur en archief voor de dienst cultuur en archief;
- één administratief medewerker voor de koepel grondgebiedszaken, dienst grondbeheer en overheidsopdrachten.

Alle inlichtingen in verband met de aanwerving, de functievoorwaarden, het indienen van kandidaturen en het examenprogramma zijn te bekomen op de personeelsdienst van de stad Veurne, tel. 058/33 05 14 of 058/33 05 13.

De kandidaturen met *curriculum vitae* en afschrift diploma dienen te worden gericht aan het college van burgemeester en schepenen van de stad Veurne, Grote Markt 27, 8630 Veurne, en moeten uiterlijk in de post afgestempeld zijn op 12 februari 1999. Hierbij moet duidelijk vermeld worden voor welke betrekking gesolliciteerd wordt. (839)

Gemeente Steenokkerzeel

Het gemeentebestuur van Steenokkerzeel zal overgaan tot de aanwerving, met de aanleg van een wervingsreserve, van :

een ongeschoold arbeider (m/v) groendienst in gesco-verband, met voltijdse prestaties.

Voornamevoorwaarden :

minimum zes maanden uitkeringsgerechtigd werkloos in afgelopen jaar;

- geen diploma vereist;
- onderdaan van Europese Unie;
- minimum 18 jaar oud zijn;
- in bezit van rijbewijs B;
- slagen in het aanwervingsexamen.

Functiebeschrijving en -profiel, examenprogramma en bijkomende inlichtingen zijn te bekomen op de personeelsdienst, E. Fuérisonplaats 18, 1820 Steenokkerzeel, tel. 02/758 01 79, fax 02/758 01 89.

Kandidaturen met *curriculum vitae* dienen vóór 6 februari 1999 aangetekend gestuurd te worden naar het college van burgemeester en schepenen van en te 1820 Steenokkerzeel. (840)

Openbaar Centrum voor maatschappelijk welzijn van Kortenberg

Het O.C.M.W. van Kortenberg gaat over tot aanwerving van een voltijds administratief bediende (m/v) in contractueel verband (gesco) ter ondersteuning van de bestaande diensten.

Meer informatie is te bekomen op het O.C.M.W., Stationsstraat 8, te 3070 Kortenberg, iedere werkdag tussen 8 u. 45 m. en 11 u. 45 m. (tel. 02/759 83 22).

De kandidaten dienen hun handgeschreven motivatiebrief, per aangetekend schrijven, te zenden aan de voorzitter van het O.C.M.W., Stationsstraat 8, te 3070 Kortenberg vóór 19 februari 1999. Hun *curriculum vitae*, kopie van diploma en attest van gesco dienen toegevoegd te worden. (841)

Gemeente Kortenberg

Het gemeentebestuur van Kortenberg wenst aan te werven :

vier deeltijdse (19/38) statutaire bibliotheekassistenten (m/v) (C1-C3) met een proefperiode van één jaar teneinde de uitvoerende en communicatieve taken van de dienst te vervullen.

Kennisvereisten : kennis hebben van computertoepassingen.

Toelatingsvoorwaarden :

1. Van onberispelijk gedrag en zeden zijn.
2. De burgerlijke en politieke rechten genieten.
3. Aan de dienstplichtwetten voldoen.
4. Lichamelijk geschikt zijn.
5. Er is geen maximumleeftijdsgrens.
6. Geen handel drijven.
7. Onderdaan zijn van de Europese Unie.

Aanwervingsvoorwaarden :

8. Houder zijn van een diploma secundair onderwijs in de Nederlandse taal van eenzelfde onderwijspeil als voor het rijkspersoneel van niveau C.

9. In het bezit zijn van een akte van bekwaamheid, behaald in de Nederlandse taal, tot het houden van een openbare bibliotheek.

10. Slagen voor een aanwervingsexamen.

Specifieke functiekenmerken :

Bereid zijn op onregelmatige uren te werken met avond- en weekenddiensten.

De eigenhandig geschreven kandidaturen, met *curriculum vitae* en een voor eensluidend verklaard afschrift van zowel het gevraagd diploma als de akte, moeten ten laatste toekomen op 3 februari 1999 per aangetekend schrijven gericht aan het college van burgemeester en schepenen van en te 3070 Kortenberg p/a Peperstraat 30, 3071 Kortenberg.

Op onze vraag moeten de kandidaturen later uitgebreid worden met de nodige bewijsstukken :

een recent bewijs van goed zedelijk gedrag (maximum drie maand oud) met vermelding van de nationaliteit;

een militiegetuigschrift (voor de mannelijke kandidaten);

een uittreksel uit de geboorteakte.

Extra inlichtingen : 02/759 66 86. (842)

Openbaar Centrum voor maatschappelijk welzijn van Wevelgem

Het O.C.M.W.-Wevelgem schrijft een aanwervingsexamen uit met het oog op de aanwerving, in vast dienstverband, van een maatschappelijk werk(st)er.

1. Kandidaturen :

De kandidaturen worden gesteld op een formulier dat kan worden bekomen bij het O.C.M.W.-Wevelgem en dienen uiterlijk op vrijdag 12 februari 1999, bij aangetekend schrijven gericht te worden aan de heer voorzitter van het O.C.M.W., O.C.M.W.-Wevelgem, Deken Jonckheerestraat 9, 8560 Wevelgem.

2. Algemene voorwaarden :

de Belgische nationaliteit of een nationaliteit als onderdaan van een lidstaat van de Europese Unie bezitten;

van goed zedelijk gedrag zijn; het goed zedelijk gedrag kan onder meer worden aangetoond door een getuigschrift afgeleverd door het gemeentebestuur (politie). Wanneer er ongunstige vermeldingen op voorkomen mag de kandidaat een verklarende nota voorleggen;

de burgerlijke en politieke rechten genieten;

voor de mannelijke kandidaten : aan de dienstplichtwetten voldoen;

de leeftijd van 18 jaar bereikt hebben;

lichamelijk geschikt zijn.

3. Diploma :

De kandida(a)t(e) moet houder zijn van :

hetzij het diploma van maatschappelijk assistent;

hetzij het diploma van gegradueerde sociaal verpleegkundige.

4. Documenten :

Volgende documenten moeten worden meegestuurd met de kandidaatstelling :

een afschrift van het diploma;

een bewijs van goed gedrag en zeden (maximum drie maanden oud);

voor de mannelijke kandidaten, het bewijs dat men aan de dienstplichtwetten heeft voldaan.

5. Weddeschaal :

B1 - B2 - B3.

6. Functiebeschrijving :

De prestaties van de maatschappelijk werker hebben als voorwerp de dienstverlening zoals bedoeld bij de wet van 8 juli 1976 betreffende de O.C.M.W.'s.

7. Het examenprogramma is samengesteld uit een schriftelijke en een mondelinge proef.

8. Wervingsreserve :

Alle geslaagde kandidaten worden opgenomen in een wervingsreserve, met ingang vanaf de eerste van de maand die volgt op de datum waarop het proces-verbaal van het laatste examengedeelte is afgesloten, die zowel geldig is voor een deeltijdse als voor een voltijdse betrekking, in zowel statutair, contractueel en gesco-statuut, en dit voor de duur van twee jaar, met de mogelijkheid om met één jaar te verlengen.

9. Inschrijvingsformulier, examenprogramma en bijkomende inlichtingen :

O.C.M.W.-Wevelgem, personeelsdienst, Deken Jonckheerestraat 9, 8560 Wevelgem, tel. 056/41 06 91. (843)

Het O.C.M.W.-Wevelgem schrijft een aanwervingsexamen uit met het oog op de aanwerving, in vast dienstverband, van twee halftijdse administratieve medewerk(st)ers (beide functies zijn niet cummul-eerbaar).

1. Kandidaturen :

De kandidaturen worden gesteld op een formulier dat kan worden bekomen bij het O.C.M.W.-Wevelgem en dienen uiterlijk op vrijdag 26 februari 1999, bij aangetekend schrijven gericht te worden aan de heer voorzitter van het O.C.M.W., O.C.M.W.-Wevelgem, Deken Jonckheerestraat 9, 8560 Wevelgem.

2. Algemene voorwaarden :

de Belgische nationaliteit of een nationaliteit als onderdaan van een lidstaat van de Europese Unie bezitten;

van goed zedelijk gedrag zijn; het goed zedelijk gedrag kan onder meer worden aangetoond door een getuigschrift afgeleverd door het gemeentebestuur (politie). Wanneer er ongunstige vermeldingen op voorkomen mag de kandidaat een verklarende nota voorleggen;

de burgerlijke en politieke rechten genieten;

voor de mannelijke kandidaten : aan de dienstplichtwetten voldoen;

de leeftijd van 18 jaar bereikt hebben;

lichamelijk geschikt zijn.

3. Diploma :

De kandida(a)t(e) moet houder zijn van het diploma van hoger secundair onderwijs of daarmee gelijkgesteld onderwijs.

4. Documenten :

Volgende documenten moeten worden meegestuurd met de kandidaatstelling :

een afschrift van het diploma;

een bewijs van goed gedrag en zeden (maximum drie maanden oud);

voor de mannelijke kandidaten, het bewijs dat men aan de dienstplichtwetten heeft voldaan.

5. Weddeschaal :

C1 - C2 - C3.

6. Functiebeschrijving :

De prestaties van de administratief medewerk(st)er hebben als voorwerp het verzekeren van administratieve taken binnen het administratief centrum van het O.C.M.W., met als hoofdtaken : secretariaatswerk en administratie van de diverse O.C.M.W.-diensten.

7. Het examenprogramma is samengesteld uit een schriftelijke en een mondelinge proef.

8. Wervingsreserve :

Alle geslaagde kandidaten worden opgenomen in een wervingsreserve, met ingang vanaf de eerste van de maand die volgt op de datum waarop het proces-verbaal van het laatste examengedeelte is afgesloten, die zowel geldig is voor een deeltijdse als voor een voltijdse betrekking, in zowel statutair, contractueel en gesco-statuut, en dit voor de duur van twee jaar, met de mogelijkheid om met één jaar te verlengen.

9. Inschrijvingsformulier, examenprogramma en bijkomende inlichtingen.

O.C.M.W.-Wevelgem, personeelsdienst, Deken Jonckheerestraat 9, 8560 Wevelgem, tel. 056/41 06 91. (844)

Openbaar Centrum voor maatschappelijk welzijn van Edegem

Rust- en Verzorgingstehuis Immaculata

Wil je je engageren voor een biografisch gerichte dienstverlening voor bejaarden ?

Voel je je aangetrokken om leiding te geven aan een gemotiveerd team verpleegkundigen en verzorgenden ?

Hou je van ondersteuning door ervaren leidinggevendenden ?

Waag je kans ! Doe mee aan de selectieprocedure voor bekwame en gemotiveerde hoofdverpleegkundigen RVT Immaculata.

Diplomavereisten :

A1 verpleging;

kaderopleiding (min. 200 u.) te behalen binnen de vier jaar na aanstelling op proef.

Geïnteresseerde kandidaten kunnen het inschrijvingsformulier en alle inlichtingen aanvragen :

telefonisch op het nr. 03/450 84 15 of 450 84 16;

schriftelijk : O.C.M.W.-Edegem, personeelsadministratie, Terlindenlaan 1, 2650 Edegem.

De inschrijvingen worden afgesloten op 14 februari 1999.

Selectieproeven :

schriftelijk en mondeling op 27 februari 1999. (845)

Collège La Fraternité Bruxelles

Le Collège La Fraternité, rue de Molenbeek 173, 1020 Bruxelles, tél. 02/426 71 14, cherche : AESI. Commerce pour 9 heures semaine de cours depuis janvier jusque fin juin.

Les cours se donnent en technique de qualification, option secrétariat, D.I. (846)

**Actes judiciaires
et extraits de jugements**
**Gerechtigde akten
en uittreksels uit vonnissen**

Publication faite en exécution de l'article 488bis e, § 1^{er}
du Code civil

Bekendmaking gedaan overeenkomstig artikel 488bis e, § 1
van het Burgerlijk Wetboek

*Désignation d'administrateur provisoire
Aanstelling voorlopig bewindvoerder*

Justice de paix du canton de Fosses-la-Ville

Par ordonnance du 5 janvier 1999 du juge de paix du canton de Fosses-la-Ville, le nommé Henin, Arthur, né à Aiseau le 1^{er} janvier 1922, domicilié à 6250 Aiseau-Presles, rue Varêt 33, résidant actuellement à 5060 Sambreville (Auvelais), rue de l'Institut 5, Home « Le Gai Logis », a été déclaré incapable de gérer ses biens et a été pourvu d'un administrateur provisoire, étant son épouse : Adrian, Francine, pensionnée, domiciliée à 6250 Aiseau-Presles, rue Varêt 33.

Pour extrait certifié conforme : le greffier en chef, (signé) Paul Watelot. (60140)

Par ordonnance du 5 janvier 1999 du juge de paix du canton de Fosses-la-Ville, le nommé Pierre, Marcel, né à Boussut (Gottechain) le 3 décembre 1916, domicilié et résidant actuellement à 5170 Bois-de-Villers, rue Raymond Noël 81, a été déclaré incapable de gérer ses biens et a été pourvu d'un administrateur provisoire, étant : Hubert, Christophe, avocat, domicilié à 5170 Profondeville, chemin des Ecurieux 5.

Pour extrait certifié conforme : le greffier en chef, (signé) Paul Watelot. (60141)

Par ordonnance du 5 janvier 1999 du juge de paix du canton de Fosses-la-Ville, la nommée Taton, Madeleine, née à Auvelais le 18 juin 1908, domiciliée à 5060 Sambreville, rue Terne Moreau 17, résidant actuellement à 5060 Sambreville, rue du Comte 3, a été déclarée incapable de gérer ses biens et a été pourvue d'un administrateur provisoire, étant : Ansotte, Régine, avocate, domiciliée à 5060 Sambreville (Tamines), place Saint-Martin 9.

Pour extrait certifié conforme : le greffier en chef, (signé) Paul Watelot. (60144)

Justice de paix du canton de Grivegnée

Suite à la requête, déposée le 11 décembre 1998, par ordonnance du juge de paix du canton de Grivegnée (Liège), rendue le 18 décembre 1998, Mme Velkeneers, Elise, veuve de Zirbes, Mathieu, née à Mechelen (Bovelingen) le 30 juillet 1921, domiciliée avenue de la Paix 81, à 4030 Grivegnée (Liège), résidant aux Cliniques de l'IPAL, site Péri Montagne Sainte-Walburge 4bis, à 4000 Liège, a été déclarée incapable de gérer ses biens et a été pourvue d'un administrateur provisoire, en la personne de Me Lanni, Christian, avocat, dont les bureaux sont sis rue Charles Morren 6/041, à 4000 Liège.

Pour extrait conforme : le greffier adjoint principal, (signé) Foges, Nicole. (60142)

Suite à la requête déposée le 15 décembre 1998, par ordonnance du juge de paix du canton de Grivegnée (Liège), rendue le 18 décembre 1998, M. Genotte, Nicolas, né à Beyne (Heusay) le 16 novembre 1919, pensionné, veuf de Henriette Raskin, domicilié rue Fraischamps 31, à 4030 Grivegnée (Liège), résidant à l'I.P.A.L., « Clinique du Valdor », rue Basse Wez 301, à 4020 Liège, a été déclaré incapable de gérer ses biens et a été pourvu d'un administrateur provisoire, en la personne de Me Lanni, Christian, avocat, dont les bureaux sont sis rue Charles Morren 6/041, à 4000 Liège.

Pour extrait conforme : le greffier adjoint principal, (signé) Foges, Nicole. (60143)

Justice de paix du canton de Jette

Par ordonnance du juge de paix du canton de Jette, en date du 15 décembre 1998, suite à la requête du 20 novembre 1998, le nommé Ferrante, Claude, né le 15 décembre 1957, domicilié à 1083 Ganshoren, rue Heideken 48, au Centre Espoir et Joie, a été déclaré incapable de gérer ses biens et a été pourvu d'un administrateur provisoire, étant : M. Ferrante, Guiseppa, domicilié à Court-Saint-Etienne, avenue Bel Horizon 84.

Pour extrait certifié conforme : le greffier, (signé) Veronica Hubrich. (60145)

Justice de paix du troisième canton de Liège

Suite à la requête déposée le 21 décembre 1998, par ordonnance du juge de paix du troisième canton de Liège, rendue le 4 janvier 1999, M. Verschueren, Raphaël, né à Dottignies le 22 juillet 1941, de résidence à l'Hôpital psychiatrique Volière, Montagne Sainte-Walburge 4A, 4000 Liège, a été déclaré incapable de gérer ses biens et a été pourvu d'un administrateur provisoire, en la personne de Me Clignet, Jean-Claude, domicilié boulevard de l'Est 4, 4020 Liège.

Pour extrait conforme : le greffier adjoint délégué, (signé) Parizel, Myriam. (60146)

Justice de paix du premier canton de Liège

Par ordonnance du juge de paix du premier canton de Liège, rendue le jeudi 7 janvier 1999, M. Dimola, Robert, né à Liège le 11 décembre 1961, domicilié à la Résidence « Eau Vive », quai Churchill 24, 4020 Liège, a été déclaré incapable de gérer ses biens et a été pourvu d'un administrateur provisoire, en la personne de : Le Centre public d'Aide sociale de Liège, ayant ses bureaux place Saint-Jacques 13, à 4000 Liège.

Pour extrait conforme : le greffier en chef, (signé) Young, Eddy. (60147)

Justice de paix du canton de Seraing

Suite à la requête déposée le 9 décembre 1998, par ordonnance du juge de paix du canton de Seraing, rendue le 18 décembre 1998, Mme Massin, Maria, veuve de Micha, Maurice, née à Bonnelles le 28 mai 1922, domiciliée et résidant à l'établissement Maison de Repos et Soins du Centenaire, avenue du Centenaire 400, à 4102 Ougrée, a été déclarée incapable de gérer ses biens et a été pourvue d'un administrateur provisoire, en la personne de Me Pierre-Bernard Lejeune, avocat, à 4101 Seraing (Jemeppe), rue Miville 4.

Pour extrait conforme : le greffier en chef, (signé) Fouarge, Jean-Marie. (60148)

Justice de paix du canton de Soignies

Par ordonnance du juge de paix du canton de Soignies, en date du 23 décembre 1998, sur requête, déposée au greffe le 8 décembre 1998, le nommé Beuze, Louis, né à Anderlecht le 15 avril 1913, veuf en premières noces d'Yvonne Van Maele, et en secondes noces de Dolly Yster, étant domicilié à 7060 Soignies, chaussée de Lessines 107, a été déclaré incapable de gérer ses biens et a été pourvu d'un administrateur provisoire, en la personne de sa fille : Mme Nicole Beuze, domiciliée à 7060 Soignies, chaussée de Lessines 105.

Pour extrait certifié conforme : le greffier en chef, (signé) Jacques Patart. (60149)

Justice de paix du canton de Spa

Par ordonnance du juge de paix du canton de Spa, rendue le 14 décembre 1998, M. Compere, René, né à Verviers le 27 mai 1959, domicilié Jehoster 118, 4910 La Reid, a été déclaré incapable de gérer ses biens et a été pourvu d'un administrateur provisoire, en la personne de Mme Delhez, Léopoldine, née à La Reid le 30 août 1998, pensionnée, domiciliée Jehoster 118, 4910 La Reid.

Pour extrait conforme : le greffier adjoint principal, (signé) Houyon, Chantal. (60150)

Vrederecht van het kanton Borgerhout

Bij beschikking van Mevr. de vrederechter van het kanton Borgerhout, verleend inzake R.V. 98B127, op 7 januari 1999, werd Van Oeckel, Maria Amelia, weduwe van Ryckaert, Emilius, geboren te Oud-Turnhout op 30 december 1908, gepensioneerd, wonende te 2140 Borgerhout (Antwerpen), Borsbeekstraat (Borsbeekhof) 11, niet in staat verklaard haar goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopig bewindvoerder, haar zoon : Bastiaensen, Carolus Deodatus, geboren te Borgerhout op 20 augustus 1933, gepensioneerd, wonende te 2100 Deurne (Antwerpen), Boterlaarbaan 329.

Het verzoekschrift werd neergelegd op 21 december 1998.

Borgerhout (Antwerpen), 7 januari 1999.

Voor eensluidend uittreksel : de hoofdgriffier, (get.) Dillen, Marcel. (60151)

Vrederecht van het tweede kanton Brugge

Bij beschikking van 3 december 1998, heeft de vrederechter van het tweede kanton Brugge voor recht verklaard dat Vermael, Marie Louise, geboren te Brugge op 15 september 1910, weduwe van Charles De Lee, wonende te 8380 Zeebrugge (Brugge), Bastenakenstraat 1, verblijvende in het A.Z. Sint-Jan (geriatrie), Ruddershove 10, te 8000 Brugge, niet in staat is zelf haar goederen te beheren.

Voegt toe als voorlopig bewindvoerder : Joris, Jean, bediende, wonende te 8380 Zeebrugge (Brugge), Bastenakenstraat 1, met de bevoegdheid, zoals bepaald in artikel 488bis, f, §§ 1 tot en met 5, van het Burgerlijk Wetboek.

Brugge, 15 december 1998.

De hoofdgriffier, (get.) Marechal, Jozef. (60152)

Vrederecht van het derde kanton Gent

Bij beschikking van de vrederechter van het derde kanton Gent, verleend op 8 december 1998, werd De Cock, Geert, geboren te Oudenaarde op 17 maart 1974, wonende te 9700 Oudenaarde, Weldensstraat 15, verblijvende en opgenomen in de instelling P.C. Dr. Guislain, Fr. Ferrerlaan 88A, te 9000 Gent, niet in staat verklaard zijn goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopig bewindvoerder : De Busscher, Martine, advocaat, wonende te 9920 Lovendegem, Molendreef 79.

Er werd vastgesteld dat het verzoekschrift neergelegd werd op 23 november 1998.

Gent, 6 januari 1999.

De griffier, (get.) Clauwaert, Christiane. (60153)

Vrederecht van het kanton Geraardsbergen

Bij beschikking van de vrederechter van het kanton Geraardsbergen, verleend op 17 december 1998, werd Debaere, Wilfried André, geboren te Beveren (Leie) op 12 oktober 1933, wonende Astridlaan 110, 9500 Geraardsbergen, niet in staat verklaard zijn goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopig bewindvoerder : Debaere, Judith Maria Emelie Alice, winkelierster, wonende Astridlaan 110, 9500 Geraardsbergen.

Voor eensluidend uittreksel : de hoofdgriffier, (get.) C. Borgenon. (60154)

Vrederecht van het kanton Tielt

Bij beschikking van de vrederechter van het kanton Tielt, verleend op woensdag 30 december 1998, werd Mej. Defauw, Juliette, geboren te Tielt op 30 maart 1920, ongehuwd, wonende te 8700 Tielt, Sint-Michielsstraat 63, thans verblijvende in het Sint-Andriesziekenhuis, Krommewalstraat 11, 8700 Tielt, niet in staat verklaard haar goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopig bewindvoerder : Mr. Kris De Zutter, advocaat, te 8700 Tielt, Sint-Janstraat 97.

De hoofdgriffier, (get.) Christine Vandekerckhove. (60155)

Vrederecht van het kanton Wolvertem

Bij beschikking van 11 december 1998 van de vrederechter van het kanton Wolvertem, werd de heer Leyers, Hendrik, geboren op 27 juni 1951 en wonende te Londerzeel, Mechelsestraat 40, doch verblijvende in het Sint-Alexius, te Grimbergen, Grimbergsesteenweg 40, niet in staat verklaard zijn goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopig bewindvoerder : Mevr. Van den Bossche, Rita, wonende te 1840 Londerzeel-Steenhuffel, Haan 45.

Voor eensluidend uittreksel : de hoofdgriffier, (get.) De Donder, N. (60156)

Bij beschikking van 29 december 1998 van de vrederechter van het kanton Wolvertem, werd de heer Laureys, Marcel, geboren op 7 maart 1954 te Baasrode, en wonende te 1020 Brussel, O.L. Vrouwvoorplein 37, doch verblijvende in de Sint-Alexiuskliniek, te Grimbergen, Grimbergsesteenweg 40, niet in staat verklaard zijn goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopig bewindvoerder : Mr. J. D'Hollander, advocaat, met kantoor te 1780 Wemmel, De Limburg Stirumlaan 62.

Voor eensluidend uittreksel : de hoofdgriffier, (get.) De Donder, N. (60157)

*Mainlevée d'administration provisoire
Opheffing voorlopig bewind*

Justice de paix du canton de Dour

Par ordonnance de M. le juge de paix du canton de Dour, du 6 janvier 1999, Mme Germaine Colmant, domiciliée à Mons, chaussée du Rœulx 112, a été déchargée de son mandat d'administratrice provisoire des biens de Yvette Colmant, en son vivant résidant à Blaugies, hôte « La Bienvenue », rue de la Frontière 77, et décédée le 18 décembre 1998.

Pour extrait certifié conforme : le greffier en chef, (signé) A. Van Britsom. (60158)

Justice de paix du canton de Couvin

Par ordonnance de M. le juge de paix du canton de Couvin, en date du 8 janvier 1999, il a été mis fin au mandat de Me Bénédicte Vanolst, avocate à 5600 Philippeville, rue de la Gendarmerie 13, en sa qualité d'administratrice provisoire des biens de Mme Marie-Thérèse Martiat, née à Romedenne le 6 juin 1920, domiciliée à 5600 Romedenne, rue Grande 78, mais résidant actuellement à 5680 Gimnée, route du Viroin 17, au Hôte Edelweiss : cette personne étant décédée à Yvoir (Godinne) le 29 novembre 1998.

Pour extrait certifié conforme : le greffier adjoint, (signé) D. Dus-senne. (60159)

Par ordonnance de M. le juge de paix du canton de Couvin, en date du 8 janvier 1999, il a été mis fin au mandat de M. Pierre Dewez, enseignant, domicilié à 5660 Couvin, avenue de la Libération 97, en sa qualité d'administrateur provisoire des biens de Mme Laure Mogenet, née à Walcourt le 12 février 1914, résidant actuellement et domiciliée à 5660 Couvin, rue de la Marcelle 133, au Hôte Saint-Joseph : cette personne étant décédée en date du 15 décembre 1998.

Pour extrait certifié conforme : le greffier adjoint, (signé) D. Dus-senne. (60160)

Justice de paix du canton de La Louvière

Par ordonnance de M. le juge de paix du canton de La Louvière, en date du 5 janvier 1999, le nommé Van Houtte, Bertrand Jean-Pierre Albert, époux séparé de Debruille, Patricia, né à Haine-Saint-Paul le 23 mars 1967, domicilié à Haine-Saint-Pierre, rue des Déportés 23, a été déclaré à nouveau capable de gérer ses biens : il a été mis fin en conséquence à la mission de son administrateur provisoire, à savoir : Michaux, Bernadette, rue des Déportés 7, Haine-Saint-Pierre.

Pour extrait certifié conforme : le greffier, (signé) Marie-Paule Malen-grez. (60161)

Vrederegerecht van het kanton Bilzen

Bij beschikking van de vrederechter van het kanton Bilzen, ambts-halve, verleend op 8 januari 1999, werd een einde gesteld aan de opdracht van Bollen, Greet, advocaat, Spurkerweg 34, 3740 Bilzen, als voorlopig bewindvoerder over : Kergen, Ernestine, geboren te Luik op 11 december 1922, verblijvende en gedomicilieerd te Bilzen-Munsterbilzen, Medisch Centrum Sint-Jozef, Abdijstraat 2.

Voor eensluidend uittreksel : de griffier, (get.) M.J. Freson. (60162)

Vrederegerecht van het kanton Brasschaat

Bij beschikking van de vrederechter van het kanton Brasschaat, verleend op 7 januari 1999, werd een einde gesteld aan het voorlopig bewind van Mr. Fernand Joris, advocaat, met kantoor te 2110 Wijnegem, Marktplein 22, over de goederen van : Van den Bogaert, Charlotte, geboren te Antwerpen op 3 juli 1918, in leven wonende en verblijvende in het R.V.T. Joostens, 2980 Sint-Antonius-Zoersel, Kapellei 133, overleden op 16 juni 1998.

Brasschaat, 7 januari 1999.

De hoofdgriffier, (get.) Ooms-Schrijvers, Maria. (60163)

Bij beschikking van de vrederechter van het kanton Brasschaat, verleend op 7 januari 1999, werd een einde gesteld aan het voorlopig bewind van Mr. Fernand Joris, advocaat, met kantoor te 2110 Wijnegem, Marktplein 22, over de goederen van : Verbesselt, Monique, geboren te Lier op 1 december 1936, in leven verblijvende in de instelling Psychiatrisch Centrum Bethaniënhuis, Andreas Vesalius-laan 39, te 2980 Sint-Antonius-Zoersel, overleden op 3 juni 1998.

Brasschaat, 7 januari 1999.

De hoofdgriffier, (get.) Ooms-Schrijvers, Maria. (60164)

Vrederegerecht van het eerste kanton Gent

Gelet op het verzoekschrift d.d. 23 december 1998 ter griffie neerge-legd, werd bij beschikking van de vrederechter van het eerste kanton Gent, verleend op 4 januari 1999, Mr. Peeraer, Marleen, advocaat, met kantoor gevestigd te Gent, Zuidstationstraat 21, ontlast van haar ambt van voorlopige bewindvoerder ad hoc over Adrianssens, Laurette, geboren te Zottegem op 28 mei 1951, wonende te 9000 Gent, Meerse-niersstraat 13/E, doch verblijvende te Gent, Rode Lijvekensstraat 18.

Voor eensluidend uittreksel : de hoofdgriffier, (get.) J. Iterbe-ke. (60165)

Vrederegerecht van het kanton Geraardsbergen

Bij beschikking van de vrederechter van het kanton Geraardsbergen, verleend op 6 januari 1999, werd ambts-halve een einde gesteld aan het voorlopig bewind van Van Damme, Geert, advocaat te Geraardsbergen, er kantoorhoudende aan de Verhaegenlaan 8, over de goederen van : Mangelinckx, Wilvina Sabine, geboren te Onkerzele op 24 mei 1907, wonende Rusthuis Vincent, Kattestraat 3, 9500 Geraardsbergen, inge-volge het overlijden van de beschermde persoon op 29 december 1998.

Voor eensluidend uittreksel : de hoofdgriffier, (get.) C. Borgenon. (60166)

Vrederegerecht van het kanton Maaseik

Bij beschikking van de vrederechter van het kanton Maaseik, gewezen op 6 januari 1999, inzake R.V. nr. 98B1, werd een einde gesteld aan de voorlopige bewindvoering, met betrekking tot Nelissen, Daniëlle Rita Valentin G., geboren te Genk op 22 januari 1960, wonende te 3650 Dilsen-Stokkem, Rijksweg 317/1, waartoe werd besloten bij beschikking d.d. 21 oktober 1997, van de vrederechter van het kanton Sint-Truiden, en aan het mandaat van de voorlopige bewindvoerder : Agten, Guido Gerard Agnes Hendrik, advocaat, geboren te Neerpelt op 9 mei 1951, wonende te 3960 Bree, Witte Torenwal 9.

Maaseik, 6 januari 1999.

Voor eensluidend uittreksel : de griffier, (get.) C. Thys. (60167)

Vrederecht van het kanton Willebroek

Bij beschikking van de vrederechter van het kanton Willebroek, verleend op 6 januari 1999, werd de heer Geniets, André, wonende te Puurs, R. Verbelenstraat 86-88, aangewezen bij beschikking verleend door de vrederechter van het kanton Willebroek op 23 oktober 1998, tot voorlopige bewindvoerder over Pepermans, Joanna, geboren op 9 september 1914, wonende te Bornem, Koningin Astridlaan 5 (gepubliceerd in het *Belgisch Staatsblad* van 4 november 1998, blz. 35998 en onder nr. 63857), met ingang van 30 december 1998 ontslagen is van de opdracht, gezien de beschermde persoon overleden is.

Willebroek, 7 januari 1999.

De hoofdgriffier, (get.) D'Haese, Paul. (60168)

Justice de paix du canton d'Arlon

Par ordonnance du juge de paix du canton d'Arlon rendue le 5 janvier 1999, il a été mis fin à mission de l'administrateur provisoire, Me Olivier Kock, dont les bureaux se trouvent avenue Nothomb 20/6, à 6700 Arlon, concernant la protection des biens de Mme Mathieu, Huguette, résidant à la maison de repos « Saint-Antoine », rue de Mageroux 55, à 6760 Virton.

Me Frédéric Gavroy, avocat, dont les bureaux se trouvent rue des Martyrs 19, à 6700 Arlon, a été désigné en qualité d'administrateur provisoire des biens de Mme Mathieu, Huguette, préqualifiée.

Pour extrait conforme : le greffier en chef, (signé) M. Mertz. (60169)

**Publication prescrite par l'article 793
du Code civil**

**Bekendmaking voorgeschreven bij artikel 793
van het Burgerlijk Wetboek**

*Acceptation sous bénéfice d'inventaire
Aanvaarding onder voorrecht van boedelbeschrijving*

Tribunal de première instance de Charleroi

Suivant acte dressé au greffe du tribunal de ce siège en date du 11 décembre 1998, Mme Magits, Bernardine, domiciliée rue Royale, à Marchienne-au-Pont, agissant en sa qualité de tutrice dative de l'enfant mineur d'âge, à savoir, Cluysen, Vincent, né à Charleroi le 24 juillet 1981, domicilié rue de la Station 4, à 6040 Jumet.

A ce dûment autorisé par délibération du conseil de famille présidé par le juge de paix du canton de Jumet en date du 3 décembre 1998.

Laquelle comparante déclare en langue française, accepter mais sous bénéfice d'inventaire seulement la succession de Verbruggen, José, domicilié à Jumet, rue de la Station 4, et décédé le 27 janvier 1997 à Jumet.

Les créanciers et les légataires sont invités à faire connaître leurs droits par avis recommandé dans le délai de trois mois à compter de la date de la présente insertion.

Cet avis doit être adressé à Mme Magits, rue Royale 27, à 6030 Marchienne-au-Pont.

Charleroi, le 7 janvier 1999.

Le greffier-chef de service délégué, (signé) N. Pieroux. (847)

Suivant acte dressé au greffe du tribunal de ce siège en date du 8 janvier 1999, M. Taton, Michel, agissant en sa qualité de père et tuteur légal de son enfant mineur d'âge, à savoir : Taton, Cédric, né à Montigny-le-Tilleul le 24 octobre 1987, domicilié avec son père à Montignies-sur-Sambre, rue aux Scrabilles 148, à ce dûment autorisé par délibération du conseil de famille réuni sous la présidence de M. le juge de paix du second canton de Charleroi, en date du 10 décembre 1998, a déclaré accepter, mais sous bénéfice d'inventaire seulement, la succession de Mme Cholewa, Irène, de son vivant domiciliée à Montignies-sur-Sambre, rue aux Scrabilles 148, et décédée le 20 novembre 1998 à Gerpinnes.

Les créanciers et les légataires sont invités à faire connaître leurs droits par avis recommandé dans le délai de trois mois à compter de la date de la présente insertion.

Cet avis doit être adressé à M. le notaire Bernard Lemaigre, notaire de résidence à 6061 Montignies-sur-Sambre, rue des Preys 28.

Charleroi, le 8 janvier 1999.

Le greffier-chef de service délégué, (signé) N. Pieroux. (848)

Tribunal de première instance de Huy

L'an mil neuf cent nonante-neuf, le huit janvier, au greffe du tribunal civil de première instance séant à Huy, province de Liège, a comparu Mme Agnès Deckers, épouse Grégoire, aidante, domiciliée à Wanze (Moha), rue de l'Eglise 241, agissant en qualité de mandataire spécial en vertu d'une procuration qui restera annexée au présent acte de Mme Honai, Alphonsine Henriette Joséphine, sans profession, née à Liège le 23 mai 1940, épouse Truyers, Jean-Claude, demeurant à Héron (Lavoir), rue de Huccorgne 21, agissant à titre personnel, en qualité de soeur du défunt.

Laquelle comparante, s'exprimant en langue française, a déclaré, pour et au nom de sa mandante, accepter sous bénéfice d'inventaire la succession de feu, le frère de celle-ci, M. Honai, Armand Jean Louis, célibataire, né à Liège le 20 août 1933, domicilié en dernier lieu à Huy, avenue de la Croix- Rouge 1, décédé à Huy le 18 juin 1998.

Les créanciers et légataires sont invités à faire valoir leurs droits, par avis recommandé dans les trois mois de la présente insertion. Cet avis doit être adressé à Me D. Gregoire, notaire à 4520 Moha, rue de l'Eglise 241.

Pour extrait conforme : le greffier, (signé) F. Morhet. (849)

Tribunal de première instance de Liège

L'an mil neuf cent nonante-neuf, le huit janvier, au greffe du tribunal de première instance de Liège, a comparu Lhoest, Isabelle, née à Rocourt le 23 décembre 1975, domiciliée à Flémalle, rue Fosse Demet 5, agissant en nom personnel et en sa qualité de mère et tutrice légale de son enfant mineur d'âge : Fidanza, Marine, née à Liège le 19 janvier 1995, domiciliée avec la mère, et en vertu d'une délibération du conseil de famille qui s'est tenu par-devant M. le juge de paix du canton de Grâce-Hollogne, en date du 17 juillet 1998, délibération qui est produite en copie et qui restera annexée au présent acte.

Laquelle comparante a déclaré accepter sous bénéfice d'inventaire la succession de Fidanza, Eric Bruno José, né à Rocourt le 7 mai 1973, de son vivant, domicilié à Liège, rue Rennequin Sualem, et décédé le 8 juin 1998 à Flémalle.

Conformément aux prescriptions du dernier alinéa de l'article 793 du Code civil, la comparante déclare faire élection de domicile en l'étude de Me Denys, Jean, notaire à Flémalle-Haute, Grand-Route 364.

Dont acte signé, lecture faite par la comparante et le greffier.

Les créanciers et légataires sont invités à faire connaître leurs droits par avis recommandé au domicile élu dans les trois mois de la présente insertion.

Le greffier-chef de service, (signature illisible.) (850)

L'an mil neuf cent nonante-neuf, le huit janvier, au greffe du tribunal de première instance de Liège, a comparu Me Sommacal, Michel, avocat à Liège, rue Hemricourt 13, porteur d'une procuration authentique pour et au nom de Tassone, Bruno, né à Messina (Italie) le 9 janvier 1976, domicilié à Vibo Valentia (Italie), Via San Maria Dell'Imperio 29, lui-même mandaté d'une procuration spéciale faite à Vibo Valentia, le 10 novembre 1998 pour et au nom de Lo Turco, Maria Luisa, née à Vibo Valentia (Italie) le 24 juillet 1973, et y domiciliée, via Cavour 8.

Lequel comparant a déclaré accepter sous bénéfice d'inventaire la succession testamentaire de Bertholet, Charles Henri Marie Paul, né à Seraing le 15 février 1936, de son vivant domicilié à Liège, place Saint-Paul 3, et décédé le 17 mars 1994 à Liège.

Conformément aux prescriptions du dernier alinéa de l'article 793 du Code civil, le comparant déclare faire élection de domicile en l'étude de Me Labé, Philippe, notaire à Liège, rue Hemricourt 25.

Le testament se trouve au rang des minutes du notaire Faccioli, Pasquale, domicilié en Italie, Vibo Valentia.

Dont acte signé, lecture faite par le comparant et le greffier.

Les créanciers et légataires sont invités à faire connaître leurs droits par avis recommandé au domicile élu dans les trois mois de la présente insertion.

Le greffier-chef de service, (signature illisible.) (851)

L'an mil neuf cent nonante-neuf, le huit janvier, au greffe du tribunal de première instance de Liège, a comparu Me Chapelier, Joël, avocat, domicilié chaussée de Gaulle 20, à 4000 Liège, désigné administrateur provisoire des biens de Mme Joris, Catherine, par ordonnance du 24 novembre 1995 du canton de Saint-Nicolas, et autorisé par ordonnance du 6 janvier 1999 du canton de Saint-Nicolas, à accepter sous bénéfice d'inventaire, ordonnances qui sont produites en copie et qui resteront annexées au présent jugement pour et au nom de Joris, Catherine, née le 28 août 1948 à Wandre, domiciliée à la Résidence « Le Domaine des Moulins », rue Saint-Nicolas 700, à Liège.

Lequel comparant a déclaré accepter sous bénéfice d'inventaire la succession testamentaire de Joris, Jeanne Catherine, née à Wandre le 30 novembre 1929, de son vivant, domiciliée à Blegny, Vieille Voie 1, et décédée le 27 décembre 1998 à Blegny.

Conformément aux prescriptions du dernier alinéa de l'article 793 du Code civil, le comparant déclare faire élection de domicile en l'étude de Me Chapelier, avocat, domicilié chaussée de Gaulle 20, à 4000 Liège.

Le testament est déposé chez Me Chapelier, avocat.

Dont acte signé, lecture faite par le comparant et le greffier.

Les créanciers et légataires sont invités à faire connaître leurs droits par avis recommandé au domicile élu dans les trois mois de la présente insertion.

Le greffier-chef de service, (signature illisible.) (852)

Rechtbank van eerste aanleg te Ieper

Heden, 8 januari 1999, is ter griffie van de rechtbank van eerste aanleg te Ieper, en voor ons, F. Hoflack, griffier-hoofd van dienst, verschenen : Mevr. Natacha Vercaigne, notariaatsbediende, wonende te 8500 Kortrijk, Pater Davidstraat 7/21, als volmachtdragster van de heer Filip George Maria Luc De Ryck, consultant technisch uitzendbureau, geboren te Gent op 10 oktober 1962, wonende te 9840 De Pinte, Groenstraat 23, handelend in zijn hoedanigheid van vader-voogd over zijn minderjarige met hem samenwonende kinderen :

Anne-Katrien Heleen Elsa Frans De Ryck, scholier, geboren te Gent op 21 juni 1988;

Frederik Simon Nelly Marcel De Ryck, scholier, geboren te Gent op 17 juli 1989;

Thibault Luc Lieve Koen De Ryck, scholier, geboren te Gent op 20 oktober 1992, gemachtigd bij de beslissing van 13 november 1998 van de familieraad gehouden onder voorzitterschap van de vrede-rechter van het zevende kanton Gent.

Zij heeft verklaard de nalatenschap van wijlen Marcel Sercu, geboren te Chatham (Canada) op 13 november 1927, in leven laatst wonende te 8900 Ieper, Brugseweg 332, en overleden te Ieper op 21 juni 1998, te aanvaarden onder voorrecht van boedelbeschrijving.

Zij verzoekt de schuldeisers en legatarissen hun rechten te doen kennen binnen drie maanden te rekenen van de datum van de opneming van deze verklaring in het *Belgisch Staatsblad* bij aangetekend bericht, te sturen aan Mr. H. de Cock, notaris te 8900 Ieper, Korte Torhoutstraat 4.

Ieper, 8 januari 1999.

De griffier-hoofd van dienst, (get.) F. Hoflack. (853)

Heden, 8 januari 1999, is ter griffie van de rechtbank van eerste aanleg te Ieper, en voor ons, F. Hoflack, griffier-hoofd van dienst, verschenen : Mevr. Natacha Vercaigne, notariaatsbediende, wonende te 8500 Kortrijk, Pater Davidstraat 7/21, als volmachtdragster van Mevr. Brigitte Anne Eliane Bekaert, directiesecretaresse, geboren te Kortrijk op 24 december 1957, wonende te 8500 Kortrijk, Burgemeester Pyckestraat 30, handelend in haar hoedanigheid van moeder-wettige voogdes over haar minderjarige met haar samenwonende kinderen :

Marilou Anne Gaston Siau, scholier, geboren te Ronse op 26 mei 1984;

Lucy Maria Madelon Stephaan Siau, geboren te Ronse op 6 februari 1986, gemachtigd bij de beslissing van de familieraad d.d. 2 december 1998 gehouden onder voorzitterschap van de vrederechter van het kanton Ronse.

Zij heeft verklaard de nalatenschap van wijlen Anna Martha Cornelia Engelaere, geboren te Elverdinge op 20 september 1913, in leven laatst wonende te 8906 Ieper-Elverdinge, Veurnseweg 538, en overleden te Ieper op 9 juli 1998, te aanvaarden onder voorrecht van boedelbeschrijving.

Zij verzoekt de schuldeisers en legatarissen hun rechten te doen kennen binnen drie maanden te rekenen van de datum van de opneming van deze verklaring in het *Belgisch Staatsblad* bij aangetekend bericht, te sturen aan Mr. H. de Cock, notaris te 8900 Ieper, Korte Torhoutstraat 4.

Ieper, 8 januari 1999.

De griffier-hoofd van dienst, (get.) F. Hoflack. (854)

Rechtbank van eerste aanleg te Kortrijk

Bij akte, verleden ter griffie van de rechtbank van eerste aanleg te Kortrijk, op 8 januari 1999, is verschenen : Ovaere, Berenice Irma, geboren te Kortrijk op 17 januari 1942, weduwe Eeckhout, Frans, wonende te 8500 Kortrijk, Burgemeester Mayeurlaan 67, handelende in eigen naam.

De comparante heeft ons verklaard, handelend in haar gezegde hoedanigheid, onder voorrecht van boedelbeschrijving de nalatenschap te aanvaarden van wijlen Eeckhout, Frans Henri André, geboren te Kortrijk op 3 maart 1941, in leven laatst wonende te 8500 Kortrijk, Burgemeester Mayeurlaan 67, en overleden te Kortrijk op 22 december 1998.

De schuldeisers en legatarissen worden verzocht, binnen de drie maanden te rekenen van de datum van opneming in het *Belgisch Staatsblad*, hun rechten bij aangetekend schrijven te doen kennen op het kantoor van notaris Guillemyn, Vincent, Hospitaalstraat 12, te 8930 Menen (Lauwe).

Kortrijk, 8 januari 1999.

De griffier, (get.) Lieven Kindt. (855)

Concordat judiciaire – Gerechtiglijk akkoord

Rechtbank van koophandel te Leuven

Bij vonnis van de rechtbank van koophandel te Leuven, van donderdag 7 januari 1999, werd aan Mevr. Branders, Yvette, herbergierster, wonende te 3270 Scherpenheuvel-Zichem, Vroentestraat 3, H.R. Leuven 59382, BTW 706.810.492, een verlenging van de observatieperiode toegekend.

Deze periode wordt verlengd met drie maanden, zodat ter zitting van 30 maart 1999, te 16 uur, zal uitspraak worden gedaan over de definitieve opschorting en dit in de gewone zittingszaal van deze rechtbank, justitiepaleis, Smoldersplein, tweede verdieping.

Het herstel- of betalingsplan zal vanaf 15 maart 1999 op de griffie ter inzage liggen van de schuldeisers.

De griffier, (get.) W. Coosemans. (856)

Faillite – Faillissement

Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du 7 janvier 1999 a été déclarée ouverte la faillite de la S.P.R.L. La Salade folle, avenue J. Dujardin 9, à 1150 Bruxelles, R.C. Bruxelles 478016, T.V.A. 428.485.424, activité commerciale : restaurant.

Juge-commissaire : M. Marchandise.

Curateur : Me Pierre Cornil, avenue Louise 409, à 1050 Bruxelles.

Les créanciers doivent produire leurs créances au greffe du tribunal de commerce, palais de justice, place Poelaert, à 1000 Bruxelles, dans le délai de trente jours à dater du prononcé du jugement.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances : le mercredi 10 février 1999, à 14 heures, à la salle A.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) P. Cornil. (857)

Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis d.d. 7 januari 1999 werd geopend verklaard het faillissement van de B.V.B.A. La Salade folle, J. Dujardinlaan 9, te 1150 Brussel, H.R. Brussel 478016, BTW 428.485.424, werkring : restaurant.

Rechter-commissaris : de heer Marchandise.

Curator : Mr. Pierre Cornil, Louizalaan 409, te 1050 Brussel.

De schuldeisers worden uitgenodigd de verklaring van hun schuldvorderingen te doen ter griffie van de rechtbank van koophandel, gerechtsgebouw, Poelaertplein, te 1000 Brussel, binnen de termijn van dertig dagen te rekenen vanaf de datum van uitspraak van het vonnis.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht der schuldvorderingen : op woensdag 10 februari 1999, te 14 uur, in zaal A.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) P. Cornil. (857)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du 31 décembre 1998, le tribunal de commerce de Bruxelles a prononcé la clôture pour absence d'actif de la faillite de la S.P.R.L. Sheluc, domicilié à 1180 Bruxelles, chaussée de Waterloo 1115, R.C. Bruxelles 592756, T.V.A. 455.140.925.

Le tribunal déclare le failli non excusable.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) A. d'Ieteren.

(Pro deo) (858)

Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis d.d. 31 december 1998, gewezen door de rechtbank van koophandel te Brussel, werd gesloten verklaard het faillissement van de maatschappij Sheluc, gedomicilieerd te 1180 Brussel, H.R. Brussel 592756, BTW 455.140.925, bij gebrek aan activa.

De rechtbank verklaart de gefailleerde niet verschoonbaar.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) A. d'Ieteren.

(Pro deo) (858)

Tribunal de commerce d'Arlon

Par jugement rendu le 7 janvier 1999, le tribunal de commerce d'Arlon a déclaré en faillite, sur aveu, M. Succa, Michel Yvan, né le 4 juillet 1970, de nationalité italienne, domicilié à 6812 Suxy (Chiny), rue Grande 58B, R.C. Neufchâteau 20739, T.V.A. 714.773.994, pour l'activité de commerce ambulante.

Par même jugement, le tribunal a fixé la date de cessation des paiements au 17 septembre 1998.

Juge-commissaire : M. Jean Geubel, à Arlon.

Curateur : Me Angélique Lazzari, avocat, rue des Combattants 30, à 6760 Virton.

Dépôt des créances au greffe du tribunal de commerce, Centre judiciaire, place Schalbert 1, à 6700 Arlon : avant le 7 février 1999.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances en l'auditoire du tribunal de commerce, Centre judiciaire, place Schalbert 1, à 6700 Arlon, le 3 mars 1999, à 9 heures.

Le curateur, (signé) A. Lazzari. (859)

Par jugement rendu le 7 janvier 1999, le tribunal de commerce d'Arlon a déclaré en faillite, sur aveu, M. Schmit, Pierre Michel Jean, né à Arlon le 12 juin 1943, de nationalité belge, domicilié à 6700 Arlon, rue des Buissons 1, bte 3, R.C. Arlon 20710, immatriculation rayée le 25 septembre 1998 avec la même date en ce qui concerne la cessation de l'activité commerciale, T.V.A. 724.294.545, immatriculation rayée le 25 septembre 1998 pour l'activité d'entreprise de transport de choses au moyen de véhicules dont la capacité de charge utile ne dépasse pas 500 kilos et d'entreprise de taxis.

Par même jugement, le tribunal a fixé la date de cessation des paiements au 1^{er} octobre 1998.

Juge-commissaire : M. Jean Geubel, à Arlon.

Curateur : Me Angélique Lazzari, avocat, rue des Combattants 30, à 6760 Virton.

Dépôt des créances au greffe du tribunal de commerce, Centre judiciaire, place Schalbert 1, à 6700 Arlon : avant le 7 février 1999.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances en l'auditoire du tribunal de commerce, Centre judiciaire, place Schalbert 1, à 6700 Arlon, le 3 mars 1999, à 9 h 30 m.

Le curateur, (signé) A. Lazzari. (860)

Tribunal de commerce de Charleroi

Par jugement du tribunal de commerce de Charleroi du 8 décembre 1998, la faillite de M. Eric Fransens, déclarée le 21 mai 1991, a été clôturée pour insuffisance d'actif.

Le failli n'a pas été déclaré excusable.

Le curateur, (signé) Catherine Knoops. (Pro deo) (861)

Par jugement du tribunal de commerce de Charleroi du 1^{er} décembre 1998, la faillite de la S.A. La Roveliennne, déclarée le 29 octobre 1997, a été clôturée pour insuffisance d'actif.

La société faillie n'a pas été déclarée excusable.

Le curateur, (signé) Catherine Knoops. (Pro deo) (862)

Par jugement du tribunal de commerce de Charleroi du 1^{er} décembre 1998, la faillite de Mme Marie-Thérèse Paulet, déclarée le 6 mai 1997, a été clôturée pour insuffisance d'actif.

La faillie n'a pas été déclarée excusable.

Le curateur, (signé) Catherine Knoops. (Pro deo) (863)

Par jugement du tribunal de commerce de Charleroi du 1^{er} décembre 1998, la faillite de la S.C. Lambert-D'Attilo-Lipsin (L.D.L.) Confort, déclarée le 29 mars 1995, a été clôturée pour insuffisance d'actif.

La société faillie n'a pas été déclarée excusable.

Le curateur, (signé) Catherine Knoops. (Pro deo) (864)

Tribunal de commerce de Dinant

Par un jugement du 5 janvier 1999, le tribunal de commerce de Dinant a déclaré, sur citation, la faillite de M. Serge Gustin, né le 31 mai 1967, domicilié à Rochefort, (Han-sur-Lesse), rue des Grottes 35, et actuellement à Rochefort, (Lavaux-Sainte-Anne), rue des Maquisards 28, R.C. Charleroi 175994.

Juge-commissaire : M. François Hicguet, juge consulaire.

Curatrice : Me Graziella Martini, avocate, dont le cabinet est situé à Rochefort, rue de Behogne 78.

Adresse de la curatelle : rue Bois de devant Houx 39, à Yvoir.

Les déclarations de créance doivent être déposées, dans les trente jours du jugement, au greffe du tribunal de commerce de Dinant, place du Palais 8, à 5500 Dinant.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances : le mardi 23 février 1999, au palais de justice de Dinant, 1^{er} étage.

Pour extrait conforme : la curatrice, (signé) Gr. Martini. (865)

Tribunal de commerce de Liège

Par jugement du 11 janvier 1999, le tribunal de commerce de Liège a déclaré la faillite de la S.P.R.L. Restofirme, établie et ayant son siège social, chaussée de Liège 240, 4460 Grâce-Hollogne, R.C. Liège 185229, T.V.A. 451.299.032, faisant le commerce de gestion administrative dans le secteur Horeca, snacks et pizzas à emporter sous la dénomination « La Grotte », et la S.A. Restotel, établie à la même adresse, R.C. Liège 169804.

Juge-commissaire : M. Philippe Boone.

Date de clôture pour le dépôt des créances : le 10 février 1999.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances : le 23 janvier 1999, à 9 h 30 m, au cabinet du greffier en chef.

Le curateur, (signé) Corneille Bastjaens, avocat, avenue de l'Observatoire 211/11, 4000 Liège-1. (866)

Par jugement du 11 janvier 1999, le tribunal de commerce de Liège a prononcé la faillite, sur citation, de la S.C.R.L. Socrates (Le Quai des Orfèvres), rue Natalis 57, à 4020 Liège, R.C. Liège 157885, T.V.A. 430.336.936.

Début des activités commerciales : le 16 janvier 1987.

Date de la cessation des paiements : le 11 juillet 1998.

Juge-commissaire : Olivier Eschweiler.

Procès-verbal de vérification des créances : le 23 février 1999, à 9 h 30 m.

Le curateur, (signé) Me Didier Grignard, avocat, quai de Rome 80, 4000 Liège. (Pro deo) (867)

Tribunal de commerce de Namur

Par jugement du 5 janvier 1999, le tribunal de commerce de Namur a déclaré la faillite de la S.A. Hospital Information Systems Belgium (HIS), dont le siège social est sis à 5081 La Bruyère, section de Meux, rue des Bailleries 24, exerçant une activité d'exploitation d'un bureau de travaux mécanographiques, bureau d'étude, d'organisation et de conseils en matières financière, commerciale, fiscale ou sociale, R.C. Namur 56905, T.V.A. 432.751.147.

Le même jugement reporte à la date provisoire du 5 janvier 1999, l'époque de la cessation des paiements.

Juge-commissaire : M. Etienne De Dorlodot.

Curateurs : Me Jean-Louis David et Me Patrick Buysse, rue Léon François 79, 5170 Bois-de-Villers.

Les créanciers doivent produire leurs créances au greffe du tribunal de commerce, rue du Collège 37, à Namur, dans les trente jours.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances à l'audience publique du 4 mars 1999, à 10 heures, au palais de justice de Namur, premier étage.

Les curateurs, (signé) Jean-Louis David; Patrick Buysse. (868)

Tribunal de commerce de Verviers

Faillite sur aveu

Par jugement du mardi 5 janvier 1999, le tribunal de commerce de Verviers a déclaré la faillite de la société anonyme Angelo Lupo, ayant son siège social à 4910 Theux, rue des 600 Franchimontois 3B, R.C. Verviers 42825, T.V.A. 418.144.531, pour l'exploitation d'une tuyauterie industrielle.

Juge-commissaire : M. Arnold Gillet.

Curateur : Me Luc Defraiteur, avocat à 4800 Verviers, rue du Palais 34.

Les créanciers doivent produire leurs créances au greffe endéans les trente jours.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances : le 5 mars 1999, à 9 h 30 m.

Pour extrait conforme : le greffier en chef, (signé) Marc Duysinx. (869)

Rechtbank van koophandel te Brugge, afdeling Brugge

Op 7 januari 1999 werd de B.V.B.A. Ker'Mor, met maatschappelijke zetel te 8380 Zeebrugge, Groenlandstraat 506, H.R. Brugge 14851, failliet verklaard.

Mrs. Lino Verbeke & Sabien De Brabandere, werden als curatoren aangesteld. De heer Germain Brouns, rechter in handelszaken, als rechter-commissaris.

De schuldeisers worden uitgenodigd de aangifte van de schuldvordering te doen ter griffie van de rechtbank van koophandel te Brugge, Kazernevest 3, en dit vóór 5 februari 1999.

De sluiting van het proces-verbaal van verificatie van de schuldvorderingen wordt bepaald op 15 februari 1999, om 9 u. 30 m., in de gehoorzaal van de rechtbank van koophandel te Brugge, Kazernevest 3.

(Get.) Verbeke & De Brabandere, curatoren. (870)

Bij vonnis van 2 december 1998 heeft de rechtbank van koophandel te Brugge, het faillissement van de N.V. Gyma, destijds met maatschappelijke zetel te 8310 Brugge, Esperantostraat 18, en daterend van 19 september 1996, gesloten verklaard wegens ontoereikend actief.

De gefaillieerde werd niet verschoonbaar verklaard.

Voor eensluidend uittreksel : de curatoren, (get.) Ronny Vanhecke en Christel De Wulf. (871)

Rechtbank van koophandel te Gent

Bij vonnis d.d. 8 januari 1999, op dagvaarding, 1e kamer, werd het faillissement vastgesteld inzake Paksal C.V.O.H.A., tussenpersoon in de handel, groothandel in algemene voedingswaren, uitbating van een carwash, met maatschappelijke zetel te 9050 Gent-Ledeberg, Louis van Houttestraat 2, H.R. Gent 177901, BTW 455.664.428.

Rechter-commissaris : de heer Michel Reyniers.

Datum staking van de betalingen : 8 januari 1999.

Indienen schuldvorderingen : griffie rechtbank van koophandel, Oude Schaapmarkt 22, 9000 Gent, vóór 9 februari 1999.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht van de ingediende schuldvorderingen : 23 februari 1999, te 9 uur, in de rechtbank, gehoorzaal A, tweede verdieping.

De curator : Mr. E. Cleeren, advocaat, kantoorhoudende te 9000 Gent, Iepenstraat 68.

Voor eensluidend uittreksel : de hoofdgriffier, (get.) H. Vanmaldeghem. (Pro deo) (872)

Bij vonnis d.d. 8 januari 1999, op bekentenis, 1e kamer, werd het faillissement vastgesteld inzake The Rambler N.V., uitbating van spijshuis, restauratiehouder, met maatschappelijke zetel te 9000 Gent, Koningin Maria Hendrikaplein 3, H.R. Gent 146461, BTW 430.051.775.

Rechter-commissaris : Monique Jacobus.

Datum staking van de betalingen : 30 november 1998.

Indienen schuldvorderingen : griffie rechtbank van koophandel, Oude Schaapmarkt 22, 9000 Gent, vóór 5 februari 1999.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht van de ingediende schuldvorderingen : 19 februari 1999, te 9 uur, in de rechtbank, gehoorzaal A, tweede verdieping.

De curator : Mr. G. Aerts, advocaat, kantoorhoudende te 9000 Gent, Voskenslaan 420.

Voor eensluidend uittreksel : de hoofdgriffier, (get.) H. Vanmaldeghem. (Pro deo) (873)

Bij vonnis d.d. 8 januari 1999, op bekentenis, 1e kamer, werd het faillissement vastgesteld inzake Ackx, Godelieve Helena Marie, uitbater van publiciteitsonderneming, handeldrijvende onder de benaming « Uitgevoerd Ax », geboren te Gent op 29 december 1949, wonende te 9930 Zomergem, Langebroeken 15, destijds H.R. Gent 184160 (geschrapt d.d. 12 oktober 1998), BTW 740.115.245.

Rechter-commissaris : Monique Jacobus.

Datum staking van de betalingen : 8 juli 1998.

Indienen schuldvorderingen : griffie rechtbank van koophandel, Oude Schaapmarkt 22, 9000 Gent, vóór 5 februari 1999.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht van de ingediende schuldvorderingen : 19 februari 1999, te 9 uur, in de rechtbank, gehoorzaal A, tweede verdieping.

De curator : Mr. G. Aerts, advocaat, kantoorhoudende te 9000 Gent, Voskenslaan 420.

Voor eensluidend uittreksel : de hoofdgriffier, (get.) H. Vanmaldeghem. (Pro deo) (874)

Bij vonnis d.d. 8 januari 1999, op bekentenis, 1e kamer, werd het faillissement vastgesteld inzake Adigery, Christiane Constance, hoofdelijk verbonden vennoot in de V.O.F. De Groot-Adigery, in falingsverklaring op 27 november 1998, geboren te Riviere Salee (Martinique) op 5 oktober 1952, ingeschreven met woonplaats te 9000 Gent, Boomstraat 59/a, doch volgens verklaring thans verblijvende te 9000 Gent, Frans Rensstraat 7A.

Rechter-commissaris : de heer Alain Mys.

Datum staking van de betalingen : 8 juli 1998.

Indienen schuldvorderingen : griffie rechtbank van koophandel, Oude Schaapmarkt 22, 9000 Gent, vóór 5 februari 1999.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht van de ingediende schuldvorderingen : 19 februari 1999, te 9 uur, in de rechtbank, gehoorzaal A, tweede verdieping.

De curator : Mr. W. Moens, advocaat, kantoorhoudende te 9000 Gent, Burggravenlaan 1.

Voor eensluidend uittreksel : de hoofdgriffier, (get.) H. Vanmaldeghem. (Pro deo) (875)

Bij vonnis d.d. 8 januari 1999, op bekenenis, 1e kamer, werd het faillissement vastgesteld inzake De Groot, Jacobus Theodorus Andreas, uitbater van drankgelegenheid en lichte maaltijden, hoofdelijk verbonden vennoot in de V.O.F. De Groot-Adigery, in falingsverklaring op 27 november 1998, geboren te Groningen (Nederland) op 4 juni 1960, wonende te 9000 Gent, Burgstraat 10, H.R. Gent 181010, BTW 587.815.446.

Rechter-commissaris : de heer Alain Mys.

Datum staking van de betalingen : 8 juli 1998.

Indienen schuldvorderingen : griffie rechtbank van koophandel, Oude Schaapmarkt 22, 9000 Gent, vóór 5 februari 1999.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht van de ingediende schuldvorderingen : 19 februari 1999, te 9 uur, in de rechtbank, gehoorzaal A, tweede verdieping.

De curator : Mr. W. Moens, advocaat, kantoorhoudende te 9000 Gent, Burggravenlaan 1.

Voor eensluidend uittreksel : de hoofdgriffier, (get.) H. Vanmaldeghem. (Pro deo) (876)

Rechtbank van koophandel te Hasselt

De rechtbank van koophandel te Hasselt, Havermarkt 8, tweede kamer, heeft bij vonnis van 7 januari 1999, op bekenenis, in staat van faillissement verklaard M.C.J. Trans B.V.B.A., waarvan de zetel gevestigd is te Houthalen-Helchteren, Schutterijstraat 19, H.R. Hasselt 94867, BTW 460.026.854, handelsactiviteit : transport.

Rechter-commissaris : de heer Eraly.

Tijdstip van ophouden van betalen : 1 november 1998.

Curatoren : Mr. Dehaese, Lieve, advocaat te 3500 Hasselt, Luikersteenweg 187, en Mr. Dehaese, Johan, advocaat te 3500 Hasselt, Luikersteenweg 187, en Mr. Bussers, Patrick, advocaat te 3590 Diepenbeek, Kloosterstraat 35.

Indienen van de schuldvorderingen : griffie rechtbank van koophandel, Havermarkt 8, te 3500 Hasselt, vóór 28 januari 1999.

Sluiting proces-verbaal der nazicht van de schuldvorderingen : 11 februari 1999, om 14 uur, in de gehoorzaal van de rechtbank van koophandel te Hasselt.

Voor eensluidend uittreksel : de curatoren, (get.) Dehaese, Lieve; Dehaese, Johan; Bussers, Patrick. (Pro deo) (877)

Rechtbank van koophandel te Mechelen

Op 11 januari 1999 werd, op dagvaarding, in falingsverklaring de B.V.B.A. Interstar, met maatschappelijke zetel te 2500 Lier, Leuvensevest 3, H.R. Mechelen X 11059, BTW 447.339.254.

In hetzelfde vonnis werd de datum van staking van betaling vastgesteld op 11 januari 1999 en werden volgende schikkingen getroffen :

Rechter-commissaris : de heer J. Schools.

Curator : Mevr. Betty De Neef, advocaat te Mechelen, F. de Merodestraat 49.

Indienen van de schuldvorderingen : vóór 12 februari 1999, ter griffie van de rechtbank van koophandel te Mechelen, Voochtstraat 7.

Proces-verbaal van nazicht van de schuldvorderingen : 22 februari 1999, te 9 uur, op de rechtbank van koophandel op voormeld adres.

Voor eensluidend uittreksel : (get.) De Neef, Betty, curator. (878)

Op 11 januari 1999 werd, op bekenenis, in falingsverklaring de B.V.B.A. Boeckx G & R, met maatschappelijke zetel te 2220 Heist-op-den-Berg, Waterlees 2, H.R. Mechelen 66819, BTW 438.162.658.

In hetzelfde vonnis werd de datum van staking van betaling vastgesteld op 11 januari 1999 en werden volgende schikkingen getroffen :

Rechter-commissaris : de heer J. Schools.

Curator : Mevr. Betty De Neef, advocaat te Mechelen, F. de Merodestraat 49.

Indienen van de schuldvorderingen : vóór 12 februari 1999, ter griffie van de rechtbank van koophandel te Mechelen, Voochtstraat 7.

Proces-verbaal van nazicht van de schuldvorderingen : 22 februari 1999, te 9 uur, op de rechtbank van koophandel op voormeld adres.

Voor eensluidend uittreksel : (get.) De Neef, Betty, curator. (879)

Op 11 januari 1999 werd, op dagvaarding, in falingsverklaring de B.V.B.A. J.H.P. Trans, met maatschappelijke zetel te 2500 Lier, Posthoornstraat 2, H.R. Mechelen 81438, BTW 446.449.032.

In hetzelfde vonnis werd de datum van staking van betaling vastgesteld op 11 januari 1999 en werden volgende schikkingen getroffen :

Rechter-commissaris : de heer J. Schools.

Curator : Mevr. Betty De Neef, advocaat te Mechelen, F. de Merodestraat 49.

Indienen van de schuldvorderingen : vóór 12 februari 1999, ter griffie van de rechtbank van koophandel te Mechelen, Voochtstraat 7.

Proces-verbaal van nazicht van de schuldvorderingen : 22 februari 1999, te 9 uur, op de rechtbank van koophandel op voormeld adres.

Voor eensluidend uittreksel : (get.) De Neef, Betty, curator. (880)

Rechtbank van koophandel te Oudenaarde

Bij vonnis d.d. 31 december 1998 werd het faillissement lastens de B.V.B.A. Lorelei, te Geraardsbergen, Pijlekaartstraat 79, afgesloten wegens gebrek aan actief.

De rechtbank heeft beslist de gefailleerde niet verschoonbaar te verklaren.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) M. Manderick. (881)

Rechtbank van koophandel te Tongeren

De rechtbank van koophandel te 3700 Tongeren, gerechtsgebouw, Kielenstraat 22, heeft bij vonnis van 7 januari 1999, op bekenenis, in staat van faillissement verklaard de B.V.B.A. Transcomm Services, met maatschappelijke zetel gevestigd te 3700 Tongeren, Blauwe Geitweg 4, en uitbatingszetel te 3700 Tongeren, Overhaemlaan 36, bus 2, H.R. Tongeren 74768, vervoer van goederen over de weg voor rekening van derden, BTW 431.954.460.

Tijdstip staking van betaling : 31 december 1998.

Curator : Mr. E. Vanbergen, advocaat te 3700 Tongeren, Leopoldwal 4.

Indienen van de schuldvorderingen : griffie rechtbank van koophandel, gerechtsgebouw, Kielenstraat 22, te 3700 Tongeren, vóór 7 februari 1999.

Sluiting proces-verbaal nazicht van de schuldvorderingen : 11 februari 1999, om 10 uur, Kielenstraat 22, te 3700 Tongeren, gerechtsgebouw.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) E. Vanbergen. (Pro deo) (882)

Régime matrimonial – Huwelijksvermogensstelsel

Le tribunal de première instance de Tournai, en date du 1^{er} décembre mil neuf cent nonante-huit, a dûment homologué l'acte modificatif des dispositions matrimoniales des époux Christiaan Martens-Arlette Antoin, demeurant à Mont-de-l'Enclus (Orroir), rue de l'Alouette 4.

L'acte constant la clôture de la procédure a été signé par-devant le notaire Luc Anciaux, à la résidence de Celles, en date du 8 janvier 1999.

(Signé) L. Anciaux, notaire. (883)

Bij verzoekschrift van 7 januari 1999 hebben de echtgenoten Bonne, Gerrit, vrachtwagenchauffeur, geboren te Lokeren op 23 december 1972, en Durinck, Isabel Margriet, bediende, geboren te Gent op 30 juni 1973, beiden wonende te 9160 Lokeren, Beerveldestraat 13, een verzoek ingediend bij de rechtbank van eerste aanleg te Dendermonde, ter homologatie van de akte houdende wijziging van hun huidig huwelijkscontract, zijnde het wettelijk stelsel met als enige wijziging de inbreng in de huwgemeenschap van het eigen onroerend goed van Mevr. Durinck, Isabel, zijnde: een perceel bouwgrond te Laarne, 2^e afdeling Kalken, aan de Schriekstraat, sectie E, nr. 28 en deel van nr. 29a, groot volgens meting van duizend en negen vierkante meter achtentachtig vierkante decimeter (1 009 m² 88 dm²).

Kalken, 7 januari 1999.

Namens de echtgenoten Bonne-Durinck, (get.) Guy Danckaert, notaris te Kalken. (884)

Bij verzoekschrift van 29 december 1998 hebben de echtgenoten Wauters, Jaak Roger Emmanuel, handelaar, en De Ridder, Anne Marie Martha Leonie, samenwonende te 9971 Kaprijke (Lembeke), Berkenlaan 3, de homologatie aangevraagd bij de rechtbank van eerste aanleg te Gent van de akte verleden voor notaris Dauwe, Jozef, te Eeklo, op 29 december 1998, houdende wijziging van hun huwelijksvermogensstelsel door overschakeling van het stelsel van zuivere scheiding van goederen naar het wettelijk stelsel, met inbreng door beiden van hun gezinswoning en met verblijvingsbeding van de gemeenschap aan de langstlevende van hen.

Eeklo, 7 januari 1999.

Namens de verzoekers, (get.) Dauwe, Jozef, notaris. (885)

Bij verzoekschrift van 6 januari 1999 hebben de echtgenoten Debbaut, Peter Edilbert Gerard, zelfstandig medewerker, en Depickere, Brenda Irène, bediende, samenwonende te 9990 Maldegem, Koning Leopoldlaan 99, de homologatie aangevraagd bij de rechtbank van eerste aanleg te Gent van het wijzigend huwelijkscontract verleden voor notaris Dauwe, Jozef, te Eeklo, op 6 januari 1999, waarbij het wettelijk stelsel wordt behouden, doch door de heer Debbaut, Peter een onroerend goed wordt ingebracht in de huwgemeenschap.

Eeklo, 7 januari 1999.

Namens de verzoekers, (get.) Dauwe, Jozef, notaris. (886)

Bij verzoekschrift van 4 januari 1999 hebben de echtgenoten Georges Oskar Baziel Lievens, zaakvoerder, en Christine Helene Marie Van Nieuwerburgh, kinesitherapeute, samenwonende te 9900 Eeklo, Leopoldlaan 43, de homologatie aangevraagd bij de rechtbank van eerste aanleg te Gent van het wijzigend huwelijkscontract verleden voor notaris Dauwe, Jozef, te Eeklo, op 4 januari 1999, waarbij het wettelijk stelsel wordt behouden, doch door de heer Lievens, Georges, een onroerend goed wordt ingebracht in de huwgemeenschap.

Eeklo, 7 januari 1999.

Namens de verzoekers, (get.) Dauwe, Jozef, notaris. (887)

Bij verzoekschrift gedateerd van 14 november 1998 hebben de heer en Mevr. Dany Naessens-Verheye, Marleen, te Dentergem (Oeselgem), Galgestraat 3, voor de rechtbank van eerste aanleg te Kortrijk een verzoek ingediend tot homologatie van een akte wijziging huwelijksstelsel, verleden voor notaris Jean-Jacques Goeminne, te Aalter, op 14 november 1998.

(Get.) J.-J. Goeminne, notaris. (888)

Bij verzoekschrift van 29 december 1998, neergelegd op de rechtbank van eerste aanleg te Leuven, verzoeken de echtgenoten de heer Ludovicus Camillus Vercammen, ingenieur, geboren te Heist-op-den-Berg op 13 september 1960, en Mevr. Verstrepén, Elisabeth Julia Theo Maria, bediende, geboren te Aarschot op 5 februari 1961, samenwonende te Aarschot, Rode Kruislaan 12, deze rechtbank te homologeren de wijziging van hun huwelijksvermogensstelsel, houdende overgang van zuivere scheiding van goederen, ingevolge huwelijkscontract verleden voor notaris Camille D'Hooghe, te Aarschot, op 14 februari 1996, naar algehele gemeenschap, met toebedeling van het gemeenschappelijk vermogen aan de langstlevende hunner, opgemaakt bij akte verleden voor notaris Camille D'Hooghe, te Aarschot, op 29 december 1998.

Voor de verzoekers, (get.) C. D'Hooghe, notaris. (889)

Bij vonnis van de rechtbank van eerste aanleg te Leuven, op 16 november 1998, werd de akte gehomologeerd houdende wijziging van huwelijksvermogensstelsel tussen de echtgenoten Georges Maria Emile Morren en Liliane Maria Hélène Wilhelmine Nijsthoven, te Zoutleeuw (Halle-Booienhoven), Vinnestraat 22A, opgemaakt door notaris Franz Aumann, te Sint-Truiden, op 11 februari 1998.

Voor de echtgenoten, (get.) Franz Aumann, notaris. (890)

Bij vonnis van vier december negentienhonderd achtennegentig, uitgesproken door de rechtbank van eerste aanleg te Tongeren, werd de akte gehomologeerd, verleden voor notaris Arnold Vuylsteke, te Zichen-Zussen-Bolder (Riemst), op vijf juni negentienhonderd achtennegentig, waarbij de echtgenoten Josephus Hubertus Augustinus Marie Broers, geboren te Moelingen op twaalf maart negentienhonderd achtenzestig, en zijn echtgenote, Mevr. Nathalie Jeanne Marie Perick, geboren te Hermalle-sous-Argenteau op twee april negentienhonderd zeventig, wonende te 3790 Moelingen (Voeren), Voerenstraat 233, hun huwelijksvermogensstelsel wijzigden, met in het bijzonder inbreng door de heer Josephus Broers van het hem persoonlijk toebehorend onroerend goed te Voeren (vijfde afdeling) Moelingen, Voerenstraat 233, sectie B, deel van nr. 144/n, groot vier aren drieënveertig centiaren, in het tussen hen bestaande wettelijk stelsel der gemeenschap van goederen.

Zichen-zussen-Bolder (Riemst).

Voor de verzoekers, (get.) A. Vuylsteke, notaris. (891)

Succession vacante – Onbeheerde nalatenschap

Rechtbank van eerste aanleg te Turnhout

Bij beschikking d.d. 6 januari 1999, op verzoekschrift verleend, heeft de rechtbank van eerste aanleg, zitting houdende te Turnhout, eerste kamer, over de onbeheerde nalatenschap van wijlen de heer Jacobs, Johan Jeanne, geboren te Turnhout op 30 januari 1958, in leven wonende te Turnhout, Oude Dijk 70, en overleden te Turnhout op 6 april 1998, als curator aangesteld: Mevr. Linda Claessens, advocate te Turnhout, Gemeentestraat 2.

De griffier, (get.) J. Beliën. (893)

Onafhankelijk Ziekenfonds Vlaanderen—
Raad van bestuur — Benoeming bestuurder

De algemene vergadering van het Onafhankelijk Ziekenfonds Vlaanderen, in zitting bijeen op 21 november 1998, heeft de benoeming van de heer Rudy Stassen, Gemeneweidestraat 36, te 8000 Brugge, ter vervanging van de ontslagneme de heer Fernand Van Rechem, eenparig goedgekeurd.

Gent, 21 november 1998.

(Get.) Jaak Galle, voorzitter.

(895)

**Mutualité Libre 503, établie à Schaerbeek
Onafhankelijk Ziekenfonds 503, gevestigd te Schaarbeek**—
Reconnue par arrêté royal du 27 novembre 1926
(*Moniteur belge* du 6-7 décembre 1926)
Erkend bij het koninklijk besluit van 27 november 1926
(*Belgisch Staatsblad* van 6-7 december 1926)*Conseil d'administration — Elections*
Raad van bestuur — Verkiezingen

Il résulte du procès-verbal de la réunion de l'assemblée générale du 28 mai 1998 la nouvelle composition du conseil d'administration :

Uit het verslag van de algemene vergadering van 28 mei 1998 blijkt de nieuwe samenstelling van de raad van bestuur :

Président, voorzitter :

Spaey, Hugo, 1090 Brussel

Vice-président, vice-voorzitter :

Darmstaedter, Xavier, 1410 Waterloo.

Trésorier, penningmeester :

Thays, Michel, 1150 Bruxelles.

Trésorier adjoint, adjunct-penningmeester :

Ramboux, Léopold, 1050 Bruxelles.

Secrétaire, secretaris :

Decat, René, 4802 Heusy.

Secrétaire adjoint, adjunct-secretaris :

Cormann, Michel, 1950 Kraainem.

Administrateurs, bestuurders :

Bauwens, Paul, 5000 Namur.

Boly, Nicole, 5060 Sambreville.

Boudard, Christophe, 6180 Courcelles.

Bruyninckx, Constant, 3010 Kessel-Lo.

Carpentier, August, 3020 Herent.

De Haeseleer, Jos, 8500 Kortrijk.

Dehouck, Jean-Louis, 1180 Bruxelles.

Delestinne, Jean, 1160 Bruxelles.

Deswert, Louis, 1640 Rhode-Saint-Genèse.

Devis, Victor, 1750 Sint-Martens-Lennik.

Goffin, Donald, 1160 Bruxelles.

Jacquemin, Robert, 1080 Bruxelles.

Lagasse, Nicolas, 1030 Bruxelles.

Mosselmans, Peter, 1981 Hofstade.

Pellegrims, Francis, 1140 Bruxelles.

Polaster, Gerard, 1080 Brussel.

Reniers, Eddy, 3210 Linden.

Saussez, Jeannine, 1200 Bruxelles.

Vander Est, Yvonne, 1780 Wemmel.

Van Geel, Luc, 1070 Bruxelles.

Van Haren, Jacques, 2610 Wilrijk.

Van Rompaey, Hilda, 1030 Brussel.

Weemaels, Luc, 1640 Sint-Genesius-Rode.

(896)